

Les voyages de MM. Baker, Bérégovoy et Genscher en Union soviétique

M. Boris Eltsine sans rancune

C'EST après mûre réflexion, affirme ses proches, que M. Boris Eltsine a décidé de ne pas être rancunier à l'égard des autorités françaises, qui ont eu le tort de ne se rendre compte de son importance qu'au lendemain de l'échec du putsch du 19 août. C'est ainsi qu'après s'être fait quelques jours pour recevoir samedi 7 septembre M. Bérégovoy, qui avait fait le voyage de Moscou, il s'est décidé de mettre un terme à la polémique qui l'opposait à Paris, en rendant un hommage appuyé à M. Mitterrand.

«Le président de la République française, a-t-il déclaré le même jour au cours d'un entretien accordé à plusieurs chaînes étrangères de télévision, dont la Cinq, a fait preuve de beaucoup de sympathie pendant les soixante-douze heures du putsch. Il avait compris qu'il s'agissait d'un coup d'Etat anticonstitutionnel. Il m'a téléphoné deux fois et a soutenu la position de la Russie. Voilà un certificat de bonne conduite, certes un peu concédant mais qui devrait faire plaisir à l'Elysée, où l'on s'efforce encore de tenter de prouver que le président n'a pas commis d'erreur de communication tout au long des trois jours qui ont fait plus qu'ébranler le communisme soviétique.

Donc, M. Eltsine - qui avait réservé quelques jours plus tôt le meilleur accueil à MM. Jacques Chirac, François Léotard, Pierre Méhaignerie et Alain Juppé - a également passé l'éponge sur la réception plus que froide qui lui avait été réservée au mois d'avril dernier à Paris, faisant simplement remarquer : «C'est vrai qu'il y avait au mois d'avril quelques problèmes, mais il s'agissait d'une visite privée. Parions qu'il n'en ira pas de même lorsque le président russe reviendra dans l'Hexagone, en visite officielle et à l'invitation de M. Mitterrand cette fois, au premier trimestre 1992.

RASSURÉ quant à sa stature internationale, M. Eltsine ne veut pas ternir son image par des polémiques subalternes. Il lui suffit que les faits plaident en sa faveur : il est bien désormais un interlocuteur obligé de tous les pays occidentaux, qui ne pouvant plus se contenter de penser à «séder» Mikhaïl Gorbatchev, car celui-ci vient de voir fondre ses pouvoirs et se trouve à la merci d'un président russe, qui ne perd aucune occasion de l'humilier. Samedi encore, le président soviétique a dû encaisser les piques de son rival, qui s'est déclaré prêt à continuer à collaborer avec lui «s'il ne modifie pas sa ligne actuelle et s'il n'oscille pas, comme auparavant, entre le centre et la droite».

Un Gorbatchev affaibli, il est vrai, fait l'affaire de M. Eltsine, qui attend, à ce stade, conserver un minimum d'institutions fédérales pour calmer l'inquiétude des autres Républiques face à un éventuel retour en force du «grand-russisme». Le président russe se capotant indiqué où se situe pour lui l'essentiel du pouvoir en précisant qu'il ne se présenterait jamais à la présidence d'une Union renouée.

M0147 - 0910 0 - 6,00 F



Les Occidentaux cherchent à évaluer la répartition des pouvoirs à Moscou

La secrétaire d'Etat américaine, M. Baker, est attendue, le 10 septembre, à Moscou, pour jeter les bases de nouvelles relations soviéto-américaines et obtenir des assurances sur la nouvelle répartition des pouvoirs entre le «centre» et les Républiques. Il succédera à M. Bérégovoy, qui s'est également rendu dimanche en Ukraine. M. Genscher, le minis-

tre allemand des affaires étrangères, doit aussi se rendre à Moscou puis dans les Etats baltes. La tension monte dans le Caucase. En Azerbaïdjan, des milliers de personnes ont manifesté, dimanche, à Bakou, contre l'élection à la présidence de M. Moutalibov, seul candidat, tandis que le Tadjikistan proclame son indépendance. (Lire page 38.)

Les potentats d'Asie centrale et du Caucase

MOSCOU

de notre correspondant

Comment éviter de chavirer dans les vagues de l'après-putsch ? Telle est la question que se posent à Moscou MM. Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev, essayant d'imaginer l'avenir et de rassurer l'Occident, en Asie centrale et plus encore dans le Caucase, les potentats locaux ont des soucis plus immédiats : garder leurs pouvoirs et, pour cela, faire oublier un comportement souvent douteux pendant la tentative de coup d'Etat.

Pour le patron de l'Azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, la situation n'est pas encore trop difficile à gérer. Il s'est fait élire,

dimanche 8 septembre, président de sa République, d'autant plus facilement qu'il était candidat unique. L'adversaire social-démocrate, d'ailleurs guère dangereux, s'était retiré. Et le principal parti d'opposition, le Front populaire (nationaliste), avait jugé sans objet de participer à

une consultation électorale organisée dans un contexte «non démocratique» : l'état d'urgence est resté en vigueur en Azerbaïdjan jusqu'à la fin août et n'a été levé que lors de la proclamation de l'indépendance.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

■ Les habits neufs du pouvoir kazakh

par PHILIPPE PONS

■ Scènes de marché à Kiev

par MICHEL KAJMAN

■ Un entretien avec M. Michel Crozier

par JEAN-MARIE COLOMBANI

pages 4 à 6

page 2

Monnaie unique, monnaie commune ?

par Erik Izraelewicz

Monnaie unique ou monnaie commune ? Alors que le débat se poursuit à ce sujet entre les pays de la CEE, les Républiques de l'ex-URSS l'abordent à leur tour. Les situations de départ sont certes opposées. D'un côté, les deux nations souveraines de l'Europe occidentale ont chacune, ou presque, leur devise et aimeraient parvenir à une monnaie unique, l'écu.

De l'autre, un empire fonctionnant avec une pseudo-monnaie commune, le rouble, est en train d'écarter les Républiques qui souhaitent chacune marquer leur indépendance par l'émission de leur monnaie nationale.

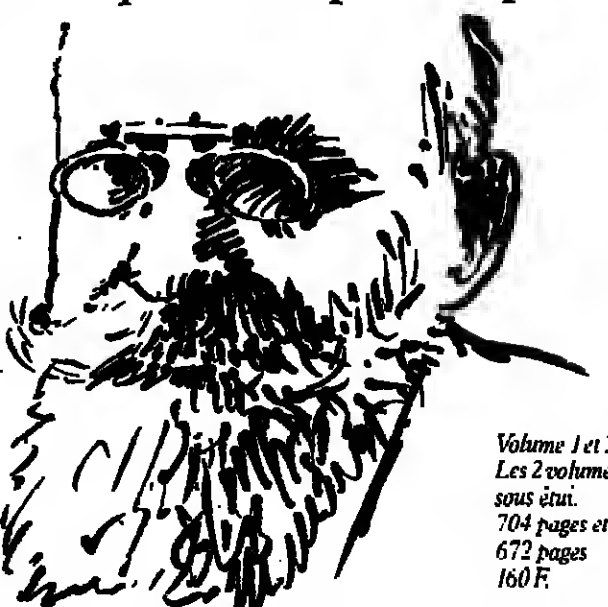
Où va-t-on ? Derrière la technique monétaire, à Bruxelles comme à Moscou, le débat en question est profondément politique. Des solutions adoptées dépendront le degré de souveraineté et d'indépendance des nouvelles Républiques, comme les perspectives de leur développement économique. Pour l'instant, nul à Moscou ne

parlerait un kopek sur l'issue des négociations. Le «centre» souhaiterait une monnaie unique ; les Républiques, penchées avec plus ou moins de vigueur pour des monnaies nationales ; la Banque centrale de Russie se substituerait à celle de l'URSS pour gérer l'ensemble (le Monde daté 8-9 septembre). Le document qui a été présenté vendredi 6 septembre au Conseil d'Etat, le nouvel organisme exécutif de l'Union - le projet de traité économique entre les Républiques préparé par M. Grigori Javlinski, et que le Monde est en mesure de révéler, - est un compromis qui rappelle aux experts la grande tradition bruxelloise.

L'article 15 de ce projet stipule en effet que «les Etats membres de l'Union économique considèrent qu'il est avantageux de maintenir le rouble en tant que monnaie commune du système monétaire unique».

Lire la suite page 22

André Lalande Vocabulaire technique et critique de la philosophie



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Volume 1 et 2. Les 2 volumes sous étui. 704 pages et 672 pages 160 F.

La rentrée des quatre réformes

Un bac retardé, des cycles dans le primaire, des instituts de formation pour les enseignants et une refonte des programmes au lycée

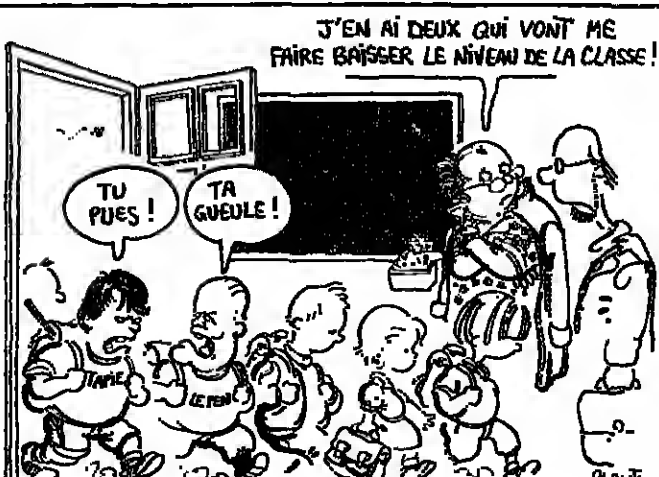
par Gérard Courtois

C'est par un petit coup de tonnerre que risque de commencer l'année scolaire 1991-1992.

Pour assurer une meilleure organisation du troisième trimestre, réduit l'an dernier comme peu de chagrin, le ministre de l'éducation nationale devait annoncer, lundi 9 septembre, un nouveau calendrier pour les épreuves du baccalauréat, qui seraient reportées de deux semaines par rapport aux dates habituelles.

Toutes les procédures d'orientation seraient également retardées.

Lire la suite et aux informations page 12



Des juges à tout faire

I. - Entre l'hermine et la voiture-balai

Tribunaux délabrés, bleus à l'âme, polémiques sur le juge d'instruction : nous commençons aujourd'hui la publication d'une enquête en quatre volets sur les magistrats.

par Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann

C'est un petit local de cinq pièces, au cœur du centre-ville de Sarcelles, avec de furieux airs de cabinet médical. La salle d'attente est pleine. Monsieur le substitut reçoit dans le bureau

du fond. Ici, loin des polémiques, des «journées d'action» et du «malaise» désormais endémique de la justice, loin des «affaires» aussi, qui tirent régulièrement sous le feu des projecteurs tel ou tel juge rebelle ou soumis, la Justice tente chaque matin son pari le plus périlleux : se réinventer. Et retrouver des raisons de croire à sa mission.

Cinq adolescents, aujourd'hui, viennent de tomber dans les filets de notre substitut. Cinq grands dadais qui, au cours d'un rodéo nocturne, s'en sont pris à neuf voitures. Les cinq auteurs, leurs parents et leurs neuf victimes font gentiment antichambre dans cette «maison de justice» pilote.

Bouleversés, les parents des «coupables» - tous de «bonne famille» - sont arrivés chéquiers en poche, prêts à verser tout ce qu'on voudra. Le substitut doit leur rappeler fermement que le dommage aux intérêts privés n'est pas tout. Il lui revient, en tant que représentant de la

société, de réparer le trouble à l'ordre public. Dépit des parents, à qui la police avait visiblement fait miroiter la perspective d'un classement sans suite en cas d'indemnisation rapide. Impossibilité, le substitut - qui, en son for intérieur, a déjà décidé de ne pas poursuivre - égrène les peines encourues.

Tant pis pour les victimes, qui attendront quelques jours leur indemnisation : il importe de «faire mariner» un tout petit peu les coupables, en laissant peser sur eux la menace du cachot.

Lire la suite page 13

Le Salon de l'automobile de Francfort

Une course mondiale menée par les constructeurs japonais. pages 23 à 25

DÉBATS

Un entretien avec M. Michel Crozier

« L'Etat qui commande, c'est fini », assure le président du Centre de sociologie des organisations, qui estime aussi que la fonction publique manque de patrons

« Pourquoi, dans nos pays anciennement démocratiques, et spécialement dans le nôtre, éprouvons-nous le besoin de moderniser l'Etat ? »

Il faut souligner le caractère universel de l'inquiétude et même du malaise qui se développent autour de ce que nous appelons l'Etat. Ce qui m'a frappé le plus dans les travaux que j'ai faits dans la dernière demi-douzaine d'années, c'est le caractère universel du phénomène. Bien sûr, on rencontre toujours des différences extraordinaires entre pays : l'administration française n'a rien à voir avec l'administration américaine, la suédoise ou la japonaise. Pourtant, ce sont les mêmes problèmes qui touchent les gens. Les Français ne prennent pas assez conscience du fait que la crise de l'Etat, c'est vraiment un problème universel.

— Pourquoi ?

Nos sociétés sont devenues énormément plus complexes, et ce qui est collectif est de ce fait devenu beaucoup plus difficile à organiser ou plutôt à réguler. L'administration publique, il est vrai, on rajoute. Mais si elle peut en rajouter, c'est que le problème existe dans la pratique. Ce n'est pas seulement une affaire de technicité, c'est un problème sociologique. Beaucoup de gens ont vu au chapitre, et la science nous permet de voir les effets secondaires de toute décision. Avant, on ne savait pas, il y avait des coups d'extrême, mais personne ne comprenait pourquoi : on massacrât l'avenir, mais personne ne s'en rendait compte. Maintenant, on a les moyens de se rendre compte des choses. Et d'autre part, dans nos sociétés plus ouvertes et plus libérales, on ne peut plus repousser les gens en leur disant : ce n'est pas votre affaire. Certes on s'arrange pour qu'ils ne sachent pas. Mais les moyens modernes de communication rendent finalement ceux qui s'en servent plus vulnérables. S'il n'y avait pas eu l'enregistrement, la photocopie, Nixon n'aurait pas pu être ouvertement accusé. Autre cause de crise, le développement de la liberté. Tout le monde est plus libre et a donc possibilité de savoir plus de choses, d'avoir plus d'informations. Il y a, il est vrai, toujours des exclus et des oubliés. Mais pour la moyenne des gens, c'est-à-dire des millions de personnes. Ouverture théorique est énormément plus large. Or, des gens

plus libres obéissent moins à des ordres hiérarchiques.

Enfin, nous ne sommes plus dans une société industrielle classique, dans laquelle une bonne partie de la population restait assujettie à des tâches répétitives avec un modèle de management, peut-être sophistiqué, mais fondé sur des principes simplistes. Ce modèle de management, qui fut celui de l'industrie automobile et des grandes industries américaines et que tout le monde a imité, décline de plus en plus. L'Etat réglementeur et redistributeur réussit mieux dans une société dominée par la standardisation des activités et des consommateurs. L'effondrement de l'Union soviétique offre un exemple caricatural de l'incapacité d'un modèle bureaucratique à suivre le développement.

— Peut-on distinguer ce qui, dans cette crise, est spécifiquement français ?

Chaque société avait sa façon particulière de régler ses problèmes. Mais ses problèmes, qui étaient différents, tendent à devenir partout les mêmes : l'encombrement, l'incapacité à décider, les complications de procédure que l'on ne maîtrise plus ; même les Japonais se plaignent que ça ne marche plus.

— Eux aussi ont une bureaucratie trop lourde ?

Ils se plaignent, différemment de nous, mais ils se plaignent de deux choses : la bureaucratie universelle, d'une part, et, d'autre part, leur tradition, parce qu'ils ont une tradition qui, par certains côtés, est plus dure encore que la nôtre, celle d'un Etat centralisé impérial qui n'admet pas la contradiction. Comme nous, ils doivent se confronter avec des problèmes qui sont universels, et en particulier le manque d'argent ; personne n'a plus assez d'argent pour répondre à tous les problèmes dans un système qui ne peut plus se réguler tout seul et qu'on ne peut plus contrôler parce qu'on ne sait plus décider.

— La modernisation de l'Etat a été l'un des grands chantiers de Michel Rocard. Un temps, la gauche était caractérisée par le « plus d'Etat », et la droite lui opposait le « moins d'Etat ». Michel Rocard est de ceux qui, avec d'autres, répondait par le « mieux d'Etat ». Est-ce la bonne direction ?

— J'avais essayé personnellement d'être plus provocant en parlant

d'Etat modeste, mais l'Etat modeste était trop difficile à comprendre ; ça faisait peur aux politiques. Ça a fait peur à Mielbel Rocard, mais ça avait fait peur aussi à Raymond Barre. Cette crainte, d'une certaine façon, est révélatrice d'un attachement viscéral à l'ordre établi de politiques qui se croient facilement



hommes d'Etat parce qu'ils rêvent l'Etat. Je respecte les personnes qui ont le sens de l'Etat, mais à condition qu'on cesse de se référer à Richelieu. En parlant d'Etat modeste, je visais juste, je crois. La suite me l'a montré, mais ce n'était pas encore dans l'air du temps. Mon argument est simple : dans une société aussi complexe que la nôtre, qui a de plus en plus besoin de collectif, le système de l'Etat, qui décide pour autrui, qui impose la décision collective, devient de moins en moins supportable. On pouvait supporter l'Etat, mais ce n'était pas encore dans l'air du temps. Quand le collectif est partout, sa gestion doit être renvoyée à des autorités beaucoup plus proches de la population, non seulement à des autorités publiques, mais aussi à des corps professionnels, ou à toutes sortes d'autres institutions.

L'Etat qui commande, c'est fini car les gens n'obéissent plus. Mais l'Etat qui persuade, qui organise, c'est fini aussi : le proche est impossible. L'ordre n'est plus assuré par des structures, si sophistiquées qu'elles soient. La liberté des personnes est telle qu'elles peuvent toujours échapper, de toute façon, toujours aux règles. Les gens demandent toujours plus de règles, et personne n'obéit plus aux règles. Il faut donc trouver d'autres moyens. En parlant d'Etat modeste, je voulais avant tout dire que l'Etat, arrogant, ça ne marche plus. Ça ne veut pas dire « moins d'Etat » ni « mieux d'Etat », ça veut dire un Etat qui intervient de façon très différente, qui n'est plus l'Etat impérial qui ordonne, mais l'Etat qui aide, l'Etat qui développe la connaissance qui va permettre à des citoyens mieux éclairés de décider par eux-mêmes. Ce qui est extraordinairement difficile, mais à terme plus passionnant, plus intéressant pour les fonctionnaires. Ça demande une mutation extraordinaire que nous allons mettre des années à faire.

Plusieurs erreurs d'orientation

— Qu'est-ce qui n'allait pas dans l'approche du gouvernement Rocard ?

Premier reproche mineur. Comme la plupart de ses prédécesseurs, il a prétendu que rien n'avait été fait avant lui, et il a mis un an à reconnaître qu'il était dans la continuité de ce qui avait été fait auparavant. Il a fallu tout ce temps pour arriver à faire sortir des tiroirs ce qui avait déjà été préparé pour Hervé de Charette, le précédent ministre des réformes administratives.

Il y a malheureusement plus grave. Michel Rocard a mon avis, a fait plusieurs erreurs d'orientation, compréhensibles certes, parce qu'elles tenaient à sa situation et au contexte politique, mais qui ont diminué fortement l'impact de son programme. Tout d'abord, il n'a pas osé faire appel à l'opinion publique. La raison était simple : ça n'intéressait pas particulièrement le président, et il voulait maintenir un profil bas. N'ayant pas moyen de faire appel à l'opinion publique, il a cru qu'il pouvait s'appuyer sur les syndicats.

Deuxième erreur sur laquelle j'ai essayé d'attirer son attention. Il ne fallait surtout pas aggraver les syndicats (c'est le conseil que j'avais donné à Hervé de Charette) ; il fallait les rassurer, les tenir au courant, mais ne pas négocier avec eux, ne pas subordonner ce qu'on allait faire à leur accord, tout simplement parce qu'en faisant ainsi appel à eux on les embarrasse et, d'une certaine façon même, on les agresse.

Derrière cette survalorisation du dialogue syndical, en effet, on laisse entendre que la source première des difficultés que l'on rencontre est le fait des petits et des moyens fonctionnaires. Car c'est pour les petits et les moyens fonctionnaires qu'on va chercher les syndicats. Si on met ainsi en cause les troupes syndicales, les syndicats vont nécessairement contre-attaquer. De toute façon, le jeu est de demander le plus possible en donnant le moins

possible. Or le problème à la fois le plus profond et le plus urgent ne concerne pas les petits et les moyens fonctionnaires, mais les hauts fonctionnaires. Ce dont la fonction publique manque d'abord, c'est de management ou, si l'on veut de patrons. Les hauts fonctionnaires sont des gens très bien intentionnés, zélés, en général compétents, mais ils sont pris dans une logique qui est dépassée. Ce sont eux qui incarnent la logique de l'Etat arrogant. C'est-à-dire que si vous voulez faire une réforme, n'importe quelle réforme : les projets de services, les cercles de qualité, toute idée pour mieux servir le public, le problème n'est jamais la bonne volonté du personnel, mais la logique de l'ensemble. Le souci du client n'a pas disparu, mais il est étouffé par le système dont font partie les petits fonctionnaires, qui s'en plaignent. Bien sûr, vous avez des caricatures de petits fonctionnaires, comme vous avez des caricatures de journalistes ou de n'importe qui.

Mais les petits et moyens fonctionnaires moyens, nos interviewés le montrent, prennent souvent le parti de l'administration. Pourquoi ne réussissent-ils pas à mieux le servir ? Ils font des arrangements en leur faveur qui marchent tant que ce sont de petits arrangements. Mais dès que ça devient un peu plus important, ça bloque parce que ce n'est pas légal ou que ça crée un précédent, et ce qui a été réalisé provisionnellement se perd. Rien ne remonte. De façon générale, les gens du sommet ne savent pas ce qui se passe à la base. Ils contrôlent bien quand il s'agit de l'application de prescriptions techniques ou financières précises. Mais sur les conséquences de cette application dans les rapports avec le public et sur celles de la logique du système, ils ne connaissent rien du tout. Sur beaucoup de terrains, on va trouver des dérivés extraordinaires. Quand on s'en aperçoit (trop tard), on va édicter toujours plus de règles, alors que l'abus des règles est justement la cause de ces dérivés.

Les politiques veulent des gadgets

— Comment passer de l'Etat arrogant à l'Etat modeste ?

Quand on me dit : qu'est-ce que vous proposez ? Je réponds : je ne propose rien de précis, parce qu'on ne sait pas à l'avance. Il faut découvrir en travaillant, en expérimentant. Bien sûr, j'ai fait beaucoup de propositions d'orientation. Mais ce n'est pas ce que veulent les hommes politiques, qui veulent des gadgets.

Je reprends les conclusions de mon enquête sur les innovations étrangères. Deux problèmes me semblent prévalables. Oublier les décisions autrement. Nous les préparons comme des amateurs. Tous les pays ont des problèmes, mais nous sommes particulièrement arriérés, et nous sommes victimes d'un paradoxe invraisemblable : nous avons des hauts fonctionnaires bien formés théoriquement, extraordinairement bien sélectionnés, de meilleure qualité en moyenne que ceux des autres pays, plus brillants en tout cas, et nous arrivons à faire bien pire en moyenne et à nous faire battre chaque fois, parce que nous avons préparé les dossiers en dépit du bon sens. Deuxième prévalable : il faut évaluer les résultats des décisions, c'est la moindre des choses. Savoir à quoi ça sert. C'est une des grandes nouveautés du gouvernement Rocard d'avoir lancé enfin l'idée de l'évaluation.

Ma troisième proposition d'orientation, c'est d'investir pour disposer d'une meilleure capacité de management des hommes. Pour pouvoir manager les hommes, il faut pouvoir avoir du management, et nous n'en avons pas.

Pourtant, on a des managers, on a des chefs d'entreprise aujourd'hui à la tête de grosses entreprises, qui sont des hauts fonctionnaires. Donc on peut penser que l'ENA forme les managers de la France.

Bonne objection. Mais ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Les hauts fonctionnaires sont généralement des gens intelligents qui, individuellement, sont capables de s'adapter. Si on leur donne les conditions

nécessaires pour être de bons managers, ils deviennent de bons managers. Mais dans les conditions actuelles de la fonction publique, ils ne seront jamais de bons managers, sauf exception. Ils sont semblables aux Chinois, qui en Chine populaire (comme d'ailleurs auparavant en Chine impériale), étaient absolument incapables d'aboutir à quoi que ce soit dans leur système, mais qui à Hongkong, à Taiwan ou à Singapour ont fait merveille. Nous accordons beaucoup trop d'importance à la formation, à la sélection, et pas assez à la formation sur le terrain et aux caractéristiques du système. Ce qui va changer les gens, ce sont les situations où ils ont de vraies responsabilités. Il y a des progrès en France là-dessus, mais c'est encore embryonnaire. Nous avons travaillé sur l'équipement, une des administrations dans lesquelles il y a des managers. La raison, c'est le travail énorme accompli dans la continuité et qui va bien au-delà du renouvellement du service public. Il a fallu une dizaine d'années d'efforts pour changer le climat.

Le modèle suédois

Autre objection, mais qui est complètement contradictoire avec la première. Quand on dit manager et fonction publique en France, il semble qu'on ait affaire, en effet, à deux univers complètement opposés et que, voulant imposer une idéologie managériale, si tant est que ça existe, à la fonction publique, on a un peu l'impression de privilégier la, à travers ses méthodes de fonctionnement, sa conception, etc. Est-ce cela que vous voulez ?

Non, bien sûr, je ne veux pas privilégier la fonction publique. Voilà bien un de ces débats rhétoriques que nous aimons beaucoup en France, avec des mots, et encore des mots. Les conditions à réunir ne sont pas du tout, en tout cas pas nécessairement, celles du privé. J'ai écrit dans la réédition de mon livre qu'il est très dangereux de transférer telles quelles les méthodes du management privé dans l'administration publique. Mais cela ne veut pas dire, tout au contraire, qu'il n'y a pas de problème de management. J'ai pris dans mon livre l'exemple de la Suède, pays socialiste s'il en est. Pour faire marcher un système qui est effectivement très lourd (40 % de l'emploi dépend du public), les Suédois socialistes sont devenus les champions du management. Pour y parvenir, ils ont séparé la gestion de la politique et de la législation. La gestion, c'est-à-dire 95 % de l'emploi public, est assurée par des agences relativement autonomes. Le gouvernement n'a

auprès de lui qu'un petit nombre de fonctionnaires, 3 000 seulement pour préparer la législation, définir les missions des agences et en analyser les résultats. Donc c'est un état-major. Les agences ont à leur tête de vrais managers qui ont une lettre de mission. On leur dit : voilà les règles, et voilà votre mission, ce que nous voudrions que vous accomplissiez ; vous en êtes responsables pour six années, avec évaluation au bout de trois ans et en fin de course.

Revenons au programme Rocard. Un certain nombre de choses positives ont été accomplies. Son effort restera dans l'histoire, un peu (je ne sais pas jusqu'à quel point) comme celui du gouvernement Chaban, qui avait introduit un souffle nouveau. Chaban avait eu plus d'impact parce qu'il s'adressait à l'opinion publique, ce que Rocard, instruit peut-être par l'expérience Chaban, n'a pas osé faire. Mais Rocard a introduit des idées nouvelles, telles que l'évaluation, qui, comme vous le dites, ne marche pas bien, mais qui intéresse beaucoup de gens. Rocard, par son insistance, a encouragé beaucoup d'initiatives diverses. Il a fait sortir des idées qui étaient en l'air. Il a donné l'exemple et rendu plus facile de faire appel aux consultants de l'extérieur. Cela a permis d'ouvrir un peu les fenêtres dans un certain nombre d'administrations, parce que les gens de l'extérieur forcent les fonctionnaires à réfléchir. Comme nous avons en France une tradition intellectuelle forte, et que les consultants sur un certain nombre de points sont intellectuellement beaucoup plus avertis que les fonctionnaires, enfermés dans leur système, finalement tous les efforts ont convergé. On a repris la grande idée, qu'avait poussée Balladur, des cercles de qualité, dont on s'est aperçu qu'elle était la même que celle des projets de services.

Ce qui frappe tout de même malheureusement encore, c'est le caractère abstrait, inefficace, des programmes. On en est toujours à se battre éperdument sur ce qui devrait être, sans accepter de regarder la réalité de ce qui est, dans tous ses détails humains. L'expérience la plus profonde que je garde pour ma part sur ce point est celle que j'ai pu avoir à la SNCF. L'audit social que nous avons mené, Jacques Lesoume, Jean-Léon Donnadieu et moi-même, nous a permis de faire prendre conscience à tout le système de problèmes et de ressources que ni la voie hiérarchique ni le dialogue social ne révélait. A partir de là, la machine pouvait repartir et les responsables commencer à assurer le changement.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI

Droits de l'homme

Deux poids et deux mesures ?

par Antoine Sanguinetti

Moumen Diouri vit à Paris depuis vingt ans. C'est une prudence élémentaire pour un homme qui a été condamné à mort à vingt-quatre ans, en mars 1964, avec onze autres inculpés dont trois au moins, Cheikh El Arab, Ben Barka et Omar Benjeloun, ont été abattus depuis. C'est donc un réfugié politique, incontestable, statutaire depuis 1977, qui a été expulsé le 20 juin 1991 en « urgence absolue » pour « des raisons de sécurité nationale et d'ordre public ».

Le dossier d'accusation, exposé oralement par le ministre de l'intérieur le 25 juin à la presse, et par écrit le 4 juillet aux présidents des instances de recours saisies de l'affaire, contient trois séries d'informations : liens avec le terrorisme palestinien, intelligences avec des services secrets arabes et relations avec des milieux fondamentalistes. Cependant, l'expulsion, envisagée en janvier 1991 pour cet ensemble de motifs réunis depuis plusieurs mois, a alors été différée jusqu'au 22 juin. Et le dossier est suffisamment vague, les faits évoqués assez anciens ou peu prouvés, pour que le tribunal administratif de Paris, en premier ressort, ait considéré le recours à l'« urgence absolue » comme un « excès de pouvoir » et ordonné de surseoir à l'exécution.

Ce jugement a donc accredité la première impression des associations de défense des droits de l'homme, qu'il s'agissait surtout d'une entrave à la liberté d'expression, reconnue du reste implicitement par certaines déclarations officielles de très haut niveau. Moumen Diouri a déjà publié deux livres, *Régime marocain contre un despotisme* et *Réalités marocaines*, qui dénoncent résolument le régime de Rabat. Et la raison de son expulsion semble bien être qu'il se prépare à en

publier un troisième, mettant en cause une fois de plus les méthodes du souverain marocain, un an après le livre de Gilles Perrault.

Les organisations de défense des droits de l'homme ont apprécié que les dissidents de l'Est et les opposants d'Amérique latine aient bénéficié dans notre pays d'une entière liberté de lutter contre leurs gouvernements, sans qu'on ait jamais invoqué pour eux un quelconque devoir de réserve. Elles comprendraient difficilement qu'il n'en aille pas de même pour Moumen Diouri.

Après la décision du tribunal administratif, qui donnait au monde un bel exemple d'indépendance de pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat va statuer en appel très prochainement. Le bruit court que Diouri subirait déjà des pressions officielles pour se préparer de lui-même à repartir. Il serait déplorable que la France puisse donner à penser qu'elle applique deux poids et deux mesures aux réfugiés des anciennes dictatures, et à ceux d'un régime marocain condamné onze fois par l'Assemblée européenne depuis 1986 et soumis aujourd'hui à une enquête de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU.

Moumen Diouri est rentré discrètement à Paris au milieu de juillet. Ses déclarations, à son retour, ont été parfaitement modérées, dénuées du triomphalisme qu'il aurait pu afficher. Il a toujours affirmé au long de ses livres son attachement aux principes de république, de libertés démocratiques et de laïcité, qui a été à la base de son exil. Ces convictions devaient pour le moins suffire à lui assurer sympathie et appui des républicains français dans leur ensemble.

Antoine Sanguinetti est membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme.

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

Représentants : tel. (1) 43 87 21 21

DUCOMMUN
GUILDE DES ORFÈVRES
23, rue Louis-Leblanc
69000 PERIGNAN
Tél. : 78-42-61-17

AUGIS JOAILLIERS
32, rue de la République
69002 LYON
Tél. : 68-34-35-61

مركز من الأصل

ETRANGER

La conférence de paix de La Haye sur la Yougoslavie

Lord Carrington face aux plaidoyers des présidents croate et serbe

Cinq observateurs de la Communauté européenne sont arrivés, dimanche 8 septembre, à Opatovci, dans l'ouest de la Croatie, pour superviser le cessez-le-feu qui n'est toujours pas respecté. L'ambassadeur européen, l'ambassadeur Henry Wijnendts, avait réussi à obtenir,

jeudi et vendredi derniers, la signature d'un accord en Slavonie orientale entre les forces croates, les autonomistes serbes et l'armée. Les parties s'engageaient « à ne pas ouvrir le feu en premier, à ne pas riposter en cas d'attaque et à désigner chacune un officier de liaison ». Ces

accords n'ont guère été respectés mais M. Wijnendts s'est déclaré convaincu que la présence d'observateurs dans les zones de crise « ramènera progressivement la paix ». A son retour de la conférence de paix sur la Yougoslavie qui s'est

tenue samedi 7 septembre à La Haye, le président de la fédération, M. Stipe Mesic, a menacé de traduire en cour martiale le haut commandement de l'armée si celui-ci n'ordonnait pas aux troupes fédérales de regagner leurs casernes. Le médiateur

européen, Lord Carrington, doit rencontrer jeudi prochain les ministres des affaires étrangères des six Républiques pour définir notamment « un calendrier de travail ». Plusieurs milliers de Croates et d'Albanais du Kosovo, réclament « la liberté et

la démocratie » avaient manifesté, samedi, devant le Palais de la paix à La Haye. Dimanche, le pape Jean-Paul II a lancé un appel pressant « pour la fin des combats en Croatie et la paix pour tous les peuples de Yougoslavie ».

LA HAYE

de notre envoyé spécial

Il était bien sûr illusoire de penser que la première journée de la conférence de paix sur la Yougoslavie, qui s'est tenue samedi 7 septembre à La Haye, allait se terminer sur une note optimiste. C'était une simple séance d'ouverture, chacun sait que le processus sera long et tortueux et que la médiation proposée par les Douze, sous la présidence de Lord Carrington, risque fort d'échouer. C'est une mission « remarquablement difficile », soulignait l'ancien secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, tandis que son collègue luxembourgeois, M. Jacques Poos, ajoutait « ne pas voir le fin du chemin ».

Seules observations « positives » : tous les invités étaient au rendez-vous, ce qui, quelques jours plus tôt, n'aurait pas du tout garanti les présidents des six Républiques yougoslaves et les dirigeants des institutions fédérales, ainsi que les deux principaux protagonistes – la Serbie et la Croatie – ont officiellement approuvé les bons offices de la Communauté. Les convergences de vue se sont arrêtées là.

Sur le terrain, les combats se poursuivent, et sachant qu'il est pour le moment impossible de les arrêter, personne n'a osé évoquer les moyens d'instaurer un véritable cessez-le-feu. Les Douze ont choisi d'ouvrir la négociation en tolérant, parallèlement, la continuation des hostilités.

Les Européens avaient, de l'autre côté de la table, des hommes qui ont répété, en termes très durs, leurs positions respectives dans le conflit et qui ne cèdent pas un pouce. Pour M. Franjo Tudjman, le président de la Croatie, qui a proclamé son indépendance le 25 juin dernier, la « sale guerre » non déclarée contre la République a été « organisée par la Serbie, assistée de l'armée populaire yougoslave et certains éléments minoritaires serbes de Croatie ». « Cette guerre cruelle a été engagée, au centre de l'Europe, parce qu'un peuple s'est prononcé pour son indépendance. Son objectif n'est pas seulement la conquête et l'annexion de territoires croates, mais encore la création de régions ethniquement pures au sein d'une Grande Serbie par l'expulsion de ses habitants – Croates, Hongrois, Tchèques, Slovaques, Allemands et Italiens ». M. Tudjman a appelé « les participants à la conférence et l'ensemble du monde civilisé » à aider les Croates à défendre « leur liberté et leur démocratie fraîchement retrouvées ».

« Une stratégie dogmatique »

L'objectif de la Croatie sécessionniste est d'interrompre le conflit au maximum et d'obtenir, le plus rapidement possible, la reconnaissance diplomatique de son indépendance pour favoriser, par exemple, l'envoi d'une force d'interposition étrangère le long de ses frontières avec la Serbie. C'est pourquoi M. Tudjman a rappelé qu'il était prêt à accepter un nouveau cessez-le-feu (contrôlé et impliquant le retour des forces armées fédérales – « les plus fortes

d'Europe après celles de l'URSS » – dans leurs casernes), le déploiement d'observateurs, « toutes les conventions internationales » et le respect des droits de la minorité serbe de Croatie.

Les éléments les plus radicaux de celle-ci ont refusé, et il est dit, le dialogue politique et « épousé une stratégie dogmatique, militariste, visant à restaurer le communisme bolchevique et l'expansionnisme grand-serbe ». A ses yeux, la condamnation de l'« agression », les sanctions économiques (parfois envisagées par les Douze) et l'isolement politique (de la Serbie) ne suffiront pas à stopper un conflit qui menace de s'étendre à la Bosnie-Herzégovine et au Kosovo.

Dur et intransigent, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, l'a été aussi dans son intervention. Il a accusé la Croatie et la Slovénie d'être à l'origine de la crise yougoslave. « Elle est le résultat d'une politique sécessionniste unilatérale qui a menacé l'ordre constitutionnel yougoslave. La politique (de ces Républiques) a ouvert les problèmes des frontières, de souveraineté et de violation des droits de l'homme qui ont conduit aux effusions de sang ». Pour lui, la Croatie a importé illégalement des armes, mis en place des forces paramilitaires et armé des membres du parti au pouvoir – l'Union démocratique croate (HDZ) – dans le but d'installer un régime « totalitaire et chauvin violent directement les droits humains, la paix et le développement démocratique dans toute la Yougoslavie ».

Selon M. Milosevic, la minorité serbe de Croatie (environ 600 000 personnes, soit 11,5 % de la population) a été victime d'« attaques armées constantes ». Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'elle se soit à son tour armée « pour éviter la répétition du génocide perpétré par un ancien Etat indépendant croate pendant la seconde guerre mondiale ». Il a estimé la présence des dirigeants des Serbes de Croatie à la conférence de paix « pas seulement nécessaire, mais vraiment indispensable ».

Inflexible, M. Slobodan Milosevic a longuement rappelé la position de la Serbie sur les frontières. Pour ce qui est des frontières « extérieures », elles sont reconnues internationalement. En revanche, les frontières « intérieures » ne sont qu'administratives, « elles n'ont jamais été des frontières d'Etat ou ethniques ». Selon la Constitution encore en vigueur, a-t-il ajouté, la Yougoslavie est une communauté de nations et de leurs Républiques, librement associées à un Etat fédéral basé sur le droit à l'autodétermination de chaque nation. En conséquence, chacune des six nations yougoslaves a un droit égal à l'autodétermination. (...) Mais le droit d'une nation à quitter la Yougoslavie ne peut pas prévaloir sur le droit d'autres nations à rester en Yougoslavie, qui est leur Etat actuel ».

En clair, la Croatie peut sortir de la fédération (M. Milosevic l'admet), mais les Serbes de Croatie ont aussi le droit d'y demeurer et il faut alors revoir les frontières. Une façon, pour les dirigeants de Belgrade, de présenter leur rêve : faire vivre ensemble « tous les Serbes dans un Etat serbe », ce qui

implique l'annexion d'une partie de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro : la fausseté « mini-Yougoslavie » dont M. Milosevic avait déjà parlé le mois dernier.

Les positions des deux principaux protagonistes de la crise sont donc complètement bloquées. Le nationaliste Franjo Tudjman se veut le champion de la démocratie : il joue le jeu diplomatique et s'efforce d'obtenir une reconnaissance internationale de l'indépendance de la Croatie – ce qui peut conduire à une désunion fâcheuse de l'Europe. Quant à l'autre nationaliste, le Serbe Slobodan Milosevic, il a l'audace de se poser en défenseur de l'ordre constitutionnel et des droits de l'homme qu'il bafoue allègrement au Kosovo, où les Albanais de souche sont victimes d'une sévère répression !

Lord Carrington et la commis-

sion d'arbitrage, qui sera mise en place par les Douze, mercredi 11 septembre, auront une marge de manœuvre extrêmement étroite dans les trois scénarios qui sont, en gros, sur la table : la « mini-Yougoslavie », défendue par la Serbie, le Monténégro et une partie des dirigeants bosniaques ; la confédération d'Etats souverains proposée à présent par la Macédoine qui votait dimanche sur son indépendance et l'indépendance pure et simple, formule choisie par la Croatie et la Slovénie.

« Le libre jeu de l'autodétermination »

Les Européens ont rappelé, dans leur déclaration liminaire, qu'il n'était pas question d'accepter un redécoupage des frontières obtenu par la force, et M. Milosevic – s'il a salué l'aide « compétente » offerte

par les Douze – n'a bien précisé que ceux-ci ne pouvaient leur « imposer » une solution.

La tonalité des déclarations des dirigeants yougoslaves, au cours de cette première journée, à La Haye, n'est pas en soi surprenante. Mais dans cette crise, les Douze – comme l'a dit le Britannique Douglas Hurd – devront rester unis, à moins de risquer un désastre. A ses yeux, « seule la conférence de paix, et non la reconnaissance internationale des Républiques qui veulent quitter la Fédération (comme l'envisagent de temps à autre l'Allemagne et l'Italie), offre des chances de trouver une solution ». M. Roland Dumas a estimé que la CEE jouait ici « une partie de son crédit et de sa cohésion ».

Evoquant une possible reconnaissance de la Slovénie, il a dit, pour la première fois, qu'il ne fallait « rien exclure ». « Le libre jeu

de l'autodétermination et de la liberté de choix des peuples peut conduire jusqu'à la dissociation (...), encore faut-il que cette volonté des peuples soit clairement exprimée et qu'elle ne pose de problèmes à personne d'autre. (...) N'est-ce pas déjà le cas d'une République ? », cette dernière phrase faisant sans doute allusion à la Slovénie (ethniquement homogène), dont la Serbie a implicitement accepté la sécession. Après les présidents des Républiques, Lord Carrington, rencontrera, jeudi, les ministres des affaires étrangères des six composantes de la Yougoslavie. Bien du plaisir...

ALAIN DEBOVE

La bataille de l'autoroute Belgrade-Zagreb

La Croatie bientôt coupée en deux

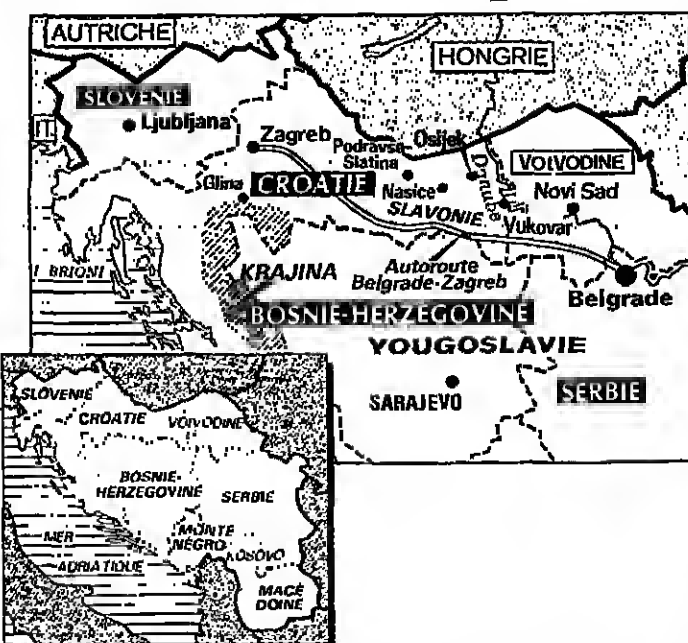
ZAGREB

de notre envoyé spécial

Du est loin de la « guerre totale », qu'annonçait, fin août, les autorités croates et en prévision de laquelle elles avaient décidé de décréter la mobilisation générale. La guerre en Croatie semble plutôt, s'être installée – pour l'instant – dans un cycle de coups de main, de harcèlements et de contre-offensives avortées. A ce jeu meurtrier, les Serbes – et l'armée fédérale – n'ont cessé de marquer des points et les Croates de perdre du terrain. Au point que leur République est en passe d'être coupée en deux.

Il était coutume qu'il relâche encore la Slovénie – région orientale de la Croatie à forte minorité serbe – au reste de la République de M. Franjo Tudjman, depuis la coupure de l'autoroute Belgrade-Zagreb le 5 septembre, s'est encore réitéré. Dimanche 8 septembre, il ne restait plus qu'un fil tenu s'étirant très au nord, le long de la frontière hongroise : quelques routes secondaires par lesquelles la garde nationale croate devait le trafic en raison de la présence de francs-tireurs serbes, notamment le long de la route de Nasica à Podravska-Stacija.

Imperturbables, ignorant les différents cessez-le-feu imposés par la CEE de même que les critiques, les accusations directes et les menaces des Européens, les autonomistes serbes de Slavonie et les militaires « fédéraux » ont continué à grignoter des zones mixtes, à populations serbes et croates. La tactique qui semble être la leur, tant il apparaît que les irréguliers serbes et l'armée – dont l'encadrement est majoritairement serbe



– marchent le main dans la main, a prouvé son efficacité lors de la bataille de l'autoroute que les Croates n'ont toujours pas pu rouvrir. Des commandos serbes ayant coupé la principale voie de communication de la Yougoslavie, l'armée est intervenue et a pris position sur l'autoroute. Depuis, les forces croates ont vainement tenté de la dégager, lançant contre-offensive sur contre-offensive, tout aussi infructueuses les unes que les autres.

Ces revers en série ne paraissent pas avoir découragé les autorités de Zagreb. Si celles-ci n'ont pas renouvelé leur menace de mobilisation en Croatie, elles

n'en affichant pas moins leur détermination à regagner le terrain perdu, comme l'a indiqué, dimanche, le ministre croate de la défense, M. Luka Bebić. Pour ce faire, Zagreb compte donner un second souffle à ses forces en les spécialisant davantage la garde nationale et de lui donner une efficacité dont elle a manqué lors des derniers combats.

Guerre et paix

Pour l'heure la quasi-coupure de la Croatie a totalement désorganisé les voies de communication

en Yougoslavie. De petites routes étroites et sinueuses sont érigées en axes internationaux où se succèdent camions turcs, néerlandais, allemands ou autrichiens obligés de zigzaguer entre tractors, troupes et véhicules. Journaux Belgrade à Zagreb aujourd'hui via la Slovénie c'est se livrer, sur des centaines de kilomètres, à un jeu de piste aux indications incertaines, agrémenté de mout baragoliers.

Tout à tour, à quelques kilomètres d'intervalle, la guerre est proche, palpable, puis devient insoupçonnable. Aux obstacles antichars et aux chicanes succèdent de petits villages pimpants, dénués de toute présence guerrière. Gardes nationaux lourdement armés alternent avec petits vieux dévotement tranquilles sur le pas de leur porte. Ici, on sent des sacs de sable et des barrières prêts à couper la route, là c'est un troupeau d'ovins qui traverse paisiblement la chaussée, suivi par des enfants à bicyclette. A ce croisement, des militaires dévient la circulation afin de la faire passer au large des zones d'accrochage. Au carrefour suivant, c'est une foule andimanchée sortant de l'église.

Dans ce village, une fête foraine aux attractions illuminées et tonitruantes trône au milieu de la grand-place. A quelques kilomètres de là, des cercueils recouverts du drapeau croate sont alignés au pied de l'église, entourés d'une garde d'honneur.

YVES HELLER

Lire page 28 dans le supplément « Champs économiques » l'article de DOMINIK BAROUCH, « Slovénie : les comptes de l'indépendance ».

EN BREF

ALLEMAGNE : Markus Wolf a quitté l'URSS pour l'Autriche. Le parquet fédéral allemand a confirmé, samedi 7 septembre, que l'ancien maître-espion allemand Markus Wolf avait atterri en Autriche en provenance de Moscou le 30 août dernier. La justice allemande avait lancé, en 1989, contre Markus Wolf, soixante-sept ans, un mandat d'arrêt pour activités d'espionnage. L'ancien espion, qui vivait à Moscou avec un passeport soviétique, s'est vu récemment octroyer un sauf-conduit de la justice allemande pour venir témoigner le 10 octobre au procès de l'un de ses anciens collaborateurs. – (AFP.)

ERIEB HONECKER pourrait fuir ses jours en Chine. L'ancien dirigeant est-allemand, Erich Honecker pourrait trouver refuge en Chine si les Soviétiques cessaient de lui offrir l'asile politique, a indiqué, dimanche 8 septembre, son avocat, M. Friedrich Wolff, à l'hebdomadaire Bild am Sonntag.

Ce serait la dernière solution mais elle permettrait à toutes les parties de sauver la face », a déclaré M. Wolff. Le gouvernement de Bonn souhaite que les autorités soviétiques ne laissent pas Erich Honecker quitter l'URSS pour un pays tiers tel que la Chine ou le Chili, a indiqué, pour sa part, le secrétaire d'Etat du ministère de l'intérieur, M. Eduard Lintner, dans une interview au quotidien Neue Osnabrücker Zeitung. Pour M. Lintner, si l'URSS se veut maintenant un Etat de droit, elle doit en faire la preuve en extradant vers l'Allemagne M. Honecker, soixante-dix-neuf ans, qui doit répondre du meurtre des 190 fuyitifs tués sur l'ancienne frontière interallemande. M. Honecker avait été transféré de l'ex-RDA à Moscou, officiellement, pour y subir une intervention chirurgicale. – (AFP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : expulsion de trois organisations internationales pro-communistes. – Le

gouvernement tchécoslovaque a invité trois organisations internationales pro-communistes, établies à Prague, à fermer leur siège, a annoncé, samedi 7 août, l'agence nationale CTK. Selon l'agence, les trois groupes, la Fédération syndicale mondiale (FSM), l'Union internationale des étudiants (UIS), et l'Organisation internationale des journalistes (OIJ) n'avaient pas profité du délai légal de quinze jours pour faire appel de la décision du ministère de l'intérieur du 21 août. Dans un communiqué, rendu public dimanche, le secrétaire général de l'OU, le Français Gérard Gatinot, conteste le bien-fondé de la décision de Prague. – (AFP, Reuters.)

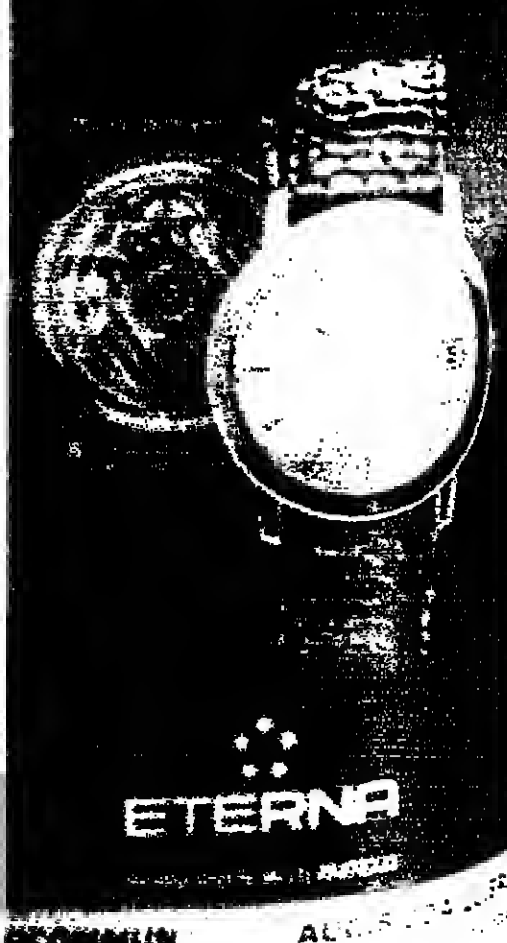
ALBANIE : La veuve d'Enver Hodja serait en résidence surveillée. – La veuve de l'ancien président albanais, Enver Hodja, aurait été placée en résidence surveillée par le gouvernement réformateur de Tirana, annonce le journal albanais Rënuvëuë démocratique

dans son édition du samedi 7 septembre. M. Nexhmije Hodja, qui aurait déjà été soumise à des interrogatoires le mois dernier, serait désormais « dans l'attente de son prochain interrogatoire ». – (AP, Reuters.)

POLOGNE : le Parlement ajourne son vote sur les pouvoirs spéciaux du gouvernement. – Le Parlement polonais, à majorité communiste, a ajourné, samedi 7 septembre, son vote sur les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement, qui souhaite prendre diverses décisions économiques par décret (le Monde du 7 septembre). Le vote est ajourné d'une semaine au moins, dans l'attente d'une étude en commission. La réduction des dépenses budgétaires envisagée a été vivement critiquée par les députés de l'opposition. Un groupe a même déposé une motion de censure, mais le Parlement l'a rejetée à une large majorité. – (Reuters.)

el Crozier

ASSASSINATION DES FORMES



هكذا من الأصل

Le voyage de M. Pierre Bérégovoy à Moscou et à Kiev

L'Ukraine demande à la France de la soutenir dans sa marche vers l'indépendance

A l'issue de sa visite à Moscou et à Kiev (Ukraine), du 5 au 8 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, devait rendre compte, lundi 9 à Bruxelles, aux ministres des finances des pays de la CEE des informations qu'il a recueillies sur la situation économique du pays. Il a notamment rencontré M. Mikhaïl Gorbatchev, président de l'Union, M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, et M. Leonid Kravtchouk, président du Soviet suprême d'Ukraine. Il devait faire part à ses collègues des besoins qui s'y sont exprimés en matière d'aides alimentaire et médicale immédiates et des projets actuellement discutés sur l'union économique « renouvelée ». L'Ukraine a en outre demandé à la France de la soutenir dans sa marche vers l'indépendance.

KIEV

de notre envoyé spécial

Comme annoncé le 24 août, l'Ukraine est bien déterminée à devenir rapidement et réellement indépendante. Les dirigeants de la République (52 millions d'habitants, la moitié de la production agricole de l'URSS) n'ont pas caché leur détermination auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, en visite à Kiev samedi 7 et dimanche 8 septembre dans le cadre de la mission dont les pays du G 7 ont chargé leurs ministres des finances. Alors qu'un référendum doit permettre à la population ukrainienne, le 1^{er} décembre prochain, de prendre position sur cette question, les responsables de la République ont d'ores et déjà demandé à la France, par l'intermédiaire de M. Bérégovoy, de les soutenir politiquement et économiquement

dans leur marche vers l'indépendance. « Nous habitons en Europe et tout ce qui concerne l'Europe nous concerne », a ainsi déclaré au ministre français – et en présence de la presse – le premier ministre d'Ukraine, M. Vitalik Fokine, ajoutant : « Nous comptons sur votre soutien en ce qui concerne la reconnaissance de notre indépendance et l'aide à notre développement économique. » Refusant de prendre position dans l'immédiat sur la première question – jugée « prématurée » – avant le référendum, le ministre français s'est en revanche déclaré préoccupé de la grave détérioration de l'économie de l'Union.

« La situation économique est grave »

« Il ne faut pas cacher que la situation économique est grave », a déclaré M. Bérégovoy en Russie comme en Ukraine et dans les autres Républiques. Au cours du premier semestre 1991 et afin de pouvoir régler les échéances de sa dette, les importations de l'Union ont été réduites de 45 % en valeur, les exportations de 15 %. Compte tenu de l'arrêt des achats dans les anciens satellites est-européens, les Républiques commencent ainsi à manquer dramatiquement de produits alimentaires et de médicaments. Partout, la population s'inquiète d'un hiver qui s'annonce très froid. Les dirigeants du « centre » ont remis à M. Bérégovoy des demandes précises, notamment en matière médicale. Le ministre devait informer lundi ses collègues européens, la France s'engageant à y apporter sa contribution.

Au-delà, les entretiens que M. Bérégovoy a eus, tant à Moscou qu'à Kiev, ont porté sur la nouvelle organisation économique de l'Union. A ce sujet, il a pu constater, avec son déplacement à Kiev, la capitale de l'Ukraine, la persistance de nombreuses divergences entre « le centre » et les Républiques. Selon lui, il y a à Moscou, chez M. Gorbatchev comme chez M. Eltsine, une « volonté de réaliser un espace éco-

nomique et monétaire commun, qui regrouperait des pays membres à part entière, des membres associés et éventuellement des pays tiers », organisation s'inspirant un peu de celle de la CEE. L'Ukraine comme les pays baltes pourraient faire partie des pays associés. Le président soviétique et le président russe sont partisans « de tout faire pour que le rouble devienne une devise convertible ». Les responsables ukrainiens ont en revanche confirmé à M. Bérégovoy leur volonté de protéger leur marché intérieur – par l'instauration de droits de douane – et de créer rapidement une monnaie nationale en Ukraine.

L'accélération de la transition vers l'économie de marché, conséquence du putsch manqué, devrait ensuite, selon M. Bérégovoy, « pousser les entreprises françaises et occidentales à s'intéresser aux marchés » des différentes Républiques. Le ministre souhaite qu'avec celles des autres pays industrialisés « elles y investissent pour produire ». Alors que l'administration économique française compte aider, sur le plan technique, le « centre » et les différentes Républiques, M. Bérégovoy n'exclut pas des accords bilatéraux à différents niveaux, y compris local, et compte soutenir en particulier l'Ukraine.

Samedi à Moscou, le président de Russie, M. Boris Eltsine, avait indiqué à M. Bérégovoy que c'est bien « le centre qui a la responsabilité de la sécurité extérieure de l'Union », que « tous les ornements nucléaires seront rapatriés sur le territoire russe au cours des dix prochaines années » et qu'il allait être décidé « d'arrêter certaines formes d'activités nucléaires ». M. Eltsine a eu des mots « particulièrement chaleureux » à l'adresse de M. François Mitterrand et a d'autre part confirmé son acceptation de l'invitation à Paris lancée par le président français. Le président russe envisage une visite officielle en France au cours du premier trimestre 1992.

E. L.

Le complexe militaro-industriel prend les armes de la séduction

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« J'ai le sentiment d'avoir vécu un moment d'histoire. » A l'issue d'une réunion d'un demi-jour dans une petite salle de l'Union scientifique et industrielle à Moscou, vendredi 6 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie et des finances, n'a pu cacher son émotion. Habitué des commissions franco-soviétiques – il coprésidait la « grande commission », – il a constaté à son tour que la pèche ratée du 19 août a vraiment changé les choses ici. Sa maîtrise fut, en effet, peu banale : pour la première fois, les hommes-clés du complexe militaro-industriel soviétique se sont présentés à des Occidentaux. Les uns après les autres, ces responsables, souvent inconnus, énoncé des services secrets, ont fait part à M. Bérégovoy et en présence des journalistes de leurs offres de coopération. L'objectif est clair : il s'agit de favoriser, avec l'aide de sociétés occidentales, françaises en particulier, la conversion des industries militaires au civil.

Arrangé de cette opération de charme en direction de la France, M. Anatoli Volski, Carré, mais n'hésitant pas à manier l'humour, l'homme est un proche de M. Gorbatchev. Il dirige avec cette association, l'Union scientifique et industrielle, le parat du pays (le Monde du 28 août). Réformateur, il fait partie du comité de gestion efficace de l'économie, l'instance qui dirige provisoirement l'économie du pays. D'entrée de jeu, M. Volski rappelle la puissance des industries militaires de l'URSS – celles où se sont concentrées pendant des décennies les meilleurs cadres et les moyens financiers les plus importants – et le nécessité

d'une « conversion accélérée ». Antenne de M. Gorbatchev, la transformation des usines d'armements en fabriques de biens de consommation n'a, pour l'instant, connu qu'un démarrage modeste. Les dirigeants d'aujourd'hui semblent compter sur cette mutation pour relancer l'activité.

« Qui veut faire des biens de consommation ? »

Le dr est tous azimuts. L'un des hommes qui se trouve à droite de M. Volski se lève. M. Volski le présente : général Anatoli Kountsevitch, ancien patron de l'ensemble des armements chimiques pour l'Union soviétique, chargé aujourd'hui de les éliminer. L'ex-commandant propose de reconstruire ces usines et d'y fabriquer, plutôt que des armes, des pesticides, des herbicides ou des métaux rares. Au suivant. Le patron du nucléaire, responsable de la filière qui va « de la mine à la transformation des produits chimiques », lui succède : « Qui veut faire des biens de consommation avec moi ? », lance-t-il à la cantonade.

Le directeur général des usines de missiles veut qu'on l'aide à fabriquer des appareils de télécommunications. Le responsable des fusées envisage de produire du petit matériel électro-ménager. Un autre producteur de fusées souhaite se diversifier dans la fabrication de fauteuils roulants pour infirmes...

« Jamais je n'ai rencontré autant de tels responsables, des gens d'un si haut niveau expliquant avec autant de détails leurs difficultés et leurs projets », relève le ministre français. Les critiques à l'égard de Paris ne manquent pas cependant, sur les garanties financières, sur le fonctionnement de la « grande commission », sur les interdic-

tions imposées par le COCOM (1), obligeant M. Bérégovoy à quelques concessions imprévues. Un projet de liaison en fibres optiques en Extrême-Orient soviétique avec Alcatel serait, affirme M. Volski, bloqué par le COCOM. « Les règles n'ont pas à s'appliquer à ce projet », tranche le ministre français.

L'offensive soviétique se traduit par la transmission à la France de vingt-deux projets prioritaires. Soixante-dix autres pourraient suivre. Le ministre ne résiste pas. Le « priorité au développement sur l'armement » est une idée qui lui est chère – en URSS comme dans le budget de la France en 1992. Il décide d'inviter tous ces éminents représentants du complexe militaro-industriel à Paris très rapidement pour que des accords puissent être conclus dès le vif, fin novembre à Moscou, d'une délégation du CNPF.

L'atmosphère se détend. Le ministre français explique à ses hôtes comment on mène une politique économique qui réussit. Evoquant le long chemin de l'unification industrielle européenne, il leur conseille de conserver pour l'union une monnaie unique. M. Volski lui confirme que c'est aussi ce qu'il propose. Pour conclure, le conseiller de M. Gorbatchev souhaite à M. Bérégovoy de connaître le même sort que d'autres ministres des finances : ils sont devenus premiers ministres. Il cite MM. Major et... Pankov. Il rectifie, en extrême, la tir : « Je vous souhaite le sort de M. Bérégovoy ». Le complexe militaro-industriel soviétique sourit...

ERIK IZRAELWICZ

(1) Comité créé en 1949 par les Occidentaux pour limiter les ventes de produits stratégiques aux ex-pays socialistes.

Annonçant une visite à Paris au premier trimestre de 1992

M. Eltsine salue les « positions très fermes » prises par M. Mitterrand pendant le putsch

Dans un entretien accordé à Moscou aux envoyés spéciaux de cinq chaînes de télévision – dont la Cinq pour la France – et diffusé samedi 7 septembre, M. Eltsine a rendu hommage au président Mitterrand qui, e-t-il dit, « a fait preuve de beaucoup de sympathie pendant ces 72 heures » (du coup d'Etat). « Il m'a téléphoné deux fois », e-t-il dit, exprimé son « soutien total » et « condamné le putsch ». « Il avait compris qu'il s'agissait d'un coup d'Etat constitutionnel », il a adopté des « positions très fermes » et « soutenu la position de la Russie », a-t-il encore affirmé.

Sur l'accueil plutôt froid qui lui avait été réservé en France à l'occasion de sa visite en avril dernier, le président russe s'est borné à dire : « C'est vrai. Il y a eu quelques problèmes, mais il s'agissait d'une visite privée », avant d'ajouter : « J'ai occupé l'invitation du président Mitterrand à me rendre en France, en visite officielle cette fois-ci, en tant que président de la Russie. Je pense que cette visite aura lieu au premier trimestre de l'année prochaine. J'ai l'intention de signer un accord direct entre la France et la Russie. »

« Je n'aspire pas à la présidence de l'URSS »

M. Eltsine s'est par ailleurs engagé à obtenir une réduction de l'arsenal nucléaire soviétique de 50 %. Cette option lui paraît préférable à un rapatriement de ces armes des Républiques périphériques vers la Russie, une opération qui coûterait « entre 20 et 25 milliards de roubles » et prendrait « au moins dix ans ». Le président russe a encore affirmé que ces armes resteront sous le contrôle des autorités centrales et de la « commission spéciale sur les armes nucléaires » dans la Fédération de Russie. « J'ai vu dans aucun souci à vous faire », a-t-il dit à ses interlocuteurs.

A propos des problèmes inté-

rieurs, le président de la Russie a affirmé qu'il n'avait « pas l'intention d'arrêter » M. Gorbatchev. « Comme je l'ai souligné plus d'une fois, je n'aspire pas au poste de président de l'Union soviétique. Même en cas d'élections présidentielles libres, je ne serai pas candidat », a-t-il dit, précisant que « c'est en Russie », avec ses cent cinquante millions d'habitants « résidents », que se trouve le « seuil de la pauvreté, qu'on a besoin de mes forces ».

« Avec Gorbatchev tel qu'il est aujourd'hui, avec sa ligne actuelle, je ne pourrais pas collaborer à l'avenir, s'il n'assure pas comme auparavant entre le centre et la droite », a-t-il dit encore, avant d'ajouter : « Je suis peut-être un peu plus radical, mais cela ne remet pas notre coopération en cause, au contraire, cela l'aide. Notre collaboration est claire, nette et équilibrée. Nous nous concertons pratiquement tous les jours. Nous nous voyons tous les jours. »

Revenant sur l'histoire du putsch, M. Eltsine estime que « le KGB y a joué un rôle essentiel », beaucoup plus que l'ancien vice-président Guennadi Ianev, qui « n'a pas assez de jugeote pour cela ». Il a affirmé que, depuis 1989, « sur ordre direct de Kroutchak », l'ancien président du KGB, il avait été lui-même placé « sous surveillance constante », ainsi que sa famille. « Même après avoir été président de la Russie, mes téléphones étaient surveillés », a-t-il ajouté.

De son côté M. Chevardnadze, qui était dimanche l'invité de « 7 sur 7 » sur TF1 (Lire page 37, la chronique de Pierre Gaspard), a lui aussi insisté pour que soit résolue « en priorité » la question de l'élimination des armes nucléaires tactiques, « éparpillées sur les territoires des Républiques ».

« Pour le moment je ne vois pas de raisons d'être très optimiste, car l'instabilité demeure et une union soviétique instable constitue une très grande menace pour le monde

entier », a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères, membre fondateur du Mouvement pour les réformes démocratiques en URSS, ajoutant que son « ancienne persistance surtout à cause des difficultés économiques » et que « les mois les plus difficiles » seront les mois d'hiver. Il a estimé que M. Gorbatchev « garde toujours ses chances » d'être élu en cas d'élection du président de l'Union au suffrage universel, mais qu'il serait confronté à d'autres « prétendants très réels », notamment les maires de Moscou et de Saint-Petersbourg, MM. Gavril Popov et Anatoli Sobchak. Il a qualifié ce dernier d'« homme aux potentialités immenses ».

M. Valdimir Fodorovski, porte-parole du mouvement de M. Chevardnadze, qui était dimanche l'invité du « Grand jury RTL-Le Monde », a évoqué pour sa part la possibilité de la création en Union Soviétique de forces de « casques bleus » pour prévenir les conflits interethniques. Tout ce souhaitant qu'un évite un « climat de chasse aux sorcières », du type de celui qu'a connu la France après la guerre, il s'est prononcé pour une « réforme drastique » du KGB. « Il faut vraiment qu'on s'occupe de près de ce monstre qu'a été le KGB », e-t-il dit.

A Washington enfin, M. Pankine, nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, a demandé dimanche à l'Occident d'accorder à son pays une aide financière de l'ordre de 100 milliards de dollars. Rappelant, au cours d'un entretien accordé à la chaîne de télévision américaine CNN, que M. Gorbatchev avait noté que l'Occident avait réuni 100 milliards de dollars pour financer la guerre du Golfe, M. Pankine a ajouté : « Notre espoir est qu'une somme similaire pourra être rassemblée par l'Occident pour promouvoir la démocratie et une économie de marché en Union soviétique. »

Le retrait des troupes soviétiques de Lituanie débutera fin 1991

Plus de dix mille personnes ont participé, dimanche 6 septembre, à Suluva, un petit village situé à 180 kilomètres de Vilnius, à une grande cérémonie religieuse en l'honneur de « la liberté et l'indépendance de la Nation », en présence du président Vytautas Landsbergis, mais aussi du ministre des affaires étrangères, M. Ulf Ekenman-Jensen et de la présidente du Bundestag allemand, M. Rita Süssmuth.

Cette cérémonie renoue avec la tradition de fête nationale autrichienne le 8 septembre, en souvenir du grand duc Vytautas, l'un des vainqueurs, en 1410, de la bataille de Grunwald contre les chevaliers Teutoniques.

A Tallin, capitale de l'Estonie, plusieurs centaines de milliers de personnes ont assisté, dimanche, au second Festival de la chanson populaire et nationale. La foule a notamment repris en cœur « mon pays, mon amour », l'hymne national, interdit par les Soviétiques.

La Lituanie et l'URSS sont parvenues, samedi, à un accord, sur un retrait échelonné des troupes du ministère soviétique de l'Intérieur (MVD), qui devrait commencer avant la fin de l'année. L'accord prévoit que les unités présentes en Lituanie « à titre symbolique » partiront en premier lieu, suivies par celles qui occupent des prisons de l'ancienne République soviétique. Des représentants lituaniens doivent par ailleurs discuter, vendredi à Moscou, du retrait de l'ensemble des troupes soviétiques. Selon M. Juozas Matonis, vice-ministre lituanien de l'Intérieur, un projet d'accord prévoit le départ de certaines unités de Lituanie avant la fin de 1991 et la libération des Lituaniens emprisonnés pour avoir déserté l'armée soviétique.

M. Rolands Blezurs, un des principaux conseillers du vice-président letton, M. Danis Ivars, a annoncé que la Lettonie demandera le retrait dans les douze mois à venir des troupes soviétiques. Le ministre letton du commerce, M. Maris Galis, a déclaré, pour sa part, que le Parlement letton rejetterait toute proposition d'adhésion à une communauté économique des Républiques soviétiques.

L'Inde, la Corée du Nord, la

Le premier ministre roumain rencontre les dirigeants moldaves

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a rencontré, samedi 7 septembre, les dirigeants de la Moldavie, qui a déclaré son indépendance, pour encourager la coopération entre les deux Républiques. M. Petre Roman s'est entretenu avec le président Mircea Snegur et son premier ministre, M. Valeriu Muravtschi, à Husi, une localité proche de la frontière entre la Roumanie et la Moldavie.

Les deux tiers des habitants de la Moldavie, en grande partie constituée de territoires roumains annexés par l'URSS en 1940, sont d'origine roumaine. La Moldavie a adopté le roumain comme langue officielle en 1989, ainsi que l'hymne et le drapeau de la Roumanie, ce qui a provoqué des protestations de sa minorité russo-phonie. (Reuter)

DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL :

☎ (1) 45 58 06 21

DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :

☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28

DESS FINANCE :

☎ (1) 45 58 00 21

DESS SYSTEMES D'INFORMATION :

☎ (1) 45 58 00 21

DEA ORGANISATION APPLIQUEE :

☎ (1) 45 54 40 10

INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

IAE
DE PARIS
UNIVERSITE PARIS VI
UNIVERSITE PARIS VI

* Ouvert aux étudiants

فكرنا من الأصل

EN UNION SOVIÉTIQUE

Au Kazakhstan, les habits neufs du pouvoir en place

Dans la seconde République de l'Union, l'écho de la révolution moscovite est arrivé très assourdi. Le président Nazarbaev a transformé le PC local en parti socialiste mais reste otage de l'ancien appareil. Pour se donner une nouvelle légitimité, il table sur le « patriotisme national »

ALMA-ATA

de notre envoyé spécial

Loin de Moscou, le Kazakhstan a subi le contre-coup des événements de Moscou de manière assourdie. Ses dirigeants ont su prendre à temps le virage politique : le PC local s'est transformé, au cours d'un congrès extraordinaire qui s'est tenu dimanche 8 septembre, en Parti socialiste du Kazakhstan. Mais l'appareil reste en place, et des tensions entre nationalistes kazakhs et émigrants, notamment russes, sont aujourd'hui rampantes.

Dans un jardin public, non loin du bâtiment administratif aujourd'hui désaffecté où, au début des années cinquante, Brejnev avait son bureau de premier secrétaire du PC du Kazakhstan, une vingtaine d'opposants démocrates sont réunis comme chaque jeudi pour commenter les événements et échanger des informations. Voisinage symbolique : une époque s'achève sans pour autant qu'une autre débute vraiment.

« La bataille est loin d'être gagnée »

À Alma-Ata, capitale de la seconde République de l'Union par le territoire sinon par la population (seize millions d'habitants), l'écho des événements survenus à Moscou est arrivé assourdi. Le jardin public des opposants ne draine pas une grande foule et les démocrates restent ici une force minoritaire exclue du pouvoir. « Le PC a fait un pas en arrière et le patriotisme national un pas en avant. Mais c'est tout. »

Après une période de flottement au cours des quarante-huit heures qui suivirent le putsch du 19 août, le président Nazarbaev, partagé entre ceux qui, au sein de son gouvernement, étaient favorables à la junte et ceux qui s'y opposaient, s'est finalement rangé du côté de ces derniers. Trois jours plus tard, il signa l'arrêt de mort du PC en déclarant que ce dernier avait perdu la confiance du peuple et devait se dissoudre. En même temps il démissionnait de ses fonctions de premier secrétaire.

Tout bouleverser pour ne rien changer, telle semble être pourtant la voie sur laquelle s'engage le Kazakhstan. L'appareil du pouvoir en place est en train de se tailler des habits neufs. Formellement, le PC célèbre ses funérailles. Mais, dans les faits, les mêmes hommes conservent les rênes. Ce sera notamment le cas des députés, dont 70 % sont communistes. Ayant réalisé leur appartenance mais forts d'un mandat populaire qui couvre les deux prochaines années, ils continueront à représenter un électoralat qui n'avait guère eu de choix lors de leur désignation.

Aucune élection anticipée n'est prévue, nous dit le porte-parole du président, M. Shalakhmetov. Cette continuité dans les hommes, quels que soient les chapeaux qu'ils portent, est illustrée par la nomination à la tête du ministère de l'Information de M. Soutanov, responsable jusqu'à présent du département de la propagande du PC.

Dans cette ville à l'architecture symbolique du socialisme triomphant, où les massifs bâtiments du « constructivisme » des années trente cotoient les monuments et palais quelque peu pharaoniques élevés à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Lénine, le mouvement démocratique demeure embryonnaire. Les penseurs du passé – les goulags du nord du pays décrits par Soljenitsyne ou la grande famine « édilitaire » organisée au début des années trente, qui causa la mort d'un tiers de la population kazakhe – nous ont habitués à avoir peur », dit un opposant.

Aujourd'hui les conditions de vie sont relativement meilleures qu'ailleurs, notamment en ce qui concerne l'alimentation, et le réformisme par le haut de M. Nazarbaev encourage une certaine passivité, entretenue par une quasi-absence de journaux indépendants jusqu'à l'apparition, en juillet, de l'hebdomadaire *Caravan*. « Des changements sont en

cours mais la bataille de la démocratie est loin d'être gagnée », nous dit son rédacteur en chef, M. Gregori Bregan, qui autrefois travaillait pour l'organe du PC.

La personnalité du président, arrivé au pouvoir en 1989, et la politique de balancier non dénuée d'opportunisme qu'il mène, ne facilitent pas le jeu des opposants. L'opinion lui est favorable. Même parmi les démocrates, sans en faire un héros national, on lui reconnaît le mérite d'avoir entrepris des réformes dans la stabilité. Mais on souligne aussi ses limites : « Nazarbaev est le produit du système dont il tient son pouvoir et, aujourd'hui, il manœuvre pour le conserver en lui donnant simplement une apparence nouvelle », estime M. Bregan.

À la différence du Kirghizstan, où le président Akiev a su prendre appui sur les mouvements démocratiques pour mettre en œuvre les réformes et jouir du soutien populaire qui lui a permis de prendre rapidement une position tranchée à l'égard de la junte, celui du Kazakhstan reste otage de son appareil. Le socialisme ne pouvant plus constituer le ferment de légitimité du pouvoir, M. Nazarbaev cherche à ressourcer celle-ci dans ce que les dissidents nomment le « patriotisme national ».

Le putsch et ses suites se sont

traduits au Kazakhstan par un sur-saut de souveraineté nationale. Le 28 août, le président a signé un décret ordonnant la fermeture du centre d'expérimentation nucléaire de Semipalatinsk. Il a en outre demandé l'indemnisation des victimes : une partie de la population de graves symptômes de contamination radioactive. Une initiative bien accueillie par une population mobilisée depuis deux ans par ce drame longtemps caché.

Le « patriotisme national » est cependant une arme à double tranchant : M. Nazarbaev est en effet confronté au réveil d'une identité nationale kazakhe. Celle-ci pourrait constituer une force politique avec laquelle il devra composer : le 5 septembre s'est en effet constitué un parti kazakh issu du mouvement « Azat » (Liberté), né il y a trois ans de la vague de la perestroïka. Une autre organisation, plus extrémiste et minoritaire, « Allah », a récemment diffusé des tracts demandant la restitution de leur patrie aux Kazakhs.

Il ne reste plus guère de traces du passé dans Alma-Ata, construite dans les années vingt à l'emplacement de la somnolente Verny, ville tsariste ravagée dix ans plus tôt par un séisme, sinon une abondante verdure, héritage des efforts, à la fin

du siècle dernier, de deux horticulteurs, qui constituèrent aujourd'hui le seul charme de cette capitale socialiste. Dans sa version officielle, l'histoire fait la partie belle aux Russes : au début du XVIII^e siècle, menacés par les Mongols, les chefs de clans nomades avaient demandé une protection à la Russie, qui se traduisait rapidement par une relation de vassalité. La révolution de 1917 poursuivit l'entreprise d'asservissement des tsars.

Une tension ethnique rampante

Il demeure dans le cœur des Kazakhs (40 % de la population) un profond sentiment communautaire, longtemps étouffé, qui commence aujourd'hui à s'exprimer ouvertement, créant un certain malaise dans le reste d'une population composée de plus d'une centaine d'ethnies mais essentiellement de Russes et d'Ukrainiens. Les éléments d'une revendication agressive d'identité kazakhe sont là : de vieilles blessures et ressentiments sont à fleur de peau.

« En soixante-dix ans, les Soviétiques ont été plus efficaces que les tsars en deux siècles dans la répression du sentiment national kazakh », nous dit M. Tahavi Akhtanov, écrivain kazakh qui a pourtant été membre du PC pendant plus de quarante ans. « Notre pays a été la destination des exilés de tous les régimes, du tsar comme de Staline. Aujourd'hui, on y déverse des déchets nucléaires après avoir massacré silencieusement des populations avec des expériences atomiques (...). Au début des années 30, notre intelligentsia a été décimée par la répression, et nous sommes aujourd'hui devenus une minorité dans notre propre pays. »

Le Kazakhstan fut l'une des premières Républiques de l'Union où éclatèrent des troubles ethniques : en décembre 1986, la nomination par Moscou, sans consultation

locale, du premier secrétaire du Parti M. Guennadi Kolbin, déclencha une violente protestation. La répression et les arrestations qui s'ensuivirent furent ressenties comme une nouvelle blessure à l'orgueil kazakh. Dans le bureau d'« Azat » trône le portrait d'une des victimes de la répression, M. Mikhail Ismailiev, l'un des coprésidents du mouvement nationaliste, nous dit qu'« Azat » demande pour le Kazakhstan un statut d'État indépendant inséré dans une communauté économique. Une position qui est celle, désormais, de M. Nazarbaev.

« Azat » s'en sépare en revanche lorsqu'il exige l'arrêt de la politique de « russification » comme de l'immigration en provenance d'autres Républiques : « Il y a trop d'innombrables indésirables ici », nous dit M. Ismailiev. En ce qui concerne le contentieux territorial avec la Russie – depuis 1924, une région frontalière où habitent des Kazakhs a été rattachée au Kazakhstan mais est revendiquée par Moscou – M. Ismailiev estime que les immigrants n'ont qu'à repartir, mais que le territoire doit rester kazakh.

Encore rampante, une tension ethnique se dessine. La population non-kazakhe se sent de plus en plus mal à l'aise : la majorité ne parle pas la langue locale qui, bien qu'en régression chez les jeunes, n'en est pas moins devenue le symbole de ralliement nationaliste. Les sentiments plus ou moins avoués de supériorité que nourrissent les Russes, et que ne cachent en rien les nouveaux capitalistes locaux, plutôt dédaigneux des Kazakhs jugés peu aptes aux affaires, attisent les ressentiments. Seulement 26 % des Kazakhs habitent dans les villes.

Certains s'inquiètent pour l'avenir. Tel ce prêtre orthodoxe qui craint qu'une résurgence de conscience ethnique chez un peuple imprégné de croyances musulmanes ne trouve un jour un ferment religieux dans l'islam. Bref, « l'avenir reste vague et chargé de nuages », estime l'écrivain Akhtanov.

PHILIPPE PONS

Une visite au centre d'essais nucléaires de Semipalatinsk

Le « polygone » de la mort

ALMA-ATA

de notre envoyé spécial

« Polygone » est, en Kazakh, synonyme de zone de mort. Pendant quarante ans on y a fait des tests de longueurs et de 100 kilomètres de longueur et de 100 de largeur, situés au nord-est de la République, plus de cinq cents expériences nucléaires sans que des mesures de protection adéquates aient été prises. La mort de la population n'a été connue qu'en février 1989, à la suite de la courageuse initiative de l'écrivain kazakh Olgas Souleïmanov, qui lança un cri d'alarme.

Deux cents explosions dans l'atmosphère

Le « polygone » de la mort se trouve à 120 kilomètres de la petite ville de Semipalatinsk, dans une région de steppe sur le pourtour de laquelle vivent 500 000 personnes. Le premier essai eut lieu en 1949, et les symptômes sont apparus chez les habitants cinq ans plus tard, raconte M. Gulsum Kakimjanova, biologiste à

Semipalatinsk. Les habitants avaient été évacués seulement pour le temps que dura l'explosion. Par la suite il y eut plus de deux cents explosions dans l'atmosphère et trois cents souterraines, effectuées dans les mêmes conditions.

Longtemps, la population n'eut pas conscience qu'elle était victime de ces expériences, et les nomades continuèrent à traverser le « polygone ». Les autorités en revanche s'ignoraient rien de leurs effets. À partir de 1963 avait été créé un centre d'examen de l'armée qui effectuait des tests sur les habitants mais dont les résultats, destinés au ministère de la défense, n'ont jamais été connus. Ce n'est que dans la douleur que les habitants ont pris conscience de ce qui se passait. Mais il leur était interdit de quitter la région ou de révéler ce qui était considéré comme secret militaire.

Selon M^{me} Kakimjanova, on enregistre dans la région de Semipalatinsk sept fois plus de cancers de la gorge et du larynx que dans le reste de l'Union, et

3,8 % des nouveau-nés sont anormaux. Dans le village de Sourgal (un millier d'habitants) situé à proximité du « polygone », quarante-quatre enfants sont victimes d'atrophie cérébrale, et vingt-deux adolescents se sont suicidés pour des raisons inexplicables.

À la suite d'une expérience, le 12 février 1989, qui provoqua une augmentation étonnante de radioactivité, l'écrivain Souleïmanov diffusa un appel à la télévision, et un vaste mouvement de protestation se créa. Entre-temps, les essais avaient été suspendus sur ordre de Moscou. L'an dernier, le cinéaste Oraz Rounganov a tourné un documentaire dont le titre est *Polygone*.

Le président Nazarbaev vient d'ordonner la fermeture du site. Il reste à recenser les victimes, qui se comptent en milliers, sinon en dizaines de milliers. Mais Moscou ne semble guère disposé à les indemniser, encore moins à enquêter sur les responsabilités.

Ph. P.

Les potentats d'Asie centrale et du Caucase

Suite de la première page

Une proclamation que M. Moutalibov avait jugé indispensable pour faire oublier sa réputation d'appareilleur conservateur et son attitude pour le moins compréhensive pendant le putsch. L'élection s'est déroulée sans problèmes majeurs pour M. Moutalibov, même si son rival, M. Guerdar Aliiev, ex-chef du KGB puis du Parti communiste dans sa République, a empêché qu'elle se tienne dans la petite République autonome du Nakhitchevan, dont il est lui-même devenu président. Dans le Haut-Karabakh, seuls les Azéris ont voté, tandis que des affrontements meurtriers se sont poursuivis avec les Arméniens : il y a eu six morts de part et d'autre.

St M. Moutalibov ne semble pas vraiment en danger, du moins à court terme, il n'en a pas fini pour autant avec son opposition qui n'acceptera pas facilement que ce symbole de l'ancien régime et d'une répression menée par Moscou survive au grand chambardement. Son sort paraît tout de même plus enviable que celui de son homologue géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, qui s'agit en tout sens sur un sol devenu brûlant.

Cet ancien opposant, ancien prisonnier politique au comportement controversé, et qui est accusé d'avoir plus ou moins trempé dans le putsch, a recours aux méthodes les plus « classiques » pour préser-

ver son pouvoir. Il promet de remettre au pas ceux qu'il appelle les « défenseurs du désordre ». Pour cela, il a pris sous son contrôle direct le ministère de l'Intérieur et celui de la justice, le KGB et le ministère de la défense, tout comme le ministère des affaires étrangères. Il a aussi institué une censure sévère. De nombreux journaux ont ainsi été fermés et les reportages adressés par les envoyés spéciaux en Géorgie sont soumis à de stricts contrôles.

Mais cela ne suffit nullement à écarter tous les dangers qui pèsent sur le président géorgien. Le chef de la « garde nationale », pourtant créée par M. Gamsakhourdia lui-même, n'a pas apprécié la manière brutale avec laquelle il a tenté de mettre fin aux manifestations qui ont suivi le putsch, et ce militaire a été par conséquent écarté dimanche d'une interview à la télévision russe : « La garde est avec le peuple et ne permettra pas que le sang coule à nouveau ».

Coup de trompette

En fait, le sang continue à couler. Mais en Ossétie du Sud (le Monde du 8 septembre), où l'arrivée de groupes armés venus de Tbilissi suscite des affrontements et risque d'accroître l'exode des habitants vers l'Ossétie du Nord (50 000 personnes ont déjà fui leur domicile). D'ailleurs, jugent sans doute que c'est leur meilleure

planche de salut, les actuels dirigeants géorgiens se portent résolument à la pointe des sentiments nationalistes, non seulement dans les rapports avec les minorités locales mais dans leurs relations avec Moscou. Vendredi 6 septembre, le représentant de la Géorgie au nouveau Conseil d'État avait annoncé que sa République « rompt tous ses liens » avec le « centre » parce que le Conseil d'État, qui venait de reconnaître l'indépendance des pays baltes, n'en avait pas fait autant pour la Géorgie. Mais il est peu probable que ce coup de trompette suffise à rallier l'opposition autour d'un pouvoir décidément bien nerveux.

En Asie centrale, la situation est dans l'ensemble plus calme mais elle diffère très sensiblement selon les Républiques. Le Kazakhstan joue, avec le Russie et l'Ukraine, « dans la cour des grands » et le président Nazarbaev, un homme edroït et de bien plus grande envergure que ses « collègues » caucasiens, a fort bien négocié la période du putsch et ses suites. Il peut même se permettre de garder en réserve l'arme d'une proclamation unilatérale de l'indépendance, quitte à rappeler à l'occasion qu'il convient de ne pas marcher sur les plates-bandes kazakhes.

Dans une récente interview au *New York Times* il a été fort sévère pour M. Boris Eltsine. Évoquant la fameuse déclaration du porte-parole du président russe menaçant d'une révision des frontières des Républiques qui prendraient le chemin de l'indépendance, il a déclaré : « Je ne sais pas qui lui a soufflé cela dans l'oreille mais la direction russe a perdu l'occasion d'établir la paix. » « Il [Boris Eltsine] avait une magnifique occasion de rassembler

tout le pays, tout le monde avait confiance en lui, mais il a gâché un tonneau de miel avec une cuiller de fiel. »

Vent nouveau

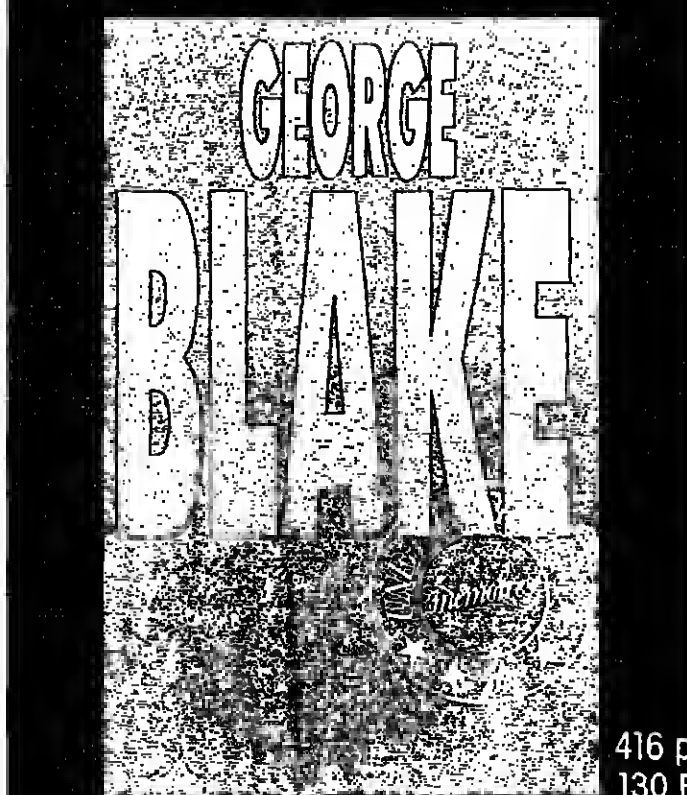
Au Kirghizstan, le président Akiev, le seul dirigeant d'Asie centrale qui ait condamné le putsch dès le début, a renforcé sa popularité et l'avenir ne devrait pas lui réserver de trop mauvaises surprises. Au Tadjikistan, qui vient de proclamer son indépendance, M. Kakhkar Makhkamov a, lui, préféré donner sa démission, ce qui a apparemment apaisé les esprits, dans l'attente d'élections. Mais en Ouzbékistan, c'est la manière forte que semble préférer le président Karimov, un homme qui avait ouvertement soutenu la tentative de coup d'État. Il continue à interdire toute manifestation et, dimanche 8 septembre, un puissant déploiement policier a empêché un rassemblement prévu par l'opposition. Des opposants locaux et des libéraux venus de Moscou pour les soutenir ont été interpellés.

Tout cela n'empêche pas M. Karimov de tenir compte lui aussi du vent nouveau, mais pour essayer de garder le même cap. Un congrès du Parti communiste ouzbek est annoncé pour le 14 septembre. Il devrait conduire à la transformation du PC en « Parti populaire ». L'opération a déjà été réalisée dimanche au Kazakhstan où le « nouveau-né » a été baptisé « Parti socialiste ».

JAN KRAUZE

EXTRADÉ D'URSS?

Blake, le traître, a dénoncé 400 agents anglais. Que va faire l'Angleterre?



416 p. 130 F

Une histoire exceptionnelle qui déchaîne les passions.

Stock

هكذا في الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

La situation dans les Républiques

Scènes de marché à Kiev

KIEV

de notre envoyé spécial

Comme chaque semaine, l'animation ordinaire du Khreschtchak, la principale artère de la capitale ukrainienne, se transforme, le samedi, en agitated multiforme. La foule prend d'assaut quelques-uns des magasins qui bordent l'avenue. Ici l'on s'arrache les boîtes légères de chips hâtivement déballées sur le trottoir : 3 roubles l'une, mais il paraît que celles des magasins d'État (1 rouble) sont moins légères, entendent plus lourdes à digérer.

Plus loin, un ancien employé de cirque tient en laisse un ours du Caucase. Pour l'heure, il s'est associé à un photographe : 25 roubles les trois photos – mais est-on sûr de les recevoir un jour ? L'homme à l'ours voudrait bien changer de vie : « Vous faites un contrat avec moi, intime-t-il à l'étranger, et vous m'emmenez avec vous en France. » Emprunter des voies plus officielles ? L'idée le fait bondir : « Vous, vous ne connaissez pas la situation. »

C'est vrai. Pourtant cette situation s'étale là, tous signes confondus, le long du Khreschtchak, entre les brèves du passé de République de l'Union Soviétique et les indices d'une autre ère commençante.

Loin et disputée
Crimée

Où chercher le rationnel ? Pas au magasin de tissus. Quand l'ordinaire des salaires des gens sans « combine » ni revenus annexes oscille entre 200 et 300 roubles mensuels, qui s'offrira cet anorak en nylon à 800 roubles, est impensable à 1 250 roubles ? Ce milicien qui vient d'acquiescer pour 240 roubles 2 mètres de polyester noir, un cadeau pour la belle-mère, trouve naturellement que c'est « cher ». Même si, travaillant « au nord », il gagne le salaire avantageux de ces déportés volontaires : 800 roubles.

Fortune encore que ces 800 roubles dépensés par une infirmière pour 5 mètres de tissu de rideau. Ses revenus d'un mois (270 roubles) cumulé avec ceux de son mari chauffeur (300 roubles) n'y suffiraient pas. Mais elle a de la « chance », elle habite la « campagne », à vingt minutes en train de Kiev.

Jardin, poules, lapins et cochons mettent toute la famille – quatre personnes – à l'abri des soucis alimentaires.

Retour en ville : ces jeunes gens à cheval sur les trottoirs aperçus près de la place du Komomol-Léniniste font-ils partie du passé ou anticipent-ils un nouvel art de vivre ukrainien ?

Plus facilement « déchiffrables », les innombrables étals de fruits et légumes décrivent l'effondrement avéré du système de distribution. De Crimée, de cette lointaine Crimée, que nul ne sait plus à quel saint vouer : autonomie au sein de l'Ukraine ou dérive vers la Russie ? De Crimée donc, déboulent prunes et raisins en quantité.

« Les voleurs
sont au pouvoir »

A deux pas du marché central de Kiev, dit de Bessarabie, sept Azéris venus de Cherson (à l'est d'Odessa) ont parcouru plus de 650 kilomètres pour vendre ici près de 10 tonnes de pastèques. Le chef de cette petite troupe de coopérateurs, ancien ouvrier dans une usine à gaz, fait ses comptes. En donnant 30 % à 40 % de ses récoltes aux kolkhozes, qui lui a loué, à sa demande, 6 hectares, il conserve de quoi organiser plusieurs expéditions comme celle-ci : deux à trois jours pour écarter le atack, « la belle vie » à Kiev et plusieurs mois de sécurité financière – il ne veut pas en dire plus une loi le dernier kilo de pastèque écoulé. Écoulé précisément à 2 roubles.

Un marché de Bessarabie, il faut compter 3 ou 4 roubles au kilo pour le même produit ! Un kolkhozien de la région de Rostov qui loue aussi des terres (moyennant finances) défend sa théorie : « Pourquoi vendre son marché ? Si je fais cela, les gens se détachent de moi pour un marchand plus cher en disent : si bon marché, c'est bizarre... » Pour le prouver, il propose, non sans succès, des melons du Kazakhstan, « très difficiles à transporter », à 10 roubles le kilo.

Un marché sans rôle, ça n'existe pas. Si beaucoup se plaignent, chiffres à l'appui, de l'augmentation du prix de nombreuses denrées, la palme revient aujourd'hui à une « introuvable en retraite », tailleur, montre en sautoir et joli foulard

sur la tête, qui fait entendre une diatribe inattendue : « C'est la période la plus dure depuis la grande guerre nationale – la partie de la seconde guerre mondiale assumée par l'URSS – le peuple n'a pas d'argent. Les voleurs sont au pouvoir : eux ne travaillent pas et sont millionnaires. Voilà toute la perspective. » Ainsi parle Lydie Kasporina. Ni Gorbatchev ni Eltsine n'ont répondu à sa lettre et à son télégramme. Alors, en quittant le marché, elle porte la mauvaise nouvelle à un petit groupe de commères, sûre d'être mieux entendue à Kiev qu'à Moscou.

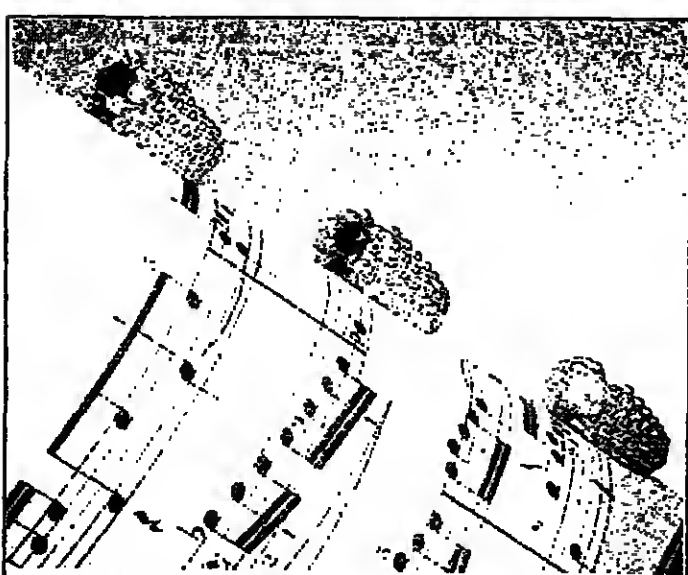
Plus souvent, les opinions sont plus nuancées. « Ils ont changé le drapeau, nous dit un jeune électronicien, mais les gens, s'ils sont plus libres qu'avant, n'ont pas plus à manger. On parle du marché, du changement de l'économie. Je suis d'accord, mais combien de temps faudra-t-il pour cela ? Une génération, selon moi. »

Coup d'accélérateur
économique

A l'évidence, les juristes, hommes d'affaires et financiers qui débloquent toujours plus nombreux à Kiev escomptent un rythme plus rapide. Souvent issus de l'immigration ukrainienne aux États-Unis ou au Canada, ils veulent donner un lent cheminement vers l'indépendance un coup d'accélérateur économique. Autre signe de cet intérêt : l'université Harvard développe un important projet de recherche sur le réforme économique en Ukraine. La Canada devait ouvrir, lundi 9 septembre, un consulat à Kiev. Certes, le France l'a fait il y a quelques mois. Certes, le ministre français de l'économie est venu le week-end dernier à Kiev aux nouvelles. Mais les délégations commerciales canadiennes se succèdent ici depuis deux ans.

S'il n'est pas toujours facile de soupeser les pensées et les volontés des Ukrainiens, il est aisé d'évaluer l'intérêt que le monde des affaires porte à l'Ukraine. L'Histoire peut bien avancer en trébuchant et l'immense statue (62 mètres) de la mère patrie URSS qui domine le Dniepr a beau être construite en acier inoxydable : les symboles septuagénaires sont rouillés en Ukraine.

MICHEL KAJMAN



Présent aujourd'hui à Paris, Cannes, Monte-Carlo, Deauville, Genève, Beverly Hills, Houston, Tokyo, Séoul, Hong-kong, FRED joaillier a été créé en 1936 par Fred SAMUEL. Il s'installe au 6, rue Royale et débute alors la belle aventure de ce joaillier créatif et amoureux du luxe.

Aujourd'hui, en 1991, FRED joaillier joue les virtuoses et crée une nouvelle ligne de bijoux : CONCERTO. Des bagues, des colliers, des bracelets, des boucles d'oreille, des broches, des pendentifs aux multiples boules d'or que ponctuent des pierres dures – corail, onyx, lapis-lazuli –, des perles, des pierres précieuses, des diamants, des saphirs, des émeraudes, des rubis. De quoi rendre mélo-manes toutes les femmes.

Une invitation nouvelle à rejoindre l'univers joyeux et féérique de FRED joaillier.

FRED joaillier, 6, rue Royale,
75008 Paris. Tél. : 42-60-30-65.

Échange d'émissaires entre Kiev et Varsovie. – Le Pologne et l'Ukraine ont décidé de procéder à un échange d'émissaires de leurs gouvernements respectifs, comme premier pas vers l'établissement de relations diplomatiques, ont annoncé dimanche 8 septembre les deux pays. M. Anatoli Zlenko, ministre ukrainien des affaires étrangères, qui effectuait à Varsovie sa première visite officielle à l'étranger depuis la déclaration d'indépendance de l'Ukraine le 24 août, a souhaité établir immédiatement des liens diplomatiques, mais Varsovie doit attendre pour cela le référendum prévu en Ukraine le 1^{er} décembre sur l'indépendance. (Reuter)

Anglais-Allemand
Espagnol-Italien-Russe

FORMATION
INDIVIDUALISÉE

Un moyen souple et efficace pour APPRENDRE UNE LANGUE, SE PERFECTIONNER, PRÉPARER UN DIPLOME À USAGE PROFESSIONNEL.

Chambres de Commerce Étrangères, Université de Cambridge, Certificats Européens de langues, TOEFL...

INSCRIPTIONS TTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation gratuite à :

LANGUES & AFFAIRES, Service 5209, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois.

Tél. : (1) 42.70.81.88
Minitel : 36 15 LANGAF

AFRIQUE

TUNISIE : après la découverte d'une cache d'armes

Le président Ben Ali dénonce le « complot diabolique » des islamistes

TUNIS

de notre correspondant

La découverte d'un entrepôt d'armes et de munitions, servant aussi d'atelier pour leur fabrication, vient grossir un peu plus le dossier du « complot islamiste », dont est accusé le mouvement islamiste Ennahda, et qui doit être examiné, dans les prochaines semaines, par le justicier militaire. Ainsi, le président Ben Ali a-t-il lui-même annoncé, samedi 7 septembre, devant les cadres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, la toute récente mise au jour par les services de police de cet arsenal clandestin. « Ce sont là, a-t-il dit, les derniers fils conducteurs du complot diabolique des extrémistes religieux. »

Le ministre de l'Intérieur a précisé que, dans cet entrepôt, situé dans la banlieue sud de Tunis, avaient été saisis plus de cent fusils et un grand nombre de pistolets, prêts à être utilisés avec leurs munitions, des grenades, des bombes à retardement munies de systèmes d'horlogerie, des charges explosives, de la poudre, des poignards, diverses munitions fabriquées localement, des cagoules, des porte-voix, des instruments pour le calibrage des cartouches, des produits chimiques, ainsi que les plans de « certains objectifs à attaquer ».

Les « dérobades »
de l'opposition

On ignore si cette opération a entraîné de nouvelles arrestations. Lorsqu'il avait dévoilé l'existence de la conspiration, au mois de mai, le ministre de l'Intérieur avait fait état de l'arrestation de quelques trois cents personnes, dont une centaine de militaires. Depuis, croit-on savoir, un certain nombre d'entre elles ont été relâchées après interrogatoire, mais

au fil de l'enquête, d'autres interpellations ont été opérées (1).

Lors du rassemblement qu'il présidait, M. Ben Ali a affirmé que « les tentatives désespérées des extrémistes religieux pour s'emparer du pouvoir » ne lui ont pas fait perdre de vue diverses priorités, parmi lesquelles figure, en bonne place, le renforcement du processus démocratique. Il s'est renouvelé, à ce propos, son offre de laisser l'opposition présenter, seule, des candidats aux prochaines élections partielles à la chambre des députés, où une dizaine de sièges sont vacants.

Cette formule, qui permettrait de mettre un terme à la monopolisation du Parlement par le RCD, n'a, semble-t-il, pas l'heur de convenir aux six partis de l'opposition qui ont fait, jusqu'ici, la sourde oreille. Les uns estiment que les élections doivent être le couronnement du processus démocratique et non une de ses étapes. D'autres invoquent le climat politique qui n'est pas propice, ou encore – à demi-mots – le nombre réduit de sièges qui leur est offert... Une ultime tentative pour les convaincre doit avoir lieu cette semaine lors de rencontres que des émissaires du président de la République se proposent d'avoir avec les dirigeants de chaque formation.

Il y a quinze mois, l'opposition avait boycotté sous divers prétextes les élections municipales alors que le code électoral venait d'être révisé à sa demande. M. Ben Ali en avait été mortifié. Dans son entourage, on ne cache pas, aujourd'hui, que ces « perpétuelles dérobades » commencent à sérieusement ébranler sa patience.

MICHEL DEURÉ

(1) Selon les membres de sa famille, un militant islamiste, M. Fathi Khair, arrêté en juillet, est mort des suites des tortures qu'il aurait subies lors de ses interrogatoires.

○ ALGERIE : grève de la faim des huit dirigeants islamistes incarcérés. – MM. Abassi Medani et Ali Benhadj ainsi que six autres dirigeants du Front islamique du salut (FIS), détenus à Blida, ont entamé, dimanche 8 septembre, une grève de la faim « pour réclamer le statut de prisonnier politique et pouvoir ainsi maintenir le contact avec leur parti encore

légal ». a déclaré M. Bachir Mechri, un des avocats des chefs incarcérés. Ceux-ci sont accusés d'avoir préparé, organisé et mené une conspiration contre l'État pendant la grève de juin, qui avait dégénéré en affrontements sanglants avec les forces de l'ordre et provoqué le report des élections législatives, prévues pour le 27 juin. (Reuter)

AFRIQUE DU SUD

Des affrontements
entre partisans
de l'ANC et de l'Inkatha
ont fait
plus de 50 morts

Au moins cinquante-quatre personnes ont été tuées, dimanche 8 septembre, au cours de la journée la plus sanglante dans les ghettos noirs depuis un an. Cette nouvelle vague de violence met en danger la signature de l'accord de paix, prévu pour samedi prochain, entre le gouvernement, le parti Inkatha, à dominante zoulou, et le Congrès national africain (ANC).

Selon la police, une ambassade a été touchée, dimanche matin, à Tokoz, à l'est de Johannesburg, au cours de laquelle ont été tués 18 sympathisants du chef zoulou, M. Mangosuthu Buthe, qui se rendait à un rassemblement. Des commandos qui seraient formés de membres du parti Inkatha ont alors lancé des opérations de représailles dans les ghettos voisins de Katshe, Tembisa et Mofolo et attaqué un foyer de travailleurs migrants dans le centre de Johannesburg.

Le responsable de la brigade de la jeunesse de l'Inkatha, M. Themba Khoza, a mis en cause la responsabilité de l'ANC dans ces violences, estimant qu'elles portaient « un coup aux espoirs de la convention de la paix ». De son côté, le vice-président de l'ANC, M. Walter Sisulu, a condamné l'ambassade contre les militants de l'Inkatha et appelé les sympathisants de l'ANC « à ne pas permettre à cet acte de provocation injustifié de faire couler encore plus de sang ». (AFP)

○ SOMALIE : combats meurtriers à Mogadiscio. – Des combats qui ont eu lieu pendant trois jours à Mogadiscio ont pris fin et leurs auteurs ont été arrêtés, a déclaré, dimanche 8 septembre, le président par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed. A son croire, il s'agit de « dirigeants autoproclamés » qui ont voulu mettre en difficulté le gouvernement. (Reuter)

AMÉRIQUES

ARGENTINE : la politique économique plébiscitée lors de divers scrutins

La victoire du parti péroniste consolide le pouvoir du président Menem

Le parti péroniste au pouvoir a remporté une large victoire, dimanche 8 septembre, au cours du scrutin qui portait sur l'élection de douze gouverneurs, des responsables locaux et le renouvellement de la moitié de la Chambre des députés. Ce succès est un plébiscite pour la politique économique du président Carlos Menem, qui subissait sa première épreuve électorale importante depuis son arrivée au pouvoir, en juillet 1989.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Selon des chiffres provisoires, le parti officiel l'emporterait dans dix des douze provinces qui étaient en jeu, et notamment celle de Buenos-Aires, qui rassemble plus de 40 % de la population du pays. Le vice-président, M. Eduardo Duhalde, est élu gouverneur avec près de 30 % de voix d'avance sur son adversaire radical, M. Juan Carlos Pugliese. La principale force d'opposition, l'UCR (Union civique radicale), se maintient dans la province de Córdoba (700 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), où M. Eduardo Angeloz est élu gouverneur pour la troisième fois consécutive. Dans la province de Neuquén (1200 kilomètres au sud-ouest de Buenos-Aires), c'est le parti local qui conserve le pouvoir.

C'est sans surprise que la liste des députés de l'UCR, conduite par M. Fernando de la Rúa, l'emporte dans la capitale fédérale, fief traditionnel des radicaux. Le parti pé-

niste réaliserait cependant son meilleur score dans ce district. Le grand perdant de ces élections est l'ancien président Raúl Alfonsín, dont la permanence à la tête du parti radical risque d'être remise en question. Les candidats de l'UCR qui sortent gagnants de ces élections appartiennent à des courants qui sont opposés au leader radical. C'est le cas de M. de la Rúa dans la capitale fédérale, mais aussi du gouverneur élu de Córdoba : M. Angeloz, qui était candidat à la présidence de la République en 1989 contre M. Menem, conteste la direction du parti de M. Alfonsín.

Les résultats confirment la bipolarisation traditionnelle en Argentine. Loin derrière les deux grands partis, la principale surprise, dans la province de Buenos-Aires, est le score obtenu par M. Aldo Rico, qui était candidat au poste de gouverneur et qui a recueilli plus de 10 % des voix. L'ancien lieutenant-colonel Rico, qui avait dirigé les rébellions militaires de Santa-Cruz (1987) et de Monte-Caseros (1988) contre le gouvernement Alfonsín, a créé, il y a neuf mois, son propre parti, le Mouvement pour la dignité et l'indépendance (MODIN).

En revanche, le dirigeant syndicaliste péroniste dissident, M. Saul Ubaldini, qui était candidat au poste de gouverneur et aussi de député, n'obtiendrait pas le nombre de voix minimum pour entrer au Parlement. M. Ubaldini, qui avait lancé quatorze grèves générales contre l'administration Alfonsín, était devenu le principal opposant à la politique économique du président Menem à la tête de la CGT-Azopardo (Confédération générale du travail).

C'est à l'issue d'une lutte serrée que le parti officiel l'emporterait

dans les provinces de Santa-Fe et de Tucumán. M. Carlos Reutemann, ancien pilote de formule 1, avait vaincu à Santa-Fe (400 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), et le chanteur populaire Palito Ortega arrive en tête à Tucumán (nord du pays), devant le général en retraite Antonio Bussi. Le général Bussi avait été gouverneur de facto en 1976 et 1977 pendant la dictature militaire, spécialement chargé de la répression contre la guérilla d'extrême gauche.

Les Argentins se rendaient aux urnes dimanche pour la cinquième fois depuis le rétablissement de la démocratie en 1983, et la participation a été supérieure à 90 %. Le scrutin s'est déroulé dans le calme. Le cycle électoral, qui s'était ouvert le 11 août dans trois provinces, sera clôturé le 27 octobre dans les huit provinces restantes du pays.

CHRISTINE LEGRAND

○ BRÉSIL : un beau-frère du président Collor tente d'assassiner un ministre qui avait dénoncé sa sonnerie. – Le frère cadet de l'épouse du président Collor a tenté d'assassiner vendredi 6 septembre le maire de Canapi, une ville de l'État d'Alagoas (nord-est), après l'avoir accusé de dénigrer sa sœur M^{me} Rosane Collor, âgée de vingt-huit ans, qui est au centre d'un scandale financier (Le Monde du 4 septembre). Le porte-parole de la sécurité publique d'Alagoas a annoncé dimanche que M. Joaozinho Malta, vingt et un ans, avait été tiré, en état d'ébriété, à deux reprises, mais sans l'atteindre, sur M^{me} Mauro Costa, dans un restaurant de Canapi, ville natale de M^{me} Collor. (AFP)

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

La sécurité dans le Golfe

« Pas de bases étrangères permanentes sur notre sol »

nous déclare Cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis, en visite en France

La président des Emirats arabes unis, Cheikh Zayed Ben Sultan El Nahyane, est attendu lundi après-midi 9 septembre à Paris pour une visite officielle de trois jours, la deuxième en France du chef de cet Etat fédéral indépendant depuis vingt ans. Au cours de son séjour, Cheikh Zayed aura des entretiens avec M. Mitterrand, ainsi qu'avec le premier ministre, M. Edith Cresson, sur les relations bilatérales et la sécurité dans le Golfe.

ABOU-DHABI

de notre envoyé spécial

Sur la corniche ombragée et fleurie d'Abou-Dhabi où les gratte-ciels s'alignent le long des plages de sable blanc, qui songe encore à la grande peur provoquée par l'invasion iranienne du Koweït ? Si celle-ci a aujourd'hui disparu et qu'il n'y a plus de menace, la reconstruction de l'émirat frète une bonne affaire pour le commerce de Dubaï, elle a toutefois souligné la fragilité d'un Etat aux richesses convoitées et dont le développement repose en grande partie sur une population étrangère à 80 %.

Souverain d'Abou-Dhabi depuis 1966 et président de la fédération des Emirats arabes ois (EAU) depuis son indépendance en décembre 1971, Cheikh Zayed ne craint pas d'avouer, dans un entretien qu'il nous a accordé à l'occasion de sa visite d'Etat en France, que cette crise a été « un coup de semonce pour nous tous ». « Chacun, dit-il, s'est mis à réfléchir à des situations jusque-là inimaginables et nous savons désormais que nous devons nous préparer pour être capables de répondre à toute éventualité ».

Si toutes les armées amies venues durant le conflit ont aujourd'hui regagné leurs pays, Cheikh Zayed n'a pas oublié. Soulignant « l'excellence des rapports d'amitié (...) avec la France », il affirme : « Nous désirons vivement augmenter et renforcer nos relations au vu de la très bonne expérience dans nos rapports ». L'allusion au fait que les EAU aient été le premier pays du Golfe dans lequel Paris ait établi des bases de la crise d'envoyer des troupes est directe. L'engagement français pendant la guerre a balayé les doutes, mais pendant un temps, sur la réelle volonté de Paris de combattre. Aujourd'hui, le président le dit : « Nous avons constitué une fidélité aux engagements, au soutien de la légitimité, une attitude ferme et constante qui a été concrétisée dans les actions d'anciens et importantes dans le domaine pétrolier comme militaire ».

80 % de l'armée des EAU est équipée de matériel français - les relations entre la France et les EAU sont plus que jamais, dans une situation nouvelle, le reflet de la volonté de l'émir de chercher un équilibre entre l'ancienne puissance mandataire, encore très présente, la Grande-Bretagne et le nouveau partenaire, les Etats-Unis.

Car si la crise, comme le dit Cheikh Zayed, « a sonné l'alarme », elle ne doit pas toutefois conduire à des réactions hâtives, et le président des EAU entend bien garder une liberté de manœuvre qui préserve l'indépendance de son pays cerné de voisins puissants et de protecteurs empressés. A une question sur l'éventuelle nécessité, pour garantir la sécurité du Golfe, d'une présence dans les Emirats de forces étrangères ou de pays « frères », c'est-à-dire des troupes égyptiennes ou syriennes, comme le prévoyait un accord annoncé à Damas du « groupe des huit », pays arabes mécontents, Cheikh Zayed répond très clairement : « Nous n'accepterons jamais la présence permanente de bases étrangères sur notre sol ».

« L'ami, dit-il, est celui qui vous aide quand vous en avez besoin avec toute la force et le soutien moral dont il dispose. Dans ce cas, pour notre part, nous lui accorderons alors toutes les facilités qui s'imposent dans une telle situation. » Est-ce à dire que les EAU ont sont prêts à signer, comme le Koweït, un accord de sécurité avec les Etats-Unis ? La coopération, répond Cheikh Zayed, est toujours fonction des besoins et des possibilités. Les Koweïtiens peuvent avoir un besoin urgent de cet accord militaire pour se préparer contre toute agression. Nous n'avons aucune objection à cela, car le Koweït est tout proche de l'Irak qui l'a envahi récemment. Mais, pour nous, il n'existe pas de raisons pour avoir la présence de troupes étrangères. Grâce à Dieu, nous vivons en sécurité et nous garderons nos amis et nos frères en réserve jusqu'au jour où nous aurons peut-être besoin de leur aide ».

« Ce qu'il y a de mieux »

En attendant, affirme toutefois Cheikh Zayed, « les pays du CCG (Conseil de Coopération du Golfe : EAU, Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar et Oman) ont déjà commencé à coordonner leurs efforts pour faire ce qu'il y a de mieux dans le domaine de la sécurité ». « Nous sommes, ajoute-t-il, très sérieux dans cette initiative, et si nous réussissons, ce sera pour le plus grand bien de tous, y compris nos frères et amis ». Les EAU préfèrent ainsi inciter à la coopération plutôt qu'à la confrontation. L'Etat du CCG - les responsables militaires étudient la mise sur pied

d'une nouvelle force commune plus importante que la précédente, - réglant ainsi le point délicat consistant à savoir qui doit ou non être inclus dans un éventuel accord global de sécurité pour le Golfe. Dans cette perspective, Cheikh Zayed n'exclut pas de faire appel à l'Iran au même titre qu'aux autres, mais seulement en cas de besoin, c'est-à-dire au cas par cas.

Pour ce qui concerne plus précisément l'armée des Emirats (environ 40 000 hommes, dont de nombreux étrangers) qui a pris part pour la première fois à une guerre et y a perdu sept hommes, Cheikh Zayed affirme : « Nous vivons à la frontière, à la fois par l'acquisition du matériel le plus perfectionné et par l'entraînement des personnels afin de nous permettre de faire face à un agresseur sans l'aide de nos amis ». Après avoir réussi à « éliminer » les hautes cadres de l'armée, les Emirats s'orientent, dit-on, vers une réduction des effectifs, compte tenu du faible taux de population autochtone, 400 000 personnes sur un total de deux millions d'habitants, compensés par des personnels plus qualifiés et disposant du matériel dernier cri que l'émirat voudrait diversifier pour ne pas être tributaire d'un seul fournisseur.

Plus de six mois après la fin de la guerre, Cheikh Zayed est en tout cas toujours aussi fier à l'encontre du président irakien, qu'il accuse d'avoir cherché, au-delà de l'invasion du Koweït, « à mettre la main sur toutes les ressources du Golfe et ainsi imposer son hégémonie à tous les pays arabes et contrôler l'économie mondiale ». Son maintien au pouvoir constituerait-il encore une menace pour les pays du CCG ? « Il est vrai, affirme Cheikh Zayed, qu'il avait déclaré avant la guerre que s'il

était vaincu il recommencerait, et moi comme les autres, je le crois, mais en même temps je ne pense pas qu'il soit capable de se lancer à nouveau dans une aventure pareille. » « Mais, ajoute le président, il a provoqué la destruction du peuple irakien qui n'a pas voulu cette guerre et a été entraîné dans un chemin qui menait au désastre. Ce n'est pas sans peine que nous voyons ce peuple souffrir et nous aurions souhaité qu'il soit épargné. La destruction de la guerre n'était pas la nôtre, ni celle du peuple irakien, c'était celle d'un parti politique [le Baas au pouvoir en Irak] ou même d'un homme ».

Aurait-il fallu poursuivre la guerre jusqu'au renversement du président Saddam Hussein ? « La chute de Saddam Hussein ne valait pas la mort de milliers d'Irakiens », répond Cheikh Zayed, qui regrette la situation créée dans le Golfe. « Nous vivons aujourd'hui la division et les dissensions, ajoute Cheikh Zayed, mais nous sommes avertis et nous espérons que les autres frères se seront également pour se prémunir contre toute atteinte à la légitimité arabe et internationale. Nous prions Dieu de compenser ce que nous avons perdu, et je ne parle pas de dégâts matériels, mais des déchirements du monde arabe, car notre perte la plus grave c'est l'unité arabe et islamique ».

Les relations avec l'OIP

Ardent partisan de la cause palestinienne, Cheikh Zayed estime-t-il que la communauté internationale fait montre en ce domaine de la même détermination que pour la libération du Koweït ? « Personne ne sait, dit-il prudemment, ce que cachent les consciences, seules les

L'affaire BCCI

A l'occasion de sa visite officielle en France - bien qu'il rejette la question à ce sujet - Cheikh Zayed devrait, comme il l'a déjà évoqué l'affaire de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) dont l'émirat d'Abou Dhabi est l'actionnaire principal, avec 77,4 % du capital. Les activités de cette banque ont été suspendues, en France comme dans plusieurs autres pays, le 5 juillet, dans le cadre d'une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre, à la suite de la découverte de « fraudes à grande échelle » pratiquées par la BCCI.

L'émirat d'Abou Dhabi nie

toute implication dans le scandale, mais s'est déclaré prêt fin juillet à l'ajournement de l'enquête. Les dirigeants de la banque, dont la « trou » dépassa plusieurs milliards de dollars, pour indemniser les déposants en Grande-Bretagne, principale zone d'activité de la BCCI et éviter ainsi sa mise en liquidation. Les autorités monétaires françaises ont demandé début août à l'émirat que cette offre s'étende aux déposants de la succursale française de la BCCI et devraient de nouveau cette semaine repasser ce dossier épineux au Cheikh Zayed.

Lire page 34 Fortiche de Laurent Zecchini

ISRAËL : froid entre Jérusalem et Washington

M. Shamir reproche amèrement aux Américains de lier leur aide au processus de paix

Patrice Claude, qui était précédemment correspondant du Monde à Rome, sera désormais en poste en Israël. Voici son premier article de Jérusalem.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël n'a pas l'intention de céder aux efforts américains d'obtenir un gel des implantations juives dans les territoires occupés en échange d'avantages financiers. Tel est, sur le fond, la position exprimée, dimanche 9 septembre, par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, dans un entretien accordé à la radio nationale à l'occasion du Nouvel An juif. Répondant au président George Bush, qui « pour donner une chance à la paix » a sollicité vendredi devant son Congrès un délai d'au moins cent vingt jours avant d'examiner la demande israélienne de garantie bancaire pour un emprunt de dix milliards de dollars, M. Shamir a déclaré que cette décision pourrait même « objectivement, mettre en danger le processus de paix ». Selon lui, le problème des implantations, contrairement à ce que certains prétendent, ne constitue pas la clé du progrès vers la paix.

En revanche, le délai réclamé par M. Bush, s'il est entériné la

semaine prochaine par le Congrès, constituerait un « cadeau inattendu » fait aux Arabes, lesquels « danseront de joie sur les toits et exigeront le niveau de leurs exigences jusqu'à ne plus permettre la poursuite du processus de paix ». Il n'a évidemment échappé à personne en Israël que les quatre mois de délai demandés par le président américain couvrent la période pendant laquelle la fameuse conférence régionale de paix entre l'Etat juif et ses voisins pourrait se tenir.

Octobre demeure, pour l'instant, le mois retenu pour cet événement, mais il reste à régler la question de la représentation palestinienne, Israël exigeant que la délégation comprenne un membre avéré de l'OIP ni représentant de Jérusalem-Est. Pour M. Shamir, qui s'affirme « en parfait accord avec Washington là-dessus », c'est ce problème et nul autre qui, « s'il n'est pas résolu », fera tout capoter puisque Israël refusera tout bonnement de participer. En attendant, le délai que le président des Etats-Unis semble avoir de bonnes chances d'obtenir de son Congrès, malgré la mise en branle officielle du puissant lobby juif américain, fait couler beaucoup d'encre et de salive dans l'Etat hébreu.

Considéré comme une opération financière « à des fins humanitaires », l'emprunt de dix milliards de dollars sur cinq ans que Jérusa-

lem se propose de lancer avec la garantie américaine - ce qui permettrait à l'Etat juif de rembourser sur trente années et non sept comme son propre crédit rating l'y contraindrait - est officiellement destiné à financer l'établissement en Israël des trois cent cinquante mille juifs soviétiques immigrés dans le pays depuis 1989, et des centaines de milliers d'autres qui doivent arriver.

En principe, seule une « infime fraction » des nouveaux arrivants s'installent effectivement dans les territoires conquis en 1967. Mais, globalement, les implantations s'accroissent tout de même, et M. Shamir affirme à ce propos « ne pas connaître le détail des plans du ministère du logement » - dirigé par M. Ariel Sharon, - il n'en est pas moins convaincu et « heureux que la population israélienne augmentera aussi dans ces régions [les territoires] ».

C'est précisément ce que les Américains, engagés dans un effort diplomatique sans précédent avec leurs nouveaux alliés arabes, veulent, au moins pour le moment, éviter. Des vœux amis commencent, certes, à s'élever en Israël pour rappeler que l'ancien premier ministre, M. Menahem Begin, avait lui-même temporairement stoppé les implantations à l'époque des négociations de Camp David. Mais

actions démentant les intentions. Mais, ajoute-t-il, « c'est le devoir des Etats-Unis et de la communauté internationale de faire appliquer une justice absolue afin que les arabes puissent récupérer tous leurs droits et les Israéliens les leurs, conformément aux résolutions internationales ». « Je pense, poursuit-il, que les Arabes sont bien disposés à coopérer avec la communauté internationale, dans la mesure où celle-ci se range du côté de la justice et du droit pour trouver une solution juste, globale et durable. » « Une telle solution, ajoute le président des EAU, sera dans l'intérêt d'Israël avant même celui des Arabes. Israël, aujourd'hui vit dans une peur quotidienne comment son peuple peut-il vivre ainsi en sécurité et en paix ? Le maintien du statu quo n'est pas dans l'intérêt d'Israël, quelle que soit l'attitude de la communauté internationale ».

« Les Arabes », affirme encore Cheikh Zayed, « auront de cesse d'obtenir leurs droits et il n'y aura pas de stabilité au Moyen-Orient tant que les Arabes ne les auront pas recouvrés et qu'Israël n'aura pas renoncé à ses ambitions ».

Les Emirats maintiendront-ils leur politique d'amitié avec l'OIP ? « Pourquoi pas », répond Cheikh Zayed après un long silence. « Il ne fait pas de doute que l'attitude de la direction palestinienne pendant la crise a été d'autant plus mal ressentie ici que Cheikh Zayed personnellement n'avait jamais marchandé son soutien, les EAU n'ont pas, contrairement à d'autres pays du Golfe et en particulier le Koweït, adopté une politique massive de représailles à l'encontre de l'importante communauté palestinienne des Emirats. Certes, il y a eu quelques expulsions, des contrats ne sont pas renouvelés, et les transferts administratifs rodent la situation aujourd'hui plus précise, mais la plupart des Palestiniens, nombreux à des postes de responsabilité, préfèrent jusqu'à maintenant attribuer cet état de fait à une politique générale des Etats du Golfe plutôt qu'à une volonté particulière des responsables des Emirats ».

A soixante-quatre ans, Cheikh Zayed, qui a connu dans sa jeunesse les rigueurs du désert et le dénuement de son peuple avant de transformer son Etat, grâce au pétrole, en une puissance économique et financière qui fait des Abou-Dhabiens les citoyens bénéficiaires des plus hauts revenus du monde, et d'Abou-Dhabi un des pays les plus généreux vis-à-vis des pays démunis, peut savourer le travail accompli. « Nous ne pouvons, dit-il aujourd'hui, évoquant à la fois les vingt premières années d'indépendance et le futur, que redoubler d'efforts pour poursuivre sur la voie déjà tracée ».

Propos recueillis par FRANÇOISE CHIPAUX

ASIE

PHILIPPINES

Le Sénat a repoussé l'accord sur les bases américaines

Le Sénat philippin a rejeté, lundi 9 septembre, par douze voix sur vingt-trois, le traité sur les bases américaines, qui doit prolonger de dix ans la présence de troupes des Etats-Unis sur la base de Subic-Bay. Les sénateurs ont dénoncé cet accord qui, selon eux, viole la Constitution et « perpétue la dépendance des Philippines envers les Etats-Unis ». Ce vote intervient alors que la présidente Cory Aquino a annoncé son intention de prendre la tête, mercredi, d'une manifestation géante dans Manille pour forcer le Sénat à ratifier le texte. Dans une allocution radiotélévisée, dimanche soir, elle a annoncé sa décision de mobiliser des centaines de milliers de personnes pour soutenir la présence américaine et les bénéfices économiques liés au traité. D'autre part, la guérilla communiste a annoncé qu'elle allait proclamer un cessez-le-feu unilatéral, en raison du rejet du traité par le Sénat. (AP, AFP)

HONGKONG

L'agence de publicité Saatchi chargée de « vendre » le Vietnam aux « boat-people »

L'agence de publicité britannique Saatchi et Saatchi a été chargée par le CEE de convaincre les dizaines de milliers de « boat-people » vietnamiens entassés dans les camps de Hongkong de retourner volontairement chez eux, a annoncé le Sunday Times de Londres dans son édition du 8 septembre.

L'agence sera payée 350 000 livres (3,5 millions de francs) pour produire des tracts et des affiches vantant les mérites du Vietnam communiste que ces réfugiés ont fui. L'agence a déjà installé à Hanouï un bureau de liaison avec le gouvernement vietnamien et compte tourner un film vidéo sur les conditions de vie des « boat-people » revenus au pays. Encore faut-il que la publicité capitaliste réussisse là où la propagande communiste a échoué. Un défi pour Saatchi et Saatchi.

CORÉE DU SUD

Un poète d'extrême gauche condamné à la prison à perpétuité

Le poète et militant d'extrême gauche Park Ki-pyong a été condamné à la prison à perpétuité, lundi 9 septembre, par un tribunal de Séoul. M. Park, âgé de trente-trois ans, plus connu sous son nom de plume de No-Hae, qui signifie « libération des travailleurs », a été convaincu d'avoir violé la loi sur la sécurité nationale en ayant formé une organisation « anti-Etat » du nom de Sano-meng (Parti socialiste du travail).

La cour a toutefois rejeté l'accusation de rébellion armée en vue du renversement de l'Etat défécteur par le procureur, qui avait requis la peine de mort. M. Park, qui avait fait ses débuts de poète en 1984 avec la publication d'un recueil devenu best-seller et intitulé « L'Aube du travail », avait publié notamment un poème faisant l'éloge du dirigeant communiste nord-coréen Kim Il-Sung. (AFP)

Alors que la Corée du Sud poursuit, difficilement, un processus démocratique engagé en 1987, la condamnation pour délit d'opinion - surtout pour une peine aussi lourde - est à la fois étonnante et choquante. Si tel est en effet aujourd'hui le régime coréen menacé, ce n'est pas celui du Sud, mais celui du Nord.

o CORÉE DU NORD : toujours communiste, et fière de l'être. - Pyongyang a célébré dimanche 8 septembre le quarante-troisième anniversaire du régime communiste. Le vice-président Pak Sung-chul a dressé un bilan triomphaliste de ces années, faisant l'éloge du « plus grand des socialistes » - celui de la Corée du Nord - et estimant « ridicule » que « les impérialistes parlent de maladie du socialisme ». Il a toutefois lancé un appel à la vigilance, pour « soutenir la direction du parti en toute circonstance et en tout lieu » et « préserver l'unité et la cohésion du parti et du peuple autour du leader » Kim Il-Sung. (AFP, Reuters)

مكذبا من الأصل

POLITIQUE

L'avant-projet du PS et le débat

«L'idée du socialisme ne sort pas intacte de l'effondrement du prophétisme révolutionnaire»

La nouvelle «projet» socialiste, dont l'adoption doit faire l'objet d'un congrès extraordinaire, du 13 au 15 décembre prochain, est à l'état de «texte provisoire» ou d'avant-projet, rédigé sous la responsabilité de M. Michel Charzat, membre du secrétariat national chargé de cette tâche. La direction du PS doit en discuter au cours d'un «séminaire», mercredi 11 et jeudi 12 septembre. Ce document de deux cent quarante pages, issu des auditions organisées depuis l'an dernier et des textes envoyés, au nombre de plus d'un millier, par les fédérations ou sections socialistes, a l'ambition de dessiner le cadre d'une démocratie démocratique des décennies à venir — sachant que «l'idée du socialisme ne sort pas intacte» de l'effondrement du communisme — et de préciser ses propositions pour la France d'aujourd'hui.

Dans sa présentation de l'avant-projet socialiste, M. Charzat souligne que la «grande transformation du monde» à laquelle on assiste interdit de concevoir un «projet livré clés en main, sur la base de données révolues ou de schémas de pensée sclérosés».

S'interrogeant sur l'état du monde — «Moyen Âge ou République universelle?», — l'avant-projet identifie trois «menaces». La première est la «passivité démocratique», qui se caractérise par le fait que «beaucoup en viennent à considérer que l'effacement des grandes espérances rend vaine la vie publique». La seconde est le «régime de l'intégrisme», dont l'ambition est d'abolir la distinction entre la sphère privée et la sphère publique. La troisième est le retour des «passions nationales». «L'affirmation du fait national répond à la crainte des citoyens d'être dépossédés de leur avenir par des mécanismes ou des institutions sur lesquels ils n'ont pas de prise; mais entre cette exigence légitime et la prolifération des nationalismes rivaux, la frontière est délicate».

«L'enlèvement dans la société duale»

En France, la gauche et la droite «ont été surprises par la formidable accélération des mutations de la société française». Découvrant «l'ébranlement» de la charpente sociale, l'avant-projet souligne que, même réduite à près du tiers de la population active, «la classe ouvrière se perpétuera de plus en plus à partir d'elle-même, comme cela se produit déjà en Grande-Bretagne ou en Suède, transmettant ainsi certains comportements d'une génération à l'autre». Il relève, cependant, «l'homogénéisation des modes de vie», qui «peut corréler les aspirations à l'individualisation des situations», tandis que la proportion des personnes âgées de plus de soixante ans augmente.

La «valse des valeurs» se caractérise surtout par le «dépeçage» de l'idée d'intérêt général dans une société en passe d'être subvertie par le modèle libéral de la réussite individuelle. «La corruption dans la société et jusque dans la fonction publique commence à gangrener certains têtes, quand ce n'est pas certains corps. [...] Les dérapages du politique-business ont donné lieu à une amnistie qui a été fort mal

comprise et ressentie par nos concitoyens».

L'avant-projet souligne que, «fait nouveau, l'enlèvement dans la société duale développe les situations permanentes d'exclusion», et il insiste sur l'extension de la solitude qui frappe ces exclus, mais aussi les enfants, les mères célibataires ou divorcées, les personnes âgées. Les milieux populaires sont aussi plus souvent que les autres victimes de la petite délinquance, qui a «littéralement explosé au cours des deux dernières décennies», et cette «nouvelle intégrité, lourde de frustrations, a été tardivement prise en compte par la gauche». D'autres «formes d'agression» nourrissent le sentiment d'insécurité, mais celui-ci «a aussi une dimension sociale: l'insécurité des couches modestes et moyennes, qui aspirent à un avenir mieux assuré. Or, la gauche, avec son discours tourné en priorité vers les «victimes», n'a pas su s'adresser à son électorat naturel: cadres et techniciens, salariés moyens du secteur public, ménages d'employés et d'ouvriers qualifiés».

Enfin, est-il observé, un nombre croissant de laissés-pour-compte de la modernisation vivent en victimes leur déclassement, réel ou imaginaire. La peur de la rétrogradation sociale, le ressentiment à l'égard d'une société qui célèbre l'enrichissement sans cause favorisent les crispations, la xénophobie, le racisme, le dégoût de la démocratie. «Traitant de «l'essor d'un nationalisme politique et social, qu'on cherche le Front national», l'avant-projet souligne que, «pour s'être trompée d'analyse sur la montée de la xénophobie et du racisme dans les années 80», en appelant au respect de la différence, alors que ce qui s'exprimait était peut-être un aspect d'identité, «la gauche a perdu le contact avec certaines fractions désertées du peuple».

L'avant-projet rappelle qu'«une grille de lecture fondée sur la répartition des richesses et des avantages sociaux constitue la base d'une analyse sociale de gauche». Il observe que «l'accentuation des inégalités n'est pas un phénomène massif et général, mais se concentre fortement aux deux extrémités de l'échelle sociale». Croisant plusieurs types d'analyse des groupes sociaux, il insiste sur l'«émiettement social».

L'«éclatement des identités sociales» prive de «visibilité» des pans entiers de la société: «Les syndicats ne sont plus, aujourd'hui, que l'ombre d'eux-mêmes», et si la vie associative s'est considérablement développée, la part des associations qui sont «attachées vers la «chose publique» — parents d'élèves, écologistes — tend à diminuer. Parallèlement, le regain des corporatismes «est le signe d'un déficit civique» et marque «le retour du pays réel» au détriment de la «citoyenneté active ou participative». D'où une crise de la démocratie représentative, dont l'émergence du Front national est le «principal révélateur», qu'aggrave «l'hypermédiatisation» de la société et qui se nourrit de l'impuissance du politique, à travers l'action de l'État, à «peser sur le cours des choses», qu'il s'agisse du chômage de l'environnement ou des flux migratoires.

L'avant-projet socialiste s'efforce, ensuite, d'«éclairer l'avenir». Il insiste sur le «mondialisation du capitalisme» et remarque qu'«une véritable épiphanie démocratique s'est produite au tournant des années 80», entraînant la «crise finale du communisme», laquelle a pour conséquence que «l'histoire, après une longue parenthèse, l'emporte à nouveau sur la géographie». Autre conséquence de ce bouleversement,

la «disparition du tiers-monde», notion idéologique et réalité politique qui n'existaient que par référence aux deux autres «mondes». Il en résulte une «instabilité» et une «imprévisibilité» des relations internationales, que ce soit en Europe ou dans le Sud.

«Crise de l'identité nationale»

«Désormais, le destin de la France et de l'Europe, celui du socialisme français et du socialisme européen, s'entrecroisent», écrit M. Charzat, qui évoque la «crise de l'identité nationale» pour inviter la gauche, «héritière des conceptions universalistes et progressistes de notre histoire», à y répondre. Après avoir rappelé les réformes accomplies par la gauche au pouvoir, il estime que, «moins que d'un glissement à droite de la société», elle a été victime «du déplacement des aspirations individuelles et collectives et d'une traumatisante restructuration sociale, liée à des mutations de grande ampleur». Il lui reproche de sacrifier à «un conformisme économique» et de se satisfaire de «gérer plus humanement les difficultés de l'adaptation au monde qui vient».

La deuxième partie de l'avant-projet, intitulée: «Morale et méthode du socialisme démocratique», affirme, notamment, que «la gauche du socialisme démocratique européen a été d'assurer la promotion morale et matérielle des prolétaires portés où il ne fut pas supplanté, écrasé par le bolchevisme et le communisme d'État», et que les socialistes «sortent moralement indemnes de la folie du communisme». «Mais ajouta-t-il, l'idée du socialisme, elle, ne sort pas intacte de l'effondrement du prophétisme révolutionnaire et de l'autodissolution du communisme d'État. [...] L'histoire a donné raison au socialisme démocratique contre le bolchevisme et ses différents avatars, mais il n'a pas eu raison du capitalisme».

Pour «refonder» une «culture politique de progrès», l'avant-projet propose, d'abord, une critique des erreurs de la tradition socialiste: son scientisme, son positivisme et son déterminisme. Contre le marxisme, il veut réhabiliter un autre courant de pensée socialiste, celui qui, de Lénine et Proudhon jusqu'à Jaurès, «place le pluralisme au cœur de sa réflexion». Se référant à Edgar Morin, il développe l'idée de la «complexité». Il défend ensuite l'esprit critique, qui, «contrairement au nihilisme, défend les acquis de la démocratie et s'efforce de les rendre conquérants». Il emprunte enfin à Habermas le

thème de la «communication entre les citoyens» comme fondement du lien social et définit l'action politique comme institution d'un «espace public de délibération».

Revenant à l'humanisme contre les différentes formes de l'anti-humanisme contemporain, l'avant-projet énonce les valeurs — respect de la vie, liberté, égalité, justice, tolérance, solidarité, responsabilité — constitutives d'une «éthique de l'homme en société». Parce que les droits de l'homme peuvent être utilisés comme «déli à la bonne conscience des nantis», il affirme que «le moment est venu de reformuler les droits de l'homme en termes de valeurs». Quant à la méthode, énonce-t-il, «le socialisme démocratique fait des antagonismes de classes, de générations, de sexes, de goûts culturels, de convictions morales ou religieuses le moteur de la lutte pour le droit». Aussi le «compromis» est-il «le mode privilégié d'une régulation sociale et politique créatrice de droits et de libertés nouvelles».

L'avant-projet s'étend sur «la dimension écologique de l'action socialiste», en précisant qu'il s'agit d'un écosystème «politique». Celui-ci implique de définir les principes d'une bioéthique, tant que de préserver l'environnement et de relever le défi démographique dans les pays du Sud, en évitant que ne se crée un «fossé écologique» entre ceux-ci et le Nord. Pour atteindre ces objectifs, le socialisme s'oppose au libéralisme économique, «doctrine qui fait du capitalisme un système naturel», où la main invisible du marché a tout réglé dans l'harmonie. «Il faut affirmer clairement que certains domaines doivent être soustraits au marché et que d'autres ne doivent pas échapper à la fixation de règles par la puissance publique — locale, nationale ou mondiale, — sans à l'admiration que des pans entiers de la vie sociale, échappant à toute maîtrise collective, se trouvent fortement dégradés».

Pour une déontologie des médias

Définissant les objectifs du socialisme démocratique, la troisième partie de l'avant-projet traite la perspective de la «citoyenneté intégrale», répondant à «l'aspiration [des hommes] à la maîtrise collective de leur destin». Cela passe par une «culture de la liberté», contre la «culture» ordinaire, marchande, porteuse d'une «conception du monde conformiste, aseptisée, qui rend opaques les mécanismes sociaux et les repères collectifs». La «mission civique et sociale de

l'école» doit être affirmée. «L'école publique constitue la pièce centrale de l'espace public républicain: elle organise la diffusion des savoirs, des repères culturels, et veut assurer l'égalité des chances. C'est pourquoi elle ne choisit pas ses élèves et est tenue d'accueillir tous les enfants». L'avant-projet propose, à titre d'option devant être débattue par les socialistes, l'école, à l'école, de l'histoire des grandes religions.

Le «quatrième pouvoir», celui des médias, est décrit par l'avant-projet comme ayant acquis «une influence considérable, qui n'a pas sa contrepartie de responsabilités». «Le saut du scoop, le complexe du Watergate, le colportage de calomnies sur la vie privée d'hommes publics, le ton de persiflage permanent contribuent à altérer le débat politique. Les citoyens, pour leur part, peinent parfois à atteindre à leurs libertés, dont le cas des prévenus jetés prématurément en prison à l'opinion n'est qu'un exemple. Une déontologie des professions du quatrième pouvoir, une éthique de la communication devraient être recherchées en association professionnelle et usagers de l'information». S'agissant des chaînes de télévision publiques, deux options sont présentées: l'une propose d'y limiter le volume de la publicité, l'autre d'y supprimer purement et simplement la publicité de marque, une taxe étant prélevée sur «l'ensemble des investissements publicitaires».

La moralisation de la vie politique est également matière à options dans l'avant-projet, qui donne à choisir entre une nouvelle limitation et l'interdiction du cumul des mandats. Il propose de faire progresser la «démocratie participative», en élargissant «le champ de la concertation sociale à l'ensemble de ceux qui ne s'estiment pas pris en charge par les organisations syndicales», notamment les retraités, les chômeurs, les handicapés, les personnes âgées. Il se propose de lancer le référendum d'initiative populaire, la poursuite de la décentralisation, la révision des modes de scrutin cantonal, régional et sénatorial, et affirme que, s'agissant des compétences dévolues aux collectivités locales, «le choix ne peut plus, à l'évidence, être éternellement différé» entre la région et le département.

Les institutions doivent être rééquilibrées, soit dans leur pratique — première option, qui «envisage d'autre révision que la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, soit dans leur conception même: une seconde option, «à rédiger éventuellement», évoque une «évolution vers un système présidentiel à l'américaine». Dans les deux cas,

l'avant-projet se prononce pour l'allongement de la durée des sessions parlementaires, le redécoupage des commissions, la limitation de l'usage de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de la responsabilité du gouvernement sur un texte) et la modification de la durée du mandat présidentiel.

Afin de «briser les engrenages de l'exclusion», plusieurs moyens sont envisagés: l'instauration d'un droit à l'emploi ou à la formation pour tous les jeunes de dix-huit à vingt ans, qui existe en Suède depuis 1984; l'abaissement à cinquante ans de l'âge d'application de la pénalité due par les entreprises en cas de non-recasement d'un salarié licencié; l'établissement d'un «droit à l'insertion» en faveur des personnes privées d'emploi; le renforcement des dispositifs d'intégration des handicapés.

Face aux problèmes de l'immigration, l'avant-projet affirme que «le maintien du blocage de toute nouvelle immigration s'impose, au moins aussi longtemps que la situation de l'emploi l'exigera», et expose des analyses très proches de celle développée, depuis 1988, par M. Mitterrand. L'avant-projet propose deux options sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, l'une favorable, l'autre défavorable.

Un «nouveau compromis historique»

L'avant-projet dessine un «nouveau compromis historique avec le capitalisme», en défendant, contre la vision punkiste libérale, la stratégie de «l'offre compétitive», qui implique «de nouvelles régulations socio-économiques» et une «complémentarité des acteurs publics et privés», conduisant à «des équilibres nouveaux», des «lois qui régissent les entreprises privées, ne peuvent s'appliquer entièrement à la Bourse» et que «les entreprises publiques ont besoin de capitaux étrangers pour financer leur développement, au moment où les ressources budgétaires se raréfient». Deux options sont proposées sur l'emploi des ressources résultant de la vente: «d'une part — minoritaire — du capital des entreprises nationales», l'une les affectant au développement de ces entreprises, l'autre autorisant leur utilisation pour des dépenses d'ordre budgétaire.

Pour améliorer la création d'emplois, un «freinage réussi des gains de productivité» peut être tenté dans les secteurs abrités de la concurrence, comme le tertiaire marchand. Ailleurs, il faut stimuler la productivité, en réduisant «les autres coûts» si l'on veut épargner l'emploi. Pour abaisser le coût du travail, l'avant-projet recommande la circonspection sur une éventuelle déregulation des salaires, mais envisage une réforme de la structure des prélèvements sociaux, qui pénalise le travail peu qualifié. Il propose deux options: — en passant par la négociation ou par la loi — pour réduire la durée du temps de travail. Favorable aux services et emplois de proximité, il souhaite, d'autre part, le renforcement des aides à la création d'entreprises d'insertion.

Assurant la tendance à la dissociation entre le travail et le revenu, propose le texte, en observant que cette tendance n'a fait que se renforcer depuis le début du siècle, à travers le développement des congés et des transferts sociaux. Le chapitre consacré à la sécurité et à la politique internationale propose deux options, la première affirmant la nécessité d'une «politique de défense ambitieuse», la seconde restant à rédiger. Partisan d'une union européenne qui «se limite aux mises en commun de souverainetés utiles», il met en garde les démocrates contre le danger qu'il y aurait à considérer «le fait national comme dangereux ou déviant», car ce serait laisser «cet espace majeur de défense des libertés aux nationalistes, aux xénophobes et aux racistes». Au sujet de la défense européenne, deux options sont, là aussi, proposées, l'une en faveur d'un «pôle européen de défense», l'autre, de la conception américaine d'un «pilier européen» de l'Alliance atlantique. Pour ce qui est des pays de l'Est, la formule de la confédération, proposée par M. François Mitterrand, est considérée comme «la forme la plus souple d'association», sans que cela interdise l'association économique — et même, avant le terme de celle-ci, politique — à la CEE des Etats qui le demandent.

Champ de ruines

por Patrick Jarreau

boueuler les échéances, les socialistes sont en quête d'une initiative mirobolante, capable de les tirer d'affaire comme, en juillet 1984, le changement de gouvernement et le référendum sur le référendum. La différence est qu'il y a sept ans, le pouvoir devait faire face à une offensive de la droite, clairement définie et orientée, tandis qu'il souffre, aujourd'hui, d'une désaffection diffuse, motivée moins par sa politique que par son absence de projet, son inefficacité dans les domaines auxquels les Français sont les plus sensibles, la banalisation de ses choix et le doute qui paraît l'avoir saisi lui-même.

Que reste-t-il?

Le marasme idéologique qui affaite le PS n'est pas nouveau, mais l'implosion du communisme semble l'avoir mis à nu. La disparition du repoussoir que représentait le système soviétique révèle le vœu d'un dispositif intellectuel et politique conçu, à l'origine, en opposition à ce système et qui aura vécu de cette contradiction. Si ce n'est pas, à l'évidence, le socialisme démocratique qui a sombré à l'Est, c'est, en tout cas, le capitalisme qui a gagné. Il est sans doute trop tôt encore pour que les socialistes puissent espérer être récompensés de la clairvoyance dont ils avaient fait preuve, historiquement, en prédisant que le vote communiste était voué au pire et à l'échec.

C'est à ce moment précis, pourtant, que le PS s'engage dans la phase finale de l'aggiornamento tant réclamé et promis depuis des années, avec la publication de l'avant-projet sur la base duquel la discussion doit s'organiser dans le parti afin de le doter d'une doctrine pour l'an 2000.

Le travail accompli par M. Michel Charzat, ancien proche de M. Chevènement et chargé de la préparation du projet au secrétariat national du PS, constitue une impressionnante tentative de «ressourcement» du socialisme démocratique, per-delà le marxisme et hors de lui. Utilisant les apports des intellectuels de toutes disciplines consultés depuis l'an dernier, le texte de M. Charzat dresse un constat implacable du champ de ruines qu'est devenu le gauche politique et sociale des années 80 et 70, pour en tirer, un peu comme M. Delebarre à Lorient, des raisons de se mettre au travail.

Le propos de M. Charzat rejoint celui que M. Delors a développé devant les «transcendants»: que reste-t-il de la gauche? La volonté de recréer un tissu social là où l'empoiement «l'émiettement» et l'individualisme. Cette volonté n'est pas l'apanage du PS, et il n'est pas sûr que les partisans — écologistes, communistes — ou la rupture ou l'entente — qu'il cherche à séduire lui en reconnaissance le premier. Si les socialistes ont, à n'en pas douter, besoin d'un projet, peut-être ont-ils seulement un projet socialiste?

Avec plus de 3 764 jours de présence à l'Elysée

M. Mitterrand bat le record du général de Gaulle

M. François Mitterrand a égalé, lundi 9 septembre, le record de présence à l'Elysée pour un président de la République française, établi par le général de Gaulle.

Elu à la présidence de la République le 21 décembre 1958, le général de Gaulle avait officiellement succédé à René Coty le 8 janvier 1959. Ayant démissionné à la suite de l'échec du référendum sur la

régionalisation et la transformation du Sénat, le 28 avril 1969, il était donc resté en fonction 3 764 jours. M. François Mitterrand avait été élu, pour la première fois à la présidence de la République le 10 mai 1981. C'est le 21 mai qu'il avait officiellement succédé à M. Valéry Giscard d'Estaing. Le 9 septembre 1991, il siégeait donc à l'Elysée depuis 3 764 jours.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

sur la refondation de la gauche

M. Delors s'en tient à une social-démocratie chrétienne

LORIENT

de notre envoyé spécial

Les animateurs de la Démocratie 2000 étaient assez fiers de voir les projecteurs pointés sur leurs sixièmes rencontres annuelles, samedi 7 et dimanche 8 septembre. Sans négliger la publicité, ils ne sont pas de ceux qui la recherchent le plus, et ils avaient même été un peu étonnés de l'écho rencontré en décembre dernier par leur «manifeste des principes», dénonçant la sclérose de la vie politique en France. Cependant, l'affluence médiatique provoquée par le colloque de Lorient était due moins au thème inquiétant qu'ils avaient assigné à leurs débats — «populisme ou démocratie?» — qu'à la présence de leur bête blanche, M. Jacques Delors, placé depuis quelques semaines au centre des débats sur la suite du septennat et sur la future bataille présidentielle.

«J'ai failli être impoli»

Le président de la Commission européenne est incontestablement plus à l'aise parmi les anticongressistes «transcendants» du PS que devant les instances officielles d'un parti qui ne l'a jamais tout à fait reconnu comme l'un des siens. Bien que signataire, au congrès de Rennes, en mars 1990, de la motion de M. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, M. Delors se garde de participer aux batailles de courants et n'entretient aucun réseau d'élus. Quinze ans après son arrivée au PS, son lien avec les socialistes reste toujours par M. François Mitterrand, dont il est un allié cir-

pect. Aussi l'évocation d'une «hypothèse Delors» comme ultime chance d'un septennat contrarié et réservé de la gauche était-elle attribuée par beaucoup, à Lorient, à une origine élyséenne.

Leurre ou réalité, la mise à feu de cette fusée qu'on n'attendait plus n'a donné lieu à aucun propos explicite de la part des intervenants au colloque, ni de celle de l'intéressé lui-même, sinon par préterition. «Je suis ici parce que j'ai été invité, a-t-il précisé d'emblée, mais j'ai failli être impoli et ne pas venir. En lisant certains commentaires, je me suis posé une question à laquelle seul Raymond Devos pourrait répondre: comment entrer en France sans faire de rentière politique et tout en restant à Bruxelles?»

Le président de la Commission européenne, qui confiait en privé ne vouloir en aucun cas alimenter contre M. Edith Cresson une campagne semblable à celle qui avait visé, en 1973, M. Pierre Messmer (1), a défini sa position par rapport au premier ministre. «Pour ce qui est de l'essentiel, a-t-il dit, le premier ministre et le gouvernement travaillent. Aidez-les de nos suggestions si nous en avons. Apportons-leur notre appui politique, sans couper les chemins en quatre et sans spéculer.» Et d'ajouter: «Laissez-moi travailler et accomplir la tâche qui m'a été confiée, avant de se plaindre d'être la victime du fait que ce soient les médias qui fixent l'agenda politique», faute, pour les politiques, d'être capables de le faire eux-mêmes.

Ce n'est pas M. Delors qui tombera dans ce travers. Il a assenti à un auditoire perplexé un abrégé de

social-démocratie chrétienne sans réelle surprise, mais dont le classicisme même rendait certains échos. Le président de la Commission européenne a illustré, en fait, le principe qu'il a énoncé au début de son discours: «Il faut conserver ses idées». M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, qui venait de reprocher à la politique de «prendre du retard», a servi de cible aux piques de M. Delors contre ceux qui font profession de dénoncer les «vieilles lunes». L'ancien ministre de l'économie croit toujours, lui, qu'il faut «recomposer la société, articuler la société, trouver un autre modèle de développement», que le marché est irremplaçable mais «myope», que l'action publique ne doit pas se limiter à la défense de la monnaie — étant bien entendu qu'il ne dit pas cela pour l'actuel gouvernement — que l'aménagement du territoire ne saurait se passer du Plan, que «la région doit être opérationnelle», les syndicats, renforcés, et la vie associative, «démocratique et constante».

M. Delebarre: non au consensus mou

Ces propos confiants tranchaient assurément avec les incertitudes exprimées au cours d'une journée et d'un débat dominés par les socialistes: et si l'effondrement du communisme marquait non seulement la fin d'un système dictatorial, mais aussi celle d'une période de l'histoire hors de laquelle le socialisme, de quelque manière qu'on le définisse, n'a plus de sens? «Cela ne va pas être si facile d'être socialiste dans les prochains mois», a concédé

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, qui bien qu'opposé à la «nature» — ou plutôt pour cette raison même — a détaillé comme à plaisir les éléments d'un contexte accablant pour le PS. «Pourtant, a-t-il dit, je suis convaincu que si nous perdons les législatives de 1993, ce sera plus parce que nous n'aurons pas su trouver et faire comprendre les raisons d'espérer et de se battre à gauche que parce que la droite aura présenté un projet alternatif crédible pour notre pays.»

Pour M. Delebarre, c'est en allant de l'avant que la gauche se donnera des chances de ramener à elle des citoyens vite oubliés de ce qu'elle a su faire en dix ans. Ses propositions: «Ne pas laisser à la droite le thème de la décentralisation de l'appareil d'Etat», et accepter «clairement de poursuivre la décentralisation en général, car c'est l'essentiel dans le combat politique, mais dans la clarification des enjeux». M. Delebarre s'est prononcé aussi pour la réforme des modes de scrutin, en s'inspirant du système municipal à deux tours. Il a insisté, enfin, sur la lutte contre les inégalités, les socialistes devant démontrer que «le capitalisme n'est pas plus consubstantiel à la démocratie que le socialisme ne l'est à la bureaucratie».

P. J.

(1) Cette campagne, lancée par une couverture de l'hebdomadaire *Le Point* intitulée: «Messmer doit partir», mettait en cause les compétences du premier ministre d'alors et le jugement du président de la République, Georges Pompidou, qui avait désigné pour remplacer M. Jacques Chaban-Delmas, en juillet 1972, alors que celui-ci était soutenu par la majorité de l'Assemblée nationale.

M. Jean Poperen souhaite une «nouvelle structure»

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a appelé de ses vœux, samedi 7 septembre, la création d'une «nouvelle structure» pour «le parti du mouvement» afin de répondre au défi du «nouveau monde».

A l'heure du débat sur la «refondation» de la gauche, M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, n'est pas en reste dans les diverses tentatives de «refonder» une pensée de gauche. Les rencontres qu'il a organisées du 6 au 8 septembre, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), sur le thème «Le Sud et nous», n'avaient pas d'autre ambition que d'esquisser une nouvelle grille de lecture permettant d'y voir un peu plus clair dans le «nouveau monde» en gestation.

A cette fin, M. Poperen avait réuni un panel de personnalités étrangères, tels M. Benazir Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan, M. Hocine Ali Ahmed, président du Front des forces socialistes d'Algérie, ou M. Vladimir Fedorovskiy, porte-parole du conseil politique du Mouvement des réformes démocratiques d'Union soviétique, ainsi que des chercheurs et intellectuels français comme MM. Alain Finkielkraut, Alain Minc, Gilles Kepel, Maurice Agulhon ou le «Franco-Espagnol» Jorge Semprun.

Il ressort des diverses interventions que le catastrophisme n'est pas nécessairement de mise en ce qui concerne l'avenir de l'Union soviétique, car il serait possible d'apaiser

les passions nationalistes en créant de nouvelles solidarités économiques. En revanche, les flux migratoires, en provenance d'un Est guetté par le risque de «sudisation» et d'un Sud abandonné à son sort par un Occident devenu indifférent, vont constituer le défi majeur de ces prochaines années.

Et, à propos de l'immigration, M. Poperen ne s'est pas privé de faire une incursion dans le débat franco-français. «Je n'accepte pas, a-t-il affirmé, l'appellation «la femme loi du marché» porte une lourde responsabilité dans l'afflux d'immigrants durant les années 60. Puis, traçant les perspectives qui s'offrent à la gauche en cette période de bouleversements, il a appelé de ses vœux la «nécessaire nouvelle structure» que le parti du mouvement doit mettre en place. «Ainsi, conclut-il, les conditions d'un tournant politique seront davantage créées. Nous travaillons aussi à cela.»

FREDERIC BOBIN

M. Kouchner critique la communication de M. Mitterrand. — Devant les jeunes rocardiens réunis au Cap d'Agde (Hérault), M. Bernard Kouchner a estimé que «l'impression donnée par les interventions de M. François Mitterrand consacrées au coup d'Etat de Moscou a été négative». Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a indiqué: «Il faudrait proposer à François Mitterrand d'autres méthodes d'intervention que devant quatre journalistes figés. Je crois que les gens de communication que l'on conseille devraient le faire différemment.»

M. Chevènement cherche à organiser une «galaxie républicaine»

A l'initiative, des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, les membres de la Gauche socialiste de MM. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon et de M. Marie-Noëlle Lienemann, ainsi que certains militants ex-jospinistes et ex-popérenistes opposés à la guerre du Golfe, se sont réunis à Chénôve (Côte-d'Or), samedi 7 et dimanche 8 septembre, pour appeler à la «refondation de la gauche».

CHENÔVE

de notre envoyé spécial

M. Chevènement a presque promis du sang et des larmes. Comme l'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de reconstruire la gauche, les participants aux rencontres socialistes de Chénôve n'ont cependant pas bronché. Il y avait là, dissimulés parmi les militants du courant de l'ancien ministre de la défense, les «moutons noirs» du Parti socialiste qui s'étaient opposés au gouvernement pendant la guerre du Golfe: certains militants parisiens naguère proches de M. Jospin, d'autres, emmenés par M. Maryse Berg-Lavigne, sénateur de Haute-Garonne, en rupture de

ban avec M. Poperen, et enfin ceux de la Gauche socialiste, qui regroupent depuis peu les amis de MM. Dray et Mélenchon, ainsi que ceux de M. Lienemann. Tous souhaitent à présent sortir le PS de l'ornière gouvernementaire où il s'est enfoncé, selon eux, depuis 1983. Ils ne comptent guère pour y parvenir sur le travail de M. Michel Charzat, ancien membre de Socialisme et République, car délaissée avec M. Chevènement, attelé au nouveau projet socialiste.

«Les regroupements qui se sont opérés ne sont pas de circonstance, il s'agit de véritables lignes de force», avertit M. Dray. Pour les uns et les autres, la guerre du Golfe, ponctuée par la démission spectaculaire de M. Chevènement, a été l'événement fondateur. Si ajoutent maintenant la critique des choix de politique économique du gouvernement et une analyse singulière de l'effondrement du communisme à l'Est.

Les reproches n'ont d'ailleurs pas manqué à l'encontre des choix élyséens appliqués depuis Mitterrand. «Le Parti socialiste est fermé pour cause de gestion depuis bien des années, (...) il ne s'est pas intéressé à son bilan», a insisté M. Chevènement. Pour autant, «la gauche doit continuer», l'ancien ministre de la défense, favorable depuis longtemps à sa «refondation», en a présenté les grandes

étapes. Pour répondre au «big bang» provoqué par la crise du Golfe, le maire de Belfort entend organiser «une galaxie républicaine» qui devrait «après environ deux ans de décentralisation» céder la place à partir de 1993, années d'élections et, sans doute, années de congrès, à «un grand parti de mouvement».

Ce parti rassemblera, outre les socialistes, les forces morales, les croyants, certains gaullistes «qui ont gardé une certaine idée de la France», les écologistes qui distinguent «leur main droite de leur main gauche», et enfin «ceux qui ont confondu leur espérance avec le communisme».

Tout comme M. Mélenchon, M. Chevènement s'est d'ailleurs gardé de «participer à la curée» anticommuniste. Il a insisté sur «les espaces de liberté» créés, dans le monde occidental et dans le tiers-monde, grâce au communisme. Pour l'ancien ministre de la défense, «si le PC est fini, le PS est toujours là, mais l'épave (congrès fondateur de l'actuel Parti socialiste, en 1971), c'est aussi fini». Loin des «calculs mesquins», M. Chevènement entend camper, au sein du PS, sur ces positions contestataires en attendant qu'un vent meilleur alimente de nouveaux espoirs.

GILLES PARIS

Pour M. Mermaz, ce n'est pas aux socialistes d'aller faire le ménage au PC

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Bien qu'ils se défendent d'obéir à la morosité ambiante qui a largement gagné les rangs socialistes, les mitterrandistes «pur sucre», réunis dans le club Priorités aujourd'hui de M. Louis Mermaz, ont du vague à l'âme. Avec l'effondrement du communisme URSS, ses conséquences sur l'état de la gauche en France et la campagne, déjà engagée, dans un même amalgame, sur les anciens régimes de l'Est, le Parti communiste français et le pouvoir soviétique actuel, ils savent que les jours à venir ne seront pas roses.

A l'occasion des rencontres organisées les 6 et 7 septembre à Aix-en-Provence par Priorités aujourd'hui, M. Mermaz a, le premier, défini la menace qui se dessine. «Ce qui vient de se passer à l'Est va provoquer à travers le monde une formidable insécurité des consciences», a-t-il affirmé dans un entretien publié par la Croix du 7 septembre. Ce club de militants, tel M. Jacques Mathias, député de la Seine-Saint-Denis, ont aussitôt rétréci, sans plus de précaution, de la façon suivante: «Les événements à l'Est narrent un pos la démocratie en France».

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, s'est également scandalisé de l'attitude de «ceux qui se précipitent à Moscou pour être sur la photo avec Boris Eltsine, avec l'espoir de ramasser la mise». Après avoir rappelé les conquêtes du mouvement ouvrier et la part prise par les militants communistes dans les combats pour la liberté, M. Marchand a ajouté: «La démocratie appartient au peuple. L'histoire sait discerner ceux qui en ont été les premiers artisans, et je trouve indigne que certains communistes voyagent lentement d'aller vendre sous les murs du Kremlin un fonds de commerce qui ne leur appartient pas.»

Il ne faut pas, en somme, se tromper sur l'identité des «vainqueurs de l'histoire». Président de la commission historique du Parti socialiste et secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Louis Mermaz s'est d'ailleurs chargé d'établir la pureté originelle du socialisme français, qui, par la voix de Léon Blum, dès 1920, aurait eu raison avant tout le monde. «Nous sommes communistes, jusqu'au fond de nous-mêmes, que pendant que nous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison», avait lancé le leader socialiste à la majorité bolchevique du parti, au terme de son fameux discours du congrès de Tours.

JEAN-LOUIS SAUX

Afin de donner à leur mouvement une dimension internationale

Les communistes «refondateurs» veulent se rendre à Moscou

Toujours aussi minoritaires au sein du comité central du PCF, malgré le renfort que leur ont apporté, la semaine dernière, les chefs de file de la section économique du parti, les animateurs du courant des «refondateurs», MM. Charles Fiterman, Amic Le Pos et Jack Rallie, sont plus que jamais décidés à maintenir sous pression les partisans de la ligne conservatrice incarnée par M. Georges Marchais.

Encouragés en ce sens par les nombreuses réponses positives à leurs appels, qui se sont notamment multipliées, après le coup d'Etat raté contre M. Mikhaïl Gorbatchev, par un abondant courrier critique adressé par leurs sympathisants aux membres du comité central, ils veulent approfondir leur propre sillon, à l'intérieur du PCF mais aussi à l'extérieur, par l'intermédiaire des divers relais. Mais ils souhaitent aussi donner à leur mouvement une aura internationale. C'est dans cet esprit, pour essayer de mieux comprendre ce qui se passe en Union

soviétique et en tirer des leçons pour l'avenir des idées communistes en France, que MM. Fiterman et Rallie envisagent de participer, très prochainement, à une délégation d'élus «refondateurs» qui se rendront à Moscou pour être les premiers communistes français à nouer des contacts étants avec les gorbatcheviens qu'avec les représentants des nouvelles forces politiques.

MM. Fiterman et Rallie estiment en effet que, à l'égard des populations des pays de l'Est qui s'émancipent du totalitarisme, le premier devoir des communistes français doit être de «refonder» leur parti sur une identité nouvelle doit consister à établir des liens de solidarité et de coopération avec tous ceux qui, sur place, conduisent les réformes en cours.

Parallèlement, la coordination nationale de Refondations précises, la 17 septembre, au cours d'une conférence de presse, les activités qu'elle entend développer après le

succès de son premier colloque public, les 7 et 8 juin. Elle envisage notamment l'organisation d'une «rencontre nationale» à la fin novembre.

Bien qu'ils soient poussés à se structurer davantage par certains des signataires de leur manifeste, et en particulier par ceux qui n'appartiennent à aucune formation et qui réclament souvent un cadre d'appui et d'action défini, les animateurs de Refondations continuent de privilégier une approche subordonnant la question de l'opportunité de créer un nouveau parti à une réflexion globale sur l'avenir de la société. Ce qui n'empêche pas les élus communistes qui se réclament de cette dynamique d'envisager dès à présent de mettre en avant ce label lors des prochaines échéances électorales, pour que les électeurs ne les confondent pas avec la direction d'un parti auquel ils n'appartiennent toujours mais dans le fonctionnement duquel ils ne se reconnaissent plus.

A. R.

Un colloque sur «Aragon 1956» à Aix-en-Provence

«Les blessures de l'utopie»

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

L'année 1991, qui consacre, après le putsch manqué de Moscou, le rejet du communisme, n'est pas sans ressemblance avec l'année 1956, qui, avec le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, lui porta sans doute un coup décisif. «Vint 1956 comme un poignard sur mes peuplées», écrit Aragon dans le *Roman inachevé*. Avec lui, la plupart des communistes ont vécu dans le déchirement «d'un de désastre 1956», selon la formule de Michel Apel-Muller, directeur du Fonds Elsa Tziotlet-Aragon du CNRS. Trente-cinq ans après, les participants au colloque «Aragon 1956», organisé du 5 au 8 septembre, à Aix-en-Provence, par l'Université de Provence et le CNRS, ne pouvaient manquer d'apercevoir en filigrane, derrière le récit de ce qui fut pour le PC une année «terrible», les bouleversements de cet autre «an de désastre»

qu'est 1991 pour ceux qui lui sont restés fidèles.

Avant 1956, Aragon, même s'il connaît en partie la situation réelle de l'URSS, ne laisse paraître aucun doute. En 1955, encore, deux ans après la mort de Staline, dans *Littératures soviétiques*, qu'il publie en septembre, il se montre pleinement stalinien, alors qu'en Union soviétique le «dégel» a déjà commencé: comme l'a montré Alexis Berekowitch, maître de conférences à Paris III, il est toujours «sous hypnose».

Mais, dans le *Roman inachevé*, écrit après le rapport Khrouchtchev, le désarroi s'exprime, les premières fissures se donnant à lire. «On souriait de nous comme de faux prophètes», ou: «Tout ce que je vois est ma croix, tout ce que j'aime est en danger.» Certes, l'auteur demeure masqué car, comme l'a exposé Reynald Lahaque, maître de conférences à Nancy II, il est à la fois «impossible de se taire et impossible d'avouer». Il faut

donc en même temps «dire et ne pas dire». D'où un «code de lecture poétique» qui permet «un jeu d'approche et d'équivoque». Mais ce double jeu, cette double parole, n'empêchent pas que se révèle, selon Charles Dobzynski, qui fut son ami, un homme «scrupuleux», «écartelé».

Ce fut bien pour les communistes un choc moral, «même si l'on ne mourut que lentement des blessures de l'utopie», comme l'a écrit ailleurs le poète. 1956 fut, selon l'historien Jean-Jacques Becker, le premier pas vers «la désertion des années 80». Année terrible pour les uns, pleine d'espérance pour les autres. En réponse à Michel Apel-Muller, qui avait parlé de la «tragédie» de 1956, Alexis Berekowitch rappela, à juste titre, que si la dénonciation des crimes de Staline apparut à Aragon et au PC comme une tragédie, elle fut ressentie par le peuple soviétique comme une «libération». De ce point de vue aussi, 1991 ressemble à 1956.

THOMAS FERENCZI

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Duel à distance entre M. Le Pen et M. Tapie

Le duel attendu entre M. Jean-Marie Le Pen et M. Bernard Tapie aura bien lieu aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Mais il s'agira d'un duel à distance. Après l'annonce, faite samedi 7 septembre, à Nice, par le président du Front national, de sa candidature dans les Alpes-Maritimes (le Monde date 8-9 septembre), le député (maj. prés.) des Bouches-du-Rhône a confirmé, dans une interview publiée, dimanche, par le Provençal, qu'il conduirait la liste de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône. Sénateur (app. PS) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, a indiqué qu'il serait également présent (1).

NICE

de notre correspondant régional

En dépit du suspense que les dirigeants départementaux du FN ont tenté d'entretenir jusqu'au dernier moment, la décision de M. Le Pen de faire acte de candidature dans les Alpes-Maritimes ne faisait plus de doute depuis plusieurs semaines (le Monde du 20 juin). Le président du Front national attendait seulement la rentrée politique pour la

confirmer avec tout l'éclat médiatique voulu. Entouré de M. Bruno Mégret, délégué général, et de M. Carl Lang, secrétaire général, ainsi que des principaux dirigeants départementaux du parti, il l'a fait avec une certaine solennité, au cours d'une conférence de presse donnée au palais Acropolis de Nice. « Il est évident, a-t-il annoncé dans une déclaration liminaire, que depuis le départ de M. Jacques Médecin, le Front national est, au regard de la région, une force incontournable. La première formation politique des Alpes-Maritimes. Il entend, de façon très claire, obtenir aux prochaines élections la première place dans la région afin d'en assurer la gestion. Ma venue dans ce département revêt, évidemment, un caractère emblématique. C'est parce que c'est ici que la bataille sera la plus symbolique et, probablement, la plus décisive. »

Les « encouragements » de M. Médecin

Le président du Front national a insisté sur le fait que « ce département est celui où le FN est le plus fort de toute la France ». « Il est donc normal, a-t-il souligné, que l'ancien ministre de l'Intérieur, qui a été le plus important de l'écadère. D'autre part, ce département est en première ligne face au Sud. C'est un département méditerranéen. C'est-à-dire qu'il est tourné vers les pays du tiers-monde et que l'invasion (étrangère) pourrait pren-

dre le visage de celle qu'on a vu récemment à Bari. »

M. Le Pen a indiqué qu'il ne s'était pas « concerté » avec l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, mais qu'il l'avait informé « par courtoisie » de sa candidature. « Je lui ai adressé une lettre, a-t-il précisé. Il m'a répondu avec des encouragements. » Le président du FN a également estimé que « les électeurs de Jacques Médecin sont des électeurs patriotes et de droite. En l'absence de leur leader naturel, qui a été un grand maître de la région, il n'y a pas de doute que la nature même du scrutin nous sera contrainte à une alliance. Mais nous avons participé, loyalement, comme élément minoritaire, à une alliance majoritaire. On ne voit donc pas pourquoi ceux qui, aujourd'hui, majoritaires, deviennent minoritaires, n'appliqueraient pas la même volonté de coopération ou service des électeurs de la région. »

La liste de l'extrême droite, qui sera rendue publique dans quelques semaines, comprendra « les élus sortants du FN, auxquels s'ajouteront des personnalités départementales de premier plan ». Un neuvième, sans aucune nationalité, de M. Jacques Médecin, M. Philippe Audrat, actuel dirigeant du Front national jeunesse des Alpes-Maritimes, devrait en faire partie. Une rumeur insistante avait couru à Nice selon laquelle la fille aînée de l'ancien maire de Nice, M. Marinette Médecin, trentisept ans, serait également présente sur la liste du FN. L'intéressée nous a précisé que son statut de Française résidant à l'étranger (elle se partage entre l'Uruguay et la Côte d'Azur) lui interdisait d'être candidate bien que son cœur « soit avec Le Pen ». Elle n'a pas exclu, toutefois, de se présenter aux élections législatives de 1993, dans l'ancien circonscription de son père, contre le député sortant (RPR), M. Marcel Rostaing, l'un des « bébés Médecin », l'un des anciens maires de Nice étant devenu le suppléant en 1988.

Il faut y aller !

« Je ne crains pas M. Tapie », a enfin déclaré M. Le Pen en affirmant qu'il était prêt à le rencontrer « quand il voudra et où il voudra ». Dans l'interview qu'il a accordée au Provençal, M. Tapie explique, de son côté, qu'il « ne peut être question de laisser le leader du Front national s'emparer de la deuxième région de France et devenir l'un des dix principaux personnages de notre pays ». « C'est un devoir national, ajoute-t-il, d'empêcher ça. Et, comme Jean-Claude Gaudin nous a montré qu'il n'y avait pas un obstacle à l'épanouissement du Front natio-

Trois élections cantonales partielles

ALLIER : canton de Montmarault (1^{er} tour).
Inscr. : 6136 ; suff. : 3969 ; abst. : 35,31 % ; suff. expr. : 3804.
MM. Bruno Rojoux, div. d., 1760 voix (46,26 %) ; René Methonnière, PCF, 1742 (45,79 %) ; Daniel Guillaumet, PS, 302 (7,93 %). M. J. Balladur.

Dans ce canton de « communisme mais qui fait partie de la description législative de M. André Lasserre, le cas du PCF améliore en pourcentage de 123 points le score réalisé au premier tour des cantonales de septembre 1988 par René Tabarin (PC), conseiller général depuis 1977, décédé le 17 juin dernier. Le représentant de l'opposition progressiste espère un report à 1988 : « 147 points. Ces deux candidats perdent toutefois des suffrages : 22 pour le communiste et 13 pour le divers droite. Le candidat socialiste enregistre un recul sensible : -119 voix et -2,7 points. René Tabarin avait été réélu, il y a trois ans, en second tour, avec 2729 voix (51,03 %), contre 2139 (48,96 %) sur 4368 suffrages exprimés, 4498 inscrits (soit 29,14 % d'abstention) et 6292 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 6292 ; vot. : 4035 ; abst. : 35,87 % ; suff. expr. : 3958 ; M. Pierre Lasserre, UDF, 1773 voix (44,79 %) ; René Tabarin, PCF, 1764 (44,56 %) ; M. Roger Beaumont, PS, 421 (10,63 %).

HAUTES-ALPES : canton de Lagnes-Montglin (2^e tour).
Inscr. : 4000 ; vot. : 2717 ; abst. : 32,07 % ; suff. expr. : 2542.
M. Henriette Martinez, RPR, m. de Lagnes-Montglin, 1374 voix (54 %), ELUE ; M. Michel Combe, PS, 1170 (45,99 %).

La candidate du RPR, M. Martinez, succède, comme l'année dernière, à la mairie du chef-lieu de canton, à Pierre Bini (RPR), décédé en juin dernier. Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr. : 4000 ; vot. : 2516 ; abst. : 37,14 % ; suff. expr. : 2462 ; M. Martinez, 832 voix (33,79 %) ; MM. Combe, 548 (22,13 %) ; Jean-Paul Cabot, div., 331 (13,44 %) ; Henry Truphème, div., 299

voix (12,57 %). En 1988, M. Martinez avait obtenu 800 voix (31,81 %) ; M. Combe, 548 (22,13 %) ; Jean-Paul Cabot, div., 331 (13,44 %) ; Henry Truphème, div., 299 voix (12,57 %). En 1988, M. Martinez avait obtenu 800 voix (31,81 %) ; M. Combe, 548 (22,13 %) ; Jean-Paul Cabot, div., 331 (13,44 %) ; Henry Truphème, div., 299 voix (12,57 %).

Le sénateur (app. PS) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, s'est, lui aussi, manifesté dans un communiqué publié samedi 7 septembre. « La candidature de Jean-Marie Le Pen, avec tout ce qu'elle représente de péril pour la démocratie dans notre région, a-t-il fait savoir, m'amène à affirmer mes intentions. » « Je serai présent dans le cadre des prochaines élections régionales, déclare-t-il sans plus de précision, avec tous ceux qui, au sein de la majorité présidentielle, se retrouvent dans la mouvance que je représente. »

G. P.

(1) Rappelons que les conseillers régionaux sont élus par liste départementale à un tour, à la représentation proportionnelle. Ainsi, M. Le Pen et Tapie seront-ils l'un et l'autre candidats au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais chacun dans un département différent.

Le RPR s'en prend aux « immigrés politiques ». — Maire de Saint-Cyr (Var), secrétaire départemental du RPR et tête de liste de ce parti aux élections régionales dans le département, M. Jean-Pierre Gino affirme, à propos des candidatures de MM. Bernard Tapie et Jean-Marie Le Pen aux élections régionales : « Les immigrés politiques n'ont pas leur place. » Il dénonce « l'approche impérialiste d'un autre âge de ces "urbains" candidats qui abordent en France une terre qui n'est pas la leur ». « M. Le Pen a fait son fortune politique sur un slogan : "La France aux Français". Qu'il en médite aujourd'hui un autre : la Provence aux Provençaux ! », ajoute M. Giran. — (Corresp.)

Le CNT exclut une alliance avec le FN si le mode de scrutin ne change pas. — M. Yvon Briant, président du Centre national des indépendants (CNI), a « totalement exclu » une alliance avec le Front national, dimanche 8 septembre, à Megève (Haute-Savoie), devant les jeunes de son mouvement. Mais si le mode de scrutin aux élections régionales est modifié, pour que l'opposition « n'abandonne pas délibérément plusieurs régions à la gauche », Briant considère que le RPR, l'UDF et le CNL ont le droit de trouver « les moyens de faire échec aux manœuvres socialistes ». — (Corresp.)

Devant les jeunes de son mouvement

M. Chirac rode les thèmes électoraux du RPR

PÉRIGUEUX

de notre envoyé spécial

Les « Chirac à l'Elysée. Mitterrand à Latché » scandés pendant d'interminables minutes par les jeunes de l'université du RPR à Périgueux dimanche 8 septembre, ne se sont interrompus que lorsque le président de leur mouvement leur a lancé : « Je ne puis que souscrire. Et après tout, grâce à votre enthousiasme, pourquoi pas ? »

Car c'est bien à l'élection présidentielle que pensaient tous ces jeunes militants du RPR, quoique leurs aînés leur aient rappelé que les échéances électorales prochaines étaient tout aussi importantes. Il est vrai que ces mêmes dirigeants nationaux avaient martelé leur résolution d'organiser les fameuses « primaires » de l'opposition et exprimé leur confiance dans cette recette. Au point que M. Pasqua s'était laissé aller à affirmer, sans timidité, que « si notamment Raymond Barre décidait d'être candidat, il ne pourrait pas faire autrement que de se soumettre aux primaires, faute de quoi il serait lynché ».

Aucun orateur, au cours de ces universités de jeunes gaullistes, ne s'en est pris directement ou violemment au Front national — avec lequel, cependant, tout accord est toujours refusé — comme pour ne pas heurter un électeur que l'on espère récupérer. Les socialistes eux-mêmes, et M. Mitterrand, dénoncés comme entretenant une alliance honteuse avec les survivants français du marxisme déchu, ont été les cibles de toutes les offensives. Se disant les champions de la liberté, de la démocratie, et de la république, les jeunes RPR ont même bravé le paradoxe en projetant sur les murailles majestueuses d'un château d'ancien Régime, pris pour une Bastille, l'image révolutionnaire de la Marianne se levant au-dessus d'une fête populaire et champêtre.

Ainsi, dans son discours de clôture, dimanche, M. Chirac, frémotamment interrompu par des « Chirac président », multipliant les références aux enseignements de son voyage à Moscou, a-t-il constamment opposé au gaullisme, incarné par le patriotisme, le sentiment national, de la liberté et de la démocratie, le marxisme, le communisme « qui s'effondrent », le socialisme qui, en France, « a asphyxié » le débat politique, favorisé « la montée des extrêmes » et M. Mitterrand, qui, face aux bouleversements de l'Est a été « flicteux et hésitant ».

Insistant sur le comportement des dirigeants du gouvernement

français, « qui restent toujours le dernier maître de l'Histoire », qui ont une conception de la politique « étroite et passivité », mais aussi « agressive et vindicative », le président du RPR s'est saisi du domaine de la stratégie mondiale dont, jusqu'à présent, M. Valéry Giscard d'Estaing avait souhaité faire son exclusif « secteur réservé ». M. Chirac a donc proclamé, se référant au gaullisme : « Ce sont nos idées qui triomphent. L'Histoire nous donne raison. L'Europe que nous voulons, c'est l'Europe de la liberté et c'est l'Europe des nations. »

« Egalité des chances »

Mais ce n'est pas seulement en politique étrangère que l'ancien premier ministre veut affirmer son autorité aux yeux de ses alliés comme de ses adversaires politiques. Dans le domaine de la politique sociale, au sens large, il dénie en conséquence aux socialistes un quelconque monopole. Pour cela, il se réfère, non seulement aux principes anciens et parfois oubliés d'un gaullisme populaire, mais aux échecs subis, selon lui, par les socialistes dans leur bilan de dix années, qui s'est traduit par « une France de plus en plus inégale », par une société « qui se bloque sans cesse davantage », par une « aggravation des injustices » et une exaspération de la jeunesse. Pour remédier à cette « faillite du socialisme », M. Chirac, reprenant tous les thèmes de la gauche de 1981, mais y substituant ses propres solutions, énonce un slogan sacré, de « l'égalité des chances » qui sera le « maître-mot » de son projet pour la France.

Il affirme ainsi : « Je refuse l'égalitarisme qui refuse de récompenser le mérite et désespère l'effort. Il n'y a rien de choquant à ce que celui qui travaille davantage gagne plus. Rien d'anormal à ce que celui qui témoigne de plus de dynamisme ait davantage de responsabilités. A cela une condition : que tout soit mis en œuvre pour assurer une véritable égalité des chances. » Il dénonce ainsi notamment « le carcan étouffant du modèle éducatif unique ». Bref, pour M. Chirac, « tout est à réinventer, à reconstruire, à recomposer », de l'ordre des nations à l'ordre des laotiaux. Ainsi, M. Chirac et le RPR, tout en accentuant et en précisant leurs critiques, annoncent-ils un programme de remplacement, une politique alternative à celle de la gauche qu'établiront le congrès de leur mouvement, fin octobre.

ANDRÉ PASSERON

A « L'heure de vérité » sur Antenne 2

M. Balladur se prononce pour une augmentation des salaires directs

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, dimanche 8 septembre, a reproché aux socialistes « d'incarner le conservatisme sur les plans économique, social et politique ».

En matière économique, M. Balladur a affirmé qu'il y avait « des différences notables » entre la politique de M. Bérégovoy et celle qu'il avait pratiquée au ministère des finances de 1986 à 1988. M. Balladur propose un programme de privatisations complet qui permettrait de dégager 200 milliards de francs pour rembourser le dette de l'Etat et d'économiser ainsi : « 20 milliards d'intérêts chaque année ». Cette somme permettrait également de servir de garantie aux caisses de retraite complémentaire par capitalisation, qu'il faudrait, selon lui, développer. Mais il rappelle que la retraite par répartition demeurera la base du système français. A propos des salaires, il a estimé que le salaire direct était insuffisant en France en raison de l'accroissement des prélèvements sociaux et fiscaux.

Il estime que les cotisations familiales devraient être transférées au budget de l'Etat. « L'augmentation du salaire direct perçu par chacun, a-t-il dit, incitera fiscalement les salariés à épargner, notamment pour préparer leur retraite. »

Accepterait-il d'être premier ministre en cas de cohabitation ? « C'est une perspective que je ne caresserais pas, a-t-il répondu, si ce n'était pas pour mettre en œuvre les réformes dont la France a besoin. » M. Balladur propose notamment de « ramener le mandat présidentiel à cinq ans » et de « développer le recours au référendum ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

AFRIQUE CULTURELLE

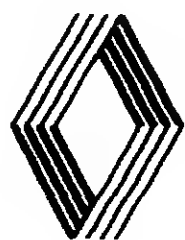
Envoyer 40 F (timbre à 2,80 F en chèque) à APRES-DEMAIN, 27, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

هكذا من الأصل

Afrique Culturelle

La qualité paie.

Qualité.



RENAULT

هكذا من الأصل

après-dé

AFRICA
CULTURE

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Pour éviter la désorganisation du troisième trimestre

Le bac 1992 sera retardé de deux semaines

M. Lionel Jospin devait annoncer, lundi 9 septembre, lors de sa tournée de présentation dans l'académie de Versailles, une série de mesures destinées à réorganiser la fin de l'année scolaire et à éviter que le troisième trimestre dans les lycées, voire dans quelques collèges, soit presque intégralement consacré aux conseils de classe, aux procédures d'orientation et, surtout, à l'organisation des examens et, en particulier, du baccalauréat.

Au mois de juin dernier, en effet, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, avait déploré sans ménagement ce troisième trimestre réduit à la portion congrue et avait vigoureusement incité le ministre de l'éducation nationale à trouver des solutions pour que les élèves puissent à l'avenir terminer leur année dans de bonnes conditions.

La fin de l'année le 7 juillet

Tel est l'objectif des mesures préparées par M. Jospin. Celui-ci entend permettre aux élèves de bénéficier l'an prochain de deux semaines de travail en classe de plus que l'an dernier. Il fixera donc un « calendrier national » pour toutes les procédures d'orientation, afin que celles-ci se déroulent plus tard.

Ainsi, les conseils de classe, qui étaient cette année, dans la plupart des cas, terminés fin mai, devraient logiquement être reportés à la première quinzaine de juin, décalant d'autant les procédures d'appel ouvertes aux parents.

Le calendrier du baccalauréat sera également retardé. L'épreuve de philosophie, qui, en 1991, a commencé le 5 juin, devrait être reportée à la semaine du 15 juin 1992 ou la semaine du 22 au 26 juin. De même, les épreuves de français seront reculées.

Autant de dispositions logiques, puisque le troisième trimestre commencera très tard (pour la région parisienne, le retour des vacances de printemps est fixé au 11 mai 1992) et que la fin de l'année est fixée au 7 juillet.

Mais ce nouveau calendrier reportera d'autant la période réservée aux conseils, puis aux oraux du baccalauréat. Les enseignants, déjà peu enclins à assumer ces corvées, risquent d'être encore plus réticents à l'idée de rogner davantage leur période de vacances. Enfin, l'idée lancée par M^{me} Cresson de faire passer les examens dans d'autres locaux que ceux des lycées, afin de ne pas perturber les dernières semaines de classe, n'est pas à l'étude.

G. C.

La rentrée des quatre réformes

Suite de la première page

Hormis cette entrée à sa prudence habituelle, M. Lionel Jospin devrait être un homme heureux. Lui qui inscrit volontiers son action dans la « communauté » et se méfie des réformes précipitées est en passe de battre des records de longévité rue de Grenelle, à la tête du ministère le plus imposant et le plus aléatoire, celui de l'éducation nationale. Si l'on s'en tient aux trois dernières décennies, seuls avant lui Christian Fouchet, dans les années 60, puis René Haby, dans les années 70, avaient présidé quatre rentrées scolaires, comme M. Jospin avec celle du mardi 10 septembre.

Une rentrée dont la mécanique est plus lourde chaque année. On ne remet pas en marche soixante mille écoles, cinq mille collèges et deux mille six cents lycées généraux ou professionnels, on ne pilote pas une foule immense de treize millions d'élèves, on ne gère pas l'affectation de trois cent mille instituteurs, trois cent cinquante mille professeurs du second degré et quelque deux cent mille personnels administratifs ou techniques sans craindre les ratés inévitables d'une machinerie aussi impressionnante.

Même si, comme cette année, les prévisions sont plutôt rassurantes, à l'exception des collèges, où l'on attend environ quarante mille élèves supplémentaires; en effet, la pression démographique sur le système éducatif devrait être moins forte que les années précédentes. La croissance des effectifs dans les écoles maternelles se ralentit (+ 6 200 élèves attendus cette année), la baisse dans les écoles élémentaires se poursuit (- 31 000 élèves) et, surtout, la poussée des effectifs dans les lycées généraux et techniques se ralentit sensiblement; on ne devrait compter cette année que 12 000 élèves de plus dans ces établissements (publiques), alors que les augmentations étaient de l'ordre de 30 000 à 80 000 élèves par an depuis 1985.

Les nouveaux cycles du primaire

Cette relative détente, combinée avec la création de quarante-quatre nouveaux lycées et de plus de quatre mille nouveaux emplois d'enseignants, devrait faciliter la rentrée et éviter de gros pépins. Elle devrait même commencer à être sensible pour les professeurs. Alors qu'en 1987, 1988 et 1989 le nombre de classes de lycée de plus de trente-cinq élèves augmentait brutalement et approchait la barre des 40 %, la tendance a commencé à s'inverser l'an dernier (33 % de classes de plus de trente-cinq élèves) et devrait se poursuivre cette année.

En réalité, la discrétion de M. Jospin tient à d'autres raisons. Tout d'abord, l'élan du début du septennat, placé sous le signe de la priorité à l'éducation, s'est indubitablement ralenti, voire éteint. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la rentrée 1993 avait fait naître de grands espoirs.

tionnel des écoles tout comme l'absence pour l'instant d'évaluation de l'expérience menée cette année dans un tiers des départements, laissent à beaucoup d'instituteurs le sentiment de s'engager dans le brouillard.

Une atteinte au corporatisme

Encore cette réforme au long cours s'inscrit-elle dans le prolongement des réflexions pédagogiques menées depuis des années. Beaucoup plus radicale - et risquée - est la refonte du système de recrutement et de formation des nouveaux enseignants, dans le cadre des IUFM (instituts univer-

siitaires de formation des maîtres). Expérimentés l'an dernier à Lille, Reims et Grenoble, ils sont généralisés dès cette rentrée dans les vingt-huit académies. Or cette nouvelle structure, destinée à former sur les mêmes bases universitaires les instituteurs (rebaptisés professeurs des écoles et recrutés au niveau de la licence) et les professeurs du second degré soulevé pour le moins l'inquiétude et souvent une farouche opposition.

Au-delà des difficultés techniques de démarrage et du casse-tête que constitue bien souvent la coordination des anciennes structures de formation (écoles normales, centres pédagogiques régionaux, écoles normales nationales d'apprentissage, etc.), ce dossier cristallise toutes les méfiances, voire les rancœurs des différentes corporations du peuple enseignant. Jusqu'à présent, chaque ordre fonctionnait avec ses règles propres, instituteurs, professeurs, enseignants du technique vivaient chacun chez soi. Ils vont, en principe, se retrouver sous le même toit et sous la houlette d'universitaires peu impliqués dans la formation des enseignants. Surenchères, dérapages et blocages ne seraient donc pas surprenants.

Décentralisation et professionnalisation

On ne saurait, enfin, oublier le dossier du collège, auquel M. Lionel Jospin entend s'attaquer cette année. Les incidents qui se sont multipliés à la fin de l'année dernière dans des collèges de banlieue ainsi que l'augmentation brutale des effectifs attendus à cette rentrée sont la pour rappeler les tensions de plus en plus fortes qui se développent sur ce maillon du système éducatif coincé entre l'école primaire et le lycée, dont les portes sont maintenant largement ouvertes. C'est la fonction même du collège qui est à redéfinir. Pour cela, le ministre a confié à l'inspection générale la mission d'évaluer une centaine d'établissements et il a demandé un Conseil national des programmes un avis sur l'enseignement et les programmes des collèges. Sur la base de cet avis, qui devrait lui être remis début octobre, il prévoit d'annoncer des mesures au printemps 1992. La tâche, on le voit, n'est pas mince et explique largement la prudence ministérielle. D'autant qu'elle s'inscrit dans un contexte moins favorable qu'il y a trois ans. Sans doute le projet de budget pour 1992, qui devrait être connu dans les prochains jours, confirmerait-il que l'éducation reste la priorité nationale. Mais les moyens dont dispose M. Jospin sont plus rigoureusement comptés que les années précédentes; avec une augmentation prévue lors des arbitrages de juillet dernier de 5,7 %, on est nettement en retrait par rapport aux augmentations de 9 % des années précédentes.

Enfin, le ministre de l'éducation nationale est confronté à deux défis de plus en plus sensibles: celui de la décentralisation, lancé par quelques grands barons régionaux, et celui de la professionnalisation, ouvert par le premier ministre. Dans les deux cas, la question essentielle est celle de l'efficacité de notre système éducatif. On ne pourra contre les tenants d'une régionalisation accélérée sans améliorer le fonctionnement de la « machine » éducation nationale. On ne pourra répondre aux interpellations des milieux économiques sans repenser l'apprentissage, la formation en alternance et l'adéquation entre éducation, diplômes et qualifications. Dans les deux cas, les premiers pas sont minces. Et cette rentrée ne suffira certainement pas à en mesurer les effets.

GÉRARD COURTOIS



lycées qui mobilisent les esprits, comme le confinement à la fois la fronde lycéenne du mois de novembre et la lente gestation des projets de réforme annoncés par le ministre en juin dernier. Rien de tel cette année. Plus que jamais, la rentrée se situe dans le prolongement des réflexions engagées depuis quarante mois.

En second lieu, M. Jospin sait mieux que quiconque que les grands chantiers inscrits à son programme cette année ne sont pas sans risques. C'est le cas de la réforme de l'école élémentaire expérimentée l'an dernier dans trente-trois départements et qui doit désormais être généralisée. Après un premier trimestre d'information et de concertation, toutes les écoles maternelles et primaires devront avoir mis en place, au 1^{er} janvier 1992, une nouvelle organisation pédagogique. Le principe consiste à abandonner le découpage rigide en années et à instaurer un système plus souple de « cycles » couvrant trois années de scolarité, pendant lesquelles les élèves sont censés progresser à leur rythme et bénéficier d'un soutien individualisé. Pour les enseignants, le travail en équipe et la concertation deviennent la règle.

Plutôt bien accueillie dans son principe par les instituteurs et leur syndicat, le SNI-PEGC, cette réforme ambitieuse bouscule cependant trop d'habitudes pour ne pas susciter crispation et inquiétude. La remise en cause possible de l'organisation des classes et du fonctionnement tradi-

tionnel des écoles tout comme l'absence pour l'instant d'évaluation de l'expérience menée cette année dans un tiers des départements, laissent à beaucoup d'instituteurs le sentiment de s'engager dans le brouillard.

REPERES

MÉDECINE

L'Ouganda interdit la publicité pour les préservatifs

Le ministre ougandais de l'information, M. Paul Etyang, a promis, vendredi 8 septembre, une directive interdisant la publicité en faveur des préservatifs.

Cette interdiction survient alors que le gouvernement est très critiqué par les responsables chrétiens et musulmans qui estiment que l'utilisation des préservatifs est un encouragement à la promiscuité et à l'immoralité.

L'Ouganda est pourtant le pays d'Afrique qui compte le plus grand nombre de cas de sida (23 000, selon les statistiques officielles).

ENVIRONNEMENT

Un plan de reconquête pour l'étang de Berre

A l'issue d'une réunion avec les élus, samedi 7 septembre à Marseille, le ministre de l'environnement, M. Brice Lenoir, a annoncé un plan de reconquête de l'étang de Berre, régulièrement victime de pollutions.

Le plan, étalé sur cinq ans, s'attachera à l'assainissement des logements de quelque 250 000 riverains du plan d'eau - la plus vaste de France après le lac Léman - et s'efforcera de régler le problème de la centrale EDF de Saint-Chamas, qui rejette les eaux limoneuses de la Duranoe et déséquilibre ainsi la salinité de l'étang de Berre.

Les autres installations industrielles (complexes Shell, raffinerie Total, la Média, Solamir, Aérospatiale) devront renforcer la prévention des accidents qui, périodiquement, entraînent des rejets polluants dans l'étang.

POLICE

Le projet de loi sur la sécurité intérieure est reporté

M. Philippe Marchand a indiqué, dimanche 8 septembre au Forum l'ultime arbitrage budgétaire pour présenter son projet de loi sur la sécurité intérieure en conseil des ministres.

Le ministre de l'Intérieur a rappelé qu'il avait pu obtenir une augmentation des indemnités pour les policiers de Paris, Versailles, Lille, Lyon et Marseille - 84 000 des 120 000 policiers (le Monde du 3 juillet) et il a précisé qu'il

pensait pouvoir « donner satisfaction rapidement aux 26 000 exclus ».

S'agissant de la réforme des corps et carrières de la police, M. Marchand a déclaré que le rapport préparatoire qu'il avait demandé au préfet Jean Claude venait de lui être remis et qu'il allait bientôt rencontrer les syndicats à ce propos.

TRANSPORTS

Les cyclomoteurs devront porter le nom de leur propriétaire

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et des transports, a rendu publics, dimanche 8 septembre, des dispositions nouvelles concernant les deux-roues; notamment pour lutter contre les vols. Tout cycliste ou cyclomoteur devra porter l'indication du nom et de l'adresse de son propriétaire, gravée sur une plaque métallique ou sur le cadre de celui-ci.

Les cyclomoteurs devront également porter, sur une plaque métallique fixée au véhicule, le nom du constructeur, l'indication du type du véhicule, de la cylindrée du moteur, de la mention du niveau sonore de référence. L'indication de la cylindrée devra être gravée d'une manière apparente sur le moteur.

EN BREF

Incidents dans une cité de la banlieue de Grenoble - Deux véhicules ont été incendiés et cinq véhicules de pompiers endommagés par des jets de pierres lors d'incidents qui ont opposé 200 jeunes aux forces de l'ordre dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 septembre, à Pont-de-Clair, dans la banlieue de Grenoble (Isère). A la suite d'une discussion orageuse dans un café, un consommateur avait frappé un jeune Maghrébin de vingt ans, puis était monté chez lui prendre un pistolet d'alarme. Après l'interpellation du consommateur insouciant, le calme est revenu samedi à l'aube.

Un des assassins présumés de Chapeur Bakhtiar aurait quitté la Suisse, selon les Moudjahidins. - Mohammed Azadi, l'un des assassins présumés de Chapeur Bakhtiar, aurait quitté la Suisse le week-end dernier, a affirmé l'organisation des Moudjahidins du peuple, dimanche 8 septembre à Auvvers-sur-Oise (Val-d'Oise). Selon la même source, Mohammed Azadi avait trouvé refuge dans une résidence diplomatique iranienne à Berne - ce qu'avait démenti l'ambassadeur d'Iran dans cette ville.

Deux comptables de l'armée de l'air inculpés pour vol. - Deux militaires du 15^e régiment du génie de l'air basé à Ercouvres (Meurthe-et-Moselle), un sergent-chef et un caporal-chef dont les identités n'ont pas été révélées, ont été inculpés de vol pour avoir détourné quelque 280 000 francs en six mois.

Handicap scolaire et classes surchargées

Cinq écoles de Mulhouse en grève

MULHOUSE

de notre correspondant

Les 900 élèves des cinq écoles du quartier Brossollette, à Mulhouse (Haut-Rhin), jouent les prolongations de vacances au moins jusqu'au jeudi 12 septembre inclus, pour cause de grève des enseignants. Dès le mois d'avril, la coordination des ZEP (zones d'éducation prioritaire) du Haut-Rhin avait fait connaître son « scepticisme » sur la relance annoncée par le ministère et souligné « l'insuffisance des moyens nécessaires pour concrétiser les ambitions affichées ».

Ces moyens, le ministère et l'inspection académique ne les ont pas, à ce jour, débloqués. La situation est pourtant de plus en plus difficile pour les instituteurs dans un quartier où 85 % des enfants sont scolarisés sous l'origine maghrébine et près de 10 % originaires des départements d'outre-mer. La plupart présentent des retards considérables. C'est pourquoi les enseignants réclament des classes de vingt élèves maximum, afin de rendre possible « l'énorme travail sur le langage et la socialisation, sans lequel on bâtit sur du sable ».

Les enseignants se retrouvent démunis devant une telle situation. « Trop souvent, disent-ils, nous devons nous contenter de garder les enfants au lieu de les instruire ». M. Roland Brucker, directeur de Brossollette-1, résume: « L'inspecteur d'académie ne peut faire suite à notre demande de vingt élèves par classe. Et, objectivement, il est dans le vrai. Si vingt-cinq élèves par classe est le chiffre communément admis, pour descendre à vingt dans les ZEP, il faudrait mettre les autres classes à vingt-sept, alors qu'elles sont déjà à vingt-six ».

Pénurie d'encadrement

Ce n'est pas la difficulté de leur tâche qui a poussé les enseignants à cette action dure. Ils aiment en effet leur profession et se sentent bien dans « leur » quartier. Certains sont là depuis de nombreuses années et n'entendent pas tout quitter. Seuls six d'entre eux ont demandé leur mutation avant les vacances.

Emissions spéciales sur Europe 1

A l'occasion de la rentrée scolaire, mardi 10 septembre, Europe 1 diffusera des émissions spéciales:

- Jean-Pierre Elkabbach recevra M. Lionel Jospin, dans son émission « Pile et Face » (7 h 45-8 h 20).

- Stéphane Paoli présentera son

Un second motif anime encore les « Brossollette ». « Depuis des années, on nous insulte en faisant croire - et on le croit - que nous avons des moyens. C'est faux. Ainsi, la prime de 6 000 F que nous n'avons pas demandée, qui s'est réduite à 2 000 F. Une sucrée, donnée avec bien du retard. » Même si cette prime destinée aux enseignants des ZEP doit être portée cette année à 4 100 francs.

Les enseignants en ont donc assez de la pénurie d'encadrement. Pour des actions spécifiques d'animation, ils demandent l'affectation d'un instituteur supplémentaire par classe, à douze classes élémentaires ou maternelles. La réponse viendra-t-elle de la réunion sur la carte scolaire, prévue jeudi dans l'académie? Selon le syndicat SGEN-CFDT, qui a déposé le préavis de grève au nom des enseignants, toutes appartenances syndicales confondues, un poste de maternelle serait déjà prévu.

BERNARD LEDERER

Vive la classe

ils ne sont pas 100 %, mais tout de même 73 % de garçons de 7 à 14 ans à ce dire contents ou très contents de reprendre le chemin de l'école. C'est ce que révèle un sondage commandé par France Infos et le Journal des enfants et réalisé par l'institut de sondage CSA du 26 au 30 août auprès d'un échantillon représentatif de 600 enfants.

La raison principale de cette satisfaction est de retrouver les copains et les copines. Néanmoins, beaucoup se réjouissent d'apprendre de nouvelles choses. Ils sont d'ailleurs 37 % à penser que les enseignants « leur apprennent plein de choses ». S'ils ont des craintes, celles-ci portent d'abord sur la drogue (72 %) et le racket (64 %). L'apprentissage d'une nouvelle matière n'arrive qu'en troisième position (49 %).

Aline Pailler, dans « Découvertes » (18 h 20-19 h), fera dialoguer Arthur, le jeune surdoué qui, à quatorze ans, prépare sa licence de mathématiques, et son père.

مكتبة من الأصل

SOCIÉTÉ

Des juges à tout faire

Suite de la première page

Exemple de rêve pour la médiation, « Ce n'est pas toujours aussi facile, nuance pourtant le substitut, M. Luc Foss. Certains contentieux se prêtent nettement moins à un accord entre le coupable et sa victime. »

Cheggement de décor. Nous sommes à Lille. Le procureur est la routine correctionnelle et la condamnation mécanique. Le président Dominique Couturier apostrophe une « vieille connaissance », qui a volé quatre bouteilles de Ricard au supermarché du coin. Écrasé d'avance, le coupable a déjà purgé un mois de prison pour son larcin. Le substitut se lève, terrible, et en résume trois autres. Adjudé!

Echantillon d'un chuchotement pénal ordinaire, qui a de quoi troubler le sommeil des quelques princes de l'éthique judiciaire rose qui se souviennent des utopies de leur jeunesse.

Il faut ainsi passer quelques heures dans une salle d'audience « normale » pour comprendre pourquoi la médiation est le dernier déda d'une chancellerie à la recherche publique d'un traitement de la petite délinquance, celle qui entretient dans la population une désaffection radicale pour cette justice hautaine réputée trancher à la chaîne, et parfois, relâcher les assassins.

Va donc pour la dépenalisation des petits délits et le lancement de ces fast-food judiciaires que sont les « maisons de justice » dans le nouveau far-west des quartiers difficiles. Dans le Val-d'Oise, outre Sarcelles, cela fonctionne à Cergy, dans un

ancien pavillon-témoins, et à Villiers-le-Bel. A Gennevilliers, M. Pierre Lyon-Caen, procureur de Nanterre, prévoit l'inauguration prochaine d'un centre similaire. « Il ne s'agit pas de rendre la justice, explique-t-il, mais de la réintroduire là où elle a eu tendance à baisser les bras. »

Certains avocats contestent pourtant l'expérience, qui ferait peu de cas des droits de la défense. « Je ne sours d'un mari qui refuse de payer la pension de son ex-femme, se prétendant insolvable. Eh bien! le procureur n'a pas dilaté d'enquête, raconte M. Sylviane Mercier, avocate à Pontivy. Ils ont transigé à la moitié et signé un papier qui, juridiquement, ne vaut rien. »

Justice au rabais, ou manière ingénieuse, selon le mot de M. Claude Hanoteau, président du tribunal de Créteil, de « réinsérer dans un tissu social dont les mailles sont en train de se défaire le camp des hommes d'admission composition ». Les juges de justice? Pour un Didier Gallot, juge suppléant des Sables-d'Olonne, qui fustige les « Bourd et Pécuchet de la chancellerie qui nous parlent de médiation lorsque les banlieues sont en proie aux émeutes », pour un Pierre Pétit, juge d'instruction à Nantes et membre du bureau de l'APM (droite), qui proteste - « la médiation est une fumisterie qui ne figure pas dans la loi », combien d'autres tiennent le même discours, toutes tendances confondues.

« Tous les parquets se lancent dans des politiques de médiation, observe M. Monique Guernan, procureur général à Nîmes et militante du Syndicat de la magistrature. C'est très bien, mais cela nous banalise, on se

Un rien suffit parfois pour combler le fossé qui sépare la justice des justiciables. Ainsi M. Claude Beau, une ancienne juge des enfants à Strasbourg, a-t-elle tenu, durant plusieurs années, des audiences « décentralisées » dans les quartiers défavorisés de la ville. A la cour d'appel de Versailles, les plaideurs reçoivent au premier jour de leur démarche judiciaire un calendrier précis comportant les dates des principales étapes de leur procédure et celle du procès. « C'est d'une simplicité enfantine avec l'informaticien », assure l'initiateur, M. Pierre Estoup, premier président à la cour d'appel de Versailles. Encore fallait-il y penser!

Une fleur fragile

Est-ce un hasard? Derrière ces innovations, se trouvent souvent des grands anciens du Syndicat de la magistrature (gauche), en une sorte d'aboutissement du long parcours qui les a conduits de l'utopie au réformisme, de la volonté de changer la justice au désir de la rendre simplement plus rapide, plus performante.

« Gadget! », rétorquent certains de leurs cadets - et pas seulement ceux classés conservateurs, qui visent tout spécialement les « maisons de justice ». Pour un Didier Gallot, juge suppléant des Sables-d'Olonne, qui fustige les « Bourd et Pécuchet de la chancellerie qui nous parlent de médiation lorsque les banlieues sont en proie aux émeutes », pour un Pierre Pétit, juge d'instruction à Nantes et membre du bureau de l'APM (droite), qui proteste - « la médiation est une fumisterie qui ne figure pas dans la loi », combien d'autres tiennent le même discours, toutes tendances confondues.

« Tous les parquets se lancent dans des politiques de médiation, observe M. Monique Guernan, procureur général à Nîmes et militante du Syndicat de la magistrature. C'est très bien, mais cela nous banalise, on se

note dans la société civile. » La fonction de la justice, c'est de juger, confirme M. Gilbert Thiel, substitut général à Metz. Qu'il ne faille pas se contenter de gagner comme des sœurs, c'est évident. Mais doit-on devenir des espèces d'hommes chargés de l'accueil du public?

Une idée choc que M. Pierre Estoup formule moins rudement: « Est-ce bien au procureur de concilier les victimes et les délinquants? » Plusieurs juges utilisent l'expression de « camion poubelle » pour décrire leur fonction. « On nous demande d'intervenir en catastrophe lorsque l'économie, l'école, la morale sont en faillite, que tout a échoué, explique un juge d'instruction. Alors, on nous amène un « conard » sans emploi et on nous dit: réinsère-le! C'est une triste plaisanterie. »

Mais ces réticences à devenir des « super-assistants sociaux », voire la « rouine-balai de la société », ne sont pas le frein principal à la rénovation de la justice au quotidien, que la chancellerie appelle avec insistance de ses vœux. Que dire de la toute simple et terrifiante force d'inertie? Son initiateur promu ailleurs, que devient l'innovation? Elle dépérit rapidement, fleur fragile privée de son terrain.

Ainsi notre juge strasbourgeoise n'a-t-elle pas obtenu du ministère les quelques mois de détachement qui lui auraient permis d'essayer son expérience aux quatre coins du pays. Ainsi la section financière du parquet d'une grande ville de France, pourtant riche d'une longue tradition, est-elle menacée d'asphyxie à la suite de mutations. De bons candidats piaffent devant la porte, mais qui n'ont pas le titre d'anciennoté exigés. D'autres candidats sont muets des fameux titres, mais ils n'entendent rien à la finance. Devons-les laisser se perdre?

Ainsi, parfois dans les mêmes murs que les expériences pilotes de « conciliation », les chambres correctionnelles continuent-elles de fonctionner comme de toute éternité, avec leur triste cortège d'audiences surchargées, de témoins convoqués à 14 heures et qui passent leur après-midi dans une salle surechauffée, avant de s'entendre dire, vers 20 heures, que leur affaire ne pourra être jugée le jour même. Et qu'impose s'ils viennent de l'autre bout du département, ou du pays!

On touche, souvent, au vertige. Nommé procureur de la République à Chambéry, quel n'est pas la surprise de M. Eric de Montgolfier d'entendre à l'audience un président menacer un prévenu immigré: « Le temps est proche où on nous raccompagnera chez vous à coup de pied. » Ou encore, par le même président à un prévenu chef d'entreprise, en guise d'entrée en matière: « Monsieur, le tribunal doit d'abord vous dire qu'il admire la manière dont vous gérez votre entreprise. »

Étrange justice, partagée entre un écrasant sentiment d'impuissance et des sursauts d'orgueil. Les exemples abondent. Prenons Lille. Voilà quelques mois, dans le prétoire des flagrants délits, le tribunal présidé par M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (modérée). Mais il n'existe aucune structure où on fasse tout simplement le point sur ce que nous devons y dire alors que le représentant du projet arrive avec des dossiers bien structurés. Ne serait-ce que faire taper un texte dans un tribunal, c'est tout un monde... C'est par ce biais-là

l'audience, récupérer les enfants en catastrophe.

M. Simon n'a rien d'un forcené de la répression. Mais ce jour-là, la lassitude de voir le public pénétrer dans la salle d'audience cornets de frites et sodas à la main, comme sur un champ de foire, l'a fait craquer. « Ce qui m'a choqué, nous explique-t-il, ce n'est pas l'outrage au magistrat, c'est l'insulte gratuite à l'institution judiciaire. »

La gauche aurait-elle failli dans son projet d'humaniser les tribunaux? Sans doute. « Mais comment changer la justice, si la société ne change pas? », interroge M. Michel Jéol, avocat général à la Cour de cassation et ancien directeur des affaires criminelles et des grâces sous M. Robert Badinter. « Comme en matière économique où l'on entend de vains débats pour quelques décimales de hausse du SMIC, nous nous sommes rendus compte que la marge de manœuvre en matière de justice est faible », explique ce magistrat, l'un des plus ardents défenseurs du principe de réalité dans la gauche judiciaire.

Un stage au Sénégal

Faute de nager dans un hypothétique bonheur judiciaire à l'intérieur de leurs palais, les magistrats, à l'invité de la chancellerie, multiplient les sorties. Depuis quelque temps, ils participent à une multitude de séminaires administratifs. « Depuis dix ans, le juge est partout, mais la justice nulle part », déplore le Syndicat de la magistrature.

Plus d'une centaine de commissions administratives prospèrent en effet doucement, dans lesquelles un magistrat peut apporter une présence plus ou moins décorative. Cela va de la commission de contrôle des opérations de vote à la commission consultative sur la situation des enfants en bas âge dont la mère est détenue, en passant par les commissions de conciliation des rapatriés ou... le comité de protection des obéissances végétales.

« Dans un département, un parquetier assiste en innoce à une vingtaine de commissions, remarque M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (modérée). Mais il n'existe aucune structure où on fasse tout simplement le point sur ce que nous devons y dire alors que le représentant du projet arrive avec des dossiers bien structurés. Ne serait-ce que faire taper un texte dans un tribunal, c'est tout un monde... C'est par ce biais-là

que la justice, finalement, ne pénètre pas. »

Difficile, dans les critiques qui s'abattent ainsi sur la justice, des lors qu'elle s'efforce à l'humilité de faire la part de la réaction corporatiste. A l'évidence, ces expériences heurtent une longue tradition consistant à rester entre soi. Habitude contractée dès l'Ecole nationale de la magistrature, cette école où, comme le résume M. Daniel Soulez-Lavière, auteur de plusieurs livres sur la justice, « tout est joué ». Et il est vrai que les six mille trois cents magistrats se sélectionnent, se forment, se notent, se promeuvent et se marient (souvent) entre eux. Au point de donner parfois une impression de consanguinité.

Le corps judiciaire, selon l'expression consacrée, a largement pris conscience des dangers de cette étrange vie de famille. A l'Ecole nationale de la magistrature, la solidarité vient précisément d'être poncée de vingt-quatre à trente et un mois, au bénéfice de stages extérieurs à l'univers judiciaire. « Il faut éviter qu'un magistrat ne soit victime d'une monoculture judiciaire », explique le directeur, M. Hubert Dalle.

Ainsi a-t-on propulsé durant trois mois les auditeurs de justice de la dernière promotion dans des hôpitaux, des ambassades, des cabinets d'avocats à New-York et à Tokyo, ou encore dans les banlieues. Deux d'entre eux sont même partis dans la basse vallée du Sénégal, dans les villages d'émigration des Sénégalais en France. Révolution: depuis l'an dernier, les futurs magistrats effectuent même un stage dans un cabinet d'avocats, au cours duquel ils peuvent être amenés à plaider.

Ces différences plongées dans la société seront-elles des bains de jeunesse pour une institution essouffée, ou marqueront-elles la dernière étape d'une décadence largement entamée? La réponse est d'autant plus délicate que le débat est vicié par une arrière-pensée omniprésente: pendant que la magistrature, à la recherche d'un nouveau rôle entre l'hermine et la voiture-balai, glisse ainsi « vers le bas », d'autres institutions lui disputent de plus en plus rudement les contentieux les plus « nobles »...

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

Prochain article:

II. L'encerclement

Au Québec

La cour des petites créances

« Assurer une justice peu coûteuse, rapide et efficace »: tel l'un des objectifs du gouvernement du Québec, en 1971, en créant la division des petites créances de la cour civile du Québec. Vingt ans plus tard, la mission est en grande partie atteinte.

Pour presque tous les contentieux de droit civil inférieurs à 1000 dollars canadiens (environ 500 francs), les justiciables peuvent se présenter devant un juge de la cour des petites créances, sans recourir à un avocat et sans se ruiner. Il ne leur en coûtera que 25 dollars au maximum (128 francs) pour défendre eux-mêmes leur droit, qu'il s'agisse de l'auto qu'on vient d'acheter, « super occasion » dont les vices cachés se révèlent un à un, de l'argent prêté à un « ami » qui ne sa dette, des vitres cassées par les enfants du voisin qui ne veut pas payer les dégâts ou encore de la jante qu'on s'est fracturée en hiver parce qu'un épierier négligent avait laissé une plaque de glace devant l'entrée de son magasin.

Les membres des professions libérales peuvent aussi réclamer des honoraires impayés: pour s'adresser à cette cour, dont les jugements, exécutoires dans les dix jours, sont sans appel, il suffit d'être un particulier (les personnes morales sont jusqu'à présent exclues), de disposer de preuves, ou de témoins. On peut même recourir à la cour des petites créances pour contester le montant de ses impôts. Jusqu'à hauteur de 3000 dollars (15000 francs).

Audiences itinérantes

Plus de soixante mille causes sont énoncées chaque année par cette cour sans décalor, où les procédures sont réduites au minimum. Le délai entre l'acceptation de la requête par le greffe du tribunal et l'audience est de un à quatre mois en moyenne, sauf à Montréal, où l'attente peut durer dix mois. Même si ce n'était pas son but premier, la cour des petites créances a contribué au désengorgement des tribunaux, y compris pour elle-même... grâce au système de médiation institué à partir de 1984 dans les grandes villes où elle siège.

Systématiquement proposée dès que le plaignant a déposé ou greffe son dossier étayé, la médiation n'est possible qu'avec l'accord de chacune des parties. Dans 80 % des cas, l'affaire se termine par un règlement à l'amiable. Si aucun terrain d'en-

tente n'est trouvé, le médiateur remet au juge un rapport, qui ne doit contenir aucune recommandation. Le jugement est rendu quelques jours ou plus tard après l'audience et parfois dès la fin de celle-ci. S'il n'est pas exécuté dans les dix jours suivants, le porteur perdante est passible de séisme.

Le gouvernement du Québec compte porter le montant des créances de 1000 à 3000 ou 4000 dollars et permettre aux dirigeants de petites entreprises de s'adresser à cette cour. « Plus on favorisera l'accès à la justice, meilleure sera l'idée que les citoyens se feront de cette justice », indique l'avocat Pierre Audet, secrétaire d'un groupe de travail chargé par le gouvernement québécois de trouver les moyens de démocratiser davantage les palais de justice.

Pour se rapprocher du citoyen, vingt-huit cours des petites créances (sur quatre-vingt-deux) sont devenues itinérantes: elles se promènent chaque semaine de gros village en gros village. Dans les grandes villes, on envisage même de les faire séder le soir, pour les plaideurs qui ne pourraient que difficilement quitter leur travail dans la journée.

MARTINE JACOT

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(Écoles d'Ingenieurs et de Commerce, Maîtrises et Bac + 5 universitaires, Cadres)

CHOISISSEZ LE 3^{ème} CYCLE QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES MAIS VOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE

En 9 mois, grâce à 7 missions réelles dans 7 entreprises, vous allez devenir un cadre apte à gérer toutes les situations, recherché par les entreprises pour votre talent, votre caractère, votre goût du risque et votre créativité.

Formation du 1^{er} octobre 1991 au 30 juin 1992. Admission sur dossier et entretiens.

Instituts Européens des Entrepreneurs

ANGERS - ANGOULEME - BEAUNIS - GRENOBLE - LIMOGES - MONTPELLIER - NANTES - NANCY - ROUEN

LE 3^{ème} CYCLE DE MANAGEMENT TERRAIN

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription: Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edouard Chamberland 87100 Limoges

Tél. 55 79 86 51

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction: Jacques Lessourne, gérant; directeur de la publication Bruno Frappat; directeur de la rédaction Jacques Gulu; directeur de la gestion Manuel Lucbert; secrétaire général

Rédacteurs en chef: Jacques Amalric; Jean-Marie Colombant; Robert Solé; rédacteur en chef adjoint de la rédaction Thomas Fournel; Philippe Herremann; Jacques-François Simon

Daniel Vernet; directeur des relations internationales

Anciens directeurs: Hubert Beau-Méry (1941-1969); Jacques Favre (1969-1982); André Laurens (1982-1985); André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. (1) 40 55 25 26 Télécopieur: 40 55 25 99 ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-LEVI-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. (1) 40 55 25 26 Télécopieur: 49 60 30 10

Vivre seul : un choix de vie ? ou l'attente d'une relation de qualité ?

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour que son chemin et le vôtre se croisent, il faut rencontrer des personnes dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre. C'est cette aventure que vous propose Ion International : rencontrer des personnes dont le caractère, défini par une véritable Étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque vos contacts seront renouvelés jusqu'au succès final.

"3000 COUPLES RACONTENT" Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions: "Les tests sont-ils utiles, et précis? Et les tests de réussite? Et l'annoncer avec un grand A?" (renvoyé sur demande).

Pour recevoir une documentation complète, faites 3615 code ION sur votre Minitel ou retournez ce coupon à:

Ion International Une écoute attentive et chaleureuse... Venez nous voir, ou téléphonez.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli neutre et cacheté, votre brochure 24 pages couleur.

M., Mme, Mlle _____ Age _____

Prénom _____

Adresse _____

PARIS (75001) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45.26.70.85

TOULOUSE (31001) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél. : 61.59.48.58

BESANCON (25001) 80 bis, rue d. Belfort - Tél. : 81.60.43.32

BRUXELLES (1040) rue Billard 205 BP 15 - Tél. : (02) 330.99.98

GENEVE (1206) 4, route de Florissant - Tél. : (022) 46.84.88

هكذا من الأصل

CULTURE



Des mélanges peu épicés

Au menu de la Mostra, l'Italie dans ses mauvais jours, la curieuse version courte de « la Belle Noiseuse » et une déception indo-américaine

VENISE

de notre envoyé spécial

Qu'est-il arrivé au cinéma italien ? On évoque avec un sentiment de regret mais d'agacement le souvenir de Fellini et de Visconti au vu des pauvres fictions présentes dans le panorama « Matinée du cinéma italien » et qui ont l'air d'être des films de l'école de la Nouvelle Vague. Nanni Moretti, en visite au Lido comme simple spectateur, n'est décemment toujours pas le chef de file d'un renouveau, mais le seul metteur en scène digne de ce nom de la génération récente.

Et on évoque avec rage les mains de Rosellini et de Pasolini lorsque deux dernières années de la seconde guerre mondiale en Italie. Il propose soigneusement un montage d'archives fascistes et nazies, sans l'ombre d'une distance, en toute conscience de ses réalisateurs, employés serviles des propagandistes de cette époque - ils passent ensuite avec la même égalité d'humour du côté du nouveau pouvoir lorsque les Américains arrivent. Cela s'appelle *Les Six Cinq Jours de Salò*, et on ne sait trop ce qui est le plus consternant, du film ou de la bienveillante indifférence dans laquelle il fut accueilli par le public de la Mostra.

Une leçon de style

Par le hasard d'une programmation farsouche, en même temps que ce long documentaire figurait la version « courte » de *la Belle Noiseuse*, le chef-d'œuvre de Jacques Rivette. Pour réaliser son film, Rivette a eu besoin du soutien financier de la télévision, FR3 en l'occurrence. Mais la chaîne ayant accordé sa participation contre l'engagement que le film durerait au maximum deux heures, et celui-ci ayant finalement atteint les 3 h 56, son réalisateur en a concocté une version raccourcie - un peu plus de deux heures, tout de même - qui passera un jour sur le petit écran.

Qui choisirait d'attendre cette diffusion verra un beau film, mais qui n'a rien à voir avec les exceptionnels enchantements de *la Belle Noiseuse*, la vraie. Le cœur du film, qui bat dans l'atelier du peintre, dans le mouvement hypnotique entre l'artiste et son modèle, est devenu un aspect presque secondaire dans *Divertimento*, sous-titre de la version télé. Si Emmanuelle Béart demeure d'une présence éblouissante, le rôle de Michel Piccoli est moins bien mis en valeur, et c'est Liz, interprétée par Jane Birkin, Liz la maîtresse de cette maison devenue le foyer où se croisent les fils de la fiction, qui bénéficie de ce recentrage.

Comme une bonne reproduction restitue le motif et la composition d'une grande toile sans rendre

compte de sa matière et de sa profondeur, *Divertimento* retrouve bien des qualités de *la Belle Noiseuse*, mais ne masque pas ce qui s'est perdu en chemin. C'est un drame très humain qui se joue, et non plus un mystère cosmique. Rivette se tire pourtant avec élégance de ce difficile exercice de réduction - non sans un clin d'œil dans la scène finale, où l'ordre des plans est bouleversé pour achever le film sur une histoire de gros sous, ce qui est bien la raison d'être de cette seconde mouture.

Si *la Belle Noiseuse-Divertimento* était le « film surprise » de la Mostra, *Mississippi Masala* en était en revanche un des rendez-vous attendus (1). Après la réussite de *Salam Bombay!* il y a trois ans, le film que Mira Nair était allée tourner aux États-Unis intriguait. Le résultat est une caricature de ce qu'on peut redouter en matière de dissolution dans le romanesque Bollywoodien. *Masala* désigne un mélange d'épisodes : il est effectivement question de

mélanges - interraciaux - mais ils sont terriblement fades.

Longuement, pesamment, la réalisatrice indienne dévide les aléas d'une liaison entre une de ses jeunes compatriotes émigrées d'Afrique aux USA (la splendide débutante Sarita Choudhury), et un jeune Black très propre sur lui (Denzel Washington et son éblouissante dentition). Il en résulte que chaque communauté s'attache tant à ses racines qu'elle en devient étouffante, mais que l'amour rendre et pur triomphe tout de même. Aucun souffle de vie ne vient animer cet étouffant apogée.

Prévisibles aussi, mais d'une tout autre manière, furent les retrouvailles avec le vétéran portugais Manoel de Oliveira : il reste fidèle à son goût des huis clos théâtraux et à ce mélange de comédie et de métaphysique qui sont sa manière depuis *Mon cœur et les Canibales*. Son nouveau film s'intitule *la Divine Comédie* : il ne doit pourtant guère à Dante, il emprunte en revanche beaucoup à la

Bible, à Nietzsche et à Dostoevski pour tisser de citations et de débats cette fantaisie noire située dans un asile de fous aux azulejos de rêve.

De déclamations sur la culpabilité et la rédemption en sayonnettes ou l'Eve originelle - qui se prend pour sainte Thérèse au grand dam de son Adam esseulé - le film suit lentement des méandres qui n'irrigent pas forcément les préoccupations de tout un chacun. Bref, on s'ennuie pas mal. Mais pas au point de ne pas voir qu'Oliveira est un cinéaste-né. La perfection de ses cadres et de ses lumières, la délicatesse sûre avec laquelle il filme un visage et les foudroyantes ironies de son montage font de *la Divine Comédie* une leçon de style d'autant mieux suivie qu'on ne se passionne guère pour les enjeux philosophiques qu'il traite. La Mostra avait bien besoin de ce genre de leçon.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Sonie nationale le 18 septembre.

Le triangle musical

Sur le canevas de « Jules et Jim », Chantal Akerman orchestre une ode désenchantée à l'amour parfait

NUIT ET JOUR

de Chantal Akerman

VENISE

de notre envoyé spécial

Ils ne s'appellent pas Jules et Jim mais Jack et Joseph. Ce n'est pas important. L'important est qu'ils aiment Julie, et que Julie les aime. D'abord il y a eu Jack, conducteur de taxi la nuit, amoureux de Julie le jour. Puis Joseph, qui conduisait le même taxi, le jour, et aimera Julie la nuit. Autour d'eux, il n'y a rien, que la chaleur de l'été, de leur corps, de leurs sentiments. Paris est vide, le monde absent, en vacances, rejeté par ces trois-là lorsqu'il vient cogner à la porte.

Ils sont jeunes, très jeunes, comme leurs interprètes tous trois formidables. Ce n'est pas vraiment une surprise de la part des deux garçons, Thomas Langman et François Négret, déjà repérés. Mais une vraie révélation pour Guilaine Londez, vibrante comme un instrument de musique de belle facture. Ils sont, Julie, Jack et Joseph, à ce fugitif moment où on croit à la perfection. Jack croit à leur couple nécessaire et suffisant, Julie croit au triangle équilatéral absolu. On peut aller très loin ainsi, mais pas très longtemps. Parce que les côtés



« Nuit et jour » : c'est quand la construction du film se déregle que ressurgit l'émotion

du triangle ne sont pas égaux - Joseph connaît l'existence de Jack et en souffre, alors que Jack ignore l'existence de Joseph et en souffre, parce que les étés et les adolescences finissent. Alors viennent la tristesse, la douleur, les premiers compromis, et le monde extérieur finira par s'introduire dans cette épure.

Depuis toujours, les films de Chantal Akerman sont ainsi construits, à partir de « dispositifs » clairement énoncés, implacablement respectés. Et, avec des parti pris aussi éloignés que dans *Jeanne D'Almeida* (le relevé méticuleux des gestes de la solitude d'une femme dans son appartement) ou dans *Toute une nuit* (la multiplication infinie de micro-scènes de couple), elle en a tiré des films inoubliables.

Mais c'est que ses constructions ouvraient le chemin à de formidables échappées de vie. Ici, Akerman joue selon des codes qui rappellent, outre l'hommage à *Jules et Jim* appuyé par un emploi identique de la voix off, les comédies musicales de Jacques Demy et leur symétrie ironiquement plate des postures et des phrases. La réalisatrice belge avait d'ailleurs, il y a cinq ans, joué à fond le jeu de la comédie musicale avec *Golden Eighies*.

Mais dans *Nuit et jour*, la soif de pureté de la construction, répondant à celle des personnages, manque un moment d'asphyxier le film. C'est quand le dispositif se déregle que la vie et l'émotion resurgissent, une brise d'abord dans la chaleur du film, et puis un grand vent lointain. Il y a vingt ans que Chantal Akerman fait du cinéma, le point limite atteint par son « système » et la manière dont elle le dépasse marquent peut-être un passage à un autre style.

Quant à l'ombre de réserve sur la trop impeccable précision de la partie centrale du film, elle semble incongrue à Venise : comparé aux autres films projetés en sélection officielle depuis le début de la Mostra (le film d'Oshima étant hors compétition), *Nuit et jour* est une résurrection, un rappel à ce minimum d'attention et de goût pour les personnages, les situations, la manière de les filmer, qui fait défaut à la totalité des productions présentées depuis l'ouverture. Avec ses tonalités franches et ses contrastes concertés, le film d'Akerman porte encore haut les couleurs du cinéma.

J.-M. F.

Sortie sur les écrans français mercredi 11 septembre.

MUSIQUES

Les délices des airs

Entre Landes et Chalosse, trois jours autour de la voix

SAINT-SEVER

de notre envoyée spéciale

Pour sa troisième édition, le Festival des musiques croisées, largement inspiré des actions du CENAM (Centre national d'action musicale) et de la personnalité de son ancien directeur, Alex Duthil, qui dirige depuis l'année dernière le Studio des variétés, avait choisi pour fil conducteur un instrument primitif, affiné au fil de l'histoire et de l'évolution des besoins esthétiques : la voix humaine.

La voix est tout. Mais suffit-elle ? Pour nourrir la discussion, l'équipe de Saint-Sever, petite ville des Landes gastronomiques, avait dressé des tables dans la cour du couvent des jacobins, un bel ensemble roman

bâti en briques fines. On y parla pendant trois jours, opéra, jazz, chanson et tradition, on en joua, sur la scène dressée dans l'église, on s'en délecta, ou l'on s'en lassa au fil et au gré des voix. Dans le rôle du conseiller artistique, Alex Duthil avait articulé une dizaine de spectacles, tous axés sur le travail vocal, autour d'un colloque réunissant un maître de chant de l'opéra, un ethnomusicologue, un professeur de jazz vocal ou un chef de chorale. Sans aucune prétention à l'exhaustivité. Mais on avait pu y découvrir, Oum Kalsoum ou les polyphonies albanaises, y comparer six versions d'un classique du jazz, *Ain't Misbehavin'*, ou s'interroger sur le théâtre musical.

La défense et l'illustration du propos avaient été bien sûr confiées aux

professionnels de la voix. Les quatre comédiens-chanteurs du Quatuor Nomad ont, en quelques tableaux figés dans une esthétisme BD, démontré ce qu'il ne fallait pas faire. *Patia*, produit par le Théâtre du Liège, un long divertissement né de leurs errances additives à travers le monde, était l'occasion de performances vocales cultivées, en forme d'imitation de chants diphoniques mongols ou de voix de tête des femmes italiennes. Mais pourquoi ? Errance aussi, si pleine cette fois, de la soprano Sophie Boulin, qui se promène en compagnie de l'accordeoniste Emmanuel Bex, dans un répertoire taillé à sa mesure, de Monteverdi à Fauré, de Vian à Gainsbourg, toute de grâce théâtrale.

Samedi soir, il avait fallu étendre minuit et demi pour qu'arrivent Jan

Garbarek, saxophoniste norvégien, et Agnès Buen Garmas, chanteuse de Laponie, au timbre sec, à la diction parfaite, pour qu'ils exécutent sur scène le duo de haute voltige musicale entamé sur disque. Ils avaient entraîné dans l'aventure saint-severine quelques acolytes du label allemand ECM : Rainer Brüninghaus aux claviers, Eberhard Weber à la basse et l'insensée Marylin Mazur aux percussions. La musique passa à fleur de peau, soufflée au milieu de la nuit par bouffées inspirées, sur l'église remplie des débuteurs de l'après-midi, et des connaisseurs qui avaient su attendre l'instant délicat de l'émotion sans laquelle la voix n'est rien, ou s'y peu.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Sourires et soupirs

Où l'on signe un accord franco-italien et où la polémique sur les dates du Festival de Cannes rebondit

Dans la saison Tropicana de l'hôtel Excelsior du Lido, après deux jolis patés discours, un joli petit accord était sur le point d'être signé samedi dernier par le ministre de la culture français, M. Jack Lang, et le ministre italien du spectacle, M. Carlo Tognoli. On avait déjà sorti les stylos pour la parapher. Il scellait la mise en marche d'un nouveau système de soutien des coproductions, portant surtout sur les premiers et deuxième films, tournés exclusivement soit en italien, soit en français.

Distribués par un comité de dix experts (cinq pour chacun des pays), essorée d'une aide à la distribution, cette « avance sur recettes » bilatérale engagerait 52 millions de francs, déboursés à parts égales par les deux partenaires, sur trois ans.

L'embarras de M. Lang

« Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour », il n'y a pas d'Europe, il n'y a que des preuves d'Europe ; en voici une », venait de dire M. Jack Lang, légèrement euphorique, lorsque s'abattirent sur lui les questions de plusieurs journalistes italiens déguisés en moustique (espèce redoutée sur le légume) et bien décidés à relancer la polémique sur l'éventuel changement de date du Festival de Cannes.

Etait-il exact que Cannes voulait septembre et non plus mai, voulait-il plus ou moins déloger la Mostra de son doux automne vénitien ? Notre ministre s'empressa de répondre que les choses étaient simples, avec sur le visage une expression qui disait exactement le contraire : « Deux principes à rappeler, dit-il. D'abord, rien n'est jamais gravé pour l'éternité [ça, c'était bon pour Cannes]. Ensuite l'amitié franco-italienne est aussi solide que le marbre [ça, c'était bon pour Venise]. »

Il ajoutait : « Si un jour le Festival de Cannes, le Festival de Venise [qui n'a rien demandé], veulent se modifier, se transformer pour des raisons qui apparaissent justes, et que cela entraîne un changement de dates, on ne peut pas, par principe, s'y opposer. Y a-t-il de bonnes dates ou de mauvaises dates, je ne sais pas, il y a de bons et de moins bons festivals. En tout cas, deux grandes manifestations européennes sont indispensables. »

Les journalistes italiens ne semblent toujours pas rassurés, et manifestement agacés par cette grande sœur française, sempiternelle donneuse de leçons en matière culturelle. M. Jack Lang précisa : « Ce problème, je l'ai découvert comme vous, les responsables que cela concerne sont adultes, autonomes. C'est bien qu'ils réfléchissent à leur

avenir sans être saisis par l'ankylose ou la torpeur des ans. Mais les meilleures lois étant celles d'une volonté commune, exprimée après débats, rien ne sera changé sans un accord mûri, réfléchi, entre Cannes et Venise, la France et l'Italie. »

M. Carlo Tognoli n'eut prudemment rien à répondre, la séance fut alors levée dans un brouhaha inquiet. Interrogé aussitôt, le ministre du spectacle (et du tourisme) dit que tout cela tombait assez mal, au moment où la Biennale de Venise (dont dépend la Mostra) allait changer de président, et la Mostra elle-même de directeur.

Que, la politique (en Italie) étant ce qu'elle est, il n'était pas à exclure que le romanesque autour des dates profite aux adversaires de la manifestation, allant jusqu'à menacer son existence, « Je n'ai pas reçu de signaux clairs dans cette direction », dit-il, mais je préférerais personnellement que les dates ne changent pas. Ajoutant : « Il ne faut pas nier que cette sortie de Gilles Jacob, le délégué général du Festival de Cannes, sans sondage préalable, a produit un effet négatif sur les Italiens. »

M. Tognoli est mal informé. La première sortie ne vient pas de Gilles Jacob mais de M. Michel Mouillout, le maire de Cannes, qui déclarait en juin dernier à *Paris-Match* et sans le moindre conditionnel : « Le Festival de Cannes 93 aura lieu en septembre. »

« La plus mauvaise période de l'année »

Affichent une sobre sérénité, Gilles Jacob n'en convient pas moins qu'il songe à un changement de calendrier depuis des années. « Mai devient la plus mauvaise période de l'année », dit-il, les Américains sont réticents à donner leurs films en printemps, mais ce n'est pas le plus grave. Le mois de mai est désormais en France une époque sinistrée pour l'exploitation des films (Roland Garros, les finales de football, les premiers beaux jours en sont la cause). Les films primés à Cannes n'ont donc plus sorti tout de suite. Et lorsqu'ils sortent en septembre, c'est trop tard, l'effet Cannes est affaibli. »

Une étude pour la désignation de la meilleure date de Cannes est en cours, portant sur sept critères dont la disponibilité des films, la météo, la présence des stars, les impératifs de l'industrie hôtelière locale... et le calendrier des autres festivals. Les résultats en seront connus à la fin de l'année. « Il est possible, dit Gilles Jacob, qu'elle conclue qu'il ne faut rien changer. » Cela aurait été, alors, une affaire d'Etat pour rien.

DANIEL HEYMANN

MERCREDI

SÉLECTION OFFICIELLE VENISE 91 EN COMPÉTITION

GEARDA VAREDES

J'entends plus la guitare

du film de Philippe Garrel

— BENOÎT RÉGNIER — JOHANNA TER STEGE — YANN COLLETTE — ANNELE PERIER — GINETTE ST-ARSEN — GREGOIRE — PHILIPPE MATHIEU — GEMINI — PHILIPPE GARNIER — JEAN-FRANÇOIS ROY — JEAN-LOUIS BOUTIER — CÉCILE CHATELAIN — JACQUES CHATELAIN — JACQUES CHATELAIN

هكذا من الأصل

CULTURE

1 5

Sourires et soupirs

CINÉMA

Les jeux du hasard et de la probabilité

Adapté du roman de Max Frisch « Homo Faber », un film allégorique, qui sonne comme une œuvre de transition

LE VOYAGEUR
de Volker Schlöndorff

Depuis vingt-cinq ans, Volker Schlöndorff, cinéaste allemand de culture européenne, a réalisé de prestigieuses adaptations de grands auteurs littéraires : Robert Musil, Bertolt Brecht, Heinrich Böll, Marcel Proust, Günter Grass, Nicolas Born, Marcel Proust. A la fin des années 70, il avait gagné une gloire mondiale symbolisée par la Palme d'or du Festival de Cannes attribuée à *Tambour*. Puis il est allé aux États-Unis, où il a tourné des films à petits budgets pour la télévision. Changement de manière : ni *Mort d'un commis voyageur* (d'après Arthur Miller) ni *Colère en Louisiane* (d'après l'auteur noir Ernest J. Gaines) n'ont, malgré leurs qualités, conforté une réputation tout de même lourde à soutenir. Et une autre production américaine, *La Servante écarlate* (sur un scénario de Harold Pinter, d'après un roman de Margaret Atwood), n'a fait que ramener la nostalgie d'un temps où Schlöndorff, intellectuellement, politiquement, cinématographiquement, était l'un des phares du cinéma « littéraire » moderne.

Retour à l'Europe

Le *Voyageur*, coproduction franco-gréco-allemande, ramène le cinéaste à l'Europe par l'adaptation d'un roman de l'écrivain suisse Max Frisch, *Homo Faber*, dont l'action est située dans les années 50. Fait troublant, mais dont il faut se garder de tirer une hypothèse hasardeuse, c'est l'histoire de Walter Faber, un Américain qui a fait ses études en Europe avant la guerre et qui, à la suite d'une panne d'avion et d'un enlèvement de circonstances, va se trouver ramené à son passé et faire payer tragiquement et inno-

tairement une erreur, un malentendu de jeunesse, à une jeune fille rencontrée sur un bateau et dont il ignore les origines. On pourrait dire que Volker Schlöndorff se retourne sur le cinéma qui a fait sa gloire si son expérience américaine n'influe pas, ici, sur une narration extrayant de sa coque littéraire un fruit purement romanesque, une intrigue fonctionnant sur une série de coïncidences, de jeux du hasard et de retours en arrière.

Une tension douloureuse et tragique

Il y a quelque chose d'hollywoodien dans ce *Voyageur*, mais la singularité de Schlöndorff, son goût de l'allégorie et du déterminisme social ont forcément provoqué des dérives dans ce roman que, et ce sont les « imperfections » (par rapport à quelque modèle hollywoodien) qui donnent, surtout au début et à la fin, les meilleurs moments du film : un peu trop touristique dans la balade amoureuse France-Italie de Faber et de la jeune Elisabeth, avec une tension douloureuse et tragique, une sorte de réflexion sur le poids de l'irrationnel dans les destinées humaines.

Or Sam Sheppard, en Américain pragmatique qui « ne rêve jamais », ne s'intéresse qu'aux chiffres et à la technique, est étonnant dans sa confrontation avec l'Ancien Monde, et les forces obscures qu'il a négligées. C'est vraiment un personnage schlöndorffien face à qui Julie Delpy, délicate et fragile, joue comme en somnambulisme la victime expiatoire, tandis que Barbara Sukowa, dont le rôle est un peu sacrifié, se promène, dans les images entre le passé et le présent.

Et si le *Voyageur* était une œuvre de transition ? Et si le cinéaste retournait en Allemagne, maintenant ?

JACQUES SICIER

DEAUVILLE

da nous envoyé spécial

Parmi les films présentés, à Deauville, en avant-premières de prochaines sorties parisiennes, deux semblent avoir été conçus sur ordinateur pour le succès commercial : le *Choix d'aimer* de Joel Schumacher, un mélodrame, *Y a-t-il un fil pour sauver le président* de David Zucker, une comédie burlesque (1).

Le *Choix d'aimer* c'est « Love Story 1990 », mais sur une situation inversée pour mettre en valeur Julia Roberts, devenue, en trois ans, la star de la nouvelle génération. Dans le film de Schumacher (réalisateur de *L'Expérience interdite*, avec Julia Roberts), elle s'appelle Hilary, vit à San-Francisco, séduisante mais pas très distinguée ni très cultivée. Elle devient, parce

qu'elle a besoin d'argent, l'infirmière de Victor Geddes, jeune homme atteint de leucémie et fils d'un milliardaire. On a déjà vu Julia Roberts se froter au monde des riches et décrocher la timbale. Le souvenir de *Pretty Woman* doit, donc, renforcer la prestation de la star. Le malade (Campbell Scott, vu dans *Un thé au Sahara*), épuisé par les séances de chimiothérapie, essaie de lui faire partager son goût pour l'art et la musique, ce qui nous vaut une curieuse conférence, diapositives à l'appui, sur « l'impressionnisme allemand » de Gustav Klimt... Hilary ne connaît rien à la médecine mais elle a du cœur, de l'énergie et suit Victor, qui semble en voie de guérison dans une maison très modeste et très romantique sur une falaise, au bord de l'océan. Là, elle va l'aimer, lui

apprendre à être courageux. Tout est prévisible et l'émotion est distillée à grands coups d'effets. Joel Schumacher, grisé par l'importance de son budget, explore de superbes décors de roman-feuilleton avec de larges mouvements de caméra tandis que la musique souligne les moments sentimentaux au tristes.

Leslie Nielsen, sexagénaire sexy à l'œil bleu tantôt langoureux tantôt effaré et à la chevelure blanche, cabotine, lui, comme un fou, dans le film de David Zucker. Normal : il assure son rôle de lieutenant Frank Drebin, le fils le plus gaffeur de Los Angeles, qui nous avait fait crouler de rire, il y a deux ans, dans *Y a-t-il un fil pour sauver la reine* ? première réalisation en sol de David Zucker. Ici Frank Drebin ne rate pas une bourde, pas un scandale et récupère Jane Spencer (toujours Priscilla Presley) séduite

par un bellâtre (Robert Goulet) aussi faux jupon que l'était Ricardo Montalban dans la comédie précédente.

Certes, le film va à toute allure, les gags fusent et les dialogues finaux correspondent à l'absurdité de l'intrigue et des personnages. Mais, vite, on est gêné par l'impression de déjà-vu, de déjà-entendu. Les effets éprouvés et le délire introduit jusqu'à la Maison Blanche, aux dépens d'une « Barbara Bush » qui reçoit les portes en pleine figure, tombe les quatre fers en l'air au perd ses vêtements, ont de fâcheux relents vaudevillesques. Il ne suffit pas de prendre les mêmes et de recommencer...

J. S.

(1) Sortie nationale le 18 septembre pour le *Choix d'aimer* et le 11 septembre pour *Y a-t-il un fil pour sauver le président* ?

Sa Majesté l'Histoire

Chronique d'une péripétie douloureuse dans le Portugal du dix-septième siècle

LE PROCÈS DU ROI
de João Maria Gria

Dans le domaine des coproductions exportables sur l'ensemble du globe, l'Europe a un sujet magnifique : son histoire, celle de ses rois, dont les mariages internationaux permettent de panacher les distributions.

Et comme ces mariages politiques furent rarement heureux et que les intrigues à la *Dallas* étaient monnaie courante dans les cours, il peut paraître facile de réussir un bon film romanesque, à costumes inspirés par les grands peintres du temps, dans les décors d'authentiques palais royaux aux touristes pendant le temps du tournage. On peut choisir le style Alexandra Dumas. João Maria Gria, cinéaste portugais, proclame son admiration pour Rossellini et la *Prise de pouvoir* par Louis XIV.

Son film le *Procès du roi* se veut la chronique d'une péripétie assez sordide dans l'histoire du Portugal au dix-septième siècle - pendant le règne de Louis XIV, d'ailleurs, dont l'impérialisme s'exerce sur les pays et les personnes.

Lenteur solennelle

Alfonso VI, souverain pervers et manifestement malade dans sa tête, a épousé Marie-Françoise de Savoie (Aurelia Dezan), qui l'accuse d'impuissance, fait annuler le

mariage et, avec son beau-frère, qu'elle épouse, s'empare du pouvoir.

La tout en tableaux statiques, en images esthétiques et majestueuses, baignant dans une pénombre apte à donner l'ambiance équivoque et hypocrite de la cour, à en faire ressentir les dangers et les secrets.

Beaux éclairages, lenteur solennelle, ton retenu, regards, ombres furtives... Au fond, il faudrait juste un peu d'humour - qui manque à un point terrible - et de chevauchée pour faire un bon film de cape et d'épée, un peu moins de respect empressé envers le maître Rossellini pour faire un bon film.

COLETTE GODARD

Soyez les Premiers
SUX
PREMIERES
DES THEATRES PRIVES
50 % DE RÉDUCTION
DU 10 AU 15 SEPT.
PETIT MONTPARNASSE
TIRE DES ŒUVRES DE
CELINE
Colère et Tendresse
DANIEL IVERNEL
JEAN SAUDRAY
AU Foyer des 10 M
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
LOC. 43 22 77 74

NE QUITTE PAS, JE PRENDS UN AUTRE APPEL.

SIGNAL D'APPEL

POUR PRENDRE UN APPEL QUAND VOUS ÊTES DÉJÀ EN LIGNE.

POUR 10 F PAR MOIS

Parents, amis, on cherche à vous joindre, mais la ligne est occupée. Savez-vous que vous pouvez prendre cet appel même si vous êtes déjà en communication ? Avec le Signal d'Appel, un "bip" vous prévient qu'un deuxième correspondant cherche à vous joindre. Il suffit d'appuyer sur deux touches de votre téléphone pour prendre cet appel et passer d'un interlocuteur à l'autre. Ainsi, vous restez toujours disponible. Pour en savoir plus, et pour vous abonner, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM (14, appel gratuit).

FRANCE TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

Téléphone, le fil de la vie.

مكذبا من الأصل

SPECTACLES

LUNDI 9 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Les Dueranta Ane das Cahiers du cinéma : Mauvais Sang (1986), de Les Carax, 18 h : La Messe est finie (1986, v.o. a.t.), de Nanni Moretti, 20 h 15.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).
L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Lucmaire, 8 (45-44-57-34).
ALICE (A. v.o.) : Elysees Lincoln, 8 (45-58-26-14).

ALL THE KING'S MEN (Chin. v.o.) : Utopia, 8 (45-64-54-55).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais) : Les Trois Luxembourgs, 8 (43-33-97-77) ; Studio 28, 18 (48-08-36-07).

L'APPROCHE FINALE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex la Grand Reil, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvettas, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-37-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LA BANDE A PICCOLO (A. v.f.) : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (45-26-84-55).
BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-59).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; Ranelagh, 15 (42-88-64-44).

LA CHAIR (Br., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Alésia, 14 (43-37-84-50) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-62-37).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE (A. v.o.) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-64-54-55).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.l.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-81-58).

CHIENNE DE VIE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; La Bastille, 11 (43-07-46-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 15 (47-07-33-88) ; Fauvettas, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-37-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LES COMMITMENTS (français, v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 15 (47-07-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94).

OANNY LE CHAMPION OU MONCE (Br., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38).

PARIS EN VISITES

MARDI 10 SEPTEMBRE

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jost).

« L'Opéra, chef-d'œuvre de Charles Garnier », 13 h 15, métro d'Anvers (E. Roman).

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 14 h 15 et 16 h 15, sous la grande horloge, sortie métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'Art et d'Antiquité).

« La Marais : la place des Vosges et ses abords », 14 h 30, 82, rue Saint-Amand.

« Devolte et organisation de la police parisienne à travers les siècles, dans les collections du musée de la police », (limité à 30 personnes) 14 h 30, 1 bis, rue des Carmes (Monument).

« La basilique Saint-Denis »,

52-36) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DANS LA SOIRÉE (Br., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Logos, 5 (45-54-42-34) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; La Bastille, 11 (43-07-46-60) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Dpéra, 8 (45-74-94-94).

QANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC Dpéra, 8 (45-74-94-94) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

OLICATESSEN (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95).

Odéon, 6 (43-26-18-58) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A. v.l.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).

HOMICIDE (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; La Bastille, 11 (43-07-46-60) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

HUONON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLÉUR (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 15 (45-81-94-95) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Dpéra, 8 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fau-

LES FILMS NOUVEAUX

LA BELLE NOISEUSE. Film français de Jacques Rivette. La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. du Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; Max Linde Parnasse, 8 (45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

BOYZ'N THE HOOD. Film américain de John Singleton, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-37-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

JAMAIS SANS MA FILLE. Film américain de Brian Gilbert, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES. Film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LOS ANGELES STORY. Film américain de Mick Jackson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES. Film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES. Film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES. Film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LOS ANGELES STORY. Film américain de Mick Jackson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Baritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

OIEU VOMIT LES TIÈRES (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Bratagna, 8 (42-22-77-97) ; Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

LES DOORS (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-46-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

DOUBLE IMPACT (A. v.o.) : UGC Normandie, 15 (45-81-94-95) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LA DOUBLE VIE DE YÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-80-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'EMBOULEE EST DANS LE SAC (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 15 (47-07-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

HALFQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Br., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HIDDEN AGENOA (Br., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Racine

vette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTRE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (48-08-36-07).

JUNGLE FEVER (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 15 (45-81-94-95) ; Les Trois Luxembourgs, 8 (43-33-97-77).

LES LAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

LA LISTE NOIRE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LUNE PROIÈRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-80-25).

MADAME SOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (45-74-94-94).

MARTHA ET MOI JAIL (v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MISERY (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

NAVY SEALS (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-46) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (43-64-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

NEW JACK CITY (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 15 (45-81-94-95) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

NIKITA (Fr.) : Elysees Lincoln, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquar, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-98).

LE PORTEUR DE SERVITUDE (Fr.-Fr., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-55) ; Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Elysees Lincoln, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-46).

REVENGE (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 8 (43-28-19-08) ; v.f. : Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : 15 h ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bratagna, 8 (42-22-77-9

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix d'Italie de formule 1

La bonne carburation de Nigel Mansell

Vainqueur pour la quatrième fois de la saison dimanche 8 septembre à Monza dans le Grand Prix d'Italie de formule 1 automobile, le Britannique Nigel Mansell (Williams-Renault) a préservé ses chances au championnat du monde des constructeurs où le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) le précède encore de dix-huit points. Partis derrière le champion du monde, qui avait réussi en qualification un tour à 257,420 km/h (1), les deux Williams-Renault ont encore démontré à Monza qu'elles étaient actuellement les plus performantes en configuration de course.

Après avoir vainement tenté de pousser à

la faute Ayrton Senna ou de le doubler, Nigel Mansell a préféré passer le relais (dix-neuvième tour) à son coéquipier Riccardo Patrese pour poursuivre ce travail de sape. A mi-course (vingt-troisième tour), l'italien profitait du freinage à la chicane Ascari pour passer en tête. Très déçu par le modeste comportement des Ferrari, les sobriété-cinq mille tifosi reportaient tous leurs espoirs sur Riccardo Patrese, premier pilote italien en tête de son grand prix national depuis 1983, mais leur joie était de courte durée, puis qu'un problème de boîte de vitesses provoqua un tête-à-queue, puis son abandon deux tours plus tard.

Les deux postulants au titre mondial se retrouvaient aux avant-postes pour un duel singulier. Au prix de freinages de plus en plus tardifs, Ayrton Senna retardait l'échéance jusqu'au trente-quatrième tour. Après son dépassement par Nigel Mansell dans la ligne droite précédant la chicane Ascari, le Brésilien préférait changer aussitôt ses pneus. Le surprenant débutant allemand Michael Schumacher (Benetton Ford), puis son coéquipier Gerhard Berger et enfin Alain Prost (Ferrari) ne pouvaient résister à son retour, mais le Britannique avait profité de l'arrêt au stand de son adversaire pour se placer hors de portée.

Essences rares

circuits requiert une essence différente puisque régimes et caractéristiques du moteur varient selon les tracés», explique Jean-Claude Fayard. Cette diversification est encore amplifiée par l'utilisation, lors des stances de qualification, de moteurs encore en phase de développement, c'est à dire a priori plus puissants, mais à la fiabilité encore incertaine pour la durée d'une course.

Pour tenter de renouer avec la victoire après les déconvenues de Budapest et de Spa, Renault avait ainsi décidé d'utiliser en qualification à Monza une version très évoluée de son V10, avec des nouveautés au niveau de la culasse, de la commande de distribution et des dessins de l'admission et des chambres de combustion, afin d'obtenir des régimes plus élevés. Ces moteurs devaient ensuite être utilisés en course dès le prochain grand prix, le 22 septembre au Portugal.

Gain de poids et de puissance

Pour accompagner cet effort du moteur, Elf lui proposait quatre carburants différents à Monza : deux nouveaux pour les qualifications et deux déjà éprouvés pour la course. «La priorité, pour les qualifications, est la recherche d'un supplément de puissance», explique Jean-Claude Fayard. Même si ce carburant entraîne un surcoût de consommation de 10 %, on n'hésite pas à l'utiliser, alors que c'est exclu en course, car le handicap de poids emporté serait alors rédhibitoire. Un réservoir de formule 1 contient, en effet, de 200 à 230 litres, dont le poids à l'unité peut varier de 700 à 790 grammes. Or un gain de 5 à 10 kilos se traduit par un temps inférieur de plusieurs dixièmes de seconde à chaque tour.

En course, le carburant idéal est celui qui apporte un maximum de puissance pour une consommation

compatible avec les impératifs du circuit et du moteur, tout en préservant la fiabilité de ce dernier. Pour parvenir à ce compromis, Jean-Claude Fayard et son équipe doivent jouer avec les trois à quatre cents molécules formant les cinq produits de base de l'essence : paraffines, naphtènes, aromatiques, oléfines et acides acétyléniques. Les cocktails obtenus sont d'abord testés à Solaise sur un moteur de moto de course de 750 centimètres cubes dont la puissance au litre, à 12 000 tours, est voisine de celle d'un moteur de formule 1. Les plus prometteurs sont expédiés au banc d'essais de Renault-Sport à Viry-Châtillon.

Parfois, le flair et l'expérience peuvent déboucher sur une réussite exceptionnelle. Ce fut le cas en début d'année, où, en travaillant sur une nouvelle molécule, les chercheurs de Solaise ont mis au point un carburant permettant d'enregistrer des progrès très significatifs. Des problèmes de fiabilité du circuit électrique à Imola, puis de tenue de route à Monaco, n'avaient pas permis aux Williams-Renault de concrétiser d'emblée cet avantage. Mais leurs quatre succès consécutifs au Mexique, en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne ne sont pas passés inaperçus de leurs concurrents.

Odeur de pieds

Après Silverstone, Attochem, la filiale chimique du groupe Elf, a reçu de Shell, le partenaire pétrolier de McLaren-Honda, une commande de la fameuse molécule qu'elle est seule à produire. Coïncidence ? Depuis ce jour, Valérie Jorquera, la fidèle collaboratrice d'Elf sur les grands prix, ne doit plus quitter des yeux les précieux fûts, qui sont désormais gardés, la nuit, par des vigiles. Sans doute est-il difficile de faire la part du talent d'Ayrton

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Stefan Edberg comme dans un rêve

Plus de cinq cent mille entrées (record absolu pour un tournoi de tennis) ont été comptées aux guichets de Flushing Meadow durant la quinzaine des Internationaux des Etats-Unis qui s'est achevée dimanche 8 septembre par la victoire de Stefan Edberg. Avec un jeu d'attaque du plus grand classicisme, le Suédois, qui est repassé numéro un au classement mondial, a battu, en à peine plus de deux heures, l'Américain Jim Courier, qui n'a marqué que six jeux en trois manches.

visée sur le crâne, avait perdu la première manche et Stefan Edberg servait pour le gain de la deuxième à 5-4, mais il était mené 15-30. Sur le deuxième engagement du Suédois, l'Américain avait l'occasion d'obtenir deux balles de break et éventuellement de rentrer dans le match. Il fit claquer son retour dans les pieds d'Edberg qui, sur la pointe des orteils, réussit à remettre du bout de la raquette une demi-volée à trois mètres de l'Américain. «C'est un coup comme on en voit sur les films de Rod Laver pris il y a vingt ans», a reconnu Jim Courier avec une admiration non dissimulée pour son vainqueur.

De l'enfer au paradis

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

On était venu à cette finale comme on serait allé au siège de Troie, en nombre, en fièvre. On avait fait provision de boissons et de victuailles, on s'était muni de couvre-chef pour lutter contre l'ardeur du soleil et de vêtements pour affronter la fraîcheur de la soirée. Flushing Meadow s'attendait au pire, une issue en cinq manches à la lueur des projecteurs dans le crépitements des phalanges, pour avoir le meilleur, une victoire américaine. Ce fut tout l'inverse qui se produisit. On put rentrer à Manhattan avant les embouteillages de fin de week-end. Le soleil n'avait pas embrasé les tours jumelles du World Trade Center que déjà Stefan Edberg avait empoigné son chèque de 400 000 dollars et était passé sous la douche. Tout avait été bouclé en deux petites heures et trois manches sèches.

Ce qu'a réalisé Stefan Edberg, en demi-finale, puis en finale, a relevé du prodige, selon du divin. C'était un être en état de grâce, comme en lévitation, qui se déplaçait sur le court. Il était sur toutes les trajectoires, frappait tous les coups. Ses adversaires étaient comme abusés par sa pharisaïque réussite. Samedi par exemple le Suédois menait deux sets à rien et 5-3 dans la troisième manche. Ivan Lendl, la nuque protégée par une casquette à rabais façon légion étrangère, servait à 40-30. Il vit alors, médusé, Edberg retourner un service en frappant la balle dans son dos, puis venir finir le point au filet. «C'est mon coup favori, je gagne tous mes matches avec ça», a dit avec une ironie grinçante le Tchèque habituellement pratiqué par les joueurs de double.

Autre exemple dimanche : Jim Courier, sa casquette de labourer

ALAIN GIRAUDO

La sortie des dinosaures

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

La vérité ne fait pas toujours plaisir à entendre. Encore moins à voir. La vérité, samedi 7 septembre à Flushing Meadow, c'était que Martina Navratilova et Jimmy Connors avaient respectivement trente-quatre et trente-neuf ans et qu'ils se sont fait battre à plates coutures par des gérmins de dix-sept et vingt et un ans, Monica Seles et Jim Courier. Outrage du temps ou bien outrage au temps ?

Navratilova, dinosaure aux 156 titres, et Connors, mastodonte aux 109 victoires, n'ont pas survécu à cette journée torride. Et on assista à leurs «disparitions» avec un pincement au cœur tellement elles paraurent, mécaniques et météorologiques, dépourvues de la charge émotionnelle qui avait entouré chacune de leurs précédentes prestations.

Il furent comme pris de court par les cadences infernales qu'on leur imposa. Navratilova perdit trois fois son service, Connors huit fois le sien ; elle fit vingt-six fautes directes, lui quarante-quatre. Ils réagirent sporadiquement : elle, en sauvant une balle de set à 5-4 dans la première manche perdue ensuite au tie-break ; lui, en évitant la «route de bicyclette» dans le troisième set grâce à deux breaks. Jamais ils ne furent en mesure de reprendre le dessus.

Le «super samedi» annoncé par les organisateurs n'aura pas été la fête promise. Ni légende, ni épopée à raconter. On a alors réalisé que Connors, admis dans le tableau final à la discrétion

A. G.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Grand Prix d'Italie de formule 1

1. Mansell (G-B, Williams-Renault), les 307,4 km en 1 h 17 min 54 s (moyenne : 236,749 km/h) ; 2. Senna (Bré, McLaren-Honda), à 16 s ; 3. Prost (Fra, Ferrari), à 18 s ; 4. Berger (Aut, McLaren-Honda), à 27 s ; 5. Schumacher (All, Benetton-Ford), à 34 s ; 6. Piquet (Bré, Benetton-Ford), à 45 s.

Championnat du monde des conducteurs (après douze courses) : 1. Senna (Bré), 77 pts ; 2. Mansell (G-B), 58 ; 3. Patrese (Ita), 34 ; 4. Berger (Aut), 31 ; 5. Prost (Fra), 25.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Nouvelle journée)
*Montpellier b. Caen 3-1
*Marseille b. Toulon 3-0
*Auxerre b. Lens 1-0
*Nantes b. Saint-Etienne 1-0
*Lille b. Sochaux 0-0
*Le Havre et Metz 0-0
*Paris-SG b. Lyon 1-0
*Nîmes b. Nancy 1-0
*Cannes b. Rennes 3-1
*Marseille b. Toulouse 2-0

Classement. - 1. Monaco, 18 pts ; 2. Marseille, 14 ; 3. Nantes et Paris-SG, 12 ; 4. Auxerre, Metz et Lille, 11 ; 5. Le Havre, 10 ; 6. Lens et Caen, 9 ; 7. Saint-Etienne, Montpellier et Nîmes, 8 ; 8. Cannes, Sochaux et Toulouse, 7 ; 9. Lyon, 6 ; 10. Toulon et Rennes, 5 ; 11. Nancy, 4.

Deuxième division (Nouvelle journée)
GROUPE A
*Lorient b. Caen 3-2
*Valenciennes b. Angers 2-0
*La Roche-sur-Yon et La Mans 1-1
*Guingamp et Orléans 0-0
*Angoulême b. Bourges 1-0
*Laval b. Sedan 2-0
*Brest b. Tours 1-0
*Dunkerque et Boulogne 1-1
*Rouen b. Amiens 2-1

Classement. - 1. Brest et Valenciennes, 13 pts ; 2. Rouen et Lorient, 12 ; 3. Angers et Guingamp, 11.

GROUPE B

Alpe Ado b. Alès 2-1
Bordeaux b. Grenoble 2-0
Stade b. Saint-Etienne 3-0
*Amnézy et Châteauroux 1-1
*Périgord b. Guingamp 2-1
*Rodez b. Nîmes 3-1
*Rodez b. Montpellier 2-1
*Rodez b. Nîmes 2-1
*Rodez b. Nîmes 2-0

Classement. - 1. Stade, 18 pts ; 2. Bordeaux, 15 ; 3. Lens, 14 ; 4. Périgord, 13 ; 5. Rodez et Bastia, 11.

MOTOCYCLISME

Grand Prix de vitesse du Mans
L'Américain Kevin Schwantz (Suzuki) a remporté le Grand Prix du Mans (catégorie 500 centimètres cubes), dimanche 8 septembre, dans la Sarthe. Cette course remplaçait le Grand Prix du Brésil, annulé en raison de la sécurité insuffisante du circuit d'Imassaba. Un autre Américain, Wayne Rainey (Yamaha), troisième de l'épreuve de dimanche, a obtenu son deuxième titre mondial dans cette catégorie. Alors qu'il ne reste qu'un grand prix à

disputer, en Malaisie (29 septembre), il ne peut plus être rejoint au classement. Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, l'Italien Luca Cadella (Honda), troisième de l'épreuve du Mans, a également décroché le titre mondial, avec 228 points contre 213 à l'Allemand Holger Bradl (Honda), vainqueur de la course du jour.

RUGBY

Championnat de France

(Deuxième journée)

La deuxième journée du championnat de France de rugby a été marquée par la défaite à domicile de Biarritz contre Valenciennes d'Agde (27-12), dimanche 8 septembre, au Parc Vélodrome. Le Stade toulousain s'est également incliné à Nîmes (21-7), de même que Béziers à Lourdes (15-3). Le Racing Club de France a pris le meilleur sur Rodez (49-16). Les clubs étaient privés de leurs internationaux, retenus pour la préparation de la Coupe du monde, qui aura lieu en France et en Grande-Bretagne du 3 octobre au 2 novembre.

SKI NAUTIQUE

Championnats du monde

Le Français Patrick Merin a conservé son titre de champion du monde de ski nautique

(épreuves combinées), dimanche 8 septembre, à Villach (Autriche). Il a remporté le titre des figures, pris la cinquième place du slalom et la dix-huitième du saut, ce qui lui a permis de devancer de 0,2 points le Canadien Kreg Llewellyn.

VOLLEY-BALL

Championnat d'Europe messieurs

L'équipe de France masculine de volley-ball s'est surclassée par cette d'Italie (3-0), dimanche 8 septembre, à Hambourg (Allemagne), lors de la deuxième journée des championnats d'Europe. Les Français, tenants du titre européen et champions du monde, ont mis les Italiens (15-4, 15-6, 15-6). La veille, l'équipe de France s'était imposée face à celle de Tchécoslovaquie (3-0). Avant de retrouver la Yougoslavie, lundi 9 septembre, lors de la troisième journée, les Français pouvaient encore espérer une qualification pour les demi-finales.

TENNIS

Internationaux des Etats-Unis

à New-York

SIMPLE MESSIEURS
Demi-finale. - S. Edberg (Sué, n° 2) b. L. Lendl (Ch, n° 5), 6-3, 6-3, 6-4 ; J. Courier (E-U, n° 4) b. J. Connors (E-U), 6-3, 6-3, 6-2.
Finale. - S. Edberg (Sué, n° 2) b. J. Courier (E-U, n° 4), 6-2, 6-4, 6-0.

SIMPLE DAMES
Finale. - M. Seles (Ukr, n° 2) b. M. Navratilova (E-U, n° 6), 7-6, 6-1.

DOUBLE DAMES
Finale. - J. Navratilova (Ch) et L. Savchenko (URSS, n° 1) b. P. Shriver (E-U) et N. Zvereva (URSS, n° 6), 4-6, 6-4, 7-6.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS
Finale. - L. Pass (Ind, n° 2) b. K. Alam (Mar, n° 4), 6-4, 6-4.

SIMPLE JUNIORS FILLES
Finale. - K. Habudova (Tch, n° 2) b. A. Mail (E-U), 6-1, 6-3.

هكذا من الأصل

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde
INITIATIVES

مكتبة من الأصل

21 La crise des Houillères du Tarn
22 Le cri d'alarme des câblés-opérateurs

23 La Salon de l'automobile de Francfort
34 BCCI : arrestation de responsables

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

La vertu serait-elle récompensée ?

M. Bérégovoy, qui a passé le week-end à Moscou et à Kiev, (lire page 4) a dû se sentir réconforté par la satisfaction qui lui a été indirectement décernée par une jeune équipe de économistes travaillant au bureau des synthèses internationales de la direction de la prévision et dont l'INSEE vient de publier les travaux.

L'idée forte qui en ressort (voir ci-contre) est que le retournement de conjoncture qui s'est produit en 1989-1990 est imputable à la résurgence de l'inflation et plus encore aux anticipations qui ont été faites sur une accélération des hausses de prix. Une idée qui contredit complètement la thèse, développée ici et là, selon laquelle la politique de désinflation compétitive menée par M. Bérégovoy serait responsable du marasme actuel des affaires et du chômage qui en résulte ou les entretiendrait. La grande période de prospérité qu'a connue le monde entre 1983 et 1988 a eu pour cause la désinflation, qui a incité les citoyens à moins épargner et donc à consommer davantage. La consommation qui a entraîné à sa suite l'investissement, voilà le moteur le plus puissant de la croissance. A l'inverse, c'est la ramotée des taux d'épargne dans les pays anglo-saxons à partir de 1989-1990 qui bride les dépenses des ménages et paralyse l'activité, entraînant la récession.

Cette analyse très keynésienne, pour intéressante qu'elle soit, mérite d'être discutée. Valable sur le court terme, elle ne l'est pas sur le long terme : si le retournement de la croissance est probablement, comme l'assurent les auteurs de l'étude, lié à la reprise de l'épargne, il serait absurde de reprocher aux consommateurs de mettre plus d'argent de côté durant certaines périodes. Car c'est bien d'épargne supplémentaire dont les économies occidentales ont besoin : la formation de capital en dépend. Sans investissements massifs, pas de forte croissance économique au cours des prochaines années. Il fut une époque où le pouvoir d'achat augmentait d'autant plus vite que l'inflation s'accélérait. C'est le nostalgique de la fin des années 60 et du début des années 70 qu'exprime M. Marc Blondel, le secrétaire général du FO, quand il avance l'idée que plus d'inflation arrangerait les choses. L'enfer est que le contexte mondial a changé, que les gouvernements et les entreprises ne peuvent plus accepter l'inflation. Et que le pouvoir d'achat des citoyens est d'autant plus mince que les prix progressent plus vite.

ALAIN VERNHOLES

Une étude de l'INSEE sur les causes de la récession dans les pays anglo-saxons

L'accélération de la hausse des prix a déprimé l'activité économique

L'inflation ne stimule pas la croissance économique mais au contraire la détruit. Une étude, publiée par l'INSEE (1) la 9 septembre, sur les causes de la récession de 1989-1991 dans les pays anglo-saxons et du ralentissement de la croissance dans les autres pays montre que la légère accélération des hausses de prix qui s'est produite à partir de 1989 dans le monde a poussé les ménages à épargner davantage, ce qui a réduit leur consommation. Celle-ci étant une composante essentielle de la demande globale des économies occidentales, la croissance économique s'en est trouvée déprimée. A l'inverse, le ralentissement actuel des hausses de prix dans plusieurs grands pays industrialisés - les Etats-Unis et la Grande-Bretagne notamment - incite à penser que la reprise économique mondiale est pour bientôt.

Le second choc pétrolier - celui de 1973-1980 - est survenu alors que les pays occidentaux étaient dans l'ensemble bien remis du premier choc, celui de 1974. Une phase de récession très dure s'ensuivit, qui culmina en 1982. A partir de 1983, les pays industrialisés s'engagèrent dans une période d'expansion qui non seulement allait être exceptionnellement longue, mais devait connaître des taux de croissance élevés, de l'ordre de 4 % si l'on fait abstraction du ralentissement de 1985-1986. Cette belle prospérité

prit fin en 1989-1990 dans les pays anglo-saxons : le Canada fut le premier à connaître la récession (octobre 1989), suivi par le Royaume-Uni puis, à la fin de l'année dernière, par les Etats-Unis. Ce retournement de conjoncture s'explique par la suite à toute l'Europe et au monde, seuls le Japon et l'Allemagne continuant de croître rapidement.

Comment s'explique un tel changement de situation ? L'étude de l'INSEE situe l'explosion de deux phénomènes qui ont joué en sens inverse au début et à la fin des années 80. Après avoir été extrêmement forte au moment du second choc pétrolier, l'inflation s'est progressivement réduite pour revenir à des taux assez bas : de plus de 10 % en moyenne en 1980 à 2,1 % en 1986, année qui marque l'effondrement des prix pétroliers, et à 3 % en 1987-1988. A partir de 1989, le taux d'inflation moyen des grands pays industrialisés remonte pour atteindre presque 4 %.

Le basculement de 1989

Deuxième phénomène : les taux d'intérêt réels, après avoir été exceptionnellement élevés en 1981-1982, baissent par la suite, et même forment, dans les pays anglo-saxons où ils reviennent de 7,5 % en 1982 à 5,8 % en 1988. En se situant de nouveau à des niveaux élevés à la fin des années 80 (en Grande-Bretagne notamment), ils perturbent la croissance.

La désinflation des années 80, premier phénomène, va carachter les ménages par l'effet dit d'« encaisse réelle » : la valeur de leurs avoirs étant de moins en moins érodée par

la hausse des prix, l'effort d'épargne à accomplir pour préserver les patrimoines de l'inflation peut être moins important. La consommation en est stimulée, or elle représente en moyenne les deux tiers du PIB (proportion inégale, bien sûr). C'est dire le considérable effet d'entraînement qu'elle exerce. Dans le même temps, la baisse relative des taux d'intérêt réels apporte un complément et soutient la demande des ménages. On note au passage que l'étude de l'INSEE, si elle démontre que la croissance économique des années 1983 à 1989 est tirée par une hausse des taux d'épargne, ne reconnaît aucun rôle déterminant à la baisse du chômage qui se produit partout, pas plus qu'à la hausse des revenus.

« Ces facteurs conjugués, estime-t-on, ont au contraire augmenté le taux d'épargne (...) car quand le rythme de croissance du revenu s'accroît, la consommation s'y adapte avec retard et qui augmente le taux d'épargne. » Nous en sommes donc là quand survient le ralentissement de la croissance en 1989. Les prix se sont un peu accrus : les taux réels sont à contre à peine 3 % l'année précédente. Il n'en faut pas plus pour accroître l'idée que les risques d'inflation renaissent avec les tensions qui se renforcent sur les appareils de production, sur le prix du pétrole et ceux des matières premières. Les ménages épargnent davantage pour préserver leurs encaisses réelles ; les gouvernements resserrent leurs politiques monétaires en relevant les taux d'intérêt à court terme ; les chefs d'entreprise, anticipant une moindre demande, ralentissent à leur tour leurs investissements. L'étude publiée par l'INSEE montre que l'enchaînement de ces facteurs aboutit à faire jouer un rôle important -

et bien sûr négatif - à la consommation des ménages. S'y ajoutent probablement des effets de richesse, qu'on peut imaginer : les ménages réduisent leurs achats quand leur patrimoine immobilier perd de la valeur (baisse des prix des logements) ou que leurs avoirs en Bourse s'effondrent. Ces réactions sont d'autant plus fortes que, comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, l'endettement est élevé (la dette par habitant en 1989-1990 avarié de 8 % et 11 % dans l'un et l'autre pays).

Une responsabilité particulière

Ainsi l'arrêt de la désinflation serait la principale cause du ralentissement de la croissance mondiale, et non des politiques budgétaires dures en matière de soldes publics. Quant au ralentissement du commerce mondial et à son effet sur la demande extérieure de chacun des pays, il n'aurait pas joué non plus un rôle important.

Tout cela étant dit, les pays anglo-saxons ont bien eu une responsabilité particulière dans l'arrêt de la croissance mondiale. Alors que la baisse du taux d'épargne y avait été la plus forte entre 1983 et 1988, elle s'est également chez eux que les taux d'épargne ont remonté le plus fortement en 1989-1990, freinant d'autant la consommation et affaiblissant l'expansion. Il faudrait voir là l'effet des taux d'intérêt qui joueraient un rôle négligeable dans les pays européens mais très important dans les pays anglo-saxons (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne).

La liaison entre les taux d'intérêt réels et l'épargne est difficile à établir, mais on sait qu'elle est d'une

nature double et contradictoire : soit les taux poussent à un effet de substitution (quand ils montent, la consommation baisse car l'épargne est plus attractive) ; soit ils poussent à un effet de revenu qui veut que, quand les taux s'accroissent, la consommation augmente aussi (le revenu futur de l'épargnant étant augmenté). Or, dans les pays anglo-saxons, les particuliers sont le plus souvent endettés - et forcément - à taux variables : une hausse du prix de l'argent les touche directement, ce qui explique que l'effet de substitution y joue un rôle beaucoup plus important que l'effet de revenu. Celui-ci joue en revanche un rôle dominant dans les pays comme l'Italie, où l'épargne mobilière est forte, les particuliers détenant beaucoup de bons à court terme émis par un Etat très endetté (une hausse des taux courts les enrichit donc).

Toujours est-il que l'économie américaine - économie dominante qui propage ses cycles dans le monde - s'est défendue contre des taux d'intérêt élevés en secretant plus d'épargne et en restreignant sa consommation. En agissant ainsi, elle a peut-être été à l'origine de la cassure de la croissance dans le monde. Mais, en maîtrisant son inflation comme elle le fait actuellement - et la Grande-Bretagne avec elle - l'Amérique du Nord est probablement en train de relancer l'économie mondiale sur une nouvelle phase de croissance.

A. V.

(1) Economie et statistique, numéro 245 de juillet-août 1991 : « Pourquoi la croissance de l'OCDE s'est-elle retournée ? ». Cette étude a été partiellement publiée en juillet (voir le Monde daté 9 juillet).

Querelle entre le ministère du travail et le CNPF

Mme Aubry critique les « mauvais plans sociaux » qui frappent surtout les salariés de plus de 55 ans

Entre M. François Perigot, président du CNPF, et M. Martine Aubry, le ton a brusquement monté, ces jours derniers. Lors de sa conférence de presse de rentrée, le 5 septembre, le patron des patrons a séchement répliqué aux propos que le ministre du travail avait tenu la veille dans la presse et sur Europe 1 (le Monde du 5 septembre). M. Jacques Calvet, président de PSA, a répliqué à son tour en fin de semaine.

Au centre de ce qu'il faut bien appeler une querelle, il y a le comportement de certains chefs d'entreprise, accusés de proposer des plans sociaux sans contenu réel ou de recourir trop facilement à des licenciements. Manifestement, M. Perigot a voulu voir une menace pour la liberté de licenciement, acquise en 1986, et « si difficile à obtenir ». Toute atteinte, a-t-il expliqué, signifierait un retour en arrière. Les patrons, protestent-ils en outre, « ne licencient jamais de gaieté de cœur », avant d'ajouter : « Si on les accuse de légèreté, il faut des preuves. » S'es-

timant visé, M. Calvet a déclaré qu'il était « domagé que M^{me} Aubry ne comprenne pas la faute travaillant ensemble, et non les uns contre les autres ».

Transfert coûteux pour l'UNEDIC

Sur fond de chômage grandissant, les critiques de M^{me} Aubry visent en effet plusieurs pratiques. Trop souvent, note-t-elle, des dirigeants succombent au « réflexe du licenciement », des licenciements des premières difficultés, et ne sont guère capables de concevoir d'autres solutions. « Ils agissent comme si la masse salariale était le seul élément de souplesse alors que celle-ci ne représente plus que 12 % à 15 % des coûts de fonctionnement, dans l'industrie. » Quand ils ont signé des accords de gestion prévisionnelle de l'emploi, ils oublient vite leurs bonnes résolutions. Les uns et les autres renouent avec les vieilles méthodes, sous forme de « plans sociaux stéréotypés », à base de préretraites FNE ou ASSEDIC pour les plus âgés, de chèques plus ou moins élevés pour les départs, et d'antennes reclassement rapidement mises en place.

Sans nier la nécessité d'ajuste-

ments, le ministre du travail s'indigne de la redoute notament que, suivant l'exemple de grands groupes, les PME/PMI ne soient entraînées dans un cycle dépressif et que, si la reprise attendue se produisait, celles-ci ne soient une fois de plus « à contre-temps ». Surtout, elle réclame des plans sociaux « corrects ». Il y a, selon elle, trop de cas où les primes sont offertes de plan d'accompagnement et où les actions de reconversion n'existent que sur le papier, « parfois avec la complicité de fait des syndicats ».

Mais le plus préoccupant, aux yeux de M^{me} Aubry, concerne le sort réservé aux plus de cinquante-cinq ans, qui avait déjà été mis en évidence par une étude de l'UNEDIC (le Monde du 5 juillet 1990). Non seulement ces salariés sont les victimes un peu trop facilement désignées en priorité lors des suppressions d'emplois - et fréquemment consentantes, il faut le dire -, avec le gâchis humain que cela représente, mais ils sont en majorité licenciés et de ce fait orientés vers les ASSEDIC. Or ils devraient être accueillis dans le dispositif qui leur est naturellement destiné, celui du FNE (fonds national de l'emploi), dont les pouvoirs publics peuvent contrôler l'usage et dont ils assurent l'essentiel du financement, la participation des employeurs y étant mineure.

Ce transfert, qui ne dévalorise pas les intéressés, puisqu'ils sont indemnisés à un niveau à peu près équivalent, n'est pas sans conséquences. En 1990, 66 % des entrées de plus de cinquante-cinq ans ont été effectuées en allocation de base de l'assurance-chômage, contre 34 % en allocation spéciale FNE. Comme ils se sont ajoutés à ceux qui étaient déjà pris en charge au point que ces « faux » préretraités représentent 25 % des bénéficiaires d'une allocation de base et 45 % des dépenses. Leur présence pèse sur l'équilibre financier d'une institution alimentée par les cotisations patronales et salariales. Il en coûte ainsi plus de 25 milliards de francs à l'UNEDIC, à un moment où cet organisme craint d'afficher un déficit de l'ordre de 7 milliards en fin d'année.

Cela oblige à poser une question de fond, que ne manque pas de reprendre M^{me} Aubry. Est-il normal que la collectivité des cotisants de l'assurance-chômage supporte le prix de restructurations décidées parfois avec légèreté par des employeurs, sans aucune concertation ? Les dispositions qui ont été prises, depuis

l'amendement Delalande en 1987, pour mettre un frein à ces pratiques, se sont successivement révélées peu efficaces. Environ 40 % des entreprises qui devraient verser une compensation y échappent légalement sous des prétextes divers et, en trois mois, l'an passé, l'UNEDIC n'a perçu que 40 millions de francs quand, à la suite d'un arrangement, elle apportait 140 millions de francs pour la préretraite FNE.

Pour toutes ces raisons, le ministre du travail se propose de regarder les choses de plus près pendant trois mois avant de prendre des décisions. D'ores et déjà, elle demande à l'inspection du travail d'être plus vigilante et souhaite que les partenaires sociaux, qui vont bientôt négocier une nouvelle convention pour l'assurance-chômage, trouvent des parades. A terme, elle pense à instaurer des pénalisations, et, dans le cas des primes de départ, imagine de revoir

le régime fiscal.

Malgré la mauvaise humeur qu'il a pu manifester, M. Perigot sait que le dossier des « mauvais plans sociaux » n'est pas tout à fait sans fondement. Il l'a d'ailleurs reconnu, même s'il est gêné. Comment peut-il ignorer, en effet, que certains de ces plans manquent au respect des règles ? C'est le cas de Dim, filiale du groupe Sara Lee, qui supprime 240 postes d'ouvriers au redressement difficile et qui refuse d'utiliser la procédure des congés de conversion ; c'est Nestlé qui, pour 517 postes, se propose d'en mettre 80 à la retraite, 321 en préretraite et finit par en envoyer 260 au FNE ; c'est une société chimique nationale qui voulait licencier 300 personnes âgées et les placer aux ASSEDIC. Autant de mauvais exemples... ou de preuves.

ALAIN LEBEAUBE

Les éclats de M. Jacques Calvet

Il ne se passe guère de semaines sans un éclat de M. Jacques Calvet. Le dernier en date a eu lieu le week-end dernier à Carcassonne. Peugeot y présentait le 106 sur les routes petites et grandes qui entourent la cité.

Le président du PSA, qui n'a jamais manqué une présentation de voiture dans le groupe qu'il dirige, était là. Quelque peu remonté par les déclarations de M^{me} Aubry, ministre du travail, sur le patronat qui n'hésite pas à licencier « d'abord les vieux », allusion aux problèmes de Citroën, M. Calvet s'en est pris avec vigueur aux tenants du pouvoir. Ce n'est pas nouveau. Voici quinze jours, M. Mitterrand lui-même avait fait les frais de son analyse sur les « accords » CEE-Japon qui vont, dit-il, « ouvrir toutes les portes aux voitures

japonaises avant que les Nippons donnent les signes de leur loyalisme en jouant le jeu de la réciprocité vérifiée ».

Cette obstination à mettre en doute les intentions des hommes politiques concerne tout le monde, à droite comme à gauche. Pour lui, ceux qui ne le suivent pas ne sont que des empêchements de gagner ensemble.

« J'attends, devait-il confier, que les hommes politiques fassent ce qu'ils ont à faire. Quand je dis « je ferai de la politique », je manifeste le souci que m'inspirent les attitudes irresponsables. Je dis cela pour réveiller. Et je me sens trahi par les tenants du pouvoir et tout autant par les hommes de l'opposition, qui dans l'affaire ne me soutiennent pas. »

Ainsi après l'investiture, face aux gradins, M. Calvet peut apparaître dans les coulisses, « désespéré »,

selon le terme qu'il emploie lui-même. Désespéré de parler dans le désert, désespéré des mauvaises interprétations faites à ses boutillantes répliques. Désespéré aussi d'avoir été « rebadonné » dans une bataille décisive, « sans alternative », qu'il faut mener. « Mettre le groupe dans les meilleures conditions de santé pour affronter l'avenir » est désormais sa principale préoccupation.

Mais, comme un boxeur qui douterait de l'issue d'un combat jugé par des arbitres curieusement aveugles, le PDG de PSA semble parfois se sentir isolé au milieu du ring. La 11 septembre, au salon de Francfort, M. Calvet tient, c'est de tradition, une conférence de presse qu'il qualifie de « discours de projet ». L'accent sera encore ferme. Énergie du désespoir ou irréductible combativité ?

C. L.

SESSION D'AUTOMNE

3èmes CYCLES

Admissions sur titre (Bac + 4)

3ème Cycle spécialisé : 4 filières + 7 mois à plein temps

Ingenierie d'Affaires Internationales

Management avancé

Marketing et Communication Publicitaires

Organisation des entreprises - Consulting

MBA Program : une formation au Management International en 16 mois

5 mois à Paris - 5 mois à New York - 10 semaines à Tokyo

10 semaines en Asie (Taïwan, Chine, Hong Kong, Singapour)

4 semaines en Europe Centrale (URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie)

ISG

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

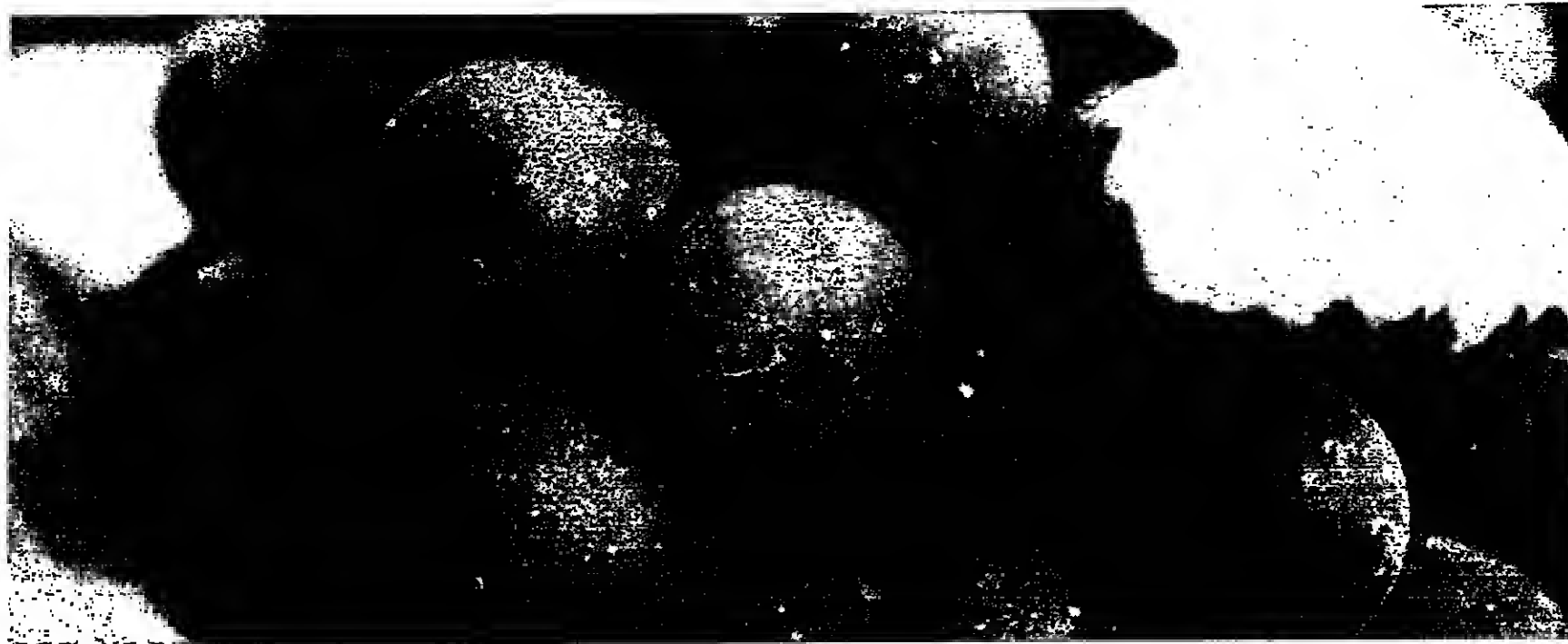
Établissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

688, rue de Lota - 75116 Paris - Téléphone (01) 45 25 60 00

Pour de plus amples renseignements, contactez Isabelle de BATZ, Responsable

هكذا من الأصل



Un grain de raisin est une promesse que les hommes cultivent avec passion. Pour qu'elle se réalise, il faut la relation intime entre le rêve, le talent, le travail et le temps. Un grand vin est le reflet de l'homme, de son effort, et des générations qui s'y sont succédées. C'est l'aboutissement d'une civilisation. En 1931, Jujiro Matsuda a réalisé un rêve en créant un triporteur qui a révolutionné le transport et la vie quotidienne dans tout le Japon. De génération en génération, sa passion a été nourrie et cultivée. Elle vit aujourd'hui dans le cœur d'une entreprise qui crée des voitures pour le monde entier : Mazda.

Sur le chemin de la civilisation. 

مكزنا من الأصل

AVIS D'APPELS D'

ÉCONOMIE

SOCIAL

La crise des Houillères du Tarn

Carmaux : du charbon sous conditions

De plans de reconversion en nouveaux programmes d'activité, les mines de charbon de Carmaux vivent dans la crainte de la fermeture définitive, avec la prise en compte d'une dure réalité : la tonne de charbon y reste plus chère que la tonne de charbon importé. Un conflit social très dur s'est développé au début de l'été dans le Carmausin, classé épave de développement, et dans un département touché aussi par la crise du textile et du cuir.

ALBI

de notre correspondant
Posée avec acuité au début de l'été par les projets de réduction d'activité de Charbonnages de France et la réponse dure des mineurs en lutte, la question de l'avenir du charbon de Carmaux reste en suspens.

Initialement, en 1984, le programme de la Grande Découverte de Carmaux-Saint-Benoît prévoyait une première exploitation à ciel ouvert au rythme de 400 000 à 700 000 tonnes par an sur dix à quinze ans à partir de 1988. L'avenir du Carmausin paraissait donc bien établi au-delà de l'horizon 2000, et certains rêvaient même de phases 2 et 3 pour exploiter les autres réserves locales, estimées entre 12 et 15 millions de tonnes. Ce qui aurait dû être obligé à raser et à déplacer une partie du village de Beyeles-Mines.

C'était l'époque où le dollar était proche des 10 francs, ce qui redonnait une relative compétitivité au charbon français. Mais la symbolique jauréenne avait aussi beaucoup compté pour décider de l'avenir de cette autre patrie départementale du grand homme, où la gauche a pu s'appuyer - jusqu'ici - sur d'indéfectibles bataillons électoraux, et où M. François Mitterrand avait annoncé sa candidature en 1981.

Des mineurs
devenus terrassiers

Mais, depuis, d'autres données chiffrées sont mises en avant. Localement, elles prennent la valeur de drames humains, compte tenu de l'irréversible érosion de la mono-industrie charbonnière qui a fait l'histoire de cette partie nord du Tarn. En 1973, on dénombrait 3 429 mineurs. Aujourd'hui, la Découverte et le travail (qui assure le traitement du charbon extrait) ne représentent plus que 609 emplois. Entre-temps, le fond a fermé et le métier de mineur s'est apparenté à celui de terrassier à bord d'énormes engins de chantier, tels que camions géants de 140 tonnes et chargeuses de 80 tonnes, ceux-là mêmes que les mineurs ont conduits sur Albi, les 25 et 26 juin, pour bloquer routes et ponts pendant plus de quarante-huit heures. « Un simple avertissement », avaient-ils prévenu. Huit jours plus tard, ils récidivaient et réduisaient en charpie quatre cars de CRS vides.

La direction de Charbonnages de France, de son côté, considère toujours que les pertes financières ne « justifient » plus le programme initial : et d'avancer un coût à la tonne extraite de 730 francs, vendue entre 300 et 350 francs, à EDF principalement, pour alimenter la centrale thermique d'Albi, quand le charbon d'importation arrive au port de Bordeaux à 250 francs. Aujourd'hui, le trou est à demi creusé, au propre comme au figuré, avec 57 millions de mètres cubes extraits pour arri-

ver aux premières 75 000 tonnes de charbon fin 1990 et avec 37 millions de mètres cubes à extraire pour 47 millions de tonnes de bouillier.

Les syndicats CGT et FO font observer que seule l'exploitation totale permettrait d'émortir les investissements réalisés jusqu'ici, faute de quoi ils auraient été faits en pure perte. Et de souligner également des retards imputables aux Houillères dans la mise en œuvre du chantier, avec notamment de mauvais choix de matériels et un défaut de sondages préalables. S'appuyant sur un rapport de la Secafi-Alpha (Société d'expertise comptable et d'analyse financière), qui paraît proche de la CGT et qui fait état des besoins des

investissements, 987 millions en frais de « découverte » et 268 millions de charges financières, quasiment le double des estimations de 1983-1984. Pour resserrer les coûts, les HBCM ont prévu l'arrêt du travail, jugé inadapté aux besoins actuels en conditionnement (32 millions de francs d'économies en 1992), et la suppression de 324 postes de travail, accompagnée d'un plan social similaire aux précédents.

L'exploitation se poursuivrait ainsi, à partir de fin 1992, avec 285 personnes sur le site, dont 6 ingénieurs, pour une production annuelle de 140 000 tonnes. A ce rythme, l'extraction pourrait encore durer pendant près de vingt-cinq ans. Mais, côté syndi-

57 % des électeurs des communes du Carmausin ont voté « oui » à 97 % pour soutenir l'exploitation de la Découverte, soit plus de dix mille électeurs sur les dix-huit mille inscrits. Cette consultation de type référendaire avait été lancée à l'initiative du Parti communiste, avec le soutien de tous les partis, de l'UDF-RPR à la Ligue communiste révolutionnaire et au MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs), et de toutes les organisations syndicales.

La crainte
de la friche industrielle

La crainte de la disparition définitive des mineurs et celle de voir se transformer une région en friche industrielle n'ont pas été atténuées par le bilan de dix années de reconversion et les promesses de nouvelles mesures pour la réindustrialisation du Carmausin. Même si le conseil général du Tarn a obtenu une rallonge interministérielle pour financer des actions locales avec 180 millions de francs sur trois ans pour l'ensemble du département, également touché par les problèmes du textile et du cuir.

Classé pôle de reconversion, le Carmausin n'a pas rejoint tous les avantages de cette situation. Entre 1984 et 1990, le Fonds d'industrialisation des charbonnages (FIC) a engagé 53,5 millions de francs dans le bassin, alors que 11 millions sont inscrits pour 1991. Parallèlement, la Sofrem (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) a engagé, pour 1991, 31,4 millions de francs, dont 24,3 en fonds propres et 7,1 en prêts à long terme. Au bilan des créations d'emplois sur le pôle Albi-Carmausin, piloté par l'Adrim (Association pour le développement industriel de la région Albi-Carmausin), c'est un total voisin de 1 500 qui est revendiqué. Mais ils ont surtout profité à Albi et à ses environs immédiats. Seize kilomètres plus au nord, le maire de Carmaux n'en a dénombré qu'un peu plus de 600 pour sa ville. Le plus souvent, ce sont de petites unités, dont la fragilité ne laisse pas espérer les bénéfices passés de la mine.

Bref, le Carmausin craint toujours pour son avenir, et si 1992 se traduit effectivement par la nouvelle saignée annoncée sur le front du charbon, on peut penser que l'une des plus vieilles mines socialistes de France n'aura pas le cœur gai pour fêter son centenaire l'année prochaine.

JEAN-PIERRE BARJOU

Une rentrée « coup de poing »

Après le rapport du médiateur M. Jean Brenas, nommé à la suite des violents affrontements du 9 juillet, il était clair que le plan de reconversion ne laissait aucune place à une négociation. Mais, le 27 août, une majorité des salariés représentant le travail alors que les organisations syndicales et la base « dure » auraient souhaité une nouvelle mobilisation.

Depuis le jeudi 5 septembre, des actions « coupes de poing » sont conduites pour montrer que le problème resta entier aux yeux du noyau dur des mineurs et de leurs syndicats. Le premier jour, sept camions de la Grande Découverte ont déposé de la terre sur la voie ferrée Albi-Rodez, à l'entrée et à la sortie de la gare

cimentiers du Grand Sud-Ouest en charbon (400 000 tonnes par an), ces syndicats réclament aussi un nouveau travail, qui permettrait d'abaisser le prix de revient de la tonne d'une centaine de francs. La CGC ne tient pas un langage très différent sur la conduite du chantier et fait observer que « les charges de structures diminueront désormais dans le prix de revient ».

Mais, pour les Houillères du bassin Centre-Midi (HBCM), le calcul financier reste la seule référence depuis la fin de l'hiver, où a été annoncé le nouveau programme d'activité. Il vise à compenser les charges, compte tenu que ce programme a coûté jusqu'ici plus de 2 milliards de francs, dont 835 millions en investissements.

Le lendemain, douze plantons ont été abattus sur la RN 88 à la sortie nord de Carmaux. Lundi 9 septembre, une centaine de mineurs ont saccagé les locaux de l'Association de développement industriel Albi-Carmaux, émanation de CGC.

Les responsables CGT et FO ont ainsi programmé une action par jour de travail pour obtenir, d'une part, une session extraordinaire du conseil général sur ce dossier et, d'autre part, des négociations salariales avec les Houillères pour compenser les pertes de primes résultant du passage à une exploitation en discontinu, soit 1 500 francs par mois en ne travaillant plus les jours fériés ni les week-ends.

J.-P. B.

Selon une étude de l'INSEE

L'inégalité sociale devant la mort est toujours aussi forte

L'inégalité devant la mort n'oppose pas seulement les hommes et les femmes : les critères sociaux sont aussi déterminants, selon une étude de M. Guy Desplanques publiée dans le dernier numéro d'INSEE Première (1).

Les Français, comme les autres, ne sont pas égaux devant la mort, et l'allongement de la durée de vie acquis par les générations récentes n'est pas également partagé. Les femmes en ont davantage profité, atteignant 80,6 ans en moyenne, contre 72,3 ans pour les hommes :

(Publicité)

AVIS D'APPELS D'OFFRES

La Société Burkina des Fibres Textiles (SOFITEX) lance un appel d'offres international pour la fourniture d'insecticides et appareils pulvérisateurs pour la campagne cotonnière 1992/93 au Burkina-Faso, en trois lots :

- Lot n° 1 : 500 000 litres d'insecticides UBV
- Lot n° 2 : 7 000 pulvérisateurs UBV
- Lot n° 3 : 1 000 pulvérisateurs EC

Financement : Banque mondiale.

Date limite de remise des offres : le 18-10-91 à Bobo Dioulasso (Burkina-Faso).

Le cahier des charges peut être retiré au prix de : 1 500 FF auprès de : CFDT - 13, rue de Monceau 75008 Paris (attention service DAT). Tél. : 42-53-59-95. Telex n° 644 839 F - Télécopie n° 43-59-50-13.

plus de 3 ans de différence, au lieu de 6 vers 1945, 2 à peine il y a un siècle. Mais la mort frappe aussi les catégories sociales défavorisées plus tôt que d'autres, notamment les privilégiés du savoir et de la fortune. Après celle effectuée sur les années 70, une nouvelle étude de M. Guy Desplanques, portant sur les années 80, confirme que cette inégalité n'est pas près de se réduire et demeure mal expliquée.

Ainsi la mortalité des professeurs, des membres des professions littéraires et scientifiques entre 35 et 75 ans est deux fois plus faible que la moyenne, tandis que celle des manœuvres est de moitié supérieure. En d'autres termes, entre 35 et 50 ans, un professeur ou un ingénieur a en moyenne encore 45 ans d'espérance de vie, un manœuvre moins de 36 ans.

Mortalité plus forte
pour les ouvriers

La mortalité croît toujours à mesure que l'on descend la hiérarchie sociale : après les professeurs et ingénieurs viennent les cadres administratifs supérieurs, puis les professions libérales, les techniciens et cadres moyens, les artisans, les commerçants et les agriculteurs, les employés, et, au-dessus de la moyenne, les ouvriers et les salariés agricoles. Sans que cette hiérarchie ne change sensiblement, les écarts s'atténuent avec l'âge : la différence de mortalité entre les extrêmes est de 1 à 4 entre 35 et 50 ans ; elle n'est plus « que » de 1 à 2,4 au-delà de 60 ans, tandis que la différence d'espérance de vie est ramenée à 5 ans. Pour les femmes aussi, les écarts sont

moindres, si la hiérarchie demeure, mais, du coup, ils diminuent moins avec l'âge : entre 35 et 50 ans, la différence est de 1 à 1,8 entre cadres et professeurs d'une côté, manœuvres de l'autre ; après 60 ans, de 1 à 1,5.

A quoi tiennent ces différences ? En fait, à un jeu complexe de facteurs, comme l'ont montré d'autres études (en Grande-Bretagne aussi). Jouent les conditions de travail, les risques d'accidents ou la pénibilité des tâches (ainsi, dans la classe ouvrière, la mortalité progresse-t-elle régulièrement du contremaître au manœuvre). Mais le travail protège aussi : pour les hommes comme pour les femmes, ce sont les inactifs qui ont la mortalité de loin la plus forte, bien supérieure encore à celle des manœuvres.

Comptent aussi les conditions de vie, de logement ou de transport (les ouvriers des grandes villes ont une mortalité plus élevée que les autres). Sans doute faut-il y ajouter les habitudes et les héritages, autant que l'effet de l'éducation, sur les corps, comme dans l'attention portée ou non à la santé : ainsi voit-on dans les catégories « privilégiées », particulièrement chez les femmes, la mortalité baisser à mesure que le diplôme s'élève.

GUY HERZLICH

(1) INSEE Première, n° 158, août 1991. Voir aussi Guy Desplanques, « L'inégalité sociale devant la mort », Économie et statistique, n° 162, janvier 1984.

DIRECTION GENERALE

Groupe

CPA

PARIS - JOUY - NORD - LYON - TOULOUSE - NICE

L'entraînement des dirigeants,
par des dirigeants
et des experts reconnus.



ENSEIGNEMENTS AU :

47.54.65.84 - 47.54.65.88

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'atout décisif dans votre carrière.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRUCTIFRANCE

Sicav du Groupe des Banques Populaires

AVIS AUX ACTIONNAIRES

TRANSFORMATION EN SICAV MIXTE

Le Conseil d'Administration de FRUCTIFRANCE, réuni le 12 juin 1991 sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Poujol, a décidé de soumettre à l'approbation d'une Assemblée Générale Extraordinaire la création de deux catégories d'actions qui se substitueront aux actions actuelles : actions de capitalisation C (actions présentant les mêmes caractéristiques que les actions existantes) et actions de distribution D. Sous réserve de la décision de cette Assemblée, les actionnaires pourront ainsi choisir entre la capitalisation ou la distribution du revenu de leurs actions. Ceux qui désireront obtenir des actions de distribution (actions D) auront droit au paiement du dividende dès l'exercice 1991 devant en faire la demande. Celle-ci sera reçue du 1^{er} novembre 1991 à 30 novembre 1991. Ceux qui entendent conserver leurs actions de capitalisation recevront des actions C en échange de leurs actions actuelles.

L'opération d'échange réalisée dans le cadre de cette transformation sera sans conséquence fiscale pour les actionnaires.

Pour décider de cette opération, les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 10 octobre 1991 à 11 heures à la Caisse Centrale des Banques Populaires, au 48 rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée Générale Extraordinaire est prévue le 17 octobre 1991 à 11 heures à la Caisse Centrale des Banques Populaires, au 48 rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.



BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE



15,4 % DE PROGRESSION
DES RÉSULTATS DE SANOFI

Les résultats de Sanofi au 1^{er} semestre 1991, malgré une conjoncture difficile, sont très satisfaisants. Ils progressent de 15,4 % par rapport à 1990.

Face à un chiffre d'affaires en progression de 1,6 %, cette évolution traduit l'amélioration de la rentabilité. En effet, la marge opérationnelle qui représentait 9,2 % des ventes au premier semestre 1990, atteint 10,3 % en 1991. Ceci après avoir supporté une progression de 10,8 % de l'effort de recherche.

Résultats consolidés (millions de francs)	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	Variation
Ventes	9.567	9.418	+ 1,6 %
Marge opérationnelle	981	870	+ 12,8 %
Bénéfice net consolidé	405	351	+ 15,4 %
Marge brute d'autofinancement	794	745	+ 6,6 %
Bénéfice par action (en F)	23,64	20,50	+ 15,3 %
Ventilation du chiffre d'affaires			
Santé Humaine	5.148	4.998	+ 3,0 %
Bio-Activités	3.700	3.614	+ 2,4 %
Parfums - Produits de Beauté	719	806	- 10,8 %
Total	9.567	9.418	+ 1,6 %

C'est l'activité principale, la Santé Humaine, qui, grâce à ses grands produits internationaux, est à l'origine de cette progression. Les Bio-Activités sont quasiment stables. Le secteur Beauté, en dépit de la guerre du Golfe, est, en marge opérationnelle, proche de l'équilibre dans une activité dont on rappelle que la formation du résultat intervient sur les 6 derniers mois de l'année.

La poursuite des efforts de gestion illustrée par une stagnation des frais généraux contribue également à cette évolution. Le résultat stable provenant des sociétés mises en équivalence ne tient pas encore compte des bonnes performances de Chinoï, récemment acquise en Hongrie.

Le succès de la souscription d'actions en paiement du dividende (86,16 %) conduira par ailleurs à un renforcement des fonds propres de 330 millions de F.

Sanofi sur Minitel : 36 16 CLIFF

VOTRE VIE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Monnaie unique, monnaie commune?

Suite de la première page

« Les États membres sont d'accord pour s'efforcer de renforcer le rouble au cours des années 1991 et 1992. » Le rouble serait donc la monnaie commune des États participants à l'Union renouvelée. Mais ce même article du projet pour- suit : « Les États membres de l'Union économique ont le droit d'établir leur propre monnaie nationale, mais uniquement à des conditions telles qu'ils exercent tout préjudice à l'encontre du système monétaire de l'Union économique. Ces conditions sont fixées par un accord spécial entre l'État et l'Union économique. »

Cette proposition, qui devrait être discutée cette semaine par les responsables des banques centrales des différentes Républiques et à nouveau le 16 septembre par le Conseil d'État, est un savant compromis entre deux approches. Bien que les positions des uns et des autres ne soient pas encore très précises, il est possible de distinguer deux tendances différentes. Il y a d'un côté ceux qui craignent les conséquences économiques internes et externes - vis-à-vis du monde occidental - d'une désintégration très rapide de l'Union.

Un espace économique commun

Parmi eux, et avec des préoccupations sans doute différentes, se situent le président Mikhaïl Gorbatchev et son conseiller économique actuel, M. Arkadi Volkov, président de l'Union scientifique et industrielle et membre du comité, provisoire, de gestion efficace de l'économie, mais aussi M. Boris Eltsine, président de la Russie, et ses équipes. De l'autre côté, il y a, dans certaines Républiques comme celle d'Ukraine, les partisans d'un éclatement rapide et total de l'Union. Proche de M. Eltsine, M. Grigori Iavlinski a donc concocté un projet qui tente de satisfaire les deux camps.

A Moscou, la nécessité de maintenir « un espace économique et monétaire commun » entre les Républiques de l'ancienne Union est de plus en plus ressentie. Le système administratif centralisé communiste a conduit à des liaisons matérielles - et non monétaires ou financières - entre les différentes Républiques extrêmement denses. C'est là une conséquence de la spécialisation économique : chaque République s'est spécialisée dans quelques productions en très grande quantité et dont l'essentiel devait être livré dans les autres Républiques. L'énorme répartition géographique des ressources naturelles (le pétrole et le gaz, le charbon, les produits agricoles...) a encore contribué davantage à accroître l'interdépendance.

Conséquence : bien que l'on ne puisse parler de « marche » au sein de l'URSS, les échanges matériels entre Républiques étaient beaucoup plus importants, en volume, que ceux qui existent entre eux les pays de la CEE. Considérées comme des entités indépendantes, les économies des Républiques de l'ex-URSS sont beaucoup plus ouvertes globalement vis-à-vis de l'extérieur que les économies d'Europe de l'Ouest. Dans onze des quinze Républiques de l'ex-URSS, les importations représentent plus de 40 % de la production, alors que ce rapport est inférieur à 10 % pour les États-Unis et tourne autour de 25 % pour la France.

Une République fournit du pétrole à son voisin, celui-ci l'approvisionne en coton. Une autre l'alimente en voitures et reçoit des

ordinateurs... La rupture brutale de ces liens provoquerait de graves difficultés économiques instantanées dans certaines Républiques. A cet égard, les partisans du maintien d'un espace économique commun ne manquent pas de rappeler l'exemple tout récent du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuel), l'organisation économique qui regroupait jusqu'en 1990 l'URSS et l'ensemble des pays d'Europe de l'Est. Son éclatement a conduit à de très graves difficultés dans les anciens satellites de l'URSS, pour l'approvisionnement en énergie comme pour les livraisons de leurs produits manufacturés, souvent de piètre qualité. Les économies est-européennes avaient été construites en grande partie en fonction des besoins de Moscou. L'arrêt de leurs relations a conduit à des catastrophes - fermetures d'usines en rafale - faute de matières premières ou de marchés.

Aujourd'hui, des dirigeants est-européens, qui avaient plaidé au départ pour une interruption des relations non seulement avec l'URSS mais aussi entre pays d'Europe de l'Est, en sont revenus à des analyses plus réalistes. C'est le cas de M. Václav Klaus, ministre des finances tchèque, qui accepte maintenant une reprise des relations entre les ex-membres du CAEM. M. Leszek Balcerowicz, ministre polonais des finances, était la semaine dernière à Moscou pour rechercher les moyens de redresser les échanges entre son pays et les Républiques de l'Union.

L'interdépendance, très forte, entre les Républiques est donc l'un des arguments des partisans d'un espace économique et monétaire commun et d'une monnaie unique. Ils invoquent aussi la nécessité de favoriser l'insertion de l'Union dans l'économie mondiale. Une devise convertible est pour cela nécessaire. Dans le schéma de M. Iavlinski, le rouble, monnaie commune, devrait devenir le plus rapidement possible une devise convertible.

La détermination de l'Ukraine

A Kiev, capitale de l'Ukraine, la seconde puissance économique potentielle de l'ex-URSS, l'analyse est totalement différente. Comme dans d'autres Républiques, les dirigeants de l'Ukraine considèrent ouvertement que l'indépendance politique doit se traduire par l'autonomie économique. La nation doit retrouver tous les éléments constitutifs de sa souveraineté, et en particulier le pouvoir d'émettre sa propre monnaie.

Ici comme ailleurs, dans la population comme parmi les nouveaux responsables, le ressentiment à l'égard du « centre » d'autrefois et les craintes vis-à-vis de la Russie d'aujourd'hui provoquent un vif rejet à l'égard de tout projet d'union, même « renouvelée », selon l'adjectif cher à M. Gorbatchev. Les griefs sont nombreux.

Les Ukrainiens - comme beaucoup d'autres - ne veulent pas, tout d'abord, du rouble comme monnaie unique. « Une monnaie de singe », s'inquiètent-ils à juste titre. Ils reprochent au « centre », en l'occurrence à la Banque centrale, d'avoir mené depuis plusieurs mois une politique monétaire laxiste qui a conduit à une dévalorisation constante de la monnaie. Pour financer le déficit du budget central, la planche à billets a effectivement été mise à contribution - l'inflation a dépassé les 100 % au premier semestre et serait de 1 000 % au cours de l'année à venir si rien n'est fait, selon

M. Iavlinski. Ils se méfient ensuite énormément du « centre » pour ce qui est de leurs relations avec l'extérieur. « Les crédits alimentaires accordés par l'Ouest, nous n'en avons reçu qu'une très faible part et nous ne savons pas où ils sont allés », se sont ainsi inquiétés les représentants du gouvernement ukrainien lors de leur rencontre avec le ministre français de l'économie, samedi 7 septembre à Kiev. Obligé de céder immédiatement les devises que la République tire de ses exportations vers l'Ouest, l'Ukraine ne les voit jamais revenir pour ses achats. « Nos rentrées en devises se réduisent de plus en plus, nous obligent à arrêter nos importations pour certains produits de première nécessité », a expliqué le premier ministre, M. Fokine.

Protéger son marché intérieur

Comme d'autres Républiques, l'Ukraine veut enfin protéger son marché intérieur. La population voit d'un mauvais œil les habitants des pays et Républiques limitrophes venir en Ukraine dépenser leurs roubles pour acheter les biens de consommation qui manquent chez eux. Les dirigeants ukrainiens ont d'ailleurs décidé au début de ce mois de réintroduire un système de coupons original. Le travailleur ukrainien perçoit son salaire en roubles et reçoit simultanément et à hauteur de 70 % environ de son salaire des coupons. L'achat des biens de consommation de base dans les magasins d'État ukrainiens ne peut s'effectuer qu'avec des roubles accompagnés de ces coupons. Les Polonais ou les Russes ne peuvent plus venir dévaliser les boutiques ukrainiennes.

Ayant le sentiment que les relations avec le « centre » ne peuvent être vraiment avantageuses, le gouvernement ukrainien veut donc créer sa monnaie nationale (le karbovanets), constituer des frontières en restaurant des droits de douane et des contrôles et négocier avec ses partenaires économiques des accords bilatéraux ou multilatéraux. Les dirigeants ukrainiens n'excluent pas d'imposer un embargo sur les exportations de certaines productions de la République. Ils sont aussi prêts à participer au partage de la dette extérieure héritée du passé et à récupérer certains actifs (une partie du stock d'or et de devises notamment), mais veulent gérer seul leur dette nouvelle.

Cette perspective isolationniste inquiète les Occidentaux. L'éclatement brutal de l'Union provoquerait de graves difficultés dans certaines Républiques. Trois seulement semblent disposer d'une capacité d'autonomie - compte tenu de leurs richesses naturelles en particulier : la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Elle rendrait sans doute plus difficiles les aides et les investissements étrangers.

Quel industriel occidental ira investir au Kazakhstan s'il n'est pas assuré de pouvoir exporter facilement à partir de là vers les autres Républiques de l'ex-URSS? « Devons-nous commencer avec plusieurs monnaies pour terminer avec une seule? », s'est interrogé M. Bérégovoy. Sa réponse est un conseil : « Vous pourriez vous érier une épine qui n'est pas indispensable. »

Les populations des différentes Républiques ont pourtant peut-être besoin d'abord d'une cure de désintégration pédagogique avant de redécouvrir les vertus de l'intégration. Des monnaies nationales sont dans ce cas provisoirement nécessaires - pour des raisons politiques. Instaurées dès aujourd'hui, la monnaie commune proposée par le projet de M. Iavlinski pourrait dans une seconde phase s'avérer la bonne solution. Pour devenir plus tard la monnaie unique?

ERIK IZRAELWICZ

COMMUNICATION

Déficits croissants et fuite des abonnés

Le cri d'alarme des câblo-opérateurs

Un déficit global de 3,6 milliards de francs cette année, et une hémorragie d'abonnés : les câblo-opérateurs et France Télécom s'alarment et menacent de jeter l'éponge si gouvernement et municipalités ne sont pas plus cohérents.

Rien de tel que la menace de couler ensemble pour souder un équipage : embarqués dans la même galère de la télévision par câble, les trois principaux opérateurs réseaux et France Télécom viennent d'écrire au ministre des postes et télécommunications en formulant une série de conditions indispensables à la survie de leur industrie.

La situation est en effet « critique » : face à seulement 850 millions de francs de recettes, les déficits du secteur vont atteindre 3,6 milliards cette année (contre 2,5 milliards en 1990), répartis entre France Télécom (2 milliards), les câblo-opérateurs (1,4 milliard) et les chaînes thématiques (200 millions). Selon nos informations, la Générale des eaux supporte à elle seule la moitié des pertes des câblo-opérateurs, suivie par Communication-développement (Caisse des dépôts, environ 400 millions) et Lyonnaise communication (plus de 200 millions). En toute hypothèse, cette facture, qui s'alourdit mécaniquement avec l'extension des réseaux, n'a plus rien de marginal, et explique la vigueur de l'appel.

Le « gel » des nouveaux réseaux

D'autant que les perspectives ne sont pas meilleures. Sur les abonnements individuels - les plus représentatifs - la progression reste très lente, et surtout les résiliations sont légion : près de 20 % du parc en service. D'où un taux de pénétration qui croît de moins de deux points par an, et un retard constant sur les prévisions, que n'arrivent plus à masquer les présentations de chiffres mêlant abonnés individuels et collectifs. L'ensemble des réseaux du Plan câble ne gagne que 12 000 abonnés par mois depuis le début de l'année, et la situation un peu meilleure des autres réseaux ne suffit pas à compenser cette faiblesse.

Il ne suffit plus, disent en substance les signataires de ce document, d'accuser les insuffisances de l'organisation du Plan câble : le marasme du secteur tient à des éléments qu'il ne maîtrise pas. Ils énumèrent quatre principaux : la multiplication des chaînes hertziennes gratuites ; la rigidité des règles encadrant les chaînes spécifiques du câble, qui interdit une programmation aléatoire ; l'absence d'aides à ces chaînes, alors que les réseaux alimentent pourtant le compte de soutien à l'audiovisuel. Enfin, l'insuffisance des crédits aux loge-

ments collectifs pour l'installation des services d'antenne.

« Si aucune disposition n'est arrêtée pour assainir et redresser la situation, les ouvertures de réseaux prévues seront gelées et certains sites en exploitation devront faire l'objet d'une "remise à plat" », menacent les quatre grands du câble. Les premiers signes d'une telle politique sont déjà apparus : la Caisse des dépôts a par exemple « gelé » les contrats d'exploitation qu'elle avait signés avec des villes de la banlieue nord de Paris (La Courneuve, Saint-Denis, Aubervilliers, etc.). Et France Télécom sera sans doute contrainte d'être elle-même l'opérateur du réseau de Gennevilliers, déjà construit. Quant aux extensions de réseaux dans les banlieues de villes déjà câblées, elles ne sont plus à l'ordre du jour.

Pour remédier à cette situation, le quatuor propose quatre types de mesures concernant les programmes, les financements, le service à la clientèle et la complémentarité câble-satellite, formant la base d'une nouvelle « charte » du câble.

Côté programmes, ils réaffirment leur refus d'une nouvelle chaîne hertzienne en clair - une chaîne musicale, par exemple, venant s'installer dans les créneaux horaires vacants de la chaîne culturelle franco-allemande pour laquelle le gouvernement vient de demander officiellement au CSA des fréquences terrestres en priorité. Ils attendent aussi que le « décret-câble » actuellement en discussion fixe des règles favorisant les nouvelles chaînes thématiques -

notamment pour la diffusion de films.

Le « droit au câble » fait dans la loi de décembre 1990 devrait se traduire, selon le document, par des crédits (200 millions de francs) pour les logements collectifs, par des subventions des collectivités locales et par la création d'un Fonds spécial de développement du câble doté de 200 millions de francs.

Les opérateurs souhaitent aussi un meilleur service à la clientèle avec l'installation rapide des systèmes de contrôle d'accès (pour offrir des options). Enfin, ils plaident pour un développement harmonieux du câble et des satellites : les discussions en cours entre câblo-opérateurs et Canal Plus, sur la commercialisation de « bonquets » de chaînes thématiques du satellite Télécom 2 au printemps 1992, n'ont en effet toujours pas abouti.

« Alors que les décisions du conseil des ministres du 7 février 1990 [le « plan Câbles » de relance du câble] n'ont été que partiellement appliquées », les câblo-opérateurs s'estiment « en droit de s'interroger sur le degré de priorité accordé par les pouvoirs publics au développement du câble ». Armés de ce programme en forme d'ultimatum, ils interpellent directement le gouvernement. Mais surtout les municipalités, invitées à motiver leurs demandes de programmes locaux et à coopérer plus activement au succès d'un service qu'elles ne financent pas.

MICHEL COLONNA D'ISTRHA

EN BREF

■ M. Giancarlo Parretti interdit de séjour aux États-Unis. - Le financier italien M. Giancarlo Parretti est interdit de séjour aux États-Unis. Le service d'immigration américain a pris cette mesure car M. Parretti n'avait pas mentionné « un fond casier judiciaire en Italie » en demandant son visa de non-immigrant à Rome en 1982. M. Parretti est toutefois autorisé à rester encore deux semaines aux États-Unis, jusqu'à la fin du procès qui l'oppose au Crédit lyonnais sur le contrôle de MCM-Pothé, la société qu'il avait rachetée en novembre dernier (le Monde du 9 août). - (Reuters.)

■ Augmentation du prix de vente du Figaro. - Le Figaro a porté, lundi 9 septembre, son prix de vente à 5,50 francs par jour contre 5 francs auparavant. « Nous avons attendu le plus longtemps possible avant de prendre cette décision », explique en « une » le quotidien de M. Robert Hersant. Elle nous est imposée par le souci de continuer à vous fournir un journal de qualité et très complet, alors même que la récession économique a réduit nos recettes de publicité. Le samedi, le prix de vente du quotidien et de ses suppléments reste pour

l'instant fixé à 22 francs. La dernière augmentation du prix de vente du Figaro datait du 1^{er} février 1991.

■ Apax Partners et Cie reprend à Hachette la filiale Daniel Ferry. - Le groupe Hachette cède sa filiale Daniel Ferry, leader français des imprimés de gestion, au groupe Apax Partners et Cie (nouvelle définition du groupe MCM-Patriot). Détenu jusqu'ici à 86,9 % par la FEP (France éditions et publications - une holding du groupe de communication) et à 11,6 % par la Financière de Pressburg (qui a récemment fusionné avec la banque Arjel du groupe Lagardère), le groupe Daniel Ferry emploie 1 450 personnes, réalise un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs et détient 20 % du marché français des imprimés de gestion. Daniel Ferry est notamment spécialisé dans la fabrication de pré-imprimés (formulaires postaux, fonds de chèques, codes à barre...), le « listing » et l'édition informatique de documents personnalisés. En juin dernier, le PDG du groupe Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, avait annoncé que son groupe envisageait de réaliser 2 milliards d'actifs « non stratégiques » au cours des mois à venir.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Le Groupe CBC a réalisé un chiffre d'affaires de 3.143 MF hors taxes au cours du premier semestre 1991, à comparer à celui du premier semestre 1990 qui s'élevait à 2.740 MF, soit une augmentation de 14,7 %.

En terme d'activité économique, le niveau d'activité du premier semestre atteint 3.753 MF.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1991 devrait s'élever à environ 6.600 MF contre 6.019 MF en 1990.

Les perspectives pour 1991 se présentent de façon favorable, le résultat net du Groupe CBC devant connaître une nouvelle progression supérieure à l'augmentation de son chiffre d'affaires.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie le 28 juin 1991, sous la présidence de Monsieur Gilbert SIMONET, a décidé la nomination de deux nouveaux membres du Conseil de Surveillance : Monsieur Bernard FORTERRÉ, Directeur Général Adjoint de la Compagnie Générale des Eaux et Monsieur Pierre SIMON, Directeur Général du Crédit du Nord.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES

Faites une affaire !
Les 15 derniers modèles 91 vendus au prix de revient !Offre spectaculaire
jusqu'au 15 sept.

- 205 CTI Gris métallisé / DA
- 205 Color Line (essence) BV 4

- 205 Turbo D, Gris Futura LVE
- 309 XR 1.6 L blanche
- 309 XS 1.9 L Gris Graphite, LVE / TO / VT
- 405 GR 1.9 L 7cv, Graphite, DA / LVE / VT
- 405 Break Affaires (ess. et diesel)
- 505 SX (essence et diesel)
- 605 SV 3 ABR, Gris Futura

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
227, bd. Anatole France 93209 ST-DENIS 01 48 21 60 21

فكرنا من الأصل

LE SALON DE L'AUTOMOBILE DE FRANCFORT

15

Une course mondiale désormais emmenée par les constructeurs japonais

L'industrie automobile doit engager une mutation accélérée. Chacun « a sa chance », mais le secteur devrait connaître des changements technologiques, sociaux et commerciaux radicaux

Déprime et concurrence

Le Salon de l'automobile de Francfort ouvre ses portes le 12 septembre et pour dix jours. Cette manifestation, qui avait lieu en alternance avec le Salon de Paris, risque bien d'être la dernière à se tenir sur les rives du Main. Barlin prendra probablement la relève en 1993.

Les constructeurs vont présenter leurs dernières nouveautés dans une conjoncture déprimée. La chute du marché mondial devrait être de plus de 3 % en 1991, la plus forte depuis le second choc pétrolier en 1980. Même le Japon devrait connaître cette année un recul de 3,2 % de ses immatriculations par rapport à 1990.

L'Allemagne réunie fait exception, avec un bond de près de 20 % des ventes, tirées par ses régions de l'Est. La France devrait chuter de 7 %.

Les constructeurs espèrent une nette reprise en 1992 (+ 5 % dans le monde). Mais, en attendant, la concurrence s'avive entre Japonais, Américains et Européens.

Le créneau des petites voitures de sport était bouché. Les nostalgiques avaient le souvenir des vibrantes anglo-saxonnes des années 60 : Triumph, MG, Austin Healey. Mais aucun service marketing des constructeurs n'y songeait plus. Marché trop étroit. Pas rentable. Puis le japonais Mazda a osé lancer la Miata en 1989, petite décapotable à 150 000 francs (appelée aussi MX5 dans certains pays). Le succès est inespéré dans le monde entier. Les concurrents se ruent désormais à sa poursuite.

Les Japonais ne sont pas les seuls à avoir de l'imagination. Matra a inventé l'Espace et Renault l'a vendue : succès mondial, copié lui aussi par tous. Mais leur force est d'essayer toutes les pistes avec l'obstination, le sérieux et les moyens qu'on leur reconnaît : cabriolet de sport, limousine de luxe, *midjet* de ville, voiture *retra*, voiture électrique, voiture propre... Les Japonais sont à l'attaque simultanée de tout ce qui roule. Et ils donnent le ton partout, menant une « compétition globale ».

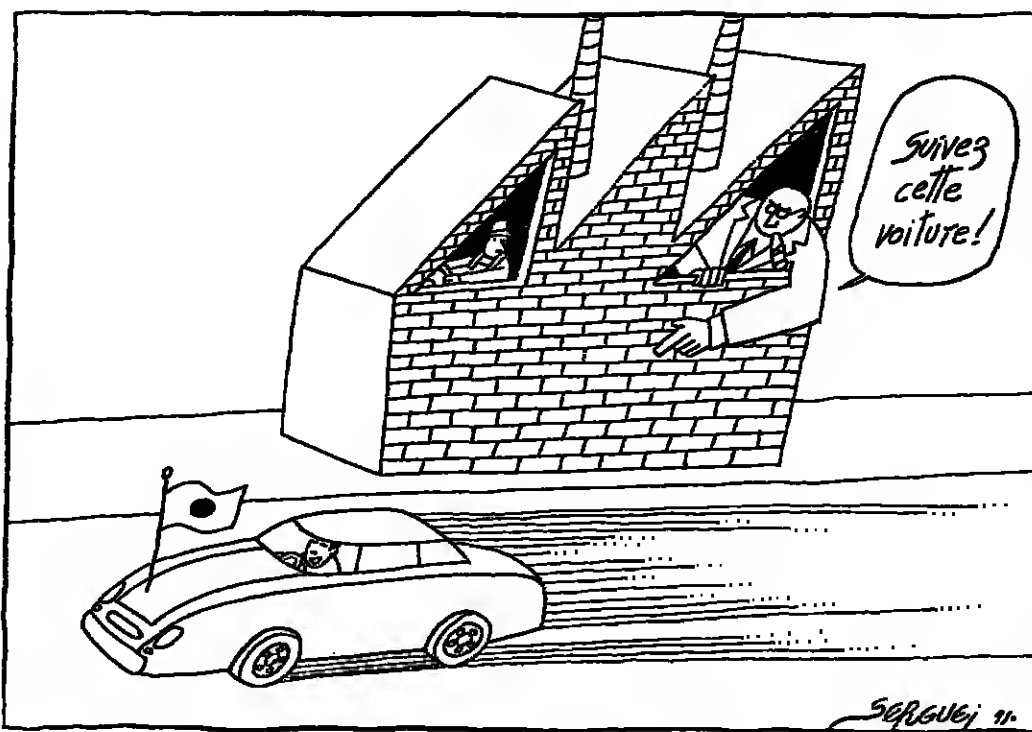
La Miata, autrement dit la politique offensive de gamme, n'est que la partie la plus visible du mouvement. L'avance japonaise bouleverse tous les aspects de l'industrie automobile, de la conception à la vente.

Ce constat a été fait en plusieurs étapes par les Occidentaux. Mais en se trompant souvent sur l'ampleur des réformes nécessaires ou plus exactement sur leur nature même.

Une clientèle moins fidèle

Américains et Européens ont d'abord pensé que l'avance des Japonais provenait de la robotisation de leurs usines. Ils ont multiplié les voyages et les missions d'études au Japon, au début des années 80, pour en revenir persuadés qu'il fallait accroître le nombre de robots soudeurs et de robots monteurs afin de diminuer les opérations manuelles fastidieuses de soudure et d'assemblage. Rattraper le retard passait par une substitution accélérée du capital au travail. Les Américains, General Motors en premier, ont alors investi des milliards de dollars en machines, persuadés que l'argent résout tous les problèmes. Peugeot SA, dans le même esprit, y consacra plus de 10 % de son chiffre d'affaires, soit 16 milliards de francs en 1990.

Un peu plus tard, vers 1985, ce sont les liens avec la sous-traitance qui sont apparus comme source de l'avance japonaise. Les livraisons *just-in-time* des équipements : voilà la clé. Plutôt que d'accumuler des



stocks d'équipements, les Japonais font livrer les pièces, grâce à une noria de camions, juste au moment de leur montage sur la chaîne. Les groupes occidentaux, dont l'unique souci avait été jusque-là d'avoir des équipements au meilleur prix, quittent à étrangler leurs fournisseurs, alors enclavés, non sans difficultés, une révision de leur politique en la matière. Ils ont commencé un tri afin de se doter d'une sous-traitance moins nombreuse, mais mieux choisie.

L'évolution est lente. Il y a 3 500 équipementiers en Europe, pour 500 au Japon. Un récent rapport du Boston Consulting Group, remis début septembre à la Commission de Bruxelles, souligne encore l'urgence de concentrer cette industrie et de développer un partenariat à long terme entre les constructeurs et leurs sous-traitants. Le fournisseur doit en particulier être associé dès le développement du nouveau modèle, en fonction de sa capacité à contrôler les coûts et à participer à la recherche-développement.

Troisième volet de l'avance nipponne : que les Occidentaux comprennent aujourd'hui : la conception rapide des nouveaux modèles. Voilà le dernier « truc » où se cachait l'explication de la supériorité japonaise. Des premiers dessins à la livraison d'une voiture, les Occidentaux mettent près de soixante mois et les Japonais moins de quarante, avec deux fois moins de personnels. D'où leur rapidité à multiplier les modèles en « collant » aux desirs du marché et aux effets de mode.

Derrière tout : l'organisation de l'entreprise. Les Européens découvrent les vertus des « groupes de projets », qui associent les concepteurs, les financiers et les ingénieurs d'usines, utiles pour la création d'un modèle neuf. A la hiérarchie verticale, du haut en bas, des firmes s'en ajoutent une autre, transversale, plus réactive.

Demain viendront sans doute la modification de la distribution et le service client. Pour croître en Europe, les groupes nippons vont devoir étendre leurs réseaux de concessionnaires. Ils bâtiront du neuf. Les Européens ont de l'avance, mais celle-ci n'est pas forcément un avantage décisif lorsqu'il faut rénover de fond en comble une profession dont la rentabilité est actuellement médiocre. Le métier change, là aussi : la clientèle devient moins fidèle à une marque et au concessionnaire du bas-de-chez-soi.

Un modèle non transférable

Lorsque des concurrents ont tant d'avance sur tous les aspects du métier de l'automobile, la tentation est grande de les copier. Mais décalquer le « modèle nippon » s'avère une impasse. « Une course point à point est perdue d'avance. Ils s'adaptent plus vite », relèvent M^{me} Michèle Cohen et M. Mark Soowdon, de la société d'études Booz-Allen et Hamilton. Et d'expliquer que la productivité des Japonais repose non pas sur une somme de « trucs », mais sur une conception

d'ensemble, sur « une révolution industrielle qui est à la fois culturelle et technologique ». Un rapport, désormais célèbre, du Massachusetts Institute of Technology (MIT) estime que le travail à la chaîne pour la production « économe » (*lean production*, en anglais), dont la règle est d'économiser sur tout : le travail, le capital, le temps, la superficie, etc. En France, un rapport du Plan avance que le mode de production issu de la crise de 1929, le « fordisme », cède désormais au « toyotisme ».

L'idée générale est la même : le « modèle nippon » ne se résume pas à un grand nombre de robots, à des fournisseurs fidèles et encore moins à l'obéissance servile d'ouvriers-fournis, comme il est dit parfois en France. Construit comme un processus d'amélioration permanente, il révolutionne aussi bien les usines que les rapports sociaux. Se trompant sur l'essence de la « révolution », l'Occident a en retenue souvent des idées fausses, qu'elles soient sociales ou techniques. En France, les patrons se sont précipités sur les cercles de qualité en croyant y voir une arme de guerre contre les syndicats, alors que l'idée était tout autre : obtenir de l'ouvrier une implication en échange d'une réelle

co-gestion de son travail. Aux Etats-Unis, les constructeurs ont recopié les principes du *just-in-time* en déplaçant des sommes considérables : l'idée était de faire des économies !

« Identique à lui-même, le modèle japonais n'est pas transférable », explique l'économiste Benjamin Coriat (1). Mais, en revanche, il l'est « dans son esprit », lorsque l'on y voit un changement radical de l'organisation du travail « où la qualification, la formation et les marchés internes sont systématiquement construits comme base de la productivité et de la qualité ».

Chacun fourbit ses armes

Dans cette nouvelle révolution de l'automobile, qui l'emportera ? Les gagnants ne seront pas forcément, comme hier, les plus riches ou les plus gros. Les critères de compétitivité changent. « Hier, l'industrie était statique, le bon management était celui qui maintenait la stabilité, exposait M^{me} Cohen et M. Soowdon, de Booz-Allen et Hamilton. Demain, tout se jouera sur l'intelligence. L'industrie française peut, dans ce contexte, bien se battre. Rien n'est joué. » Japonais, Américains et

Européens, chacun fourbit ses armes.

Les Japonais ont l'avantage : ils sont, en outre, les seuls à jouer sur les trois marchés à la fois, contrôlant, avec 95 % du marché nippon, un tiers du marché américain et 11 % du marché européen. Un à un, les pays tiers (Asie, Afrique, Océanie, Amérique latine) roulettent japonais.

Les Américains sont à la peine : leur base arrière s'est effritée et ils ne détiennent plus que deux tiers de leur marché. Mais si Chrysler apparaît très fragile, General Motors et Ford restent les numéros un et deux mondiaux, présents en Europe avec 12 % chacun environ du marché. Le malheur des Américains est social : le pays, qui a inventé l'industrie de masse dans les années 30, a du mal à passer au toyotisme. Le pays, qui sait si bien gérer les démonstrations de force (General Motors ressemble à l'US Army), bute sur les insuffisances de son système éducatif. L'ouvrier spécialisé était le personnage central du fordisme. Le technicien dévoué, figure du nouveau système, manque.

Grâce à l'accord conclu en juillet 1991 entre la Commission de Bruxelles et les constructeurs nippons - qui limite à 16 % en l'an 2000 la part des Japonais sur le vieux Continent - les groupes européens ont obtenu un répit de neuf ans. Ce délai est inespéré si on se souvient de la façon dont les négociations étaient si mal engagées à l'été 1990 entre les Européens. Une unité a tant bien que mal été sauvegardée, et la Commission de Bruxelles se doit de garantir la lettre et l'esprit de l'accord qu'elle a voté. Neuf ans semblent beaucoup en apparence. C'est en fait juste le temps nécessaire pour effectuer leur révolution et s'approprier à affronter, cette fois sans protection, Toyota, Honda et Nissan au début du troisième millénaire.

Leurs handicaps sont nombreux : retard de productivité, sous-traitance mal organisée, culture encore trop « fordiste » des dirigeants, etc. Tous les groupes ont leur fragilité : Renault, dont le recul commercial a été marqué ces dernières années, Peugeot SA, dont la marque Citroën reste incertaine, Fiat, dont le poids italien est pesant, Volkswagen et Daimler-Benz, enfin, dont la faible rentabilité souligne des coûts de production beaucoup trop élevés. Mais à priori l'esprit de finesse, qualité de l'industrie de demain, ne leur manque pas.

ERIC LE BOUCHER

(1) Pour la France, de Benjamin Coriat, Christian Bourgeois éditeur (1991).

Les grands constructeurs mondiaux

Toyota devrait dépasser Ford en 1991

GROUPES	VOITURES PARTIQUES	PRODUCTION TOTALE
1 GENERAL MOTORS (E.U.)	5 483 000	7 425 000
2 FORD (E.U.)	3 726 000	5 541 000
3 TOYOTA (Jap.)	4 231 000	5 520 000
4 NISSAN (Jap.)	2 418 000	3 185 000
5 VOLKSWAGEN-AUDI-SEAT (All.)	2 890 571	3 053 452
6 FIAT (It.)	2 353 000	2 634 000
7 PEUGEOT SA (Fr.)	1 988 405	2 234 911
8 HONDA (Jap.)	1 840 000	2 000 000
9 CHRYSLER (E.U.)	944 834	1 898 397
10 RENAULT (Fr.)	1 513 651	1 843 180
11 MAZDA (Jap.)	1 432 000	1 753 000
12 MITSUBISHI (Jap.)	1 051 000	1 576 000
13 SUZUKI (Jap.)	868 788	998 158
14 MERCEDES-BENZ (All.)	588 206	638 395
15 VAZ (URSS)	880 000	730 000
16 HYUNDAI (Corée)	657 883	878 087
17 ISUZU (Jap.)	203 874	613 061
18 FULI HEAVY (Jap.)	350 335	546 789
19 BMW (All.)	519 660	519 660
20 ROVER (G.B.)	438 158	474 078
21 VOLVO (Suède)	359 787	428 089
22 KIA (Corée)	222 125	421 699

(*) Toyota y.c. Daihatsu et Nino.
(**) Fiat y.c. Alfa Romeo, Lancia, Iveco, Innocenti, Ferrari.
(***) Chrysler y.c. Lamborghini.

Volkswagen en tête en Europe

Les parts de marché des constructeurs (dix-sept pays)

	1985	1990	1991 (sept mois)
VOLKSWAGEN	12,9	15,4	16,7
FIAT (groupe)	12,3	14,4	13,2
GENERAL MOTORS (y compris Saab en 1991)	11,3	11,6	12,6
FORD (y compris Jaguar en 1991)	11,9	11,6	12
PEUGEOT (y compris Citroën)	11,6	12,7	11,4
RENAULT	10,7	10,3	9,8
MERCEDES	3,7	3,2	3,4
JAPONAIS	10,8	10,7	12,1
AUTRES	14,8	10,1	8,8

Toyota joue le design

TOKYO de notre correspondant

TOYOTA Motor Corp. est un géant : premier constructeur japonais régnant sur 43 % du marché national, c'est aussi le troisième firme automobile du monde après General Motors et Ford, avec un chiffre d'affaires de 8 000 milliards de yens. Toyota a 4,8 millions de véhicules par an. En Europe, où le constructeur dispose d'usines en Grande-Bretagne et en Espagne, la production annuelle passera en 1992 à 220 000 véhicules.

Créé en 1937, Toyota reste largement une affaire de famille : celle de la famille Toyoda. Son président actuel est M. Shoichiro Toyoda, petit fils du fondateur de l'entreprise, Sakichi Toyoda, l'inventeur, celui qui mit au point les premiers métiers à tisser automatiques. C'est avec les « royalties » de ses brevets que son fils ouvrit un petit atelier automobile.

Dans le domaine de la gestion, Toyota fut l'entreprise pionnière pour la fameuse méthode « kan-ban » : la production « juste en temps ». A la fois technique de production à « atock zéro », la méthode « kan-ban » permet

surout de fabriquer en séries restreintes des produits différenciés : il s'agit de réduire les coûts (en évitant notamment le suréquipement occasionné par les stocks) tout en diversifiant la production. Une méthode qui a été étendue aux sous-traitants au début des années 70. Efficace, la gestion Toyota a aussi son envers pour la monde ouvrier (décrit dans des livres comme Toyota, usine du désespoir de Satoshi Kamate). Elle suscite aussi certaines résistances chez les sous-traitants.

Depuis quelques années, Toyota ne met plus seulement l'accent sur les coûts et la qualité de ses produits mais aussi sur l'esthétique : la ligne de ses voitures. Le constructeur est tiraillé entre des contraintes parfois contradictoires : répondre à une demande locale très différenciée et en même temps se conformer à la demande mondiale. Le temps est passé depuis qu'une poignée de dessinateurs concurrençaient les lignes des premières voitures Toyota de l'après-guerre qui ressemblaient fort aux modèles étrangers. Aujourd'hui, Toyota entend aussi innover en matière de design automobile, afin d'assurer sa place sur le marché mondial.

Six cents dessinateurs sont au

travail. Leur préoccupation majeure : créer des lignes qui soient conformes à la fois à la demande d'un marché plus sophistiqué et plus segmenté mais aussi compatibles avec les soucis de qualité et de faibles coûts dans des unités de production hautement automatisées. Autre difficulté : il faut que les lignes arrêtées par la maison mère puissent être reproduites dans toutes les usines Toyota à travers le monde.

Pour répondre à ces exigences diverses et parfois antagonistes, le département de design de Toyota est en contact permanent avec les ingénieurs chargés de la production afin de minimiser les risques de panne de temps (dessiner un modèle esthétiquement réussi mais irréalisable compte tenu des impératifs de production).

Bien que les lignes des modèles sport sortis par Toyota (MR2 par exemple) - comme d'ailleurs la MX5 et MX3 de Mazda ou la Honda NSX - restent encore très fortement influencées par les conceptions européennes, les constructeurs japonais, Toyota en tête, s'efforcent d'être innovateurs en matière de style automobile, un domaine où les Occidentaux disposaient toujours d'une incontestable supériorité.

PHILIPPE PONS

LE SALON DE L'AUTOMOBILE DE FRANCFORT

Opel, Volkswagen et leur credo

Les constructeurs allemands tiennent le haut du pavé au Salon, où ils présentent leurs nouvelles gammes moyennes

C'est bien sûr les constructeurs allemands qui tiennent le haut du pavé au Salon de Francfort et l'événement n'est que Volkswagen et Opel y présentent chacun de leur côté leurs nouvelles gammes moyennes.

La filiale du General Motors, en faisant disparaître du catalogue la Kadett (quatre millions d'exemplaires vendus) au profit de l'Astra, rompt complètement avec un style très germanique, que les retouches diverses intervenues périodiquement sur la voiture depuis l'année de sa naissance, en 1984, n'avaient pas altéré.

Le géant de Wolfsburg, au contraire, conserve le concept qui a fait le succès de la Golf, donnant

à son cheval de bataille de troisième génération un certain nombre d'atouts supplémentaires et des modifications, légères, de silhouette qui ne heurteront sûrement pas les fidèles de la marque. La Golf de deuxième génération, en 1983, avait déjà, de façon peut-être moins spectaculaire toutefois, connu la même évolution... peu révolutionnaire. Mais, en effet, pourquoi s'écarter au-delà de ce que le modèle se vend bien ? Quelque treize millions de Golf ont été immatriculés en dix-sept ans !

Quoi qu'il en soit, pour les deux constructeurs allemands, le credo est le même : avec ces nouvelles veues sur un marché qui s'ouvre de façon spectaculaire à l'Est mais se veut aussi mondial, l'accent

sera mis sur la sécurité passive autant qu'active et le confort de l'habitacle. Aussi, étant Opel que Volkswagen mettent-ils l'accent sur un renforcement des structures de l'habitacle de leurs nouveaux véhicules que sur leur comportement routier.

Dans le cas de la Golf, pour laquelle les ingénieurs de Wolfsburg ont pris pour base de calcul des conditions d'épreuve de sécurité qui dépassent les actuelles normes américaines, c'est sur les longerons qu'ont porté les travaux, pour obtenir en cas de choc frontal un effet d'accroissement destiné à absorber un maximum d'énergie. Des rails de sécurité ont été par ailleurs montés dans les portières pour protéger conducteurs et passagers en cas de choc latéral.

Versions sportives

Deos l'Astra d'Opel, on retrouve des réalisations comparables avec un renforcement de protection obtenu par des zones d'absorption d'énergie tant à l'avant qu'à l'arrière. Dans les portières aussi, des doubles barres en acier ont été montées.

Il n'y a rien de bien nouveau, à vrai dire, dans ces solutions adoptées voici des années par Volvo sur certains de ses modèles. A l'époque, elles étaient dénoncées comme génératrices de poids intolérable... On pousse en effet qui se ressoit à la conduite, d'autant plus que les moteurs subissent déjà les effets des catalyseurs.

A propos des motorisations, aussi bien Opel que Volkswagen présentent dans leur gamme une version sportive. Pour l'Astra, il s'agit d'un groupe à 16 soupapes qui développe 150 chevaux ; pour VW, le fameux 6 cylindres droit monté dernièrement sur la Passat. Ce moteur de 2 792 cm³ se révèle parfaitement adapté dans la Golf, contrairement à ce que l'on aurait pu craindre, avec une puissance maximale portée à quelque 174 chevaux. La souplesse l'emporte sur le « pointu », on retrouve sur cette version musclée un réel plaisir de conduire, qui fait apparaître, mise à part la version GTI qui fit la gloire du constructeur allemand, les autres motorisations comme bien poussées.

Il apparaît évident que les marques se cherchent plus - comme c'était le cas dans le passé - à met-

tre en avant les performances de leurs voitures... sauf comme il se doit chez les fabricants de bolides, dont la puissance reste l'indispensable atout.

Les Japonais dans le haut de gamme

Chez les constructeurs français, Citroën montre pour la première fois ce public son break XM, une luxueuse version de la berline, proposée avec trois types de motorisation : le 4 cylindres de 2 litres, le 6 cylindres de 3 litres et deux diesel, dont le 12 soupapes turbocompressé. Un renforcement de la rigidité de l'habitacle est à noter. Chez Peugeot, bien sûr, c'est la toute nouvelle 106 qui est à l'honneur. Placée près d'une 205, cette petite berline, avec son capot court et plongeant, son arrière relevé, apparaît plus différente qu'on l'imaginait de sa sœur aînée sans pour autant, cela va de soi, trahir la famille. Les Japonais, largement représentés à Francfort, prouvent avec leurs derniers modèles haut de gamme, et s'il en était encore besoin, qu'ils ont rattrapé largement les constructeurs

européens dans cette catégorie de véhicules. Chez Mazda, la MX3 fera beaucoup parler d'elle : ce modèle donne une idée du chemin parcouru par la marque japonaise, vaqueur aux dernières 24 Heures du Mans.

Chez Toyota, on présente une Camry avec un moteur de 2 164 cm³ à 4 cylindres, 16 soupapes, deux arbres à came et en série, tous les équipements généralement obtenus sur options, y compris la climatisation. Elle sera en France avant la fin de l'année au prix de 154 950 francs. Un bel atout supplémentaire en vérité.

C. L.

Chrysler : l'entêtement de Lee Iacocca

NEW-YORK

de notre correspondant

REMERCIÉ par Henry Ford il en 1978, M. Lee Iacocca faisait figure de Messie pour les actionnaires et les salariés de Chrysler lorsqu'il avait accepté de prendre les rênes d'une entreprise alors en mauvaise santé. En une dizaine d'années, le numéro trois de l'automobile aura été remis à flot. Mais voilà quelque temps déjà que les recettes de M. Iacocca n'empêchent pas la firme de Detroit de régresser. Jusqu'à inciter certains spécialistes à se demander dans combien de temps Chrysler subira l'humiliation d'être suppléée par un constructeur japonais, Honda ou l'occidentale.

Prisonnier, lui aussi, d'une baisse continue de ses parts de marché et d'une récession qui paralyse les achats des consommateurs, le groupe s'efforce de trouver auprès d'alliés et souvent concurrents (Mitsubishi) le moyen de financer les quelque 16 milliards qu'il prévoit de consacrer au cours des cinq prochaines années à la sortie de nouveaux modèles. Avec plus ou moins de succès. Témoin l'échec du projet de construire avec Renault une mini-Jeep qui aurait permis de concurrencer les modèles de Suzuki et de General Motors et l'abandon la même année (1990) des discussions engagées avec l'italien Fiat.

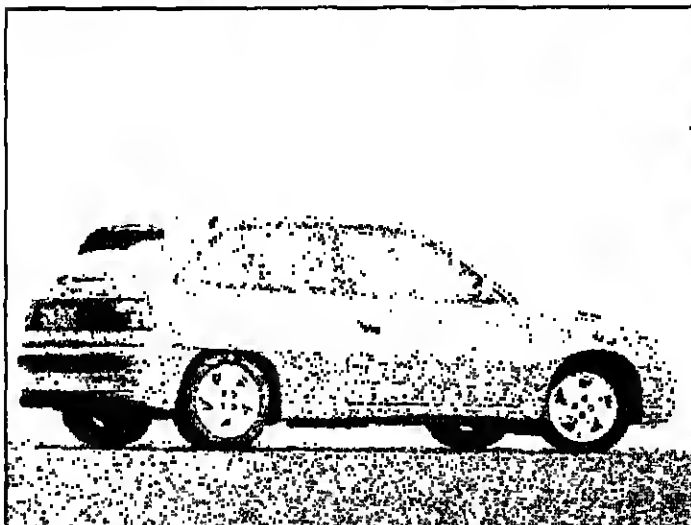
Dans le même temps, Chrysler a subi une forte érosion de ses ventes et une chute vertigineuse de ses résultats. En 1990, la part de marché de Chrysler, lancé dans un vaste plan de réorganisation, est passée sous la barre des 10 % en matière de voitures particulières, pour s'établir à 9,3 % : la firme a vendu moins d'un million de voitures. Après avoir enregistré un résultat symbolique fin 1990, Chrysler s'est vu infliger une perte de 212 millions de dollars au deuxième trimestre de 1991, laquelle survient après une autre perte de 341 millions au cours des trois mois précédents. D'où la décision d'augmenter son capital de 20 % environ par la création de 56 millions de titres nouveaux.

Dès le mois d'octobre, M. Lee Iacocca, qui s'est souvent illustré par ses élan patriotiques (« *Achtung américain* ») et par sa croisée antijaponaise, va refaire la tournée des milieux financiers pour recueillir les 400 millions de dollars dont son groupe a besoin. Comme au bon vieux temps, le patron de Chrysler aime prendre des risques. Et tenir ses engagements. A soixante-sept ans en octobre prochain, il n'est pas près de céder les rênes de l'entreprise, alors qu'on le dit régulièrement pérorant. « Pas tant que les choses n'ont pas mieux pour Chrysler », assure-t-il. Il est vrai que la plupart de ceux qui étaient susceptibles de lui succéder ont préféré le quitter. Tel M. Gerald Greenwald, parti tenter sa chance dans l'aviation en juin 1990.

S. M.



La nouvelle Golf de Volkswagen. Une évolution plus qu'une révolution.



L'Astra d'Opel dans sa version musclée (16 soupapes). Une ligne peu germanique.



Pour Mercedes, la puissance reste la puissance. Le cabriolet 300 (24 soupapes).

General Motors : une part de marché enfin stabilisée

NEW-YORK

de notre correspondant

EN quittant la présidence de General Motors en août 1990, M. Roger Smith, qui a reçu le 5 septembre dernier à Washington la Légion d'honneur des mains de l'ambassadeur de France, laissait un groupe en pittoresque état ainsi que devaient le confirmer les chiffres de fin d'année. Près de 2 milliards de dollars de perte (contre un bénéfice de 4,2 milliards fin 1989) sur un chiffre d'affaires consolidé de 111 milliards de dollars, pratiquement inchangé d'un exercice à l'autre, et une part de marché en chute libre, ramenée à moins de 35 % contre 44 % au début des années 80. Un plongeon qui correspond, quel qu'il soit, à la progression opérée par les constructeurs japonais aux Etats-Unis, dont ils détiennent à présent le quart du marché.

Du début de l'année, la situation a continué à se dégrader. Les trois géants de Detroit (Michigan) - General Motors, Ford et Chrysler - qui viennent d'annoncer une baisse de 10,7 % de leurs ventes aux Etats-Unis à la mi-août, font encore état d'une perte globale de 1,3 milliard de dollars pour le deuxième trimestre 1991 (contre un bénéfice de 1,9 milliard pour la même période de l'exercice précédent) et les spécialistes escomptent une perte finale de quelque 4 milliards

de dollars pour la fin de l'année. Mais General Motors, qui a réussi à faire progresser de 0,4 % sa part de marché fin 1990 (essentiellement grâce aux bons résultats des modèles Chevrolet), a réussi à conserver cet avantage, le premier depuis bien longtemps.

Fin juillet 1991, le numéro un mondial a, d'après ses dirigeants, « lancé le plus grand nombre de nouveaux modèles parmi les constructeurs » et pu maintenir sa part de marché à 35 % à cette date (contre 23 % pour Ford et 12 % pour Chrysler), ce qui constitue une augmentation de 1 % pour les douze derniers mois. Une bonne nouvelle pour M. Robert C. Stempel, le nouveau PDG depuis un an, issu du rang des ingénieurs maison pour la première fois dans l'histoire d'un groupe qui, jusque-là, a toujours voulu un financier à sa tête.

Diversifications réussies

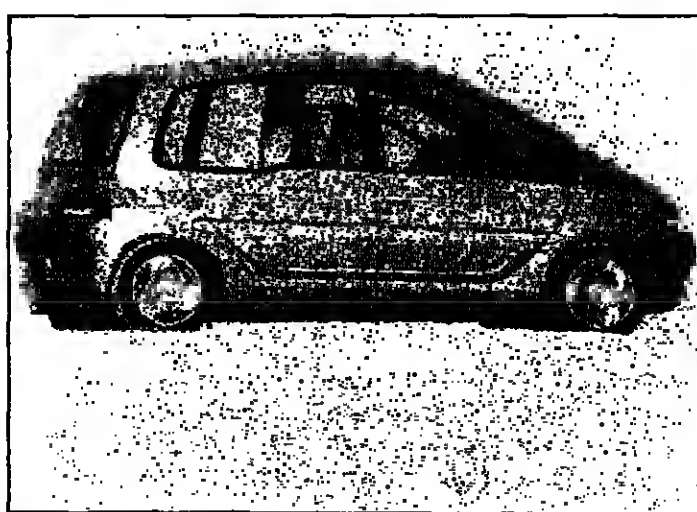
Il s'efforce de restructurer un mastodonte qui, ces dernières années, a gagné de l'argent non pas en raison de ses activités automobiles mais grâce à ses diversifications dans l'aéronautique (Hughes Aircraft) et dans l'informatic (EDS), une activité reprise en 1984. Et surtout, grâce à ses activités automobiles européennes (marquées notamment par le reprise du groupe suédois Saab-Scania), un secteur géographique qui a aussi très

bien réussi à GM-Europe mais aussi à Ford. Ainsi, au titre des nouveaux modèles fonctionnant, le groupe Chevrolet-Pontiac-Cadillac, responsable d'une partie importante des pertes et qui emploie environ 100 000 personnes (sur un total de 616 000 fin 1990 pour la seule branche automobile), a été entièrement restructuré pour l'aligner sur l'ensemble Buick-Oldsmobile-Cadillac, organisé par produits.

A l'horizon 1992, M. Stempel s'attend à 13,5 à 14 millions de véhicules (automobiles et camions) vendus aux Etats-Unis par l'ensemble des constructeurs (soit 10 % de plus que les chiffres avancés pour cette année), mais la fin prévisible de la récession ne signifie pas automatiquement un coup d'arrêt à la dérive financière. General Motors, qui a encore perdu 780 millions de dollars au deuxième trimestre 1991, continue à supprimer des emplois. En attendant de recueillir les fruits de coûteux lancements - tel celui de la fameuse Saturne, qui a mis huit ans avant d'accoucher, en octobre 1990 - la firme va supprimer 15 000 emplois de cols blancs d'ici à 1993. Elle s'oblige à tailler dans ses investissements et est contrainte de jouer les rabais pour limiter la casse. C'est ce que vient de décider sa division Pontiac pour quatre de ses modèles 1992. Pire consolation, ses concurrents japonais en font désormais autant.

SERGE MARTI

La Scenic de Renault



NUL doute que la mini-Espace de Renault, un véhicule à peine futuriste mais pas encore évidemment en production, fera à Francfort un malheur. Baptisée Scenic, cette voiture de l'avenir immédiat présentée discrètement voilà quelques semaines à la Grande Halle de La Villette à Paris rompt avec l'Espace que nous voyons chaque jour dans nos rues.

Il s'agit d'une monococque tout acier tripodée à double plancher. Le moteur qui agit sur les quatre roues est placé à l'avant. C'est un deux-litres de cylindres à quatre cylindres en ligne, deux arbres à came et seize soupapes. Tant à l'avant qu'à l'arrière, les roues sont indépendantes et les disques de freins ventilés. L'ABS, bien sûr, est monté, et les pneumatiques gros format (205/55-16) sont sous surveillance électronique pour leur pression.

La longueur hors tout de la Scenic est de 4,15 m pour une largeur de 1,92 m, l'empattement (c'est-à-dire la distance qui sépare les roues avant des roues arrière) est de 2,75 m. Le tout roule, car il s'agit d'une voiture du futur qui fonctionne déjà depuis plusieurs mois, et la vitesse atteint 182 kilomètres à l'heure en pointe. Quant aux bagages, ils sont mis dans le double plancher de la voiture et ils peuvent trouver aussi de la place dans les coffres traditionnels.

Ronde d'allure, avec des portes coulissantes, la Scenic est incontestablement très séduisante. Bien des détails échappent à la vue, qui sont la préoccupation majeure aujourd'hui des constructeurs pour assurer au conducteur et à sa famille une sécurité supplémentaire à la route. Un système de navigation et un détecteur d'obstacle sont en font partie.

كندا من الأصل

CITROËN Z

LE SALON DE L'AUTOMOBILE DE FRANCFORT

1 5

L'automobile contre elle-même

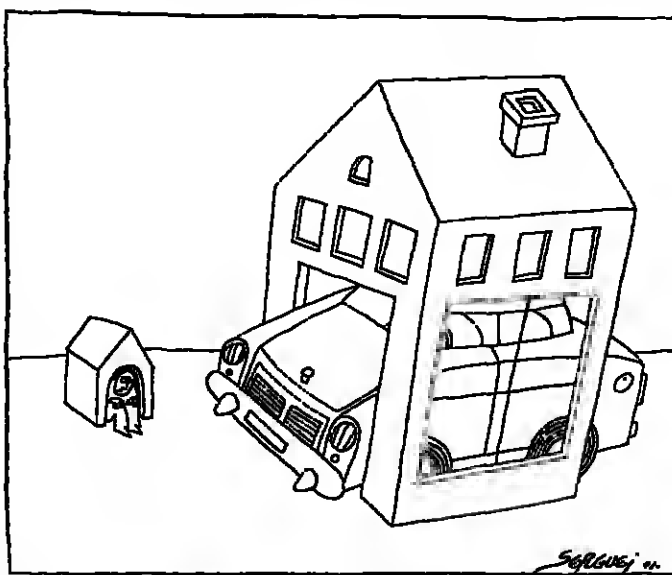
Accidents, embouteillages, encombrement des villes, pollution... La voiture génère sa propre malédiction et met les nerfs de tous à rude épreuve

Le risque majeur, ce n'est pas le tremblement de terre, c'est la bagnole !», répète à tout propos Haroun Tazieff. C'est vrai : rien que pour la France, on compte chaque année entre 10 000 et 12 000 morts, et surtout quelque 200 000 blessés, souvent handicapés à vie et entièrement tributaires de la générosité publique. Pour le monde entier, on évalue le nombre de morts annuel à quelque 250 000 et celui des blessés à environ 10 millions. Sans parler des victimes animales et de la faune sauvage, qui paie elle aussi un lourd tribut à la circulation routière.

Cette capacité de la voiture à tuer et estropier, curieusement, ne préoccupe pas outre mesure l'usager moyen. L'automobiliste se soucie plus de cacher son autoradio et de verrouiller ses portières que de boucler sa ceinture. Comme si la mort au volant apparaissait aujourd'hui tellement banale qu'elle ne fait plus peur, ou pas assez peur. Tandis que le vol à la roulotte, naturellement, est vécu comme insupportable.

En ville, où vit aujourd'hui 80 % de la population française, la voiture est considérée comme une nuisance : elle entretient un fond sonore qui oblige nombre de riverains à vivre à huis clos. Elle dégage une pollution qui gâche la vie des consommateurs en terrasse et des promeneurs avec poussette. Enfin, elle accapare toutes les surfaces utiles : chaussées, trottoirs, squares et esplanades. Même la parcelle au stationnement sauvage représente une nouvelle nuisance : un piéton de ville, aujourd'hui, doit faire son chemin entre bornes, plots et poteaux plantés tout au long des trottoirs - et même en travers lorsqu'il y a bateau - pour éviter que les voitures n'empiètent sur le domaine qui lui est réservé. Et les chaussées en principe rendues aux marcheurs à pied - les fameuses voies piétonnes des centres-villes - redevenant dangereuses entre chien et loup, lorsque l'automobile y est de nouveau tolérée.

Donc, le citoyen moyen déteste les



voitures qui l'envahissent. Mais il possède en général lui aussi un de ces véhicules à quatre roues qui encombre la ville. Et il n'a pas de mois assez durs pour fustiger la police et les services municipaux incapables de faire circuler le flot automobile de façon satisfaisante. Il réclame de nouvelles places de stationnement, des voies plus larges... et donc, sans le savoir, toujours plus de voitures.

La spirale infernale

Car la malédiction de l'automobile veut que plus on facilite la circulation et le stationnement, dans un premier temps, plus on augmente le nombre de véhicules candidats à circuler et stationner. Ce qui fait que, dans un second temps, cela «bouche» plus que jamais. Ce que le ministre français de l'environnement, M. Brice Lalonde, appelle «la spirale infernale de la ville au service de la voiture». Dans un rap-

port que vient de publier Greenpeace (1), on apprend que la surface de Londres est accaparée à 15 % par l'automobile (chaussées, garages et places de stationnement), tandis que ce chiffre approche des 50 % dans beaucoup de villes américaines et atteint même les deux tiers à Los Angeles. Ce qui n'empêche pas de beaux embouteillages.

Et ce qui favorise aussi une pollution atmosphérique qui peut atteindre des sommets dans des villes comme Los Angeles, Mexico, Athènes ou Le Caire. Chaque été, dans la capitale grecque, on ne compte plus les malaises provoqués par pollution et chaleur combinées. Les autorités municipales ont dû imposer le système des «plaques alternées» (circulation autorisée un jour pour les plaques à dernier chiffre pair et l'autre jour pour les chiffres impairs), afin de réduire par deux la circulation automobile dans l'agglomération athénienne. La difficulté, s'agissant de pollution auto-

mobile, c'est que l'automobiliste n'en est pas directement victime, enfermé qu'il est dans son habitacle étanche. Les gaz d'échappement sont pour les autres, piétons, cyclistes et motocyclistes, c'est-à-dire ceux qui contribuent le moins aux nuisances ! La pression contre les automobilistes pollueurs, du coup, apparaît faible contre le lobby automobile.

Certaines villes, toutefois, ont pris le taureau par les cornes. En Italie, où l'on n'a pas connu de baron Housmann pour élargir les trottoirs centraux, il a bien fallu interdire carrément l'entrée des véhicules privés au cœur des agglomérations. C'est le cas à Florence et Bologne, par exemple, où circulent aujourd'hui plus de bicyclettes que de voitures dans certaines rues du centre. A Lucques, entièrement fermée de remparts, l'entrée en voiture relève de l'exploit, et surtout la pratique du volant en ville, maintenant accaparée par piétons, poussettes et vélos. Lorsqu'il pleut, les cyclistes conduisent d'une main, avec le parapluie dans l'autre ! Même les plus petites Fiat n'arrivent plus à rivaliser contre les deux-roues.

A Prague, autre ville médiévale parfaitement conservée, la circulation automobile est un véritable cauchemar dans le centre. Seuls le métro et le tramway permettent de relier un point à un autre en un temps prévisible. Et sans pollution atmosphérique directe.

L'automobile apparaît ainsi de moins en moins appropriée pour une vie urbaine acceptable, comparée aux moyens de transports publics. Mais comme la voiture reste indispensable à la campagne et en banlieue, notamment pour se rendre en ville, elle continue à proliférer dans la plupart des agglomérations urbaines. Ce qui a pour résultat de congestionner les grandes artères, de mettre les nerfs des conducteurs à rude épreuve, et de transformer un instrument de liberté en instrument d'esclavage.

ROGER CANS

(1) La Voiture : impacte environnemental, 66 p. S'adresser à Greenpeace, 28, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris. Tél. : 47-70-46-89.

Le boom allemand

FRANCFORT
correspondance

GRACE à la demande en provenance des cinq nouveaux pays, l'industrie automobile allemande - traditionnellement fortement exportatrice - va continuer à bien se porter cette année sans trop subir le contrecoup du ralentissement de la conjoncture dans les pays occidentaux, notamment les États-Unis. En 1992, en revanche, la situation devrait revenir à la normale, avec une baisse de la production d'environ 20 %, dans la mesure où la demande intérieure ne pourra plus compenser le recul des exportations.

Au cours des six premiers mois, la demande a continué à être très forte dans la partie orientale de l'Allemagne (+27,8 %). Selon les prévisions de l'Association de l'industrie automobile (VDA) de Francfort, la production de nouveaux véhicules devra atteindre au moins 5 millions pour l'ensemble de l'année, dont un peu plus de 500 000 fabriqués à l'Est, c'est-à-dire deux fois plus que la production de l'ex-RDA.

Au cours du second semestre, les hausses d'impôts, notamment le texte sur l'essence - décidées à compter du 1^{er} juillet pour financer la réunification allemande - vont faire sentir leur effet et la demande devrait se tasser. Même en tenant compte du recul des exportations et de la baisse des commandes d'au moins 10 % d'ici la fin de l'année, l'incidence restera faible sur la croissance, qui devrait encore atteindre un taux record en 1991, compris entre 12 % et 15 %, a précisé la VDA.

Les Allemands devraient donc dépenser près de 104 milliards de deutschemarks pour l'achat d'une voiture neuve en 1991, soit 30 % de plus qu'en 1990. Sur ce total, environ un cinquième, soit 28 milliards de

deutschemarks, sera consacré à l'achat de véhicules de marques étrangères.

Parmi les fabricants européens, c'est Renault qui semble avoir le plus profité de ce boom à l'Est, notamment avec la Renault 19. Le Japon, en revanche, a enregistré un recul de ses parts de marché en Allemagne, de 14 % à 12 %, au cours des six premiers mois.

A plus long terme, l'industrie automobile allemande ne peut qu'améliorer sa compétitivité sur les marchés mondiaux, grâce à la réunification et à l'ouverture des marchés à l'Est, écrit la VDA dans son rapport annuel. Les fabricants ouest-allemands vont se tailler le lion sur ces nouveaux marchés, car, malgré le très faible potentiel de croissance du marché automobile européen, ils seront en mesure de construire de nouvelles usines et, donc, d'utiliser et d'expérimenter les techniques et les méthodes de travail les plus modernes, également avec leurs sous-traitants.

Élévation des coûts

L'excellente situation actuelle des groupes allemands et les bonnes perspectives ouvertes à l'Est pourraient toutefois être remises en question par l'élévation des coûts. Une inquiétude naît de la faible rentabilité des firmes, alourdies par des emplois en grand nombre et des salaires élevés. Les syndicats devront modérer leurs exigences en matière d'augmentations salariales, estime la VDA. Sa présidente, M^{me} Erika Emmerich, se montre aussi critique à l'égard du gouvernement de Bonn et demande qu'au moins une partie des revenus tirés du nouvel impôt sur l'essence serve à construire des routes pour désengorger les villes et réaliser des économies d'énergie en limitant les embouteillages.

CHRISTINE
HOLZBAUER-MADISON

PRÊT GRATUIT.
DU 2 AU 11 SEPTEMBRE DANS TOUT LE RESEAU CITROËN

ROULEZ
TOUTE UNE JOURNÉE
EN CITROËN ZX



05 210 212
APPEL GRATUIT

Pour découvrir toutes les qualités de la CITROËN ZX, sa tenue de route, son confort, ses performances... un simple essai ne suffit pas. Citroën a donc décidé de vous la prêter gratuitement : clés en main, kilométrage illimité, allez où vous voulez en France, seul ou en famille... La CITROËN ZX est à vous

toute une journée ! A votre retour, vous nous donnerez votre opinion, ne paierez que le carburant, et profiterez d'une offre exceptionnelle... Vous êtes titulaire du permis de conduire depuis plus d'un an ? Contactez vite le réseau CITROËN ou téléphonez gratuitement au 05 210 212... Bonne route !

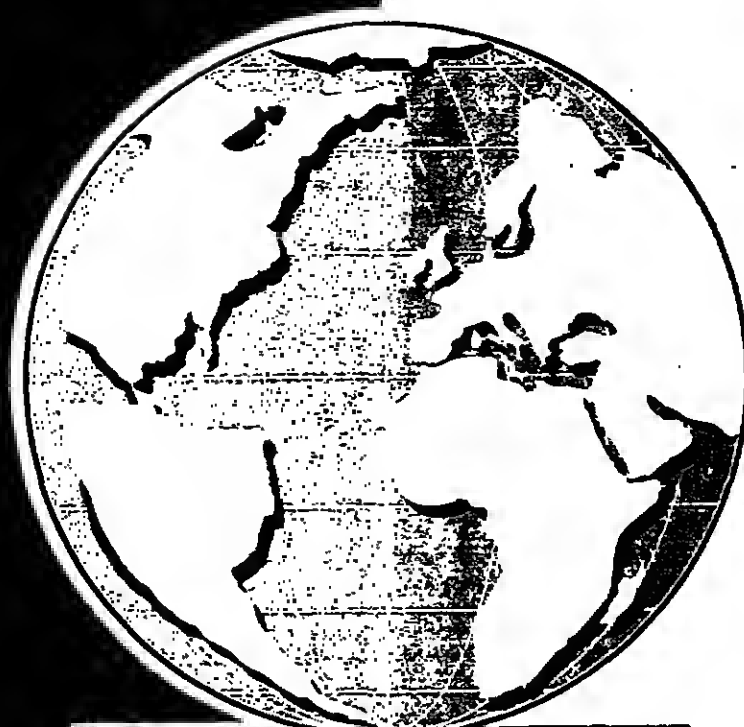
CITROËN

CITROËN ZX L'AUTOMOBILE COMME VOUS L'ENTENDEZ.

هكذا من الأصل

UNE
COMMUNICATION FINANCIERE
INTERNATIONALE REUSSIE
N'A PAS DE PRIX...

Si !



FINANCIMAGE

GRAND PRIX

DE L'IMAGE FINANCIERE

INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... l'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.

Le Monde
AVEC LA PARTICIPATION DU
CFCE

Les Etats-U

L'aide

مكتبة من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Les Etats-Unis surveillent toujours l'Amérique latine

Les échanges croissent, les investissements sont relancés, l'aide redémarre mais elle demeure conditionnelle et Washington a ses préférés

« J' e suis complètement en désaccord avec cette décision. C'est encore un coup de département d'Etat qui joue avec Alberto Fujimori. D'ailleurs, le Pentagone est contre. Et vous pouvez me croire. Ici, vous êtes dans une institution républicaine où l'on sait très bien ce que veulent réellement l'administration et le Congrès. Spécialiste des questions d'Amérique latine à l'American Enterprise Institute for Public Policy Research de Washington, M. Mark Falcoff n'en démord pas.

Pour lui, non seulement la décision, annoncée à la mi-août par l'administration Bush, d'envoyer cinquante « conseillers », y compris des « héros verts » et du personnel de la Navy, dans les montagnes andines pour aider le président péruvien à lutter contre les barons de la drogue, sera d'une piètre efficacité, mais elle conduit le gouvernement américain à renouer avec un paternalisme que le « *consensus* » rejette régulièrement. Selon lui, il faut proposer un véritable « partenariat » aux pays latino-américains progressivement gagnés par le virus de la démocratie et du libéralisme économique et clairement identifiés par la Maison Blanche.

« L'Amérique latine est trop proche pour que nous ne nous en occupions pas, et il faut répondre aux critiques de ceux qui nous reprochent de délaissier cette région ou profit de l'Europe de l'Est depuis la chute du mur de Berlin. Dans le même temps, l'Amérique du Sud a changé. Elle s'occupe plus de business que d'idéologie. Il faut en tenir compte, explique M. Falcoff. Nous nous n'avons pas de pétrole à recycler, et les Etats-Unis ont aussi leurs propres problèmes à régler », soupire-t-il.

Un « grand marché » continental

Pourtant, depuis que les Etats-Unis ont redécouvert l'Amérique, lors de la fameuse « Initiative pour les Amériques » annoncée le 27 juin dernier par le président Bush et visant à créer, à terme, un « grand marché » continental, de l'Alaska à la Terre de Feu, les idées se concrétisent. L'entente, étape déterminante, la négociation d'un traité de libre-échange avec le Mexique, partenaire privilégié de Washington dans cette région.

Avec le premier accord entre les Etats-Unis et le Canada, ce vœu depuis le 1^{er} janvier 1989, il aboutirait à constituer une entité économique forte de 6000 milliards de dollars de production annuelle et de 360 mil-

lions de consommateurs, susceptible de contrebalancer l'influence de l'Europe de 1993 et du Japon toujours à l'affût de nouveaux marchés. Malgré, il est vrai, un déséquilibre certain entre le revenu d'un citoyen des Etats-Unis (20 600 dollars par an) ou du Canada (20 800 dollars) et celui d'un Mexicain (2 100 dollars).

Un peu plus d'un an après le discours du président américain, l'intérêt ne s'est pas éteint.

un total de 394 milliards en 1990, leur progression est régulière depuis la mi-1980. Les produits américains représentent à présent plus de 56 % des importations de l'Amérique latine contre à peine 50 % dix ans plus tôt (la progression est particulièrement marquée aux Caraïbes, où le pourcentage avoisine 72 % en 1980 contre 62 %). Les importations américaines en provenance de cette zone ont atteint 64 milliards de dollars, dont 30 mil-

lions des moyens de supprimer progressivement les obstacles au commerce et aux mouvements de capitaux signés avec de nombreux pays.

Parmi ceux-ci figurent le Chili, le Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, le Venezuela, le MERCOSUR (le futur « marché commun du cône sud regroupant Argentine, Brésil, Paraguay) et, dernier en date, l'accord conclu le 27 juillet avec le CARICOM, composé de treize nations des Caraïbes d'expression anglaise. Une liste impressionnante qui conduit nombre d'économistes à établir un classement des bons et mauvais élèves, mais le président Bush, qui a effectué en décembre dernier une tournée dans cinq pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay et Venezuela), n'a jamais caché qu'à ses yeux, le Chili pourrait succéder dans deux ou trois ans au Mexique dans le rôle de partenaire privilégié des Etats-Unis au sein d'une zone de libre-échange.

Nouveaux instruments de développement

« Je sais que certains ont interprété la décision du président Bush comme la volonté de créer des blocs économiques », admettait récemment M. Myles Frechette, l'adjoint de M. Carla Hills, responsable de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique lors d'une intervention à l'American University. « Il n'en est rien. La Bush Initiative et l'Uruguay Round sont complémentaires (...). De plus, nous pensons que la perspective d'opportunités commerciales accrues va stimuler de nouveaux investissements, lesquels vont permettre aux pays concernés de faire face à leurs obligations en matière de dette, tandis que cette réduction du stock de la dette permettra plus aisément d'attirer des capitaux extérieurs et de financer les flux commerciaux », devait-il expliquer.

Pour favoriser la relance de l'investissement en Amérique latine, l'administration Bush a essentiellement mis sur la Banque inter-américaine de développement (BID) dont le siège est à Washington et qui est devenue à 35 % par les Etats-Unis et à 62 % par des pays sud-américains, le solide étant réparti entre le Canada, le Japon, Israël et quelques pays européens. Cet établissement, créé en 1959 afin d'aider à financer le développement économique et social dans la région, met dorénavant à la disposition des pays d'Amérique latine et des Caraïbes deux nouveaux instruments :

Un nouveau programme de prêts sectoriels à l'investissement, en liaison avec la Banque mondiale, destinés aux pays engagés dans les privatisations et la libéralisation des investissements. Le premier prêt de ce type, une opération de 150 millions de dollars, a été accordé au Chili par le conseil de la BID le 19 juin dernier. La Colombie, la Jamaïque et la Bolivie sont également sur les rangs pour bénéficier des mêmes facilités :

Un fonds multilatéral d'investissement créé pour cinq ans, administré par la banque et destiné à permettre aux pays ayant entrepris des réformes de les mettre en œuvre. Fonctionnant sous forme de dons à des fins d'assistance technique, ce fonds, doté de 1,5 milliard de dollars, peut distribuer une aide annuelle de 300 millions de dollars. L'administration américaine a demandé au Congrès l'autorisation de provisionner ce fonds à hauteur de 100 millions de dollars par an.

Le Chili, le plus avancé

Un troisième volet consiste en un allègement de la dette publique bilatérale au titre de l'aide alimentaire. Cette mesure, qui vise les pays engagés dans d'importants programmes de réforme économique et de libéralisation des régimes d'investissement, représente environ 1,7 milliard de dollars sur les 12 milliards des Etats-Unis par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le Chili est encore le premier pays à avoir profité de ces nouvelles mesures. La Bolivie, également candidate, a bénéficié le 22 août dernier d'une remise de dette de 341 millions de dollars. Prochain pays inscrit sur la liste

pour ces accords qui, selon l'administration, devraient porter sur 310 millions de dollars en 1992 : la Jamaïque.

« Ces trois pays, surtout le Chili, sont ceux qui paraissent les plus avancés en matière de réformes économiques », relève M. Carlos Grezina, l'un des porte-parole de la Banque inter-américaine de développement. Il est normal qu'ils soient les premiers à pouvoir utiliser ces nouveaux instruments indexés sur leur mutation économique et dont l'initiative revient aux Etats-Unis. Plus prudente, l'administration américaine se refuse à établir un classement des bons et mauvais élèves, mais le président Bush, qui a effectué en décembre dernier une tournée dans cinq pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay et Venezuela), n'a jamais caché qu'à ses yeux, le Chili pourrait succéder dans deux ou trois ans au Mexique dans le rôle de partenaire privilégié des Etats-Unis au sein d'une zone de libre-échange.

Vue de la fenêtre washingtonienne, la Colombie, « un pays qui ne connaît pas la récession et où les réformes se font de façon moins tapageuse », selon un observateur local, le Venezuela, et, naturellement, le Mexique, figurent dans la deuxième série des pays convertis aux lois du marché, auquel M. Falcoff s'empresse d'ajouter le Costa-Rica, « le pays le plus pro-américain de la région » et « où soixante-dix mille retraités en provenance des Etats-Unis ont élu domicile ». En revanche, le Brésil, « qui hésite continuellement entre ses ambitions de puissance industrielle et de nation du tiers-monde, devra rapidement choisir », estime tel autre spécialiste de l'Amérique latine, lui aussi soumis à ce délicat hiérarchie.

Une double pression

Le département d'Etat, lui, a sa propre grille de lecture, celle des crédits budgétaires distribués au titre de l'assistance et qui représenteront 1,8 milliard de dollars fin 1992, soit 12 % de l'ensemble de l'aide distribuée par Washington à l'étranger. L'assistance américaine comporte notamment 400 millions de dollars au titre de l'aide au développement, 250 millions pour la lutte antidrogué et 280 millions de dollars sous forme d'assistance militaire. Cette aide, dont sont exclus Cuba (soumis au blocus des Etats-Unis depuis 1959) et le Suriname (pour cause de coup d'Etat, en décembre 1990), bénéficie essentiellement à la Bolivie, au Honduras, au Nicaragua, au Pérou et au Salvador, rattachés à l'Association pour le développement et la

démocratie lancée par les Etats-Unis en 1990.

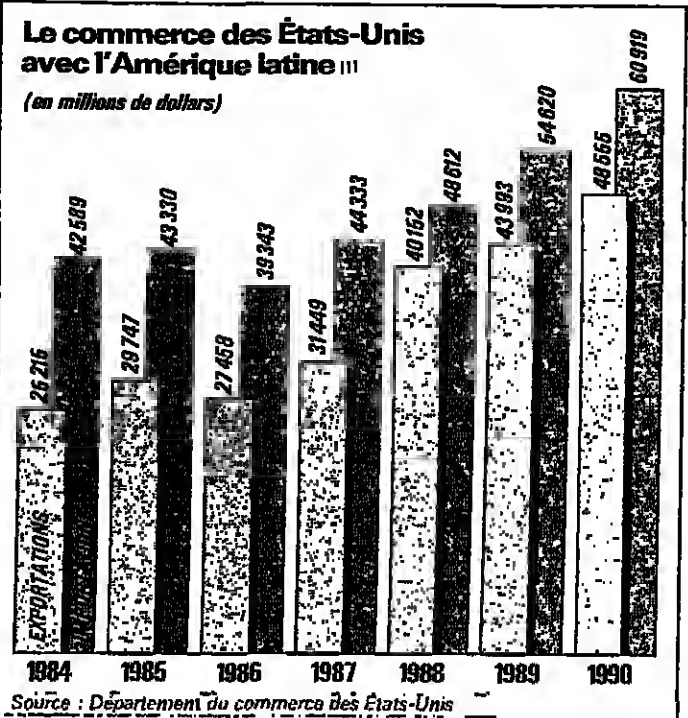
Un bon moyen pour Washington de maintenir une double pression financière - celle de l'aide directe et de l'action des organismes internationaux tels le FMI, la Banque mondiale et la BID - sur cette vaste région traditionnellement considérée comme son « arrière-cour ». Non sans susciter quelques velléités de résistance.

Ainsi, en octobre dernier, le Groupe de Rio, qui réunit l'essentiel des pays d'Amérique du Sud, a-t-il effectivement appuyé l'« Initiative pour les Amériques » mais en faisant valoir qu'il n'était pas dupe. « La proposition des Etats-Unis n'est pas vraiment altruiste, déclarait alors le président colombien. Nous savons tous que le grand frère du Nord entend organiser un grand marché et le contrôler à son profit. » En juillet dernier, les dirigeants des dix-neuf pays d'Amérique latine (dont Cuba) réunis à Guadalajara (Mexique) en présence de leurs anciens colonisateurs - l'Espagne et le Portugal - ont à nouveau réaffirmé le double principe de souveraineté et de non-ingérence.

Une façon de signifier aux Etats-Unis, dont l'Organisation des Etats américains (OEA) a « vivement regretté » l'intervention à Panama, en décembre 1989, que la défaite des idéologies radicales dans la région, consacrée depuis la fin légale du régime sandiniste au Nicaragua, et l'engagement de l'Amérique latine sur la voie de la démocratie et des réformes n'impliquent pas une adhésion systématique à toutes les recettes néolibérales made in Washington. L'échec tragique des *Chicago boys* au Chili, justement dans les années 70, et, plus près de nous, les effets dévastateurs sur la population de la thérapie de choc appliquée à certains pays, notamment sous forme de « plans d'ajustement », illustrent les difficultés de l'Amérique latine à faire preau neuve.

de Washington
SERGE MARTI

Ont déjà été présentées les relations avec l'Amérique latine de l'Espagne et du Portugal (18 juillet), de la CEE (23 juillet), de la France (30 juillet) et de l'Italie (2 septembre). D'autre part, les numéros des 6, 13, 20 et 27 août des « Champs économiques » ont été consacrés entièrement à une série d'études et de reportages sur le dessein de l'Amérique latine.



(1) Hors pays anglophones des Caraïbes.

l'égard d'une région que les néolibéraux entrevoient déjà « à la veille d'un miracle économique », à tel point qu'elle est régulièrement citée en exemple pour les ex-pays socialistes eux aussi engagés sur la voie de la privatisation et de la libre entreprise. L'administration américaine s'empresse de dresser un premier bilan, positif, de la Bush Initiative. Elaborée à l'issue de plusieurs mois de discussions menées entre différentes agences gouvernementales et sous la coordination du conseil de politique économique de la Maison Blanche, cette action comporte trois volets essentiels : commerce extérieur, investissements et dette.

Si les échanges avec l'Amérique latine et les Caraïbes forment encore une part modeste de l'activité commerciale des Etats-Unis hors de ses frontières (54 milliards de dollars, dont 28 milliards pour le Mexique, sur

liards du Mexique, sur un total de 297 milliards de dollars fin 1990.

Chargée de développer les relations commerciales avec ses voisins du Sud, M. Carla Hills a effectué au mois d'août une visite de plusieurs jours au Chili, en Colombie, au Venezuela et au Costa-Rica pour s'entretenir avec les dirigeants locaux et avec les milieux d'affaires du développement des échanges bilatéraux. La représentante spéciale de M. Bush pour le commerce international s'est partagée la tâche avec le vice-président américain, M. Dan Quayle, qui, quasiment au même moment, abordait avec ses interlocuteurs sud-américains les questions économiques autres que commerciales.

A Washington, au siège de l'US Trade Representative, on n'est pas peu fier des accords-cadres bilatéraux retenus, de façon non contraignante, les principes généraux du libre-échange et de l'exa-

L'aide de l'ONU

En dépit de ses efforts pour réformer son économie et la rendre plus compétitive, l'Amérique a subi au cours des années 1980-1990 une baisse de son activité de près de 1 % par an en moyenne, les pays importateurs de pétrole de la région (Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay et le quel-totité de l'Amérique centrale et des Caraïbes) étant naturellement les plus touchés par les effets de la guerre du Golfe.

Dans le même temps, les exportations de pétrole, qui avaient atteint 29 milliards de dollars en 1989 (sur un total de 32 milliards pour l'ensemble des pays en voie de développement), ont encore représenté 19 milliards de dollars en 1990, une somme considérable qui n'est pas en reste dans le monde.

Cette double contre-performance, en dépit des « sacrifices sociaux considérables » accomplis par les populations, montre combien il est complexe de « promouvoir la reprise économique dans un contexte de stabilité financière et d'équité sociale accrue », constate la

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), un organisme des Nations unies dont le siège est à Santiago-du-Chili.

Mais l'ONU ne se contente pas de produire rapports et études sur le sujet, voire de prodigier ses conseils comme elle l'a fait en mai 1990 en formulant notamment six propositions précises visant à alléger le poids d'une dette extérieure qui atteignait 423 milliards de dollars fin 1990, pour l'ensemble de la région, éprée avoir légèrement baissé les années précédentes.

Mines d'or à Haïti

Ainsi, à travers son Département de la coopération technique pour le développement (DCTD), installé à New-York, l'organisation consacre chaque année environ 160 millions de dollars à des projets, actuellement au nombre de 950, répartis dans l'ensemble du monde en développement. « En Amérique latine, nous avons mis en place une importante coopération dans le domaine minier,

délaissé par les firmes américaines depuis plusieurs années », explique M. Gérald Labonne, responsable de la division des ressources naturelles et de l'énergie.

C'est grâce à cette assistance, fournie en liaison avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), que deux mines d'or ont pu être exploitées à Haïti, avec des compagnies étrangères, une industrie du minerai ouverte en Jamaïque, et exploitée, depuis 1987, un important gisement minier en Bolivie par la société Comibol Properties, précisée M. Domingo Estay, un ingénieur chilien chargé de superviser ces actions.

Le DCTD apporte également son appui minier - une spécialité de l'organisation depuis le début des années 60 - au Paraguay, au Costa-Rica, en Equateur, en République dominicaine et à Cuba, un pays privé d'approvisionnement en provenance des Etats-Unis depuis le blocus instauré par Washington il y a trente-deux ans et maintenu depuis.

S. M.

SESSION D'OCTOBRE

DEUG, DUT, BTS,...

ADMISSIONS DIRECTES

SUR CONCOURS EXTERNE

permettant d'intégrer les

CYCLES INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

Clôture des inscriptions le 18 septembre 1991

ISG

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

Centre d'Information et d'Orientation (C.I.O.)

8, rue de Loti - 75116 Paris

Tél. (1) 45 53 60 00, postes 8802 et 8803

هكذا من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Slovénie : les comptes de l'indépendance

Tout en préparant sa réforme économique et sa monnaie, la République souhaite un marché commun yougoslave

DEVANT sa BMW d'une blancheur éclatante, le chauffeur de taxi de Ljubljana fait grise mine. L'avion d'Adria Air, la toute nouvelle compagnie aérienne slovène, n'a apporté que trente-sept passagers sur son Londres-Ljubljana hebdomadaire. Malgré moisson d'hommes d'affaires et de travailleurs émigrés de retour pour les vacances. Et dans les voitures de louage, désespérément immobiles devant le petit aéroport de la capitale de Slovénie, les chauffeurs philosophent sur la lenteur des étrangers à reconnaître un Etat déjà plus proche de l'Autriche que de la Yougoslavie.

Car la Slovénie s'installe chaque jour davantage dans l'indépendance, proclamée le 25 juin, mais théoriquement suspendue pendant trois mois par les

accords de Brioni du 7 juillet, le temps de négocier avec la Fédération des relations nouvelles. Les armes se sont tuées alors que les combats ravagent la Croatie voisine. Mais le délai de réflexion n'empêche pas les deux parties de multiplier les gestes de rupture.

Ainsi Belgrade a coupé la Slovénie de tout accès au marché fédéral de devises (il est vrai que, depuis plusieurs mois déjà, celles-ci avaient disparu de la capitale), mais aussi au marché de capitaux. Les banques slovènes sont privées de leurs sources de financement. Et la Fédération, qui détient le monopole de l'émission de la monnaie, le dinar, a coupé l'alimentation en billets de banque neufs. « Belgrade a déplacé la guerre du militaire à l'économique », se plaint un conseiller du ministre slovène des affaires étrangères, M. Rupel.

De son côté la Slovénie, dès le début juillet, imitée par la Croatie, s'est arrogé le droit de dévaluer le dinar en circulation sur son territoire — une prérogative fédérale. Les banques locales achètent les devises sur la base de 12 dinars, et non plus 1 pour 13, selon le cours légal dans la Fédération. Ljubljana attire ainsi les devises étrangères et stimule ses exportations, au détriment des autres Républiques. Le 16 août, la Banque nationale de Serbie doit aligner son dinar sur le cours sécessionniste.

Dès le 25 juin, la Slovénie a bloqué le versement au budget fédéral (soit 12 % du total), en particulier la totalité des droits de douane qu'elle perçoit. Pourtant, les accords de Brioni prévoyaient expressément que, le temps du moratoire, Ljubljana, reprenant la collecte des droits de douane, devait les répartir entre République et Fédération. Seule République yougoslave à avoir des frontières avec l'Italie et l'Autriche, la Slovénie est le lieu de transit traditionnel des marchandises d'Europe de l'Ouest.

Les Slovènes ont déjà prévu que, s'ils doivent rembourser un jour cette somme, ils en déduiraient les « dommages de guerre » dont ils rendent responsable la Fédération : dommages directement causés par les affrontements de juin dernier, et répercussions sur le tourisme et le commerce notamment. Une addition de 2,7 milliards de dollars, selon Ljubljana.

Une richesse industrielle

Le temps presse pour la Slovénie. Comme les avions, les hôtels sont vides. Les exportations ont baissé de 40 % en juin. Dans la petite capitale slovène, le nombre des sans-emploi a été multiplié par trois en un mois et les experts annoncent une imminente explosion du chômage. Elan, le célèbre fabricant slovène de skis, a fait faillite et la faillite menace d'autres groupes de l'industrie légère, les Neurons de l'industrie de la République.

La déségrégation politique n'est pas seule responsable de la crise économique. Selon Ljubljana, il faut en chercher les causes dans la politique économique du premier ministre fédéral Ante Markovic. Son programme d'austérité, lancé en décembre 1989, expliquerait le

chute de 10,5 % du produit intérieur brut slovène en 1990, de 12 % de l'investissement et de 9 % de la consommation. Le dinar est depuis cette date orgueilleusement accroché au deutschemark. Cette surévaluation pénalise la Slovénie qui a enregistré en 1990 un déficit commercial de 600 millions de dollars, « le premier dans l'histoire », affirme Mateusz Pinar, directeur pour l'Europe de l'Ouest de la chambre de commerce de la République.

Le déficit budgétaire fédéral, largement alimenté par la planche à billets, relance une inflation qui dégrège toujours plus le fonctionnement de la machine économique. Selon les statistiques slovènes, l'inflation, de 1 385 % en 1989, était encore de 551 % en 1990, en dépit du plan d'austérité de M. Markovic.

PNB de la Slovénie contre 4,5 % seulement pour l'agriculture. Traditionnellement spécialisée dans la métallurgie (Unial), le meuble (Slovenia Les), ou les articles de sport, celle-ci s'est progressivement redéployée dans l'électronique (Iskra), l'électroménager (Gorenje) ou le matériel de transport (IMV). La Bourse de valeurs vient de fêter son premier anniversaire. Créée par trente-trois banques et établissements financiers du monde entier, elle cote déjà seize valeurs en attendant la privatisation à venir des groupes industriels.

Travailleurs, les Slovènes, avec 8 % de la population yougoslave, réalisent 21 % du PNB, et 30 % des exportations (qui ont représenté 30 milliards de dollars en 1990). La République aurait déjà orienté, hors de la Yougoslavie — essentiellement vers l'Europe —

eré les prémices d'un marché de devises à la Bourse de Ljubljana. Mais l'étape décisive a été franchie en juin, quand sont adoptées un ensemble de douze lois (douanes, investissements étrangers ou transactions en devises) dont la plus importante crée une banque centrale, la Banque nationale de Slovénie. Toutes ces lois — suspendues actuellement — devaient transférer de Belgrade à Ljubljana le centre de décision et de contrôle de tous les rouages économiques.

Ljubljana profite du délai de conciliation pour peaufiner son programme économique radical, élaboré avec la participation de Jeffrey Sachs, l'économiste de Harvard, après le rejet du plan progressif préparé par le vice-président chargé de l'économie de l'époque, M. Jose Mencinger, contrait de démissionner en

par Belgrade, la Slovénie envisage de lancer, dès septembre, l'émission d'« obligations d'urgence », dont M. Arhar présente volontiers les spécimens. Neuf coupures soigneusement rangées dans les intercalaires plastiques d'un classeur à écolier bleu. Elles symbolisent les Alpes, dont la Slovénie se vante d'être « le versant ou soleil ». Un imprimeur slovène est prêt à fournir suffisamment d'« obligations d'urgence » pour remplacer les billets en circulation dans la République au cours de un contre un, soit un total de près de 14 milliards de dinars.

A l'étranger, la Slovénie a déjà établi un bureau de représentation auprès des Communautés européennes, à Bruxelles et prévoit d'en ouvrir quarante autres. La chambre économique de Slovénie, qui s'était jusqu'alors contentée de nouer des relations avec des régions, du Jura à la Catalogne, en passant par le Bade-Wurtemberg ou la Bavière, multiplie désormais ses missions dans les capitales.

Décidément axée sur l'économie, l'indépendance slovène tient surtout à se démarquer de la Croatie voisine, catholique comme elle, et comme elle longtemps attachée à l'Empire austro-hongrois. Mais la Slovénie dispose d'une population homogène, parlant une même langue, semble pouvoir échapper au débat sur les minorités qui déchire la Yougoslavie, et pouvoir obtenir le consentement de Belgrade. « Dans une communauté yougoslave qui sera certainement différente de ce qu'elle était hier (...), la Yougoslavie peut vivre sans la Slovénie », admet M. Nevenka Pecar, du ministère fédéral des finances.

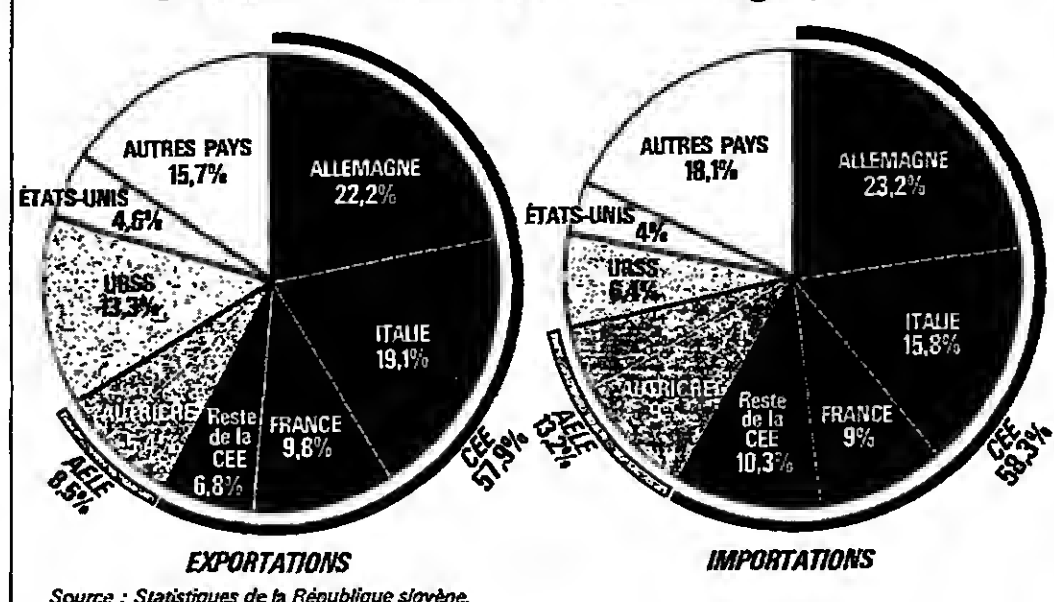
Trois cercles concentriques

Le plan slovène présenté à Belgrade prévoit trois cercles concentriques : le premier est composé de la Serbie, du Monténégro et de la Bosnie-Herzégovine, éventuellement de la Macédoine, maintenues dans une « Fédération ». Le second cercle, une « confédération » englobe la Croatie. La Slovénie se rejoint dans un troisième cercle, aux contours les plus flous possibles, surtout défini par un marché commun. « Une sorte de Benelux dans lequel la Slovénie jouerait les Pays-Bas », esquisse un conseiller de M. Rupel.

Pragmatiques, les Slovènes ont en effet compris qu'ils ne pouvaient être complètement indifférents au sort du reste de la Fédération. « La résolution du problème slovène sans réconciliation entre nations yougoslaves ne peut rendre cette région attractive ou capable d'attirer, ni lui permettre de devenir un portemanteau solide dans la communauté internationale », reconnaît le même diplomate. Ils ont surtout calculé que la fermeture du marché yougoslave (Croatie et Serbie, pour l'essentiel) et la perte des marchés extérieurs pourraient entraîner une chute de 30 % de la production industrielle slovène. Les deux millions de Slovènes ont au moins une raison de rester yougoslaves : le marché des vingt-trois millions de Yougoslaves qui constitue depuis près d'un siècle leur débouché naturel.

DOMINIK BAROUCH

Le commerce de la Slovénie avec l'étranger (en 1990)



Source : Statistiques de la République slovène.

(de source fédérale, l'inflation serait tombée à 121 % en 1990, et à 69 % au cours des premiers six mois de 1991). La Slovénie se plaint enfin de la lourdeur des impôts fédéraux, finançant essentiellement l'armée. Il est vrai que tout impôt devient insupportable pour celui qui estime « irraisonnable pour payer de ces messieurs de Belgrade leurs meetings politiques », selon les récriminations d'un Slovène.

Car la Slovénie se sent déjà à part. Comparés aux Zavista et aux Yugo nationales, les Renault, Mercedes ou Alfa Romeo des taxis locaux témoignent de la réussite économique d'une République dont le PNB par habitant est de 7 150 dollars officiellement (9 000 dollars en incluant l'économie souterraine) contre 3 240 dollars en moyenne pour le reste de la Fédération.

Se richesse provient de son industrie, qui représente 56 % du

44 % de ses exportations et 46 % de ses importations, le plus gros (58 %) concernant la CEE.

La France par exemple, fait avec la Slovénie la moitié de ses échanges avec la Yougoslavie. C'est à Novo Mesto, à 40 kilomètres de Ljubljana, que Renault a installé le plus gros investissement français en Yougoslavie : Revos, la société mixte formée avec le slovène IMV, a produit 70 000 véhicules de modèle R 4 et R 5 en 1990, tout en irriguant de Renault l'ensemble de la Yougoslavie. Mais la France n'est que cinquième investisseur, avec 5 % du total (530 millions de dollars sur 1989 et 1990), derrière l'Allemagne (38,4 %), l'Autriche (24,2 %), l'Italie (23 %) et l'Australie (5,6 %).

Décidée à mener sa propre politique, la Slovénie instaure dès décembre 1990 une réforme de l'impôt direct (qui relève des Républiques). En mars 1991, elle

avril. Ce plan, qui devrait être annoncé à l'automne, repose sur le principe d'un strict équilibre budgétaire, de la liberté de tous les prix de détail, de la mise en œuvre d'une réforme de M. Menetager, M. Andrej Ocvir. La privatisation sera réalisée en deux étapes, en commençant par les petites entreprises, en transférant le capital à un fonds d'investissement qui agira comme intermédiaire. Une part du capital sera partagée entre caisses de retraite (20 %), banques commerciales (de 10 à 20 %) salariés (20 %) et anciens propriétaires (10 %).

L'étape décisive serait l'adoption d'une monnaie indépendante, prévue au printemps prochain. A la différence du dinar, défini suivant une parité fixe avec le deutschemark, la nouvelle monnaie serait basée sur l'écu, selon un taux de change flottant. Son nom n'est pas encore choisi, mais le nouveau gouverneur de la Banque de Slovénie, M. Frane Arhar a déjà lancé un appel d'offre auprès d'imprimeurs étrangers pour la fabrication des billets.

L'introduction de la nouvelle monnaie pourrait être accélérée par le blocus du dinar. Un billet de banque s'use, il se perd. Il faut le remplacer. Le nombre influence directement la politique économique et monétaire. C'est pourquoi, faute de reprise rapide de l'approvisionnement

Les échanges extérieurs de la République

	EXPORTATIONS (1)	IMPORTATIONS (1)
Etranger	48,9	36,3
Yougoslavie	62	42,3
dont (%)		
Croatie	52,4	53,9
Serbie	24,2	24,8
Bosnie-Herzégovine	15,8	15,6
Macédoine	6	4,5
Monténégro	1,6	1,2

(1) En milliards de dinars.

Source : sondage SDK.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente ses dernières études parues dans le domaine bancaire :

- Les cartes de paiement et de crédit en Europe
- La stratégie des 50 premiers groupes bancaires européens (2 tomes)
- Les intermédiaires financiers sur les marchés européens
- Le financement de la production audiovisuelle

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter : EUROSTAF - 23, bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49.24.90.50.

Pour les diplômés BAC + 4 ans et plus (Maîtrises, DEA, Grandes Ecoles et Cadres d'entreprises)

LES MASTERS ESG

6 formations qualifiantes de 3^e cycle en alternance Ecole/Entreprise, durant 12 mois, pouvant être financées et rémunérées.

Selon votre formation et votre objectif professionnel. Vous pouvez être candidat(e) aux Masters ci-après :

- Gestion des entreprises
- Finances et Marchés des capitaux
- Management et Marketing Européen
- Marketing et Publicité
- Tourisme d'affaires
- Gestion internationale du Personnel

ECOLE SUPÉRIEURE DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat
25, Rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS. Tél. : 43 55 44 44

COMPTABILITE GESTION FINANCE

Devenez avec l'IGEFI des partenaires pour l'entreprise

DIPLOMÉS D'ETAT et cautionnés par l'ASSOCIATION DES COMPTABLES Mutuelle Professionnelle

Institut de Gestion et d'Etudes Financières
94, rue St-Lazare 75009 Paris
Tél. (1) 46.74.33.15 - 42.82.16.92
Etablissement privé d'enseignement supérieur

COURS DU JOUR OU FIN DE JOURNÉE ET CONTRAT DE QUALIFICATION

DEMANDE DE DOCUMENTATION

- ☐ BP Bureautique
- ☐ BTS Comptabilité Gestion
- ☐ DPCF Diplôme Préparatoire Etudes Comptables et Financières
- ☐ DEC Diplôme Etudes Comptables et Financières
- ☐ DESCF Diplôme Supérieures Comptables et Financières
- ☐ FINAL Expert Comptable

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Tél. _____

IGEFI, 94, rue St-Lazare 75009 Paris

مكتبة من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Pauvreté et richesse dans le monde

Australie : la mauvaise conscience

A la misère des aborigènes s'ajoute celle des victimes de la crise, que le gouvernement tente de limiter

LES odeurs mêlées de mauvais tabac, de vêtements frottés et de légumes bouillis collent aux murs comme une affiche de l'armée du salut dans un couloir du métro. Daryl traverse la pièce avec un riche d'un instant, comme pris de lassitude, soudainement, devant ce décor où la vie ne s'agglomère plus qu'autour d'une table de billard et d'une télévision assourdissante.

Ce spectacle ne fait qu'éveiller en lui une fierté blessée. Mais, déjà, ses songes sont ailleurs. Il ne parle plus que de sa candidature pour un poste de manutentionnaire et de la réponse

qui n'en finit pas de tarder. Sa veste, on ne sait jamais, reste chaque jour bien mise.

Daryl est tout le contraire d'un clochard épointé même s'il poursuit avec la pauvreté une vieille et tumultueuse partie de cache-cache. Orphelin, il est adopté à l'âge de quatre ans. « Mes nouveaux parents ne m'ont jamais vraiment accepté, se souvient-il. Or si vos parents ne vous acceptent pas, qui le fera ? » Adolescent fugueur, il rejoint les *street kids* de Melbourne et leur lieu de ralliement, la gare centrale.

Adulte, il se remet en selle grâce à un poste d'électricien, se marie, joue



au golf et place ses économies à la banque. Puis, c'est la rechute : divorce, chômage et au bout du parcours, les dorsers de l'armée du salut à Sydney. Il ne faut donc pas trop l'interroger sur le bilan social du gouvernement travailliste. « De la fous-taise ! » ou sur l'immigration

« Donnons d'abord du travail aux Australiens ! » Depuis le temps qu'il tutoie la misère, il s'est forgé quelques rudes convictions.

Daryl fait aujourd'hui partie des deux millions et demi d'Australiens vivant en dessous du seuil de pauvreté. Mais il est surtout l'archétype du nouveau pauvre - le salarié précaire victime du chômage - qui a effrit les statistiques dans les années 80. Selon une récente étude du centre de recherches sur les politiques sociales de l'université de Nouvelle-Galles du Sud, le taux de pauvreté est passé de 9,3 % en 1981-1982 à 12,8 % en 1989-1990. Les personnes âgées sont la catégorie la plus vulnérable avec un taux qui a triplé sur la décennie, atteignant près de 20 %. Les autres groupes exposés sont les familles monoparentales, les couples élevant plus de trois enfants et les célibataires de plus de quarante-cinq ans (mais non encore retraités).

Mais c'est incontestablement la pauvreté affectant les enfants qui donne le plus de sueurs froides au gouvernement. Dans un des accès de lyrisme dont il est coutumier, le premier ministre Bob Hawke avait déclaré, lors de la campagne électorale de 1987 :

« Si aucun enfant australien ne connaît la pauvreté en 1990 ». Ces enfants démunis étaient alors au nombre de huit cent mille. Un vigoureux plan d'aide aux familles permettrait effectivement de ramener ce chiffre à cinq cent mille. « Mais ces progrès ont été annulés par la récession actuelle », estime le révérend John Livingston, responsable au sein de l'Eglise anglicane de la lutte contre la pauvreté. « C'est maintenant le retour à la case départ. » M. Hawke traîne aujourd'hui comme un boulet sa promesse électorale de 1987.

Un « génocide culturel »

Mais au-delà de toutes ces séries statistiques, il reste que le fléau de la misère accable en Australie une communauté avec une particulière insistance : les aborigènes, dont les camps de fortune dans le bush, brin-à-brac de tôle et de toiles, sont rongés par l'alcoolisme et les maladies. En février dernier, le septième assemblée du conseil œcuménique des Eglises, réunie à Canberra, a brisé ses projecteurs sur cette tragédie silencieuse en publiant un rapport au vitriol. Il y est question d'« excitation », de « démolition » et même de « génocide culturel », en référence à l'ancienne politique d'assimilation qui consistait à séparer les enfants de leur mère pour mieux les « civiliser » (lire l'encadré ci-contre).

Les seuls chiffres de la situation sanitaire des aborigènes suffisent à souligner l'ampleur des ravages : comparé à la moyenne nationale, le taux de mortalité infantile est deux fois supérieur et l'espérance de vie est inférieure de vingt-deux ans. A Alice Springs, la « capitale » aborigène du territoire du Nord, il n'est pas rare de croiser des adolescents aborigènes au visage de vieux. Tout se passe comme si la société australienne avait totalement abdiqué, laissant le gouvernement se charger de limiter les dégâts afin de ne pas trop briser l'image humaniste et tiers-mondiste qui est l'orgueil de sa politique extérieure.

Confrontés à toutes ces poches de pauvreté, les travaillistes au pouvoir à Canberra ne sont pourtant pas restés inactifs. En deux ans, de 1987 à 1989, le montant des nouvelles allocations en faveur des familles en difficulté a été multiplié par six. De 1982 à 1989,

les dépenses de sécurité sociale ont progressé en termes réels de 15 %, leur part dans le budget fédéral passant ainsi de 28,8 % à 30,3 %. Mais comme, sur la même période, la richesse nationale s'est accrue plus rapidement, leur part dans le PIB a en fait régressé de 8,3 % à 7,2 %.

Expier les audaces

C'est ce « décrochage » entre la croissance globale du pays et les mécanismes de redistribution qui explique que la montée de la pauvreté, définie en Australie en termes purement relatifs, n'a pu être endiguée. « Les pauvres ne sont pas plus pauvres dans l'absolu », résume Garth Nowland-Foran, directeur du Conseil australien des services sociaux, une organisation privée qui fédère groupes associatifs et religieux. « Mais comme les riches sont de plus en plus riches, les pauvres, eux, deviennent plus nombreux. »

Les nouveaux pauvres coïncident en effet - au moins dans les statistiques - des riches à la fortune grandissante, alimentée notamment par les pousseurs boursières des « années Wall Street ». De 1983 à 1987, les deux cent Australiens les plus riches, brevétés par le magazine *Business Review Weekly*, doublaient la valeur réelle de leurs actifs. Au début de cette période, un seul d'entre eux pouvait s'enorgueillir d'actifs supérieurs à 100 millions de dollars australiens (1) ; ils étaient une cinquantaine à figurer dans le palmarès à la fin de la période. Il est vrai que, depuis, certains raiders boursiers - les Alan Bond, Laurie Connell et

autres Christopher Skase - sont passés à la trappe pour cause de banqueroutes retentissantes.

Reste que l'Australie, dont 60 % de la dette extérieure est d'origine privée, n'en finit pas d'expier leurs audaces passées. Le vent a tourné : voilà ces trapézistes de la finance mis à l'index dans un pays de vieille culture populiste, où l'on n'a jamais vraiment aimé « les tics qui dépassent ». La couverture médiatique des déboires d'Alan Bond, par exemple, a parfois pris des allures de véritable censure.

« La fête est finie », titrait récemment *The Australian Magazine* en évoquant ces retraites discrètes. On y apprend avec intérêt que les fastueuses soirées d'hier - Kerry Packer, l'homme le plus riche d'Australie, a déboursé 500 000 dollars pour le mariage de sa fille - ont cédé la place à des « spaghetti parties » où chacun est pris d'angoisse à la bouteille. Pour un peu, les supplices de Sydney vont finir par s'encaniller.

de Canberra
FRÉDÉRIC BOBIN

(1) 1 dollar australien = 4,95 francs.

Ont été déjà publiées dans *Champs économiques* des enquêtes comparables sur la Turquie et l'Allemagne (7 août 1990), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'Italie (21 août), le Mexique (28 août), le Nigeria (4 septembre), la France (11 septembre), le Japon (18 septembre), les Etats-Unis (25 septembre), le Pérou (12 février 1991), la Bolivie (21 mai) et le Thaïlande.

Roselyn, princesse déchue

Bien eût que la pluie laque les trottoirs de Surry Hills, le quartier de la gare de Sydney, Roselyn avait tressailli. Comme si, déjà, les esprits de ses ancêtres lui avaient suggéré l'imminence de la nue. Le mémoire aux aguets, elle a crut maintenant cette plante de bureau, décapitant la courbure des feuilles et le pelme des nervures. Son diagnostic est formel : l'inverse durera encore jusqu'au lendemain. La moindre touffe d'herbe de Sydney, fût-elle étreinte entre deux blocs de béton, continuerait inmanquablement à lui conter les humeurs du monde.

Cer Roselyn est riche d'un savoir immémorial. Les sensloges de la City, ses compagnons d'infortune qui se pressent dans le centre d'hébergement anglican de Surry Hills, l'ignorent probablement lorsqu'ils croisent ce petit être de femme noire aux épaules bras moulés par l'héroïne. Qui se douterait, eu reste, que son vrai nom, Seuserajah, signifie « étoile du matin » dans la langue des Kamilaroy, cette tribu du Grand Nord australien ?

Et s'il n'y avait chez elle cette redoutable dentelle qui tranche tant avec les corps affaiblis alentours, comment pourrait-on seulement imaginer que cette fragile étoile scintillait naguère des feux de l'aristocratie du bush ? Au pays des Kamilaroy, se rappelle-t-elle, son père était roi et elle princesse. Il lui arrive encore aujourd'hui, au heurt d'une rue de Sydney, d'être fêtée par ceux de ses frères de race initiés à son secret. Peut-être son drame vient-il de ce qu'il, à Surry Hills, on ne reconnaît que les princesses de Buckingham Palace.

Inexorable dérive

Elle se souvient que cette intuition l'effleura pour la première fois quand, gagnant l'administration des Blancs l'arracha de sa tribu pour la placer dans une famille chrétienne. C'était l'époque de l'« assimilation » à marche forcée et à grande échelle : il fallait, disait-on, purger très tôt les enfants aborigènes de tous ces germes d'obscurantisme incultes dès la petite enfance.

Seuserajah découvrit donc la « civilisation ». On la baptisa Roselyn. On la couvrit de vêtements, elle qui émaillait tant sentir glisser sur sa peau le souffle chaud du désert. Elle entra à l'école avec la syntaxe anglaise. Visiblement, la conversion commençait à porter ses fruits puisque mûrit en elle une vocation, un élan : devenir missionnaire et retourner dans sa tribu professer le nouveau savoir des Blancs. Insensé projet ! Son père adoptif jugea que, plutôt que d'étudier, elle ferait mieux de prospecter rapidement un job et ramener de l'argent à la maison. La rage au ventre, elle claqua la porte.

Commença alors cette inexorable dérive de tous les déracinés du monde. La voilà à Sydney en quête d'un toit. Elle trouva momentanément refuge dans un squat. Puis, c'est la grande dégringolade : drogue, prostitution, prison. Lors de ces errances, elle croise sa sœur qui mourra d'overdose après avoir donné naissance à un bébé difforme. « Je ne pouvais tout simplement pas gagner dans ce monde-là », dit-elle. Elle est tentée par le retour aux sources mais, déjà, il est trop tard : elle n'est plus qu'une étrangère, là-haut dans le broussa du Grand Nord. Quelque chose a été irrémédiablement brisé.

Sa seule et vraie famille, en fait, est le cohorte des sensloges de Sydney. Elle-même se prend de tendresse pour les gosses des rues, ces *street kids* fugueurs qui viennent se chauffer sous les néons du quartier du King's Cross. De leur cause, elle fait une croisée toute personnelle. Princesse déchue et missionnaire pour l'éternité, Roselyn-Seuserajah conspuera demain les plantes en espérant que les caprices du ciel épergneront ses nouveaux protégés.

F. B.

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse _____ Ville _____
Code postal _____ Niveau d'études 90-91 _____ Age _____

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertises Comptables
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecte d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Pharmacie Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Réseaux de Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sténotypie/Communication
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATO**

Le monde regarde vers l'Est

MASTERE EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES OUEST-EST

Accrédité par la Conférence des Grandes Écoles

☐ Vous êtes diplômé(e) d'une Grande École, de l'université, ou vous occupez un poste à responsabilité.

☐ L'ESSCA vous propose son Mastère, formation spécifique directement liée au développement des échanges Est-Ouest, conclue par un stage de 4 mois dans une grande Entreprise.

☐ Sélection sur dossier et entretien avec un jury.

☐ Contact : Direction du Mastère ou : 41.73.47.85.

ESSCA

1 rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01
PARIS-ANGERS : 1 H 30 EN TGV !

(Publicité)

OMEGAZ ÉTUDES

AVIS DE PRÉSELECTION INTERNATIONALE

LES BUREAUX D'ÉTUDES ET D'INGÉNÉRIE ÉTABLIS DANS LES PAYS

DU MAGHREB OU DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

intéressés par les études de tracé et d'ingénierie de base relatives au tronçon sous-marin du :

GAZODUC MAGHREB-EUROPE

pour la traversée du DÉTROIT DE GIBRALTAR, doivent présenter leur dossier de candidature qui doit comprendre :

- une fiche indiquant la raison sociale, le capital social, l'année de constitution, l'adresse du siège social et les sociétés d'assurance couvrant les risques liés à la présente mission ;
- un état des moyens humains, matériels et techniques disponibles ;
- les références et travaux similaires réalisés ou en cours de réalisation ;
- les bilans des trois derniers exercices.

Les dossiers devront être expédiés avant le 17 septembre 1991 par courrier express adressé à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ OMEGAZ ÉTUDES

C/O SOCIÉTÉ NATIONALE DES PRODUITS PÉTROLIERS

24, boulevard Brahim-Roudani CASABLANCA

ROYAUME DU MAROC

هكذا من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

QUELS enseignements tirer, à la fois pour la conduite des affaires privées (préservation des patrimoines) et publique (signal d'alarme sur les risques d'inflation ou de déflation menaçant l'économie), de la relative stabilité des cours de l'or abondamment signalée par les analystes pendant et après les dramatiques événements qui se sont succédés au cours des derniers mois (pour ne pas remonter plus haut). Rendu public le 10 juin dernier, le 61^e rapport annuel de la BRI (Banque des règlements internationaux) écrivait déjà : « Peut-être la caractéristique la plus remarquable du marché des métaux précieux... a-t-elle été le manque de réaction significative des cours au conflit du Golfe, à l'agitation politique en Union soviétique et aux interrogations réitérées sur la solidité du système bancaire international. » La suite des événements, à commencer par la suspension massive du mois d'août, n'a fait que confirmer ce jugement des experts de Bâle.

Pour expliquer pourquoi l'or a cessé, en tout cas dans les circonstances actuelles, de faire figure de valeur refuge aux yeux des particuliers, tant ceux qui disposent de moyens modestes (les acquéreurs traditionnels de napoléons et de pièces diverses) que les plus fortunés, on peut sans risque de se tromper avancer un facteur décisif.

Qu'on se souvienne dans quelles conditions vertigineuses s'était produite la dernière des grandes vagues d'achats d'or. C'était au quatrième trimestre de l'année 1979 et au début de la suivante. En l'espace de moins de quatre mois, on vit le prix plus que doubler à partir d'un niveau déjà très élevé pour l'époque. A Londres, marché directeur pour le monde entier, il monta de 399,5 dollars l'onca (31,1 grammes de fin) le 1^{er} octobre jusqu'à 850 dollars le 21 janvier 1980. A Paris, la cotation du lingot passa, pendant la même période, de 54 950 à 99 010 francs. On n'avait jamais vu une pareille envolée et on n'en avait plus jamais d'autres qui lui soit, fût-ce de loin, comparable. Une grande incertitude régnait alors sur le marché du dollar. Mais cela n'était pas une nouveauté et cela se répéta par la suite. Ce qui était en revanche tout à fait exceptionnel, à ce moment-là, était la montée à un rythme sud-américain des taux d'intérêt aux Etats-Unis : tous les records de volatilité étaient battus. On dépassa les 20 % pour le court terme, et les 17 % pour le long terme.

L'or : ni valeur refuge ni étalon virtuel

De ce mouvement, le marché donna une interprétation entièrement erronée : il croyait qu'on entrerait dans une période d'inflation indéfinie ; c'était le contraire qui était vrai : en laissant s'élever les taux à un niveau qu'appelaient une situation en effet très dégradée, Paul Volcker, qui venait d'être nommé à la tête de la Réserve fédérale (institut d'émission), allait briser l'élan de l'inflation. A part lui, personne ou presque n'y croyait. De plus en plus désorienté, le marché obligataire américain, bien que composé pour l'essentiel des titres d'emprunt portant la signature du Trésor, finit, à la mi-janvier, par s'effondrer littéralement. La ruée sur l'or était la conséquence directe de la perte de confiance qui affectait le vaste marché des créances plus encore que la monnaie.

Voilà pourquoi le fonctionnement à peu près normal (à notre époque, on ne peut être trop exigeant !) des marchés financiers est devenu la préoccupation dominante des responsables monétaires. Pour leur donner un trait qui l'augmentation des déficits, le désordre sur les changes, la persistance des déséquilibres de balances des paiements étaient en train de ternir, on fit miroiter les innombrables possibilités ouvertes par l'internationalisation devenue une réalité pour tous grâce à la suppression des contrôles de change et par la déréglementation donnant libre carrière aux innovations financières. On eut de la sorte créé une situation paradoxale où l'on voit, sur des marchés de plus en plus instables et ressentis comme tels, des investisseurs de plus en plus insouciantes. Tout indique que le seuil à partir duquel ils chercheraient un refuge contre l'incertitude a reculé. Le désintérêt pour l'or en est un signe.

Le niveau élevé des taux qui résulte de l'incertitude grandissante joue à sa façon un rôle d'anesthésiant. On tient davantage à des placements qui rapportent gros. On y tient d'autant plus que l'ingénierie financière permet aujourd'hui d'offrir des formules, type *sicav*, offrant un fort rendement à une liquidité apparemment proche de la perfection (en dépit de quelques avertissements récents) : la Banque de France elle-même ne va-t-elle pas jusqu'à

classer *sicav* et autres fonds de placement parmi les substituts de la monnaie ?

Quant à la faculté dont jouissent désormais les résidents de la plupart des pays industrialisés de passer pour leurs opérations d'une devise à l'autre sans restrictions, elle renforce le sentiment de la sécurité dans l'insécurité : les marchés, de par leur interconnexion, ne sont-ils pas en mesure d'offrir la meilleure des assurances possibles contre les risques qu'ils comportent ? On en oublie qu'avec la hausse généralisée des taux et l'énormité des émissions dans tous les grands pays (sans compter les plus petits), les risques tendent à s'égaliser par le haut d'une place à l'autre ! Qu'aucun marché en tant que tel ne fasse plus figure de refuge par rapport aux autres (office que remplissent, naguère, les marchés suisses ou allemands) est peut-être aujourd'hui le phénomène le plus marquant. Il atteste la caractéristique précaire des progrès accomplis à la faveur d'une désinflation en partie fallacieuse. Mais la fait que la menace de déstabilisation n'apparaît plus localisée lui ôte beaucoup de son mordant. Elle apparaît à la fois vague et lointaine, ce qui, d'une certaine façon, correspond à la réalité.

Il reste que l'indispensable confiance du public repose sur une pétition de principe. La condition principale, a-t-on dit un peu plus haut, pour que les marchés continuent à attirer l'épargne, toute l'épargne, est que ceux-ci fonctionnent « à peu près normalement ». Cela est particulièrement vrai pour le marché qui est devenu le plus important de tous, et par sa masse et par le service qu'on en attend : remplir les caisses de Trésors publics dont l'endettement continue, dans l'ensemble, à croître d'année en année. Ce marché stratégique est le marché obligataire. Il est le plus sensible de tous à la menace d'inflation. Si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que tout l'édifice, depuis six ou sept ans, repose sur l'idée que la désinflation est acquise. Toute la question est donc de savoir si tel est bien le cas.

Dans la mesure où l'or a cessé d'être une valeur refuge et que son prix a tendance à se stabiliser, il redevient candidat

pour jouer son rôle traditionnel de référence. On se souvient que, sous l'ancien étalon or, le prix du métal précieux était, à Londres, raeté identique à lui-même depuis le fin du dix-septième siècle jusqu'en 1931. On est loin d'un tel idéal, mais la tentation est grande de considérer l'évolution des cours constatée depuis quelques années comme une forte présomption que les politiques anti-inflationnistes ont, tous comptes faits, atteint leur objectif commun. Certains monétaristes américains, dont l'influence s'exerce sur les autorités responsables, vont même plus loin : comme le prix de l'or exprimé en deutschemark et en yen a eu tendance à baisser depuis quatre ans, ils en concluent sans autre forme de procès que, tout au long de cette période, le Bundesbank et la Banque du Japon ont pratiqué sans discontinuer mené une politique de déflation. Que les taux d'escompte, en Allemagne et au Japon, aient été abaissés en 1987 à 2,5 % est pour eux un phénomène sans signification. Cependant, la portée ainsi attribuée au cours du métal jaune n'est pas justifiée. Elle a pour origine une analogie sans fondement avec le fonctionnement de l'ancien étalon or.

De temps de l'étalon or, l'émission monétaire était directement influencée par le mouvement des réserves métalliques officielles. Cela résultait du mécanisme de la convertibilité. Quand le public, constatant sur le marché une (minime) dévalorisation de la monnaie nationale, le franc par exemple, échangeait ou guichet de l'institut d'émission ses billets contre de l'or, l'opération s'analysait comme une destruction de monnaie et une perte de réserve d'or pour la banque centrale. Au-delà d'un certain seuil d'inflation intérieure — laquelle se mesurait par une hausse de prix qu'on jugeait aujourd'hui insignifiante — l'or prélevé sur les réserves était expédié à l'étranger. Tous ces mouvements résultaient de phénomènes de marché : les sorties de métal avaient lieu à partir du moment où il devenait plus avantageux de régler de cette façon ses dettes extérieures qu'en ayant recours au marché des changes. Dans la situation contraire, où l'or était importé

parce que les prix intérieurs avaient tendance à baisser, le métal était converti en francs auprès de l'institut d'émission. L'émission monétaire augmentait en même temps que les réserves métalliques se reconstituaient, mettant rapidement fin à la petite déflation intérieure.

AUJOURD'HUI, les banques centrales n'interviennent plus sur le marché de l'or, ni à la vente ni à l'achat. Si d'aventure elles le faisaient, cela n'aurait pas d'incidence sur la circulation monétaire. Le lien est totalement coupé entre, d'une part, la demande de monnaie de la part des agents économiques et, d'autre part, les variations des réserves. On dira que ce rôle est désormais assumé par les réserves en devise. Mais, on a vu plusieurs occasions de le rappeler, l'assimilation est trompeuse. Quand les réserves de dollars de la France s'accroissent, cela ne se traduit par aucune contraction dans la circulation monétaire intérieure des Etats-Unis (laquelle joue un rôle important pour déterminer le degré de l'inflation mondiale), puisque ces dollars sont immédiatement placés par la Banque de France à New-York (par souscription à des bons du Trésor américains).

La relative stabilisation des cours de l'or a sans doute accompagné l'évolution du prix des autres matières premières. Elle a beau avoir plus ou moins reflété la relative désinflation constatée sur les marchés de biens et de services, dont l'évolution est décrite par les divers indices calculés (prix de gros et de détail), cela ne prouve pas grand chose sur l'orientation prise par la circulation monétaire et son influence sur l'ensemble des prix à considérer pour juger de la réalité de l'inflation. Ces prix doivent comporter, en dehors de ceux des biens proprement dits, les prix des créances qui sont des droits sur des biens à venir. On a enfin découvert, à la faveur de la formidable hausse des cours de Bourse et des biens immobiliers (jusqu'au début de cette année), que l'inflation monétaire pouvait, dans certaines circonstances, avoir pour effet d'entraîner l'inflation des biens patrimoniaux (aspects insaisissables, terminologie anglo-saxonne en usage). De cela, l'évolution du prix de l'or ne peut rendre compte, puisqu'il n'y a aucune relation entre les stocks d'or officiels et l'émission de monnaie. Dans le système actuel, l'or n'est qu'une référence passive, ce serait une illusion de plus que de le croire capable de remplir l'office d'étalon virtuel.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Quand l'empire se disloque

« En ces temps d'incertitude générale, il est risqué de se livrer au moindre pronostic économique de moyen terme. Lorsque la tentation prospective concerne l'URSS, zone particulièrement instable d'un monde agité, elle relève apparemment de l'inconscience. Et s'il faut, en plus, traduire l'évaluation globale en termes opérationnels, on court, à court sûr, au suicide professionnel (1). » D'autant que le cours des transformations peut, on l'a vu, être, s'accroître ou s'effondrer brusquement (2).

Pour le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle, plus connu sous le sigle COMECON), un point était acquis avant la mise en fabrication des revues récemment publiées : sa dissolution. Créé en 1949 en réplique au plan Marshall et à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), le CAEM avait organisé, entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est, une « division (socialiste) du travail ». Concrètement, d'importants liens commerciaux avaient été développés, sur une base planifiée, entre ces pays :

selon le taux de change choisi pour l'évaluation statistique, la part des exportations réalisées vers les autres pays du CAEM était entre trois et quatre cinquièmes de ses échanges extérieurs pour la Bulgarie, environ la moitié pour la Tchécoslovaquie, de l'ordre de deux cinquièmes pour la Hongrie et la Pologne, et quelque part entre 21 % et 46 % pour l'URSS (2). Réorienter ces échanges, dans un monde où la compétition est sévère, à partir d'économies profondément désorganisées et à la recherche d'une recombinaison, n'est pas une mince gageure.

Selon Thomas Fricke, du département français des conjonctures économiques (OFCE), la chute des échanges entre anciens partenaires du CAEM pourrait être en moyenne, en 1991, de 50 % ; pour la Hongrie, elle pourrait atteindre 60 %, et, simplement pour la Pologne, ce pays devrait augmenter ses ventes à l'Ouest de 7 % par an pendant cinq années. Il n'exclut donc pas l'apparition, envisagée par W. Kostrzewa, de

cinq « pays nouvellement sous-développés », et situe l'avenir de l'Europe centrale « à mi-chemin du Pérou et de la Corée du Sud » (2).

Christa Luft, professeur à l'université de Berlin, s'efforce d'envisager les voies collectives possibles pour les pays qui furent membres du CAEM : nouvelle organisation de coopération économique internationale, zone européenne de libre-échange, intégration à l'échelle réduite de l'Europe centrale et orientale, rapprochement avec l'AELE (Association européenne de libre-échange) ou association avec la Communauté européenne (3). Mais que d'obstacles à prévoir si l'on prend comme compte égoïste, nationalisme, haines et rancunes héritées de tous les siècles, forces d'éclatement et facteurs d'affrontement. Et que de sous-entendus supplémentaires, avant d'éventuelles recombinaisons, si l'on envisage aussi le démantèlement de l'URSS elle-même !

Avant les événements de cet été, Jacques Sapir, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avait brisé le projecteur sur la dimension fédérale de la crise de l'Union soviétique : « La dynamique engendrée par la structure fédérale apparaît aujourd'hui comme essentielle dans le processus de crise. Sa dimension économique est considérable. Outre le problème de l'écart des niveaux de développement, l'existence de phénomènes d'interdépendance complique la question des relations entre Républiques d'une façon dont il n'est pas sûr que les acteurs mesurent toujours l'importance. (4) »

Des coûts économiques énormes

Il y a — doit-on écrire aujourd'hui — il y avait — d'abord les différences de poids économique entre les Républiques : la Russie réalisait en 1986 près de 60 % du produit social brut de l'URSS, l'Ukraine un peu moins de 20 %, le Kazakhstan et la Biélorussie 4,5 %, l'Ouzbékistan et la Tadjikistan 1,7 % et les autres entre 0,7 % et 3,5 %. Son seul poids économique donne donc à la Russie un rôle éminent.

Il y a — il y avait — ensuite les écarts de développement. D'un côté, le Nord-Ouest (Républiques baltes, Biélorussie et partie occidentale de la Russie) avec une production plus élevée

de la population en activité, une production par tête importante, une mortalité infantile faible ; de l'autre, un Sud (Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizistan) présentant les caractères opposés. Bien plus, les écarts sont encore accentués si l'on compte non par République mais par peuple : ainsi, la mortalité des jeunes est trois fois moindre chez les Baltes, les Ukrainiens et les Biélorusses que chez les Kirghizes et les Turkmènes, et quatre fois moindre que chez les Tadjiks. Compte tenu des imbrications des populations dans la quasi-totalité des Républiques, cela promet de redoutables déchirements.

Il y a — il y avait — enfin les interdépendances, celles tenant aux différents types de ressources et celles résultant

des choix passés des dirigeants soviétiques et des planificateurs : elles sont si nombreuses, si profondes, que la dislocation de l'URSS aurait, pour chacun, au moins dans un premier temps, des coûts économiques énormes ; et là aussi on ne peut exclure le risque de voir apparaître bientôt quelques « pays nouvellement sous-développés ».

Avant l'été, Jacques Sapir retenait deux hypothèses : « Soit un éclatement complet de l'URSS entraînant la création de quinze Républiques indépendantes, soit la reconstitution d'un « centre » fort, sur un espace certainement réduit, et avec une réduction des pouvoirs de la Russie. (4) » Les événements récents suggèrent la possibilité d'une troisième voie, combinant la dislocation de l'URSS, le maintien

d'un « centre » confédéral affaibli et le renforcement de la Russie reconstituée autour d'elle un espace hétérogène. Mais rien, évidemment, n'est encore joué.

Dans un malicieux contrepoint, l'*American Economic Review* nous offre un tout autre regard sur l'URSS, avec les résultats d'une enquête menée par une équipe américaine-soviétique (ou peut-être aujourd'hui américano-russe) : un sondage a été réalisé par téléphone auprès de deux échantillons, l'un à Moscou et l'autre à New-York, sur les attitudes à l'égard du marché, de l'entreprise privée et de l'intervention publique (5). Les opinions ne diffèrent guère sur la fixation du prix en fonction de l'offre et de la demande ni sur le lien qui doit exister entre le salaire, la qualité et la quantité du travail fourni. Beaucoup seraient surpris par le fait qu'après seize-à-dix ans de communisme étatique les mentalités sont finalement assez proches de celles que l'on trouve au pays de la libre entreprise — et réciproquement.

Kaléidoscope

● Déclin et atouts de l'industrie américaine. *Politique industrielle*, été 1991.

● Stratégies industrielles : stratégies d'entreprises et organisation ; stratégies de coopération. *Revue d'économie industrielle*, 2^e trimestre 1991.

● Les entreprises françaises face aux marchés extérieurs. *Economie et statistique*, juin 1991.

● Epargne des ménages : prix et rationnement en économie de marché, privatisations en URSS. *Revue française d'économie*, printemps 1991.

● Coopération scientifique américano-soviétique : recherche développement et innovation en Hongrie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1991, n° 1.

● La transformation d'économies planifiées en économies monétaires : une critique de l'économie de la pénurie. *Journal of Post Keynesian Economics*, printemps 1991.

● Les entreprises françaises face aux marchés extérieurs, Economie et statistique, juillet 1991.

Economie et statistique, juin 1991.

● Le retournement conjoncturel de 1990 : les cent plus grandes villes du monde. *Economie et statistique*, juillet-août 1991.

● Terrains d'exclusion, moyens d'intégration, numéro de Projets, automne 1991.

● Perspectives énergétiques : transports et urbanisation ; allons-nous manquer de temps ? *Futuribles*, juillet-août 1991.

● L'allocation du temps ; le « quadrilatère » de la santé ; changement technique, écurrences, qualité des soins et maîtrise des coûts. *Journal of Economic Literature*, juin 1991.

● L'échange international de produits intermédiaires ; la corrélation monnaie/activité. *Revue d'économie politique*, mai-juin 1991.

● Choix rationnels : un examen de contributions économiques et philosophiques. *Economie Journal*, juillet 1991.

(1) Gérard Wild, « Perspectives à cinq ans de l'ouverture du marché soviétique », *Economie prospective internationale*, revue du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), deuxième trimestre 1991, numéro consacré à des aspects de la transition : CAEM, URSS, Chine (9, rue Georges-Picard, 75013 Paris).

(2) Thomas Fricke, « La nouvelle Europe de l'Est dans les décennies médianes : de la stagnation au déclin », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), juillet 1991 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(3) Christa Luft, « Le CAEM : la dissolution... et après ? », *Economie prospective internationale*, deuxième trimestre 1991.

(4) Jacques Sapir, « La dimension fédérale de la crise de l'Union soviétique », *Economie prospective internationale*, deuxième trimestre 1991.

(5) R. J. Shiller, M. Boycko et V. Korobov, « Popular attitudes toward free markets: The Soviet Union and the United States compared », *American Economic Review*, publié par l'American Economic Association, juin 1991 (1313 14^e Avenue South, Suite 800, Nashville, TN 37212-2786, Etats-Unis).

(*) Sur les transformations à l'est, voir, parmi ses précédentes chroniques, « Perspectives », 21 avril 1991 ; « A l'est, de nouveaux », 21 février 1989 ; « La persévérance à l'est », 16 janvier 1990 ; « Des transformations en Union », 16 octobre 1989.

Le succès de Keynes

Pourquoi l'économie keynésienne a-t-elle eu un succès aussi rapide et aussi large auprès de toute une génération d'économistes ? Le spécialiste britannique de l'histoire de la pensée, Mark Blaug, de l'université de Londres, revient une fois encore sur cette question.

Se référant aux conceptions d'Imre Lakatos, il examine si la théorie keynésienne permettrait de prévoir de nouveaux faits et quelle anomalie elle permettrait d'expliquer. Sur ces deux points, aucun apport isolé de Keynes ne paraît constituer une avancée décisive par rapport à d'autres travaux de son temps. Cependant, avec la simplification radicale de la macroéconomie, Keynes a, en quelque sorte, trouvé le « degré de difficulté optimal pour un succès intellectuel » : il a en outre permis à beaucoup d'économistes de rationaliser les conclusions politiques auxquelles ils étaient déjà arrivés ; et finalement la simplicité, l'élégance, la généralité, l'extrême fécondité de sa théorie, et le fait qu'elle permettait, mieux que les analyses orthodoxes, de rendre compte du fonctionnement effectif d'un système économique, ont fait qu'il était parfaitement rationnel, pour des économistes des années 30 et 40, d'adopter l'économie keynésienne. Mais ne faudrait-il pas, en complément, se demander dans quelle mesure les obscurités, les ambiguïtés, voire les insuffisances de l'analyse de Keynes ont pu contribuer à ses succès ?

Mark Blaug, *Second Thoughts on the Keynesian Revolution, History of Political Economy*, été 1991, Duke University Press 10607 College Station, Durham NC 27708, Etats-Unis.

كندا من الأصل

Dirigeants

UNION NATIONALE DE LA MAÇONNERIE

quartier Etoile

SECRETAIRE GENERAL

A 35/45 ans, de formation Ecole d'Ingénieurs ou équivalent, vous disposez d'une solide expérience dans des fonctions polyvalentes ayant impliqué des responsabilités globales de gestion, si possible dans le milieu du Bâtiment.

Vous aurez pour mission de superviser, coordonner et animer les actions menées par l'Union dans les domaines Technique, Commercial, Formation.

Vous aurez également la responsabilité de la gestion financière et budgétaire, du personnel, du traitement des affaires courantes, ce qui implique, outre des qualités de rigueur, le sens de l'organisation, une bonne ouverture d'esprit et la capacité à évoluer de façon autonome. Votre esprit de synthèse et vos qualités rédactionnelles vous permettront de diriger avec efficacité la revue de l'Union ainsi que ses publications.

Homme de dialogue, vous avez le goût pour la communication, une bonne aisance sociale et l'expérience de l'animation de groupes. Vous seconderez le Président dans toutes ses représentations, saurez être à l'écoute des 14.000 entreprises de la Profession et contribuerez à l'animation syndicale dans toutes les structures décentralisées. Vous serez, par ailleurs, à assurer avec efficacité et diplomatie, les relations avec les Ministères, les Administrations et avec d'autres organisations professionnelles.

Une sensibilité au niveau du patrimoine des monuments historiques serait appréciée.

Rémunération motivante.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf.290 à C.K. - 23 bis, rue Pierre Guérin - 75016 PARIS



Chantal Kenyvn

CHESTERTON SOPREC

Immobilier d'entreprise

La société CHESTERTON SOPREC, nouvelle filiale internationale de SOPREC, conseil en immobilier d'entreprise du Groupe Caisse des Dépôts recherche un

DIRECTEUR GENERAL

En liaison avec le Président, il définira la stratégie de la société et il en assurera la réalisation au niveau international en vue de développer un courant d'affaires portant sur la recherche et la vente d'investissements immobiliers, la recherche de sites pour développer des opérations de promotion immobilière, les transactions sur des opérations de bureaux, locaux High Tech et surfaces commerciales, ainsi que sur des activités de conseil, d'évaluation et d'expertise.

Responsable de son centre de profit, il dirigera une équipe de professionnels et il sera responsable de ses résultats. Il représentera la société au niveau international.

Ce poste sera confié à un professionnel de haut niveau, âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure (droit, gestion, école supérieure de commerce), parfaitement bilingue français-anglais, (allemand ou espagnol souhaité) et possédant quelques années d'expérience en immobilier d'entreprise (promotion, conseil, commercialisation). Une expérience de l'international serait un atout supplémentaire. Référence 1351 M

CHARTERED SURVEYOR

Sous l'autorité du Directeur Général, il participera au développement international de la société en développant un courant d'affaires avec une clientèle de promoteurs, d'investisseurs ou d'entreprises utilisatrices.

Ce poste sera confié à un candidat âgé d'environ 30 ans de formation Chartered Surveyor, bilingue français-anglais et possédant au moins 3 ans d'expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable en France ou à l'étranger. Référence 1352 M

Ecrire en précisant la référence du poste choisi à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 Paris

Discrétion assurée

Région CENTRE

Important Groupe industriel français de taille mondiale, nous recherchons pour une de nos filiales (PMI) spécialisée dans les équipements aéronautiques, et située dans la Région Centre, son :

DIRECTEUR COMMERCIAL
AERONAUTIQUE - ARMEMENT

En prise directe avec le Directeur Général, et en parfaite harmonie avec la stratégie et les objectifs de l'entreprise, vous aurez à : • élaborer la politique commerciale en intégrant les différentes données marketing, et la faire vivre en consolidant notre part de marché tant en France qu'à l'Export • animer, dynamiser et contrôler la force de vente • fixer les prix de vente avec une bonne approche des marges.

Vous avez au moins 35 ans, êtes Ingénieur de formation ou diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, et justifiez d'une expérience réussie de la fonction en milieu Aéronautique et Armement. Votre goût pour la vente et la négociation, votre dynamisme, vos qualités de meneur d'hommes et votre bilinguisme en anglais, vous incitent à relever ce challenge : de n° 1 Français devenir le n° 1 Européen. Disponible, vous serez à 30 % de votre temps en déplacement.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9126 LM, ou 7 rue Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Notre esprit de compétition...
Un élan à votre carrière

450 KF+

Notre groupe de PME, présent sur l'ensemble du territoire national, fidèle à ses traditions, mais tourné vers l'avenir, possède un très bon savoir-faire et bénéficie de la confiance d'une clientèle particulièrement diversifiée.

Véritable bras droit du Président, vous serez chargé de l'ensemble des problèmes liés à la gestion de l'entreprise et jouerez un rôle prépondérant de conseiller, tant sur les plans financier, administratif que prospectif. Vous suivrez les affaires juridiques, la trésorerie, la gestion du personnel, les assurances et serez un partenaire averti pour toutes les études informatiques.

Vous avez au moins 10 ans d'expérience professionnelle et déjà assumé des responsabilités de type Dirigeant d'un centre de profit, DGA, Secrétaire Général opérationnel. Votre adaptabilité ainsi que votre sens de l'organisation et de la négociation sont des atouts déterminants pour réussir dans ce poste évolutif. Réf.4394/M

Eveline LEVY, 31, rue Daru - 75006 PARIS

SV&GM

CONSEIL EN RECRUTEMENT

VIA TRANSPORT, UNE DIVISION DU GROUPE VIA GTI

Avec 18.000 personnes, 7500 véhicules, 2 métros, 1 tramway..., VIA TRANSPORT est la première entreprise privée française de transports publics de voyageurs. Nous agissons en partenariat étroit avec les collectivités publiques (municipalités, départements, régions...). Nous recherchons des

DIRECTEURS DE SOCIETE

Notre implantation sur l'ensemble du territoire comprend une centaine de sociétés et notre management, fortement décentralisé, favorise l'autonomie et la responsabilisation de leur directeur.

Nous étudions notre potentiel et recherchons plusieurs de ces dirigeants.

Après formation à notre métier, ils se verront confier la direction d'une société en province.

Nous recherchons des diplômés études supérieures (bac + 5), ayant au minimum 5 ans d'expérience, impliquant gestion, direction d'opérations sur le terrain, animation d'équipes, relations sociales et développement commercial.

Nous recherchons des candidats ayant de solides caractéristiques de patron d'entreprise que nous ferons débiter dans des unités de moyenne importance (100 à 200 personnes) et qui seront mobiles pour progresser dans notre groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V., et photo sous réf. 37 A 22+7-1M à notre conseil.

ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS

VIA G.T.I.

NOTRE POUVOIR DE FAIRE EST VOTRE LIBERTÉ.



Filiale d'un grand Groupe international particulièrement en expansion sur le marché européen, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits destinés au second œuvre Bâtiment. Aujourd'hui, nous recherchons notre :

DIRECTEUR DES OPERATIONS

TECHNIQUE - PRODUCTION - GESTION

Rendront compte à la Direction Générale au niveau France et Europe, vous dirigerez toutes les opérations de notre unité basée à DREUX (150 personnes) en accord avec la stratégie "Produits" et les objectifs industriels du Groupe.

Vos missions : • coordonner toutes les activités qui permettent de produire aux meilleurs coûts, qualité, délai et service rendu à la clientèle • faire évoluer les technologies, les process et le développement de nouveaux produits en liaison avec la R et D située aux Etats-Unis • dynamiser, motiver et former les ressources humaines de l'unité • prendre toute décision rapide et efficace pour optimiser les résultats de ce centre de profit.

Agé d'au moins 35 ans, diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs (+ IAE ou équivalent), vous justifiez d'une solide expérience réussie de la Direction d'une petite unité opérationnelle dans un contexte multinational, appartenant si possible à la première transformation des métaux. Votre bilinguisme en anglais, votre aptitude à prendre des décisions rapides, votre habitude du commandement, votre implication dans la vie de l'entreprise, vous incitent à nous rejoindre.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9125 LM, ou 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

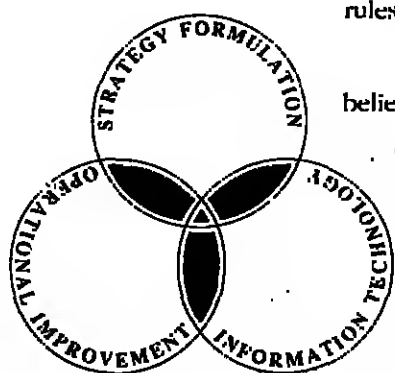
RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

هكذا من الأصل

Le Monde International

1 5

REALISING STRATEGIC VISION



The barriers that often arise between Strategic Vision and the realisation of that vision, can only be overcome by adapting and changing course continuously. As organisations grow in size and complexity, these reflexes often slow down.

The three key disciplines needed to help clients transform their business - Strategy Formulation, Operational Improvement and Information Technology are now focussed and integrated within Gemini Consulting. The Company has been created by bringing together **United Research** - a worldwide leader in implementing strategic change, **THE MAC GROUP** - a premiere business strategy firm and **Gamma International**, experts in organisational and information systems design.

United Research, **THE MAC GROUP** and **Gamma International** have been amongst the fastest growing and best performing consulting firms in the world. Formally together now as Gemini Consulting, we have created an extraordinary client-focussed organisation with consultants totally absorbed by, and committed to, the challenge of helping major businesses re-write and implement the rules of competitive success.

Gemini Consulting is looking for people to join our consulting teams at all levels; people who believe in realising strategic visions; people who can manage, and have managed, large-scale projects or multiple functions for major organisations. If your overriding commitment is to excellence and teamwork, and if you are among the few who have the intellectual, personal and managerial capacity to resolve complex business issues, we want you to join us.

For the **OPERATIONAL IMPROVEMENT** practice we seek professionals from a wide range of functional backgrounds including supply chain management, high-tech engineering, manufacturing and organisational design. A first degree is prerequisite as is the ability to conduct business in French and English. A further business qualification or fluency in an additional European language would be a distinct advantage. These roles involve working full time at client sites, so you must be prepared to travel, returning home at weekends. Relocation is not required. Please quote ref 39101.

For the **STRATEGY FORMULATION** practice we seek recent graduates from top European Business Schools and Strategy Professionals with no less than six years' experience in general management consulting and industry. The ability to conduct business in French, English and an additional European language is essential. Considerable travel throughout the EEC is required. Please quote ref 3918P.

Please write with full CV to Yveta Tuval, Gemini Consulting, c/o Groupe MAC, 11, bis rue Leroux, F75116 Paris. Please quote the appropriate reference.

GEMINI

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes	appartements achats	locations meublées demandes	maisons individuelles	bureaux
8^e arrdt PARIS 8 ^e , Rue Le Boëlle Studio 28 m² dans immeuble clair, 1 pièce, s. de bain, wc. Chauffage individuel, élect. 2 ^e étage ascenseur. Digicode, Gardien. Charges peu. loyers Bon état. Pts: 500 000 F T.: (1) 48-83-48-13 Tous les jours (118) 78-01-74-18 Lyon après 20 heures.	11^e arrdt 11 ^e ARRONDISSEMENT Rue Poëlle, proche 3 métros. 2/3 P., 54 m², immeuble 1979, 3 ^e ét., sur rue calme et jardin, double living et cuisine, dressing, chauff. central. Pts: 1 800 000 F Tél. le week-end 30-88-88-02	Paris EMBASSY SERVICE 8, av. de Moscou, 75009 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. HOTELS PARTICULIERS et VILLAS PARIS-ODS. Tél.: (1) 48-62-30-00.	Paris, vend superbe pavillon à proximité de CHÉLIE et de MARNE-LA-VALLÉE COUNTRY SEINE-ET-MARNE sur terrain 120 m² paysagé, possibilité 2 lots, barbe-cui terrasse en pierre de 60 m². Sous-sol sci. 3 vcs, buand., sal. de jour, chauffage, seller. Cuisine, équi. en orme, sél. doubl. avec cheminée, 3 ch. sal.-de-b., w.c., signal d'alar. PRIX: 1.500.000 F Tél.: 60-20-16-28	Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL À L'ÉTOILE 18 ^e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Bure. électr., tél., fax, fax. Domicil.: 190 à 395 F/M. CDES 47-23-84-21.
9^e arrdt 24, R. PÉRELLE IMM. RÉNOVATION TOTALE BESTE! 80 m²-108 m² - 118 m² + terrasse - 133 m² + terrasse. Frais de notaire réduits. ARIA. 48-88-95-44	92 Hauts-de-Seine ASNIÈRES 3/4 P., 75,5 m² Dans imm. solid. 1974, 3 ^e ét. Tout confort. Dble exposition Dble living, 2 gr. chambres Cuis. équip. et s.-d.-b. neuves! Porte blindée. Parking couvert. 850 000 F. Tél. 40-85-08-69	Paris MASTER GROUP recherche apparts vides ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vauveau Paris-7 ^e Tél.: 42-22-59-70	maisons individuelles Paris, vend superbe pavillon à proximité de CHÉLIE et de MARNE-LA-VALLÉE COUNTRY SEINE-ET-MARNE sur terrain 120 m² paysagé, possibilité 2 lots, barbe-cui terrasse en pierre de 60 m². Sous-sol sci. 3 vcs, buand., sal. de jour, chauffage, seller. Cuisine, équi. en orme, sél. doubl. avec cheminée, 3 ch. sal.-de-b., w.c., signal d'alar. PRIX: 1.500.000 F Tél.: 60-20-16-28	SIÈGE SOCIAL Bure. équipées ts services démarches R.C. - R.M. SODEG SERVICES CHPS-ÉLYSÉES, 47-23-85-47 NATION: 43-41-61-61
10^e arrdt 605 BOULEVARD (grat) studio cuis. ctt poss. Pts: 250 000 F crédit total poss. Tél.: 48-04-85-85 Particulier vend 2 P., s. de bain; wc, 32 m², cave, chauff. lage individuel. 572 000 F. Tél. 42-00-59-59. PARIS 10 ^e .	94 Val-de-Marne ALFORTVILLE Prox. gare - Part. vend APPARTEMENT duplex 150 m² - (style 1930). Quartier très calme. Pts: 1 400 000 F. Tél. 48-06-03-99.	Paris Clé FONCIÈRE DE SEINE rech. APPTS DE STANDING même MEUBLES GARANTIE ASSURÉE Tél.: 42-55-28-15	maisons individuelles Paris, vend superbe pavillon à proximité de CHÉLIE et de MARNE-LA-VALLÉE COUNTRY SEINE-ET-MARNE sur terrain 120 m² paysagé, possibilité 2 lots, barbe-cui terrasse en pierre de 60 m². Sous-sol sci. 3 vcs, buand., sal. de jour, chauffage, seller. Cuisine, équi. en orme, sél. doubl. avec cheminée, 3 ch. sal.-de-b., w.c., signal d'alar. PRIX: 1.500.000 F Tél.: 60-20-16-28	VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et ts services. Performances téléphoniques. 43-55-17-50
		Région parisienne J.F. sérieuse recherche pour le rentre P2 sur 78 et proche banl. Garantie sérieux. Tél. 42-50-09-95 (rap. ou après 19 h)	maisons individuelles Paris, vend superbe pavillon à proximité de CHÉLIE et de MARNE-LA-VALLÉE COUNTRY SEINE-ET-MARNE sur terrain 120 m² paysagé, possibilité 2 lots, barbe-cui terrasse en pierre de 60 m². Sous-sol sci. 3 vcs, buand., sal. de jour, chauffage, seller. Cuisine, équi. en orme, sél. doubl. avec cheminée, 3 ch. sal.-de-b., w.c., signal d'alar. PRIX: 1.500.000 F Tél.: 60-20-16-28	Ventes ASS. NATIONALE Immeuble indépendant 340 m² à rénover propriétaire 47-20-37-36.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

Un vaste coup de filet des autorités

Une trentaine de responsables de la BCCI arrêtés à Abou-Dhabi

Les autorités d'Abou-Dhabi ont procédé, dimanche 8 septembre, dans le cadre de l'enquête sur le scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), à l'arrestation d'une trentaine de responsables. A Londres, d'autre part, il a été confirmé que la Banque d'Angleterre était au courant des activités frauduleuses de la BCCI dès 1986.

LONDRES

de notre correspondant

C'est une véritable souricière qui a été organisée par les autorités d'Abou-Dhabi, apparemment en coordination avec plusieurs membres de l'office britannique des fraudes, actuellement en mission dans l'émirat. Vers 19 heures, dimanche 8 septembre, alors que les responsables de la banque étaient réunis sur convocation de la direction, au sixième étage de l'immeuble qui abrite le siège de la BCCI, des policiers en civil ont fait irruption dans les bureaux et procédé à l'arrestation d'une trentaine de personnes.

La BCCI n'a pas confirmé ces arrestations, effectuées, semble-t-il, dans le cadre de l'enquête menée par un comité spécial formé sur décision de Cheikh Zayed Ibn Sultan al-Nahyane, souverain de

l'émirat d'Abou-Dhabi, qui détiennent 77,4 % des actions de la BCCI.

Parmi les personnes arrêtées figurent quelques « gros poissons », notamment M. Swaleh Naqvi, ancien directeur général de la banque, son successeur, M. Zafar Iqbal, ainsi que leurs principaux collaborateurs. Après la suspension internationale, le 5 juillet, des activités de la BCCI, à la suite de la découverte, par la Banque d'Angleterre, de « fraudes à grande échelle », de nombreux responsables de la BCCI ont trouvé refuge dans l'émirat d'Abou-Dhabi, persuadés qu'ils seraient ainsi à l'abri des poursuites judiciaires.

Le 29 juillet, M. Naqvi, ainsi que le fondateur de la BCCI, M. Agha Hasan Abedi, ont été inculpés aux Etats-Unis de fraude et de blanchiment d'argent sale. La semaine dernière, le grand jury de Tampa (Floride) a prononcé de nouvelles inculpations à l'encontre de M. Naqvi et de M. Zafar Iqbal, ancien trésorier de la banque, Dildar Rizvi, son successeur, et, de nouveau, Swaleh Naqvi. M. Ali Akbar a été arrêté, jeudi 5 septembre, à Calais. Il avait déjà été arrêté, puis inculpé, en octobre dernier, dans le cadre des activités de blanchiment d'argent de la banque auxquelles se livrait la BCCI. Condamné à dix-huit mois de prison, il avait été relâché après six mois de détention.

LAURENT ZECCHINI

Le tribunal milanais ayant refusé sa mise sous séquestre

Duménil-Leblé Suisse remporte la première manche face à Misafin

Le tribunal civil de Milan a rejeté, samedi 7 septembre, la demande faite par la société financière italienne Misafin, de mise sous séquestre des titres et des biens de la banque suisse Duménil-Leblé. A la suite d'une tentative d'escroquerie (Duménil-Leblé Suisse s'était vu demander de procéder à des ventes massives sur le

marché de titres qui n'étaient plus sa possession), Duménil-Leblé a porté plainte en Suisse et en Italie. Le président du tribunal de Milan a donc pour l'instant donné satisfaction à Duménil-Leblé, en repoussant toute mise sous séquestre. Le juge a estimé que la Misafin ne pouvait établir la preuve que Duménil-Leblé avait l'obligation contractuelle de livrer ces titres.

Les patrons britanniques reprennent confiance

La confiance revient chez les patrons britanniques, dont 36 % disent « plus optimistes » quant aux perspectives de l'économie, selon une enquête de l'Institut des directeurs (IOD) publiée lundi 9 septembre. Il y a deux mois, cette proportion était de 28 %. Près de la moitié (48 %) des présidents et directeurs, interrogés dans des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs, se disent optimistes pour les performances de leur propre société. Dans l'enquête effectuée il y a deux mois, ils étaient 40 %.

« Les performances de beaucoup d'entreprises sont encore mauvaises, mais les directeurs voient que le voile de la récession commence à se lever », a estimé le directeur de l'IOD, M. Peter Morgan, qui a ajouté : « L'inflation est en passe d'être vaincue, les taux d'intérêt baissent et on peut s'attendre à ce que l'économie montre des signes de reprise au dernier trimestre de cette année. » (AFP)

L'omologation de la direction d'Air Algérie

Le ministre des transports algériens a homologué, le 8 septembre, l'ensemble de la direction d'Air Algérie, y compris M. Mohammed Salah Ouari, son directeur général depuis décembre 1990. Un directeur de quinze membres a été nommé parmi les cadres de la compagnie.

Le ministre a déclaré que cette mesure avait été rendue nécessaire par « l'absence de gestion rationnelle des moyens et des hommes au sein de la compagnie ». Au cours des derniers jours, l'annulation sans préavis de plusieurs vols intérieurs a provoqué des incidents entre passagers et agents de la compagnie et la presse a vivement critiqué les carences du transporteur algérien. Ses dirigeants ont demandé, au mois de juillet, une aide au gouvernement belge de 3,6 milliards de francs belges (600 millions de francs français) pour supporter la chute de la demande aggravée par la guerre du Golfe. TEA réalise un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs belges (2,5 milliards de francs français) et emploie vingt-cinq avions.

EN BREF

□ Espagne : le président d'une grande banque privée demande un changement de politique économique. — Un changement rapide de la politique économique menée par le gouvernement espagnol est nécessaire, a déclaré dimanche 8 septembre, M. Mario Conde, président du Banco, l'une des grandes banques privées du pays. La politique actuelle est en train de désindustrialiser le pays, a assuré M. Conde dont les propos sont rapportés dans la presse espagnole. Selon ce banquier, le gouvernement utilise trop le politique monétaire et les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, sans chercher une plus grande rigueur budgétaire (dépendances publiques et fiscales). M. Conde a réclamé une plus grande flexibilité sur le marché de l'emploi et une priorité de la situation économique espagnole. (AFP)

□ Le système de freinage de certains Boeing-757 interdit par la FAA. — Tout comme les Boeing 767 (le Monde du 18-19 août), les Boeing-757 propulsés par des réacteurs Pratt et Whitney ne pourront être freinés par le système d'inversion du flux des réacteurs jusqu'à ce que des modifications techniques excluent la possibilité d'un détachement intempestif en vol. Ainsi en a décidé l'administration de l'aviation civile américaine (FAA), qui continue d'enquêter sur les causes de la chute d'un Boeing de Lauda Air, survenu le 26 mai en Thaïlande, où avaient péri 223 personnes. Selon les premiers éléments de l'enquête, le système d'inversion du flux d'un réacteur s'était détaché peu avant la catastrophe. L'intervention pourrait être étendue à des avions de McDonnell-Douglas et des Airbus équipés de réacteurs Pratt.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices pondérés de base 100 : 25 décembre 1990

	30-8-91	6-9-91
Valeur totale, à rev. variable	118,5	119,5
Valeur industrielle	126,5	127,5
Valeur étrangère	117,5	118,5
Indice CAC 40	126,5	127,5
Indice CAC 100	126,5	127,5
Indice CAC 200	126,5	127,5
Indice CAC 300	126,5	127,5
Indice CAC 400	126,5	127,5
Indice CAC 500	126,5	127,5
Indice CAC 600	126,5	127,5
Indice CAC 700	126,5	127,5
Indice CAC 800	126,5	127,5
Indice CAC 900	126,5	127,5
Indice CAC 1000	126,5	127,5
Indice CAC 1100	126,5	127,5
Indice CAC 1200	126,5	127,5
Indice CAC 1300	126,5	127,5
Indice CAC 1400	126,5	127,5
Indice CAC 1500	126,5	127,5
Indice CAC 1600	126,5	127,5
Indice CAC 1700	126,5	127,5
Indice CAC 1800	126,5	127,5
Indice CAC 1900	126,5	127,5
Indice CAC 2000	126,5	127,5

Base 100 : 25 décembre 1990

Valeur totale, à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Indice CAC 40

Indice CAC 100

Indice CAC 200

Indice CAC 300

Indice CAC 400

Indice CAC 500

Indice CAC 600

Indice CAC 700

Indice CAC 800

Indice CAC 900

Indice CAC 1000

Indice CAC 1100

Indice CAC 1200

Indice CAC 1300

Indice CAC 1400

Indice CAC 1500

Indice CAC 1600

Indice CAC 1700

Indice CAC 1800

Indice CAC 1900

Indice CAC 2000

Indice CAC 2100

Indice CAC 2200

Indice CAC 2300

Indice CAC 2400

Indice CAC 2500

Indice CAC 2600

Indice CAC 2700

Indice CAC 2800

Indice CAC 2900

Indice CAC 3000

Indice CAC 3100

Indice CAC 3200

Indice CAC 3300

Indice CAC 3400

Indice CAC 3500

Indice CAC 3600

Indice CAC 3700

Indice CAC 3800

Indice CAC 3900

Indice CAC 4000

Indice CAC 4100

Indice CAC 4200

Indice CAC 4300

Indice CAC 4400

Indice CAC 4500

Indice CAC 4600

Indice CAC 4700

Indice CAC 4800

Indice CAC 4900

Indice CAC 5000

Indice CAC 5100

Indice CAC 5200

Indice CAC 5300

Indice CAC 5400

Indice CAC 5500

Indice CAC 5600

Indice CAC 5700

Indice CAC 5800

Indice CAC 5900

Indice CAC 6000

Indice CAC 6100

Indice CAC 6200

Indice CAC 6300

Indice CAC 6400

Indice CAC 6500

Indice CAC 6600

Indice CAC 6700

Indice CAC 6800

Indice CAC 6900

Indice CAC 7000

Indice CAC 7100

Indice CAC 7200

Indice CAC 7300

Indice CAC 7400

Indice CAC 7500

Indice CAC 7600

Indice CAC 7700

Indice CAC 7800

Indice CAC 7900

Indice CAC 8000

Indice CAC 8100

Indice CAC 8200

Indice CAC 8300

Indice CAC 8400

Indice CAC 8500

Indice CAC 8600

Indice CAC 8700

Indice CAC 8800

Indice CAC 8900

Indice CAC 9000

Indice CAC 9100

Indice CAC 9200

Indice CAC 9300

Indice CAC 9400

Indice CAC 9500

Indice CAC 9600

Indice CAC 9700

Indice CAC 9800

Indice CAC 9900

Indice CAC 10000

Indice CAC 10100

Indice CAC 10200

Indice CAC 10300

Indice CAC 10400

Indice CAC 10500

Indice CAC 10600

Indice CAC 10700

Indice CAC 10800

Indice CAC 10900

Indice CAC 11000

Indice CAC 11100

Indice CAC 11200

Indice CAC 11300

Indice CAC 11400

Indice CAC 11500

Indice CAC 11600

Indice CAC 11700

Indice CAC 11800

Indice CAC 11900

Indice CAC 12000

Indice CAC 12100

Indice CAC 12200

Indice CAC 12300

Indice CAC 12400

Indice CAC 12500

Indice CAC 12600

Indice CAC 12700

Indice CAC 12800

Indice CAC 12900

Indice CAC 13000

Indice CAC 13100

Indice CAC 13200

Indice CAC 13300

Indice CAC 13400

Indice CAC 13500

Indice CAC 13600

Indice CAC 13700

Indice CAC 13800

Indice CAC 13900

Indice CAC 14000

Indice CAC 14100

Indice CAC 14200

Indice CAC 14300

Indice CAC 14400

Indice CAC 14500

Indice CAC 14600

Indice CAC 14700

Indice CAC 14800

Indice CAC 14900

Indice CAC 15000

Indice CAC 15100

Indice CAC 15200

Indice CAC 15300

Indice CAC 15400

Indice CAC 15500

Indice CAC 15600

Indice CAC 15700

Indice CAC 15800

Indice CAC 15900

Indice CAC 16000

Indice CAC 16100

Indice CAC 16200

Indice CAC 16300

Indice CAC 16400

Indice CAC 16500

Indice CAC 16600

Indice CAC 16700

Indice CAC 16800

Indice CAC 16900

Indice CAC 17000

Indice CAC 17100

Indice CAC 17200

Indice CAC 17300

Indice CAC 17400

Indice CAC 17500

Indice CAC 17600

Indice CAC 17700

Indice CAC 17800

Indice CAC 17900

Indice CAC 18000

Indice CAC 18100

Indice CAC 18200

Indice CAC 18300

Indice CAC 18400

Indice CAC 18500

Indice CAC 18600

Indice CAC 18700

Indice CAC 18800

Indice CAC 18900

Indice CAC 19000

Indice CAC 19100

Indice CAC 19200

Indice CAC 19300

Indice CAC 19400

Indice CAC 19500

Indice CAC 19600

Indice CAC 19700

Indice CAC 19800

Indice CAC 19900

Indice CAC 20000

Indice CAC 20100

Indice CAC 20200

Indice CAC 20300

Indice CAC 20400

Indice CAC 20500

Indice CAC 20600

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 SEPTEMBRE

Règlement mensuel																	
Composés	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composés	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composés	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	%
2090 C.A.E. 3%	4086	4086	4086	4086	-2.37	2500 Euronext	280 90	280 90	280 90	280 90	-1.73	2510 Euronext	194	194	194	194	+0.81
2095 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2505 Euronext	350	350	350	350	-1.36	2515 Euronext	178 80	178 80	178 80	178 80	-1.73
2100 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2520 Euronext	42 25	42 25	42 25	42 25	+1.75	2525 Euronext	23 30	23 30	23 30	23 30	-0.21
2105 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2530 Euronext	419	419	419	419	-0.12	2535 Euronext	224 80	224 80	224 80	224 80	-1.40
2110 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2540 Euronext	365	365	365	365	-2.53	2545 Euronext	84 55	84 55	84 55	84 55	-0.85
2115 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2550 Euronext	104 30	104 30	104 30	104 30	-0.67	2555 Euronext	21 80	21 80	21 80	21 80	+1.05
2120 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2560 Euronext	295	295	295	295	-0.71	2565 Euronext	46 80	46 80	46 80	46 80	+0.76
2125 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2570 Euronext	81 10	81 10	81 10	81 10	-0.12	2575 Euronext	90	90	90	90	-0.13
2130 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2580 Euronext	139	139	139	139	+0.34	2585 Euronext	350	350	350	350	-1.81
2135 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2590 Euronext	187 20	187 20	187 20	187 20	-1.22	2595 Euronext	68 85	68 85	68 85	68 85	+1.23
2140 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2600 Euronext	18 55	18 55	18 55	18 55	-1.07	2605 Euronext	187	187	187	187	-1.40
2145 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2610 Euronext	752	752	752	752	+1.40	2615 Euronext	519	519	519	519	-1.03
2150 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2620 Euronext	58	58	58	58	+1.03	2625 Euronext	411 70	411 70	411 70	411 70	-1.08
2155 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2630 Euronext	332	332	332	332	+0.09	2635 Euronext	33000	33000	33000	33000	-0.09
2160 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2640 Euronext	165	165	165	165	-1.21	2645 Euronext	80 80	80 80	80 80	80 80	+0.10
2165 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2650 Euronext	1875	1875	1875	1875	+0.27	2655 Euronext	431 50	431 50	431 50	431 50	-1.48
2170 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2660 Euronext	112	112	112	112	-1.08	2665 Euronext	68 80	68 80	68 80	68 80	-2.23
2175 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2670 Euronext	206	206	206	206	-1.03	2675 Euronext	25	25	25	25	+0.88
2180 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2680 Euronext	271	271	271	271	+0.17	2685 Euronext	478 70	478 70	478 70	478 70	-1.08
2185 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2690 Euronext	58	58	58	58	+0.88	2695 Euronext	58	58	58	58	+1.54
2190 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2700 Euronext	2280	2280	2280	2280	+0.22	2705 Euronext	825	825	825	825	-1.21
2195 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2710 Euronext	251	251	251	251	-0.88	2715 Euronext	251	251	251	251	-0.88
2200 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2720 Euronext	90 80	90 80	90 80	90 80	-1.10	2725 Euronext	237 50	237 50	237 50	237 50	-0.17
2205 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2730 Euronext	53 80	53 80	53 80	53 80	+0.50	2735 Euronext	28 55	28 55	28 55	28 55	-0.74
2210 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2740 Euronext	280 27	280 27	280 27	280 27	-0.31	2745 Euronext	280 27	280 27	280 27	280 27	-0.31
2215 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2750 Euronext	280 27	280 27	280 27	280 27	-0.31	2755 Euronext	370	370	370	370	+0.40
2220 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2760 Euronext	1310	1310	1310	1310	+0.19	2765 Euronext	333	333	333	333	+0.30
2225 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2770 Euronext	1080	1080	1080	1080	+0.77	2775 Euronext	188	188	188	188	+0.62
2230 C.A.E. 3%	846	846	846	846	+0.01	2780 Euronext	350	350	350	350	-1.66	2785 Euronext	112	112	112	112	-1.05
2235 B.N.P. T.P.	846	846	846	846	+0.01	2790 Euronext	1 65	1 65	1 65	1 65	-1.05	2795 Euronext	1 65	1 65	1 65	1 65	-1.05

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du net	comptant	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
Obligations			Etrangeres			Hors-cote			Etrangeres			Hors-cote			Etrangeres			Hors-cote			Etrangeres			Hors-cote																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Emp. 100% 1997	120 61	2 62	Emp. 100% 1998	100 40	1 58	Emp. 100% 1999	103 04	0 14	Emp. 100% 2000	106 35	9 61	Emp. 100% 2001	102 70	11 23	Emp. 100% 2002	104 55	6 02	Emp. 100% 2003	104 37	6 07	Emp. 100% 2004	106 96	2 98	Emp. 100% 2005	104 70	7 32	Emp. 100% 2006	106 96	2 98	Emp. 100% 2007	104 70	7 32	Emp. 100% 2008	106 96	2 98	Emp. 100% 2009	104 70	7 32	Emp. 100% 2010	106 96	2 98	Emp. 100% 2011	104 70	7 32	Emp. 100% 2012	106 96	2 98	Emp. 100% 2013	104 70	7 32	Emp. 100% 2014	106 96	2 98	Emp. 100% 2015	104 70	7 32	Emp. 100% 2016	106 96	2 98	Emp. 100% 2017	104 70	7 32	Emp. 100% 2018	106 96	2 98	Emp. 100% 2019	104 70	7 32	Emp. 100% 2020	106 96	2 98	Emp. 100% 2021	104 70	7 32	Emp. 100% 2022	106 96	2 98	Emp. 100% 2023	104 70	7 32	Emp. 100% 2024	106 96	2 98	Emp. 100% 2025	104 70	7 32	Emp. 100% 2026	106 96	2 98	Emp. 100% 2027	104 70	7 32	Emp. 100% 2028	106 96	2 98	Emp. 100% 2029	104 70	7 32	Emp. 100% 2030	106 96	2 98	Emp. 100% 2031	104 70	7 32	Emp. 100% 2032	106 96	2 98	Emp. 100% 2033	104 70	7 32	Emp. 100% 2034	106 96	2 98	Emp. 100% 2035	104 70	7 32	Emp. 100% 2036	106 96	2 98	Emp. 100% 2037	104 70	7 32	Emp. 100% 2038	106 96	2 98	Emp. 100% 2039	104 70	7 32	Emp. 100% 2040	106 96	2 98	Emp. 100% 2041	104 70	7 32	Emp. 100% 2042	106 96	2 98	Emp. 100% 2043	104 70	7 32	Emp. 100% 2044	106 96	2 98	Emp. 100% 2045	104 70	7 32	Emp. 100% 2046	106 96	2 98	Emp. 100% 2047	104 70	7 32	Emp. 100% 2048	106 96	2 98	Emp. 100% 2049	104 70	7 32	Emp. 100% 2050	106 96	2 98	Emp. 100% 2051	104 70	7 32	Emp. 100% 2052	106 96	2 98	Emp. 100% 2053	104 70	7 32	Emp. 100% 2054	106 96	2 98	Emp. 100% 2055	104 70	7 32	Emp. 100% 2056	106 96	2 98	Emp. 100% 2057	104 70	7 32	Emp. 100% 2058	106 96	2 98	Emp. 100% 2059	104 70	7 32	Emp. 100% 2060	106 96	2 98	Emp. 100% 2061	104 70	7 32	Emp. 100% 2062	106 96	2 98	Emp. 100% 2063	104 70	7 32	Emp. 100% 2064	106 96	2 98	Emp. 100% 2065	104 70	7 32	Emp. 100% 2066	106 96	2 98	Emp. 100% 2067	104 70	7 32	Emp. 100% 2068	106 96	2 98	Emp. 100% 2069	104 70	7 32	Emp. 100% 2070	106 96	2 98	Emp. 100% 2071	104 70	7 32	Emp. 100% 2072	106 96	2 98	Emp. 100% 2073	104 70	7 32	Emp. 100% 2074	106 96	2 98	Emp. 100% 2075	104 70	7 32	Emp. 100% 2076	106 96	2 98	Emp. 100% 2077	104 70	7 32	Emp. 100% 2078	106 96	2 98	Emp. 100% 2079	104 70	7 32	Emp. 100% 2080	106 96	2 98	Emp. 100% 2081	104 70	7 32	Emp. 100% 2082	106 96	2 98	Emp. 100% 2083	104 70	7 32	Emp. 100% 2084	106 96	2 98	Emp. 100% 2085	104 70	7 32	Emp. 100% 2086	106 96	2 98	Emp. 100% 2087	104 70	7 32	Emp. 100% 2088	106 96	2 98	Emp. 100% 2089	104 70	7 32	Emp. 100% 2090	106 96	2 98	Emp. 100% 2091	104 70	7 32	Emp. 100% 2092	106 96	2 98	Emp. 100% 2093	104 70	7 32	Emp. 100% 2094	106 96	2 98	Emp. 100% 2095	104 70	7 32	Emp. 100% 2096	106 96	2 98	Emp. 100% 2097	104 70	7 32	Emp. 100% 2098	106 96	2 98	Emp. 100% 2099	104 70	7 32	Emp. 100% 2100	106 96	2 98	Emp. 100% 2101	104 70	7 32	Emp. 100% 2102	106 96	2 98	Emp. 100% 2103	104 70	7 32	Emp. 100% 2104	106 96	2 98	Emp. 100% 2105	104 70	7 32	Emp. 100% 2106	106 96	2 98	Emp. 100% 2107	104 70	7 32	Emp. 100% 2108	106 96	2 98	Emp. 100% 2109	104 70	7 32	Emp. 100% 2110	106 96	2 98	Emp. 100% 2111	104 70	7 32	Emp. 100% 2112	106 96	2 98	Emp. 100% 2113	104 70	7 32	Emp. 100% 2114	106 96	2 98	Emp. 100% 2115	104 70	7 32	Emp. 100% 2116	106 96	2 98	Emp. 100% 2117	104 70	7 32	Emp. 100% 2118	106 96	2 98	Emp. 100% 2119	104 70	7 32	Emp. 100% 2120	106 96	2 98	Emp. 100% 2121	104 70	7 32	Emp. 100% 2122	106 96	2 98	Emp. 100% 2123	104 70	7 32	Emp. 100% 2124	106 96	2 98	Emp. 100% 2125	104 70	7 32	Emp. 100% 2126	106 96	2 98	Emp. 100% 2127	104 70	7 32	Emp. 100% 2128	106 96	2 98	Emp. 100% 2129	104 70	7 32	Emp. 100% 2130	106 96	2 98	Emp. 100% 2131	104 70	7 32	Emp. 100% 2132	106 96	2 98	Emp. 100% 2133	104 70	7 32	Emp. 100% 2134	106 96	2 98	Emp. 100% 2135	104 70	7 32	Emp. 100% 2136	106 96	2 98	Emp. 100% 2137	104 70	7 32	Emp. 100% 2138	106 96	2 98	Emp. 100% 2139	104 70	7 32	Emp. 100% 2140	106 96	2 98	Emp. 100% 2141	104 70	7 32	Emp. 100% 2142	106 96	2 98	Emp. 100% 2143	104 70	7 32	Emp. 100% 2144	106 96	2 98	Emp. 100% 2145	104 70	7 32	Emp. 100% 2146	106 96	2 98	Emp. 100% 2147	104 70	7 32	Emp. 100% 2148	106 96	2 98	Emp. 100% 2149	104 70	7 32	Emp. 100% 2150	106 96	2 98	Emp. 100% 2151	104 70	7 32	Emp. 100% 2152	106 96	2 98	Emp. 100% 2153	104 70	7 32	Emp. 100% 2154	106 96	2 98	Emp. 100% 2155	104 70	7 32	Emp. 100% 2156	106 96	2 98	Emp. 100% 2157	104 70	7 32	Emp. 100% 2158	106 96	2 98	Emp. 100% 2159	104 70	7 32	Emp. 100% 2160	106 96	2 98	Emp. 100% 2161	104 70	7 32	Emp. 100% 2162	106 96	2 98	Emp. 100% 2163	104 70	7 32	Emp. 100% 2164	106 96	2 98	Emp. 100% 2165	104 70	7 32	Emp. 100% 2166	106 96	2 98	Emp. 100% 2167	104 70	7 32	Emp. 100% 2168	106 96	2 98	Emp. 100% 2169	104 70	7 32	Emp. 100% 2170	106 96	2 98	Emp. 100% 2171	104 70	7 32	Emp. 100% 2172	106 96	2 98	Emp. 100% 2173	104 70	7 32	Emp. 100% 2174	106 96	2 98	Emp. 100% 2175	104 70	7 32	Emp. 100% 2176	106 96	2 98	Emp. 100% 2177	104 70	7 32	Emp. 100% 2178	106 96	2 98	Emp. 100% 2179	104 70	7 32	Emp. 100% 2180	106 96	2 98	Emp. 100% 2181	104 70	7 32	Emp. 100% 2182	106 96	2 98	Emp. 100% 2183	104 70	7 32	Emp. 100% 2184	106 96	2 98	Emp. 100% 2185	104 70	7 32	Emp. 100% 2186	106 96	2 98	Emp. 100% 2187	104 70	7 32	Emp. 100% 2188	106 96	2 98	Emp. 100% 2189	104 70	7 32	Emp. 100% 2190	106 96	2 98	Emp. 100% 2191	104 70	7 32	Emp. 100% 2192	106 96	2 98	Emp. 100% 2193	104 70	7 32	Emp. 100% 2194	106 96	2 98	Emp. 100% 2195	104 70	7 32	Emp. 100% 2196	106 96	2 98	Emp. 100% 2197	104 70	7 32	Emp. 100% 2198	106 96	2 98	Emp. 100% 2199	104 70	7 32	Emp. 100% 2200	106 96	2 98	Emp. 100% 2201	104 70	7 32	Emp. 100% 2202	106 96	2 98	Emp. 100% 2203	104 70	7 32	Emp. 100% 2204	106 96	2 98	Emp. 100% 2205	104 70	7 32	Emp. 100% 2206	106 96	2 98	Emp. 100% 2207	104 70	7 32	Emp. 100% 2208	106 96	2 98	Emp. 100% 2209	104 70	7 32	Emp. 100% 2210	106 96	2 98	Emp. 100% 2211	104 70	7 32	Emp. 100% 2212	106 96	2 98	Emp. 100% 2213	104 70	7 32	Emp. 100% 2214	106 96	2 98	Emp. 100% 2215	104 70	7 32	Emp. 100% 2216	106 96	2 98	Emp. 100% 2217	104 70	7 32	Emp. 100% 2218	106 96	2 98	Emp. 100% 2219	104 70	7 32	Emp. 100% 2220	106 96	2 98	Emp. 100% 2221	104 70	7 32	Emp. 100% 2222	106 96	2 98	Emp. 100% 2223	104 70	7 32	Emp. 100% 2224	106 96	2 98	Emp. 100% 2225	104 70	7 32	Emp. 100% 2226	106 96	2 98	Emp. 100% 2227	104 70	7 32	Emp. 100% 2228	106 96	2 98	Emp. 100% 2229	104 70	7 32	Emp. 100% 2230	106 96	2 98	Emp. 100% 2231	104 70	7 32	Emp. 100% 2232	106 96	2 98	Emp. 100% 2233	104 70	7 32	Emp. 100% 2234	106 96	2 98	Emp. 100% 2235	104 70	7 32	Emp. 100% 2236	106 96	2 98	Emp. 100% 2237	104 70	7 32	Emp. 100% 2238	106 96	2 98	Emp. 100% 2239	104 70	7 32	Emp. 100% 2240	106 96	2 98	Emp. 100% 2241	104 70	7 32	Emp. 100% 2242	106 96	2 98	Emp. 100% 2243	104 70	7 32	Emp. 100% 2244	106 96	2 98	Emp. 100% 2245	104 70	7 32	Emp. 100% 2246	106 96	2 98	Emp. 100% 2247	104 70	7 32	Emp. 100% 2248	106 96	2 98	Emp. 100% 2249	104 70	7 32	Emp. 100% 2250	106 96	2 98	Emp. 100% 2251	104 70	7 32	Emp. 100% 2252	106 96	2 98	Emp. 100% 2253	104 70	7 32	Emp. 100% 2254	106 96	2 98	Emp. 100% 2255	104 70	7 32	Emp. 100% 2256	106 96	2 98	Emp. 100% 2257	104 70	7 32	Emp. 100% 2258	106 96	2 98	Emp. 100% 2259	104 70	7 32	Emp. 100% 2260	106 96	2 98	Emp. 100% 2261	104 70	7 32	Emp. 100% 2262	106 96	2 98	Emp. 100% 2263	104 70	7 32	Emp. 100% 2264	106 96	2 98	Emp. 100% 2265	104 70	7 32	Emp. 100% 2266	106 96	2 98	Emp. 100% 2267	104 70	7 32	Emp. 100% 2268	106 96	2 98	Emp. 100% 2269	104 70	7 32	Emp. 100% 2270	106 96	2 98	Emp. 100% 2271	104 70	7 32	Emp. 100% 2272	106 96	2 98	Emp. 100% 2273	104 70	7 32	Emp. 100% 2274	106 96	2 98	Emp. 100% 2275	104 70	7 32	Emp. 100% 2276	106 96	2 98	Emp. 100% 2277	104 70	7 32	Emp. 100% 2278	106 96	2 98	Emp. 100% 2279	104 70	7 32	Emp. 100% 2280	106 96	2 98	Emp. 100% 2281	104 70	7 32	Emp. 100% 2282	106 96	2 98	Emp. 100% 2283	104 70	7 32	Emp. 100% 2284	106 96	2 98	Emp. 100% 2285	104 70	7 32	Emp. 100% 2286	106 96	2 98	Emp. 100% 2287	104 70	7 32	Emp. 100% 2288	106 96	2 98	Emp. 100% 2289	104 70	7 32	Emp. 100% 2290	106 96	2 98	Emp. 100% 2291	104 70	7 32	Emp. 100% 2292	106 96	2 98	Emp. 100% 2293	104 70	7 32	Emp. 100% 2294	106 96	2 98	Emp. 100% 2295	104 70	7 32	Emp. 100% 2296	106 96	2 98	Emp. 100% 2297	104 70	7 32	Emp. 100% 2298	106 96	2 98	Emp. 100% 2299	104 70	7 32	Emp. 100% 2300	106 96	2 98	Emp. 100% 2301	104 70	7 32	Emp. 100% 2302	106 96	2 98	Emp. 100% 2303	104 70	7 32	Emp. 100% 2304	106 96	2 98	Emp. 100% 2305	104 70	7 32	Emp. 100% 2306	106 96	2 98	Emp. 100% 2307	104 70	7 32	Emp. 100% 2308	106 96	2 98	Emp. 100% 2309	104 70	7 32	Emp. 100% 2310	106 96	2 98	Emp. 100% 2311	104 70	7 32	Emp. 100% 2312	106 96	2 98	Emp. 100% 2313	104 70	7 32	Emp. 100% 2314	106 96	2 98	Emp. 100% 2315	104 70	7 32	Emp. 100% 2316	106 96	2 98	Emp. 100% 2317	104 70	7 32	Emp. 100% 2318	106 96	2 98	Emp. 100% 2319	104 70	7 32	Emp. 100% 2320	106 96	2 98	Emp. 100% 2321	104 70	7 32	Emp. 100% 2322	106 96	2 98	Emp. 100% 2323	104 70	7

ILE-DE-FRANCE

Selon une étude d'experts internationaux Le grand stade de Melun-Sénart coûtera 1,5 milliard de francs

Selon une étude confiée par la ville nouvelle de Melun-Sénart et le conseil général de Seine-et-Marne à l'Association internationale pour le développement et la gestion des villes anciennes et nouvelles, le grand stade d'Ile-de-France devra offrir quatre-vingt mille places assises, aura une vocation essentiellement sportive, et son financement ne pourra pas être assuré par le seul secteur privé. Les experts internationaux, qui viennent de remettre leurs conclusions, évaluent le coût de la construction de cet équipement à un milliard et demi de francs, assuré conjointement par l'Etat, les fédérations sportives et les promoteurs privés.

Depuis le choix, en février dernier, par M. Michel Rocard, premier ministre, du site de Melun-Sénart pour implanter un futur grand stade, les responsables de la ville nouvelle n'ont pas chômé. La France vient de déposer sa candidature pour la Coupe du monde de 1998; il n'y a plus de temps à perdre et, avant le choix d'un programme et d'un projet définitif, l'ombilic public et le conseil général de Seine-et-Marne ont sollicité l'avis d'experts étrangers - qui ont confronté leurs connaissances des quinze plus grands stades du monde - et l'avis de soixante personnalités françaises intéressées par cet équipement.

Leurs conclusions sont sans ambiguïté: oui, l'Ile-de-France a besoin d'un stade de quatre-vingt mille places assises; non, ce stade ne devra pas viser la polyvalence absolue, qui impliquerait un toit mobile, une pelouse amovible et coûterait quatre milliards de francs. «Le meilleur compromis entre coût et fréquentation, écrivent les experts, est un stade à dominante sportive, dans d'une piste d'athlétisme, d'une pelouse permanente et sans toit», où seraient organisées une cinquan-

taine de manifestations par an. L'investissement atteindra dans ce cas un milliard et demi de francs. L'Etat, les fédérations sportives et le secteur privé se le partageront pour un tiers chacun. Quinze mille places de parking devront être aménagées. La programmation et l'exploitation devront être confiées à des «gestionnaires professionnels venant du secteur privé», mais l'équipement lui-même devra rester la propriété du secteur public. Enfin, les experts proposent de déplacer légèrement vers le nord-est l'emplacement retenu, afin de le situer à égale distance de la future gare d'interconnexion des TGV et de la future gare RER.

Un merveilleux accélérateur

Après cette consultation, la ville nouvelle de Melun-Sénart va approfondir les contacts qu'elle a déjà noués avec des investisseurs privés. En liaison avec la mission Glavany, chargée par l'Elysée de suivre le dossier, la structure qui détient la maîtrise d'ouvrage sera mise en place à la fin de 1991. Un concours sera lancé à la mi-1992, pour une sélection à la fin de l'année: «Concours d'architecture», insiste M. Jean-Jacques Fournier, président du syndicat de l'agglomération nouvelle, mais pas seulement: un concours aussi sur la programmation, le financement et la gestion.

La ville nouvelle, le département et le conseil régional auront fort à faire avec l'Etat pour aménager rapidement des infrastructures: ligne de RER, autoroute A 5, gare d'interconnexion des TGV. Quand on lui demande ce qu'il adviendra du projet si la France n'est pas retenue pour accueillir le Mondial de 1998, M. Fournier ne s'émoussure pas: «Coupe du monde ou pas, il faudra un grand stade; grand stade ou pas, Melun-Sénart aura besoin de TGV, du RER et de l'autoroute. La perspective du grand stade, ici, joue seulement le rôle d'un merveilleux accélérateur pour la construction de ces équipements».

CHARLES VIAL

SCIENCES

Mort du physicien Edwin McMillan codécouvreur du plutonium

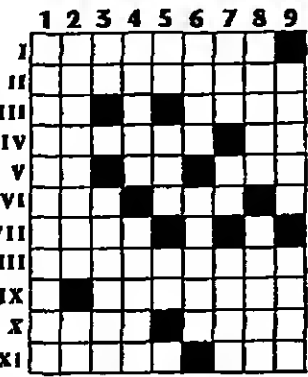
Le physicien Edwin McMillan, codécouvreur du plutonium et du neptunium, est mort samedi 7 septembre à son domicile d'El Cerrito (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Né le 18 septembre 1907 à Redondo Beach, en Californie, Edwin McMillan avait reçu avec le chimiste Glenn Seaborg le prix Nobel de chimie en 1951, pour leur découverte conjointe, en 1940, du plutonium. A l'aide de ce produit radioactif essentiel aux armes nucléaires, il avait ensuite participé, à partir de 1942, à la construction de la première bombe atomique dans le cadre du projet Manhattan.

Egalement coauteur de la découverte du neutron, un autre élément radioactif, Edwin McMillan fut un pionnier de la théorie de la stabilité en phase, concept qui a permis la construction des accélérateurs de particules linéaires modernes. Après avoir pris sa retraite en 1973 du laboratoire de recherches Lawrence Berkeley qu'il dirigeait à l'université de Californie, il avait reçu l'année dernière le National Medal of Science, la plus haute récompense américaine attribuée dans le domaine scientifique.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5603



HORIZONTALEMENT

1. Peut se produire quand il y a de très fortes courants. - II. Des gens qui se moquent souvent du monde. - III. Saint. Une chose vraiment vague. - IV. Une vache. Pronom. - V. Symbole. Possessif. Ou il n'y a rien à enlever. - VI. Elément de trousseau. Adverbe. - VII. En Allemagne. - VIII. Une grande sortie. - IX. Pour l'épouser il suffit de la suivre. - X. Qui a changé de goût. Toucha. - XI. Met à plat. On se découvre quand il arrive.

VERTICALEMENT

1. Dont on peut dire qu'elle a un caractère en or. - 2. Font partie des espèces sornettes. Note. - 3. Figure mythologique. Mot de réclamation. - 4. Sont souvent de la «partie». Qualifie un très bon chasseur. - 5. Note. Poème. Un animal très mou. - 6. Jourdain, dans le Gers. Blanche quand on n'y voit rien. - 7. Fit sauter. Conjonction. Royale, resta à l'état de projet. - 8. Domaine d'un lion. Un mal vraiment veche. - 9. Bien exprimé. Travaille à «l'œil». Solution du problème n° 5602

Horizontalement

1. Carabiniers. Clé. - II. Omis. Lignicoles. - III. Noctes. Clous. - IV. Cuers. Tâche. Ses. - V. Ur. Plénier. Est. - VI. Réa. Aire. Lot. - VII. Rutier. Tapules. - VIII. Est. Idée. Eh. Ame. - IX. Neige. Gruyère. - X. Rare. Ou. Lueur. - XI. Epais. Nublie. Te. - XII. Nil. Butène. Is. - XIII. Belle. Lion. Sées. - XIV. Ru. Et. Sel. Hour. - XV. Usités. Révélé.

Verticalement

1. Concurrence. Bru. - 2. Amoureuse. Pneu. - 3. Rite. Attirel. - 4. Aser. Gaillat. - 5. Espaliers. Eté. - 6. Ils. Lied. - 7. Ni. Terre. Nuis. - 8. Igname. Egoutier. - 9. En. Cl. Rubéole. - 10. Richeheu. Inn. - 11. Sclérophylls. Hé l. - 12. Oé. Tu. Eue. Sol. 13. Clusé. Lora. Eue. 14. Lésée. Emueulier. - 15. Es. Steee. Rassiss.

GUY BROUTY



9 RUE DE MACRO, 75008 PARIS

TEL. (1) 42 57 23 10

53 ans de Monopole

CARNET DU Monde

Naissances

- 28 août 1991,

Alma GÉRALDINE.

Christiane BARDOUX, Gérard SAMISON et Julia.

Walsraat 42, 8011 NV Zwolle (Pays-Bas).

- Alette FERRIERE

a le plaisir d'annoncer la naissance de ses petits-fils

Simon,

le 27 août 1991, chez Marianne CANAVAGGIO et Jean-Pierre SILVERMANO-VÉLIS, 12, rue Haute, 02820 Sainte-Croix,

et

Rémi,

le 3 septembre 1991, chez Mathieu CANAVAGGIO et Dominique RINASSON, 23, rue de la Fontaine-Riante, 77160 Provins.

131, boulevard de Charonne, 75011 Paris.

Mariages

- M. et M^{me} Bernard MILLET, M. et M^{me} Vincent MORVAN,

font part du mariage de leurs enfants

Anne MOULIN

et Vincent-Xavier MORVAN,

à Saint-Restitut, le 14 septembre 1991.

Beaumas, 26130 Saint-Restitut, Ambassade de France à Djibouti, 39, route du Cap, 76310 Sainte-Adresse.

- M. Didier PATURLE et M^{me} née Françoise Clément, M. et M^{me} Bernard CHAROIS, M. et M^{me} Jacques BOISSIN,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Isabelle et Nicolas,

qui n'ont été célébrés le samedi 7 septembre 1991.

30, rue de la Clof, 75005 Paris.

Décès

- Paris. Coyeriat.

M. Jacques Aroud et M^{me} née Françoise De Broca, M. Nicol Albertin et M^{me} née Marguerite Aroud, Ses enfants, Yves et Christine Aroud, et leurs enfants, Pierre et Florence Liautaud et leurs enfants, Sophie Aroud, Yvonne Albertin, Anne Marie et Jean-Charles Dumas et leurs enfants, Pierre Albertin et Régine Domergue et leurs enfants, Michel et Marie-Claude Albertin et leurs enfants, Jean et Françoise Berthelmeot et leurs enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Marguerite Berger, sa sœur, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Madeleine AROUD, née Calmet, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 7 septembre 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 10 septembre, à 10 heures, en l'église de Coyeriat (Ain).

71 bis, rue Saint-Charles, 75015 Paris, 66, rue Denfert-Rochereau, 92100 Boulogne.

- M^{me} Jean Barbier, M. et M^{me} Luc Barbier, M. Hervé Barbier, M^{me} Anne Barbier et sa fille Anne-Laure, ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère,

Pierre-Henri BARBIER, survenu à Paris, le 29 août 1991, à l'âge de trente-sept ans.

Selon sa volonté, les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

15, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

- Le professeur Mongi Ben Hamida, Ses frères et sœurs, Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Yvonne HAMIDA BEN HAMIDA, née Kaboun Naeef, survenue le 2 septembre 1991, à Kélibia.

5, rue Haroun-Rachid, Mutuelleville, Tunis (Tunisie).

- Les membres du conseil d'administration du Comité juif d'action sociale et de reconstruction, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur ami

Henri GLASBERG, commandeur de la Légion d'honneur, président du COJASOR, 6, rue Rembrandt, 75008 Paris.

- M. Raymond-Jean Brisset, son épouse, M. et M^{me} Jean-Louis Brisset, ses enfants, Hélène et Claire, ses petites-filles, Ses frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, M^{me} Suzanne Percyre, Les familles Izans, Savarieu, Petit et Brunet, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} R.-J. BRISSET, née Pauline Izans, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, survenue à Paris, le 4 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans l'intimité familiale.

24, rue des Bernardins, 75005 Paris, 4, rue des Ecoles, 75005 Paris.

- M^{me} Hubert Delourme, née Gwendolyn Lottie de Kerbor, son épouse, Mahaut, Gérard, Tristan, Julie, ses enfants, M^{me} Genest Delourme, sa sœur, Ses frères, ses sœurs, Et toute la famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Hubert DELOURME, chevalier du Mérite agricole, endormi dans la paix du Seigneur, dans sa quarante-huitième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 7 septembre 1991, en l'église de Frémery (Nièvre).

Dons à la Société des amis de l'Institut de recherches, service du professeur Boiron, hôpital Saint-Louis, 1, avenue Claude-Vellefaux, 75010 Paris.

Poisson d'En Haut, 58130 Poitiers.

- M^{me} Raymond Dronne, son épouse, M. et M^{me} Jean-Louis Flandrin, ses enfants, M. et M^{me} Vincent Truchetta, M^{me} Pauline, Juliette, Marion Flandrin, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Raymond DRONNE, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, survenu le 5 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris, le mardi 10 septembre, à 9 heures.

M^{me} Raymond Dronne demande à tous ceux qui se souviennent de l'arrivée du capitaine Dronne à l'Hôtel de Ville de Paris, en avant-garde de l'armée Lécuyer, le soir du 24 août 1944, de lui accorder une pensée et une prière.

15, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, 16, rue Montbauron, 78000 Versailles.

(Le Monde daté 8-9 septembre.)

- Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui, le 5 septembre 1991, manie des sacrements de l'Eglise,

M^{me} Françoise KEMPF, administrateur du cycle supérieur d'études politiques de l'Institut d'études politiques de Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre-de-Moiron, à Paris-14^e (métro Alésia), sa paroisse, le mercredi 11 septembre, à 14 heures.

De la part de Ses frères et sœurs, Le comte et la comtesse de la Sayette, M. et M^{me} Bertrand Kempf, Ses neveux, M. et M^{me} Jérôme Cornuau, M. et M^{me} Lionel de la Sayette, M. Christian de la Sayette, M. et M^{me} Christophe de la Sayette, Frère Antoine-Emmanuel de la Sayette, M. Olivier Kempf et M^{me} Béatrice Fiquet, M^{me} Florence Kempf, Et de ses huit petits-neveux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Joseph Verpillieux, Ses enfants et petits-enfants, M^{me} Catherine Verpillieux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph VERPILLEUX, professeur honoraire, survenu le 4 septembre 1991.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Port (Ain), le 7 septembre.

19, route de Lyon, Port, 01600 Montmieu-La-Croix.

- Georges Lévy, son mari, M. et M^{me} François Hicbourg, ses enfants, M^{me} Mireille Laredo, sa sœur, Toute la famille, Parents, alliés et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georgette LÉVY, née Laredo, survenue le samedi 7 septembre 1991, dans sa soixante-quinzième année.

L'incinération aura lieu le mercredi 11 septembre, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'Association France Pyrénées, 37 bis, rue Lafontaine, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, rue Edouard-Vaillant, 94140 Alfortville.

- M. et M^{me} Dominique de La Foata, ses parents, Dominique, Christian et Monique, ses frères et sa sœur, Les familles Rizzo, de La Foata, Mach, Pila, Vincent, Curro, Carli, Maîtreprêtre, Forcioli, Foata, Angeli, Leoni, Pollegio, Leblond, Grivelli, Les familles parentes et alliées, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qu'ils ont reçues lors du décès brutal de

Christelle de LA FOATA, remercient avec tristesse et émotion tous ceux qui, par leur présence ou leurs messages, se sont associés à leur douleur.

- M. Maurice Bonnet, son épouse, M. et M^{me} Sylvain Eloit, M. Gabriel Talmain, Ses neveux et nièces, très touchés des marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Marie UNGUREANU-BONNET, le 9 juillet 1991,

tiennent à exprimer leurs remerciements très émus.

- A la mémoire de

M. Jean LESAFFRE, décédé le 6 juillet 1991, deux messes seront célébrées.

L'une le jeudi 19 septembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7^e).

L'autre le dimanche 22 septembre, à 9 h 15, en l'église de La Croix-en-Brie par Nangy (77370).

Communications diverses

- Espagne et développement: «table ronde» le 13 septembre, à 18 heures, organisée par le Groupe tiers-monde de la Banque de France-Imprimeur Vantaud, 1, rue Dalayrac, Paris-2^e, tél.: 42-92-47-21.

- Où en est-on en URSS? Déjeuné-débat, présidé par M^{me} Hélène Carrière d'Encausse, de l'Académie française, organisé par la Revue politique et parlementaire et les amis de la République française, dont l'invité sera S.E. M. Youri Doukine, ambassadeur d'URSS en France, le mercredi 18 septembre 1991, à 12 h 45, à l'hôtel Royal Moccasin, 37, avenue Hoche, Paris-8^e. Inscriptions à la Revue politique, 110, rue de Rivoli, Paris-1^{re}, tél.: 40-39-03-76. Prix du déjeuner 320 F. Le nombre de places étant limité, toute inscription non accompagnée d'un règlement ne pourra être prise en considération.

Le Monde daté 8-9 septembre.

- M^{me} Jean Barbier, M. et M^{me} Luc Barbier, M. Hervé Barbier, M^{me} Anne Barbier et sa fille Anne-Laure, ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère,

Pierre-Henri BARBIER, survenu à Paris, le 29 août 1991, à l'âge de trente-sept ans.

Selon sa volonté, les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

15, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

- Le professeur Mongi Ben Hamida, Ses frères et sœurs, Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Yvonne HAMIDA BEN HAMIDA, née Kaboun Naeef, survenue le 2 septembre 1991, à Kélibia.

5, rue Haroun-Rachid, Mutuelleville, Tunis (Tunisie).

- Les membres du conseil d'administration du Comité juif d'action sociale et de reconstruction, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur ami

Henri GLASBERG, commandeur de la Légion d'honneur, président du COJASOR, 6, rue Rembrandt, 75008 Paris.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Port (Ain), le 7 septembre.

19, route de Lyon, Port, 01600 Montmieu-La-Croix.

JACQUES GAUTIER

«L'Albatros»

Broche bronze vieil argent et cristal sur argent 3200 F

Boucles d'oreilles

OMAI: Eau de parfum originale

36, rue Jacob, 75006 PARIS

Tél.: 42-60-84-33.

هكذا من الأصل

M. Mitterrand indique que la date de son voyage à Téhéran n'a pas encore été fixée

M. François Mitterrand a confirmé, samedi 7 septembre, qu'il avait accepté le principe d'un voyage en Iran, mais que la date n'en avait pas encore été fixée. « J'ai été invité par le président Rafsanjani à me rendre en Iran. J'ai accepté cette invitation dans son principe. La date n'est pas encore fixée », a précisé le président de la République dans un entretien avec l'agence de presse des Émirats arabes unis. Des rumeurs d'annulation de ce voyage avaient circulé à Paris après l'ajournement du départ d'une mission préparatoire prévue pour la fin du mois d'août. Plusieurs dirigeants politiques avaient demandé à M. Mitterrand de renoncer à cette visite après l'assassinat, au mois d'août, de Chapour Bakhtiar. Le président français a souligné que les relations avec l'Iran s'étaient améliorées et qu'il lui paraissait « utile d'encourager ce pays important de la région à sortir du repli sur soi et à se situer dans le cadre normal qui régit les relations internationales ». — (Reuters)

Accident dans une usine en Moselle

Trois employés gravement irradiés par un accélérateur de particules à Forbach

Trois ouvriers d'une usine de Forbach (Moselle), Electron Beam Service (EBS), ont été gravement irradiés, entre le 5 et le 19 août dernier, en travaillant sur un accélérateur de particules. Alerté le 23 août par le médecin du travail de l'entreprise, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) a été amené, jeudi 5 septembre, à décharger sa responsabilité auprès des autorités concernées. Saisi par l'inspection du travail, le tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) a ordonné, le lendemain, la fermeture de l'usine. Une information judiciaire a été ouverte, lundi 9 septembre, pour blessure involontaire et infraction à la législation du travail.

Recrutés début août par la société EBS, les trois jeunes intermittents, Giovanni Nespola, vingt-trois ans, Daniel Leroy, vingt-sept ans, et Jean-Marc Bies, vingt-sept

ans, avaient pour mission de faire fonctionner un accélérateur industriel d'électrons. Celui-ci compose un générateur de haute tension continue, constitué par un transformateur isolé par gaz sous pression. L'intensité du faisceau est de 30 milliamperes, ce qui permet un débit de dose pouvant atteindre 1,6 mégarad par seconde.

D'après un communiqué du SCPRI publié dimanche 8 septembre, « les brûlures ont été consécutives à des interventions dans la salle d'irradiation, alors que la haute tension était maintenue pour gagner du temps. L'intensité était soigneusement contrôlée. Le courant résiduel était encore suffisant pour provoquer les lésions cutanées dont souffrent aujourd'hui les trois employés d'EBS. Après avoir reçu une dose de radiations 30 à 100 rems (la dose maximale retenue par la réglementation est de 5 rems/an), deux d'entre eux, Giovanni Nespola et Daniel Leroy, sont actuellement hospitalisés dans un état grave au service des grands brûlés de l'hôpital militaire Percy à Clamart (Hauts-de-Seine).

« Le SCPRI a dépêché deux de

ses inspecteurs sur cette installation dès le 27 août, précise le communiqué du service de protection. Au vu de leur rapport, il en a demandé la fermeture immédiate par lettre du 28 août adressée à l'inspecteur du travail. L'entreprise a néanmoins repris les irradiations, ainsi que le SCPRI a pu le constater lors d'une nouvelle inspection sur place effectuée les 2 et 3 septembre.

Dimanche 8 septembre, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, s'est déclaré « révolté » que les trois employés de Forbach n'aient pas été avertis du danger qu'ils couraient. « On ne va pas mettre un gendarme derrière chaque Français. Les chefs d'entreprise, quand ils utilisent des matières dangereuses, ne doivent pas faire appel à des travailleurs immigrés sans leur dire de quoi il s'agit », a-t-il ajouté. Dans un communiqué, le mouvement écologiste présidé par M. Lalonde, qui soulève « que toute la lumière soit faite sur le déroulement de cette affaire », a souligné « l'urgence d'une réglementation rigoureuse des installations comportant des sources radioactives ou utilisant des rayonnements ».

Les changements politiques en URSS

L'OTAN envisage une réduction de ses armes nucléaires de courte portée en Europe

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a indiqué, samedi 7 septembre, au cours d'un entretien télévisé à Washington, que l'OTAN pourrait commencer à discuter d'une réduction en Europe de ses armes nucléaires de courte portée. C'est à la réunion, prévue les 17 et 18 octobre à Bruxelles, du groupe de planification nucléaire de l'OTAN que ce débat pourrait avoir lieu, à la suite des changements politiques en Union soviétique et en Europe de l'Est, qui ont pour effet de diminuer l'intérêt de telles armes tactiques sur le continent.

« Les deux parties possèdent des systèmes de courte portée », a expliqué M. Cheney. « Cela n'a plus grande valeur dans le nouvel environnement européen. Je m'attends que, le mois prochain, ces questions soient soulevées par l'alliance. »

En 1990, déjà, l'OTAN avait commencé d'examiner le sort de ces armes tactiques qui portent à moins de 600 kilomètres, puis cette question a été abandonnée. Au total, les alliés en Europe (la France exclue) et, principalement, les États-Unis alignent quelque quatre-vingt-huit missiles Lance et mille neuf cent cinquante obus d'artillerie nucléaire. De son côté,

l'Union soviétique est censée posséder neuf cents missiles (des SS-20, SS-12 et SS-21) Scud et deux mille munitions d'artillerie de 155. À l'origine, les armes de l'OTAN étaient destinées à contrer une offensive brutale de chars et de blindés soviétiques, quand, à l'Est, elles étaient vouées à la destruction de forces de l'alliance présumé envahissant.

Avec le démantèlement du pacte de Varsovie et la réduction de la tension Est-Ouest en Europe, ces armes perdent leur raison d'être, puisque leurs cibles — compte tenu de la portée — seraient situées dans des pays d'Europe occidentale désormais libérés de l'influence soviétique. En outre, les États-Unis espèrent, en ouvrant des négociations avec Moscou, éviter les risques d'une dispersion, voire d'un chantage nucléaire que le putsch raté contre M. Mikhaïl Gorbatchev eût mis en évidence.

Pour sa part, la France a réduit, sans le déclarer sur les toits, son arsenal nucléaire préstratégique, en diminuant de cinq à trois le nombre de ses escadrons d'avions porteurs d'une arme tactique et de cinq à deux le nombre de ses unités d'artillerie (en passant du système Pluton au système Hadès).

Lénine sera-t-il enterré à Saint-Petersbourg ?

La nièce de Lénine, M^{lle} Olga Dimitrievna Oulianova, s'est élevée contre un éventuel transfert de la dépouille du premier chef de gouvernement soviétique du mausolée de la place Rouge à Moscou dans un cimetière de Saint-Petersbourg.

Dans un entretien accordé au quotidien italien *Il Sole-24 Ore*, M^{lle} Oulianova, soixante-neuf ans, fille d'un frère cadet de Lénine professeur de chimie à l'université de Moscou, déclare que les « affirmations selon lesquelles Lénine aurait exprimé le désir d'être enseveli près de sa mère, dans le cimetière de Volkovo à Leningrad, ne correspondent pas à la réalité ». « Il n'y a aucun document historique en ce sens, et ceux qui

connaissent bien Lénine savent qu'il aimait beaucoup la vie et ne pensait jamais à la mort, à plus forte raison à l'endroit où il serait enseveli », ajoute-t-elle.

D'après sa mort en 1924, le corps embaumé de Lénine est exposé à la dévotion des foules dans le mausolée de la place Rouge, sauf pendant une brève période durant la dernière guerre, lorsqu'il fut évacué à Koutbychev sur la Volga. M. Sobtchik, maire de Saint-Petersbourg, s'est prononcé récemment pour son transfert vers la cathédrale de Volkovo, affirmant que tel était le vœu du fondateur de la révolution d'Octobre.

INSEE

la référence au bout des pages...

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 1991-1992

Une véritable encyclopédie de poche des domaines économiques et sociaux.

192 pages - Prix 70 F

En librairie et dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Très classe

C'est y ast, là, les nanas des beaux quartiers, fin prêtées pour la rentrée ? Cartable Tann, crsyon Gag, stylo Hechter, vous êtes bien sûres qu'il ne manque pas une gomme Mickey dans la trousse de Chloé ou de Timothée ? Oui, telle que je vous connais, de ce côté-là, ça va, pas de problème. La seule question, toujours la même, c'est de savoir ce que vous allez bien pouvoir lui mettre, à votre belle poupée Barbie. Depuis que vous vous l'êtes offerte, vous avez dépensé des fortunes, 100 % de plus qu'il y a dix ans, à vous acheter de quoi jouer avec. Tiens, regarde ce blouson en cuir mottonné, si c'est pas trognon... Vous l'avez en six mois, mode-moiselle ? Et ces bottillons fourrés... OK, d'accord, d'ici à ce qu'il commence à marcher... Mais, je peux pas résister.

Bon, alors, c'est quoi la mode écolier, cette année ? Feuilletez le Figaro Madame : c'est Claudine, blazers et jupes plissées. Maintenant, si vous voulez être vraiment à la page, il ne vous reste qu'à potasser l'étude ethnologique de la fièvre fringo-puérile en milieu

perisien, signée d'une consœur, Martine Tourtour, dans un bouquet désopilant. Toutes coupables, ça s'appelle à ça désingue l'enfant Bonpoint, inscrit à Starzilas ou à l'Alsacienne, nurse en uniforme originaire des Deux-Sèvres, casquette anglaise Eton, de l'enfant Agnès B, vacances à l'île de Ré, circule en Renault Espace, profession des parents : dans l'édition. Pataugas Pom d'Api avec Zip.

Mercedes 560 SEC, goûters au Régine's, Ecole des Roches, nou-nou philippine importée de Londres, chapeau velours brodé de satin pour l'enfant Sonia Rykiel. Un enfant Chevignon, c'est déjà nettement moins classe. Vacances à Cannes ou à Saint-Trop ? BMW blanche, bonne meroceline, aérobic chez Vitamène pour les filles, et pour les garçons chemise en jean noir sur un tee-shirt blanc fabriqué par papa, qui est dans la confection.

Remarque, Osh Kosh, Miky House, Kenzo, Jacey ou Chantal Thomass, peu importe la marque, l'essentiel c'est de se pointer demain à l'école avec un gamin qui nous avante, nous flatte, et nous aille bien au teint.

Le maire de Vaux-en-Velin abandonne ses responsabilités au PCF
LYON

de notre bureau régional

Dans une lettre adressée au secrétaire de la Fédération du Rhône du PCF, le maire communiste de Vaux-en-Velin, M. Maurice Charrier, a annoncé qu'il démissionnait, tout en gardant sa carte, « par honnêteté intellectuelle », des organismes dont il est membre. Très proche de M. Charles Fiterman, M. Charrier reproche à la direction le « flou » de ses positions sur le plan international. Sur le plan intérieur, M. Charrier regrette « le refus de prise en compte de la chute du PCF », « les liens devenus extrêmement faibles avec le mouvement social », « des prises de position en zigzag » et « le centralisme qui n'a pas le pas sur la démocratie ». B. C.

Le philosophe italien Luigi Pareyson est mort

Le philosophe italien Luigi Pareyson est mort dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 septembre, à Milan. Il était âgé de soixante-trois ans. Né en 1918 dans le Piémont, Luigi Pareyson, professeur à l'université de Turin, a commencé sa réflexion d'inspiration chrétienne, sur l'existentialisme à la fin des années 30. Une part importante de son œuvre (non traduite en français) est consacrée à la philosophie de l'existence et Karl Jaspers (1940) ; *Études sur l'existentialisme* (1943 et 1950) ; *Existence et personne* (1950). Luigi Pareyson fut le maître d'Umberto Eco.

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street • San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO

Communauté par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie : Pacific C. et HONG KONG

L'ESSENTIEL	
SECTION A	
Debats	
Un entretien avec M. Michel Crozier	2
Les bouleversements en URSS	4 à 6
Les relations entre Israël et les États-Unis	7
Les tentatives de « refondation » de la gauche	8 et 9
Duel à distance entre M. Le Pen et M. Tapie	10
La rentrée scolaire	12
Les dates du Festival de Cannes	
La polémique rebondit	14
Déceptions à Venise	
Le cinéma italien dans ses mauvais jours	14
Comédies à Deauville	
Le cinéma américain a tendance à se répéter	15
Les vainqueurs de Flushing Meadow	
Stefan Edberg et Monica Seles ont battu Jim Courier et Martina Navratilova	17
SECTION B	
Querelle entre M ^{lle} Aubry et le CNPF	
Les « plans sociaux » des entreprises en question	19
Inflation et croissance	
Une étude de l'INSEE affirme que le taux des prix dépasserait l'activité	19
La crise des Houillères du Tarn	21
CHAMPS ÉCONOMIQUES	
Les États-Unis surveillent toujours l'Amérique latine • Slovénie • Les comptes de l'indépendance • La chronique de Paul Fabra : « L'or, ni valeur refuge ni étalon virtuel »	27 à 30
Coup de filet dans l'affaire de la BCCI	34
Ile-de-France	
Le Grand Stade coûterait 1,5 milliard de francs	36
Services	
Abonnements	36
Annonces classées	31 à 33
Carnet	36
Lots, lots a priori	17
Marchés financiers	34
Météorologie	37
Mots croisés	38
Radio-Télévision	37
Spectacles	16
La télématique du Monde	3615 LEMONDE
	3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 8-9 septembre 1991 a été tiré à 514 575 exemplaires.	

هكذا من الأصل